

La Maison de l'Argentine à la Cité internationale universitaire (1922-1988)

Nino Lima

▶ **To cite this version:**

Nino Lima. La Maison de l'Argentine à la Cité internationale universitaire (1922-1988). Histoire. 2018. dumas-01933417

HAL Id: dumas-01933417

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01933417

Submitted on 23 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne
UFR 09
Master Histoire des Sociétés occidentales contemporaines
Centre d'Histoire sociale du XXè siècle

La Maison de l'Argentine à la Cité internationale universitaire de Paris (1922-1988)

Mémoire de Master 2 recherche
Présenté par Nino Lima
Sous la direction de Françoise Blum et Guillaume Tronchet

Année 2018

Remerciements

Je remercie mes deux directeurs, Françoise Blum et Guillaume Tronchet, le personnel de la Maison, Julia, Agustina et Lorena, o Pablo pour le soutien linguistique et mes parents pour m'avoir fait connaître l'Argentine.

Sommaire

Introduction.....5
Un lieu de contact entre l'Argentine et la France.....11
Une entrave à l'autorité de la Fondation nationale.....13
Un lieu du pouvoir de l'État argentin.....15
Sources utilisées.....22

Chapitre 1 : La fondation de la Maison (1922-1939).....26

I – L'impulsion des relations universitaires.....26

1) Des relations diplomatiques fortes au début du XXè siècle.....26
2) Une construction initiée au sommet de l'État argentin.....28
3) Une prise en charge par la diplomatie universitaire française.....33
4) L''accueil d'étudiants argentins et français « de l'élite ».....36

II - L'instauration par le gouvernement argentin d'une autonomie unique à la Cité.....40

1) Le désintérêt du gouvernement argentin : méconnaissance et inactivité de la Maison.....40
2) L'investissement de 1938 : un renouveau tardif et vite interrompu.....44
3) Une propriété argentine dans la Cité.....47

Chapitre 2 : Une Maison à l'abandon (1939-1945).....52

I – La francophilie argentine transforme la résidence en hôpital (octobre 1939 – juin 1940).....52

1) La mobilisation des francophiles argentins.....52
2) La cession de la Maison à une armée alliée : rupture de la neutralité du gouvernement argentin ?.....55

II - Occupations allemandes et détérioration des bâtiments (juin 1940 – août 1945).....58

1) La première occupation : les initiatives du gouvernement argentin pour récupérer la Maison 58
2) Une détérioration ancienne aggravée par les vols et dégradations.....60
3) Désengagement de l'État argentin et sauvegarde de la Maison par la Fondation nationale.64

III - La réquisition par l'armée américaine : une prolongation des occupations (août 1944 à 1945) 68

1) Tensions entre la Fondation nationale et l'armée américaine.....69
2) Après le coup d'État de 1943, la Maison n'a plus d'intérêt pour les militaires argentins….70

Chapitre 3 : La Maison sous le premier mandat de Perón, une institution au service du pouvoir (1945-1955).....73

I – Le nouvel engagement de l'État argentin.....73

1) La prise en charge de la résidence par la présidence de la République.....73
2) La Maison renaît.....76

3) L’échec de la diplomatie universitaire française.....80

II - La redéfinition des activités de la Maison au service du péronisme.....84

1) La construction d’un centre culturel argentin.....84
2) Un organe de l’État péroniste.....86
a) Une administration émanant de l’exécutif argentin.....86
b) Un produit des politiques péronistes.....88
c) Un lieu de diffusion du péronisme à l’étranger.....91

Chapitre 4 : La Maison pendant les régimes militaires (1955-1974).....96

I – Les idéologies des différents régimes militaires affectent l’administration de la Maison.....97

1) Anti-péronisme et anti-communisme : les doctrines militaires relayées par la direction.....97
2) Malgré la censure, la Maison prend vie.....100
3) Une adhésion de la direction au projet de la Cité couplée au rejet persistant de son autorité 104

II – L’occupation de Mai 68 : les oppositions en Argentine à la dictature de la Révolution nationale insérées dans le mouvement social en France.....108

1) Une irruption des mouvements sociaux argentins dans le Mai 68 français.....111
2) Les attaques envers la direction visent le gouvernement militaire.....113
3) L’occasion pour une réforme du statut de la Maison.....115

Chapitre 5 : La dictature de 1976 et le retour à la démocratie (1974-1988).....121

I – La dictature et sa mémoire : l’ancrage de la Maison dans l’histoire politique argentine.....122

1) L’imprégnation des discours de la Junte militaire.....122
2) Propagation des luttes mémorielles et unanimité pour la démocratie.....126

II – L’approfondissement d’un statut unique parmi les résidences de la Cité.....128

1) L’implication nouvelle des résidents.....129
2) Une dépendance argentine à Paris.....132
a) L’arbitraire d’une direction très indépendante.....132
b) Une administration gouvernementale trop éloignée.....134
c) Le renforcement du rôle de résidence étudiante.....135

Conclusion.....140
Un objet des relations universitaires puis diplomatiques franco-argentines.....140
Un témoin de l’histoire de l’Argentine.....141
Un extra-territoire au sein de la Cité.....142

Sources.....144

Bibliographie.....148

Annexes.....155

Introduction

La Maison de l'Argentine est l'une des plus anciennes résidences de la Cité internationale universitaire de Paris. Ouverte en 1929, elle est la quatrième maison inaugurée dans la Cité, fondée quant à elle seulement cinq ans plus tôt, en 1924. Construite après la Fondation Emile et Louis Deutsch de la Meurthe, du nom du premier mécène de la Cité, la Maison des étudiants canadiens et la Fondation Biermans-Lapôtre, pour des étudiants belges et luxembourgeois, la Maison de l'Argentine est la première bâtie par le gouvernement d'un pays non-francophone et, jusqu'en 1933, la seule prévue pour accueillir des latino-américains[1]. Bâtie juste à l'entrée de la Cité, elle est inaugurée le 27 juin 1928 en présence de représentants politiques français et de la diplomatie argentine, dont Gaston Doumergue, le président français, et M. Alvarez de Toledo, l'ambassadeur d'Argentine en France, la fondation de la Maison, alors nommée Pavillon de l'Argentine (Pabellón Argentino), et est le résultat de relations qu'entretiennent l'Argentine et la France depuis la fin du XIXè siècle.

A cette époque, les universités et les grandes écoles françaises entreprennent d'étendre leurs relations avec les milieux universitaires de nombreux pays. Les universités françaises ont alors deux objectifs à remplir : d'abord, elles doivent s'agrandir pour accueillir le nombre croissant de disciplines, d'enseignants et d'étudiants dans le pays. Ensuite, elles mettent en œuvre une politique de *diplomatie universitaire* dont l'objet est de participer au « rayonnement intellectuel » de la France à l'étranger que le gouvernement essaie d'entretenir. La *diplomatie universitaire*, selon la définition qu'en donne Guillaume Tronchet[2], est la politique menée par les universités et les grandes écoles à partir des années 1880, de façon autonome puis peu à peu intégrée au ministère de l'Instruction publique, qui, parallèle à la *diplomatie culturelle* du ministère des Affaires étrangères, consiste dans l'ouverture à l'étranger du « champ universitaire » français[3]. Elle s'incarne dans l'accueil en France d'étudiants et de professeurs étrangers, la participation de membres des universités et grandes écoles françaises à des Congrès internationaux et la création des instituts français à l'étranger. La diplomatie universitaire comporte par ailleurs parmi ses objectifs l'accueil en France du plus grand nombre possible d'étudiants étrangers, en particulier plus que l'Allemagne,

1 Pour une histoire générale de la Cité internationale, lire Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)* (Presses Universitaires de Rennes, 2013).

2 Guillaume Tronchet, « Diplomatie universitaire ou diplomatie culturelle ? La Cité internationale universitaire de Paris entre deux rives (1920-1940) », in Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*, pp. 59-88.

3 Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, juin 1976, p. 88-104; du même auteur, Homo academicus, Paris, Minuit, 1984.Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, juin 1976, p. 88-104; du même auteur, Homo academicus, Paris, Minuit, 1984.

engagée à l'époque dans une politique similaire. A Paris, ce sont Louis Liard, le vice-recteur de l'Université de Paris de 1902 à 1917, puis Lucien Poincaré, au même poste de 1917 à 1920, qui conduisent cette politique. Ils l'appliquent avec la Mairie de Paris, la Société des amis de l'Université de Paris, une association de mécènes, et l'Office national des universités et écoles françaises (ONUEF). Cette association, créée en 1901, rassemble des universitaires et des parlementaires qui tentent d'inciter des personnalités politiques à faire progresser l'internationalisation de l'enseignement supérieur français. André Honnorat, alors député, qui en fait partie, s'inspirant des résidences universitaires anglo-saxonnes, fait voter en juin 1917 à la Chambre des députés un crédit pour la construction de logements étudiants appelés « maisons étudiantes » qui devraient fournir, en plus du logement, des salles d'études, de repas et de réunion. Il initie ainsi la construction de la Cité universitaire aux portes de Paris, sur les terrains anciennement occupés par les fortifications[4].

En 1920, Paul Appel est nommé recteur de l'Université de Paris et entreprend de réaliser ce projet. André Honnorat, désormais ministre de l'Instruction publique, lance un appel au mécénat auquel répond Emile Deutsch de la Meurthe, un industriel dirigeant la compagnie pétrolière Pétroles Jupiter et ayant déjà financé des projets philanthropiques. Dans le même temps, la Chambre et le Sénat adoptent, après de longues négociations avec Deutsch de la Meurthe, le projet d'acquisition par l'Université de Paris de terrains de la Ville de Paris en face du parc Montsouris pour y construire des bâtiments d'habitation avec des chambres individuelles et des bâtiments spéciaux. Ceux-ci seraient pourvus de bibliothèques, salles de lecture, de travail, de conférences, de spectacles et de jeux, et les terrains accueilleraient aussi des restaurants et des équipements sportifs.

Le projet de loi justifie ces constructions par une politique de justice sociale à destination des étudiants français, les logements construits devant leur permettre de vivre à Paris pour un coût plus faible que celui d'un logement privé, et par l'intention d'attirer des étudiants étrangers. L'Allemagne, qui attire en ce début des années 1920 plus d'étudiants étrangers que la France, est comme nous l'avons dit le principal concurrent des universitaires et des parlementaires qui portent la diplomatie universitaire dans ces années, et la création de la Cité participe d'une lutte d'influence universitaire mondiale particulièrement forte entre l'Allemagne et la France. Par ailleurs, dans ce cadre, la Cité est créée, selon le projet de loi, pour « l'élite » de la jeunesse[5]. La Cité internationale est donc le résultat de la politique de diplomatie universitaire du monde universitaire français, relayée par des hommes politiques. Cela dit, des courants de pensée et des réseaux de pouvoir internationaux deviennent progressivement les principales inspirations de ceux qui la dirigent, et la

4 Sur la résistance de ses habitants au projet urbain sur le terrain des fortifications, lire Constance Vilanova, « Défendre les zoniers des fortifications de Paris. Cinquante ans de résistance contre un projet urbain (1888-1930) » (Université Paris 1, 2016).

5 Guillaume Tronchet, « Diplomatie universitaire…, *op. cit.*, p. 8.

font s'éloigner des préoccupations nationales qui dominaient plus tôt. En effet, le pacifisme est aussi l'une des motivations des fondateurs de la Cité comme en témoigne le parchemin déposé dans la première pierre de la fondation Deutsch de la Meurthe, qui mentionne « l'entente de leurs nations » dont doit résulter le regroupement des résidents de la Cité. Honnorat est par ailleurs aussi très influencé par l'International Mind, une notion diffusée Nicholas M. Butler en 1912 et liée à l'intention de diffuser dans le monde, par l'éducation, le modèle politique américain. Progressivement, des normes distinctes de celles du champ universitaire s'imposent ainsi dans la direction que prend la Cité, et les discours liés à la création des nouvelles organisations internationales et des puissants réseaux internationaux sont intégrés par les dirigeants de la Cité et surtout par André Honnorat. En 1925, en créant la Fondation nationale pour administrer la Cité à la place du rectorat de Paris, Honnorat fait s'éloigner la Cité du monde universitaire et la rapproche du Ministère des Affaires étrangères. La Fondation est dès lors mandatée pour gérer la Cité au nom de l'Université de Paris qui demeure propriétaire des bâtiments et des terrains. Dans les mêmes années plusieurs projets sont issus des relations diplomatiques établies par le Quai d'Orsay avec certains pays, et non plus de liens universitaires. C'est le cas de l'intention de bâtir une maison de l'Allemagne, qui n'a finalement pas existé à cause de la Seconde guerre mondiale, mais qui était pensée en même temps que le ministère des Affaires étrangères initiait un rapprochement avec le pays[6]. A la fin des années 1930, la Cité s'est largement écartée des préoccupations universitaires qui présidaient à sa création et joue un rôle désormais politique et diplomatique. Ainsi, le fait d'accueillir plus d'étudiants étrangers que l'Allemagne ou d'offrir des logements à prix abordables n'est plus dans les principales préoccupations des dirigeants de la Cité et en particulier d'Honnorat, et la Cité est administrée de manière presque complètement autonome par la Fondation nationale, s'étant également éloignée du ministère des Affaires étrangères et de l'intention de participer au « rayonnement intellectuel » de la France. Enfin, depuis 1935, tous les boursiers étrangers du gouvernement français sont tenus d'y habiter.

La Maison de l'Argentine, comme nous l'avons dit, est parmi les toutes premières constructions de la Cité. Conformément à la constitution de la Cité par la politique de diplomatie universitaire, l'ouverture de la Maison résulte des relations universitaires nouées entre l'Argentine et la France depuis le début du siècle. Celles-ci s'inscrivent dans les liens plus larges et particulièrement importants par rapport aux autres pays d'Amérique latine qu'entretiennent l'Argentine et la France depuis plus longtemps. Certaines œuvres françaises sont lues en Argentine dès le XVIIIè siècle, en particulier celles des penseurs français des Lumières (Voltaire, Montesquieu, les Physiocrates…), diffusées par les rois Bourbons d'Espagne en Amérique du Sud et lues par des criollos, les

6 Voir Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*

bourgeois autochtones. Manuel Belgrano, membre de la Première Junte constituée à la suite du soulèvement du 25 mai 1810, le début de la guerre d'indépendance argentine, a étudié en France, lu Rousseau, Diderot, Voltaire, Montesquieu et est en Europe pendant la Révolution française. Considéré comme le créateur du drapeau argentin, il a été influencé par la pensée libérale et notamment celle élaborée en France, qui l'inspire comme de nombreux autres bourgeois du continent qui participèrent aux mouvements des indépendances. C'est aussi le cas de San Martín, autre héros national argentin, qui a vécu les dernière années de sa vie en France et est enterré à Boulogne-sur-Mer. A la fin du XIXè siècle, une nouvelle génération d'intellectuels argentins s'intéresse aux auteurs français. Ezequiel Ramos Mejía, José Nicolás Matienzo et Florentino Ameghino font partie de la génération positiviste, sur qui Bergson a beaucoup d'influence. Au début du XXè siècle, Meyerson et Poincaré sont à leur tour assez lus en Argentine[7]. De manière générale, les membres des catégories dominantes de la société argentine entretiennent des représentations prestigieuses associées à la France, qu'ils intègrent à leurs pratiques et constituent en marqueurs sociaux. Le français est parfois appris aux enfants et un voyage en France est très souvent effectué par les jeunes de ces milieux. Victoria Ocampo et Delfina Bunge, deux importantes écrivaines du XXè siècle issues de familles bourgeoises, ont ainsi appris le français en étant jeunes et, pour Ocampo, fait des études à Paris, écrit en français et entretenu des liens forts avec le monde littéraire français. La revue qu'elle a participé à créer, *Sur*, publiée des années 1930 aux années 1970, a eu un rôle important dans les liens entre écrivains des deux pays[8].

En 1909, un ancien ministre des Affaires étrangères français, Gabriel Hanotaux, crée le Comité France-Amérique. Son objectif est de renforcer les échanges entre Américains et Français grâce à une « réunion de toutes les informations d'intérêt économique et commercial, scientifique, intellectuel, littéraire et artistique qui pourraient servir à l'éducation mutuelle »[9]. Un an plus tôt avait été créé le Groupement des Universités et Grandes Ecoles de France pour les relations avec l'Amérique Latine (GUGEF) par Paul Appell, l'un des fondateurs de la Cité comme nous l'avons vu, et Henri Le Chatellier, un autre universitaire. Avec des représentants dans tous les pays d'Amérique latine, il organise la venue de plusieurs intellectuels argentins à la Sorbonne, par exemple l'écrivain Manuel Ugarte, qui avait déjà vécu plusieurs années en France et qui meurt à Nice en 1951, ou Paul Groussac, le directeur de la Bibliothèque Nationale argentine. Il accueille aussi des étudiants latino-américains en France, publie des traductions, organise des expositions et ouvre une bibliothèque américaine à Paris qui édite un Bulletin envoyé en Amérique du Sud[10]. Les

7 Lire Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia, franceses en Argentina: una biografía colectiva* (Ciudad Argentina, 1999), 1ra parte, « Las relaciones franco-argentinas. Los orígenes de una época fecunda ».

8 Axel Gasquet, *L'intelligentsia du bout du monde: les écrivains argentins à Paris*, 2002.

9 Hebe Carmen Pelosi, *op. cit.*, p. 111, et Gabriel Hanotaux, *L'oeuvre du Comité France-Amérique de 1909 à 1918 : une campagne de dix années* (Paris: Comité « France-Amérique », 1917).

10 Hebe Carmen Pelosi, *op. cit.*, p. 118.

fondateurs du Comité insistent sur le désintéressement de leur initiative. Cependant, les Français qui dirigent ces initiatives le font tout de même avec l'intention d'étendre l'influence des institutions universitaires auxquelles ils appartiennent (ou de la France tout court) en Amérique du Sud, et en particulier en Argentine. Ernest Martinenche, secrétaire général du GUGEF, s'inquiète ainsi au début du XXè siècle de l'intérêt moins important que semble susciter l'actualité intellectuelle et artistique française dans le continent[11]. Ces relations universitaires sont liées aux liens économiques forts qu'entretiennent l'Argentine et la France depuis la fin du XIXè siècle. Au moment où ses dirigeants politiques cherchent à insérer l'Argentine sur les marchés mondiaux, ils se tournent vers l'Europe, et c'est ce qui motive la nomination d'un représentant diplomatique pour les gouvernements européens qui s'installe à Paris au début du XXè siècle[12]. La Fondation de la Maison intervient à ce moment, lorsque relations universitaires, politiques et commerciales sont fortes. L'approfondissement des relations universitaires que signifie l'ouverture de la Maison participe donc du renforcement général des liens entre les deux pays.

Après la Première guerre mondiale, cependant, les relations entre l'Amérique latine et l'Europe sont plus difficiles. Selon Olivier Compagnon, la guerre provoque en effet une perte de prestige de l'Europe auprès des intellectuels latino-américains et fait disparaître la conviction du caractère émancipateur des idées européennes. Revenant sur l'influence des idées libérales que nous avons mentionnée plus haut, ils entreprennent de construire d'autres pensées et d'autres manières de définir le continent et ses pays, comme la *argentinidad*, réévaluent le colonialisme, l'hispanité, l'indianité (surtout au Mexique), certains courants esthétiques et le nationalisme. La guerre est perçue comme l'effondrement de l'Europe, et l'intérêt qui persiste pour sa production intellectuelle se concentre dans les années 1920 et 1930 sur ceux qui y développent des visions critiques du continent, comme Maurras ou Maritain. Les gouvernements argentins se rapprochent alors de l'Allemagne et de l'Italie et la diplomatie française est beaucoup moins efficace[13]. C'est dans cette période qu'est fondée la Maison : elle témoigne donc de la persistance de liens entre les deux pays. Si la Maison est inaugurée en 1928, elle est pensée pour la première fois au début des années 1920, lorsque le ministre d'Argentine auprès du gouvernement français, Marcelo T. de Alvear, rentre en Argentine après avoir promis à des hommes politiques français d'œuvrer à la construction d'une Maison de l'Argentine à la Cité universitaire. Elu président en 1922, il a eu un rôle majeur dans le

11 Ernest Martinenche, Le Groupement des Universités et Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique latine, *in* Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française (3d : 1913 : Ghent), *Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française. Troisième session, Gand, 11-14 septembre 1913*, (Paris: É. Champion, 1914), pp. 14-21.

12 Hebe Carmen Pelosi, *op. cit.*, p. 111.

13 Olivier Compagnon, *L'Adieu à l'Europe: L'Amérique latine et la Grande Guerre* (Fayard, 2013) et du même auteur " *'Si loin, si proche...' La Première Guerre mondiale dans la presse argentine et brésilienne* ". Jean Lamarre et Magali Deleuze (dir.). *L'envers de la médaille. Guerres, témoignages et représentations*, Presses Universitaires de Laval, pp.77-91, 2007. Voir également Denis Rolland, *La Crise Du Modèle Français: Marianne et l'Amérique Latine - Culture, Politique et Identité* (Editions L'Harmattan, 2011).

démarrage du projet[14], qui fut, comme nous tenterons de le montrer, probablement poursuivi par les dirigeants suivants du fait de cette initiative. Le désintérêt durable du gouvernement argentin pour la Maison à partir de sa fondation est donc cohérent avec cette évolution de la relation des élites argentines à la France et à l'Europe, tout en nuançant cette tendance générale.

Pendant la Seconde guerre mondiale, le gouvernement argentin demeure neutre quasiment tout au long du conflit, ne déclarant la guerre à l'Axe qu'en avril 1945, et n'a presque aucune relation diplomatique avec la France. Cela dit, des Argentins et des Français en Argentine créent des comités en soutien aux victimes de la guerre et un Comité de Gaulle, formé par des Français installés à Buenos Aires en 1940. Les deux premiers récoltent de l'argent pour l'hôpital ouvert dans la Maison en 1939, ce dont nous reparlerons, tandis que le Comité de Gaulle édite un journal, *Pour la France Libre*[15]. Après la guerre, les relations entre les deux pays sont plus faibles, en partie car elles sont affectées par l'hostilité réciproque des gouvernements argentins et des Etats-Unis. Certains diplomates français sont par ailleurs personnellement convaincus du caractère autoritaire, voire fasciste, du pouvoir et de Perón, élu en 1948[16]. En même temps, la Maison fait l'objet d'un investissement décidé par le président et son entourage qui marque le début d'une prégnance beaucoup plus forte de l'histoire de l'Argentine sur celle de la Maison. En effet, les années du premier mandat de Perón, les dictatures militaires des années 1960 jusqu'aux années 1980 et le retour à la démocratie en 1983 marquent la Maison. Elu en en 1948, Perón accorde plus d'importance à la résidence que ses prédécesseurs et son gouvernement, outre la rénovation nécessaire des bâtiments après son occupation pendant la guerre, y organise un fonctionnement et des activités directement inspirés du péronisme et des politiques mises en œuvre en Argentine jusqu'au coup d'État de 1955. Durant les dictatures militaires qui suivirent, les résidents de la Maison sont aussi affectés par les doctrines des gouvernements, et plusieurs directeurs exercent une censure politique sur les activités qui s'y déroulent. Cependant, la Maison continue d'évoluer, en même temps que la Cité qui s'étend pendant cette période[17], et malgré certains directeurs des résidents s'emparent de l'organisation de la Maison en y organisant des activités culturelles ou sportives, des sorties, etc. Même si nous manquons de sources à ce propos, il est probable qu'elle devienne progressivement un lieu important de rencontre pour les étudiants argentins installés à Paris.

14 Hebe Carmen Pelosi, *op. cit.*, pp. 250-263.

15 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia: Las Relaciones Franco-Argentinas (1939-1946)* (Nuevohacer Grupo Editor Latinoamericano, 2003), pp. 79-80.

16 Boris Reith, « Les relations diplomatiques franco-argentines à l'époque de Perón (1946-1955): Mémoire de DEA » (Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, 2005).

17 Brigitte Blanc, « La constitution du domaine de la Cité internationale universitaire de Paris », *In Situ. Revue des patrimoines*, no 17 (23 novembre 2011), p. 11.

Un lieu de contact entre l'Argentine et la France

Depuis sa fondation, les deux pavillons qui composent la Maison de l'Argentine sont la propriété du gouvernement argentin. Celui-ci n'en a jamais fait don à la Cité, contrairement à tous les autres gouvernements ou mécènes étrangers, et ce malgré les demandes répétées de la Fondation nationale, depuis les premières années de l'existence de la Maison jusqu'à la fin de la période que nous étudierons. Ainsi, la Maison est administrée de manière indépendante par le gouvernement, qui n'a aucune obligation de se conformer à des règles autres que celles qu'il définit lui-même. Les autres résidences de la Cité, lorsqu'elles ne sont pas gérées directement par le conseil d'administration de la Cité (c'est-à-dire lorsque ce sont des maisons « rattachées »), disposent toutes de leur propre conseil d'administration dont les attributions et la composition sont définies dans l'acte de donation de la maison à la Fondation nationale, et sont similaires dans toutes les résidences. Ainsi, dans toutes les maisons « non-rattachées », la composition du conseil doit comprendre des représentants des résidents, et il doit avoir pour attributions, entre autres, le choix du directeur, la définition des modalités d'admission des résidents ou du montant des loyers. N'ayant jamais été donnée à la Fondation, un tel conseil n'a jamais été créé pour la Maison de l'Argentine et c'est donc bien le gouvernement qui prend seul, depuis Buenos Aires ou par l'intermédiaire de l'ambassade d'Argentine à Paris, les décisions prises par les conseils dans les autres maisons. Par exemple, la nomination du directeur n'est soumise qu'une seule fois à l'accord des recteurs de l'Université de Paris comme le prévoient les règlements de la Cité, en 1976[18]. Il s'agit de la seule Maison à être ainsi indépendante de la Fondation nationale[19].

Comme nous le verrons, cette situation résulte des conditions de la fondation de la Maison, et en particulier des exigences du gouvernement argentin. Nous l'avons dit, la France et l'Argentine ont des relations assez riches au moment où l'idée de construire la maison apparaît, et la francophilie du président Alvear semble avoir eu un rôle déterminant pour l'ouverture de la Maison[20]. Cependant, lorsque la Maison ouvre, en 1929, Alvear et les plus francophiles des radicaux ne sont plus au pouvoir, et le nouveau président, Yrigoyen, est toujours radical mais a déjà une politique extérieure assez isolationniste. Il est renversé l'année suivante par un coup d'État militaire et les nouveaux dirigeants témoignent d'une politique extérieure beaucoup moins sensible aux relations culturelles et universitaires avec la France. La Cité, liée idéologiquement à la SDN et aux sociétés philanthropiques américaines, rassemble ce que les élites au pouvoir en Argentine ignorent ou rejettent, et cela explique probablement en partie le désintérêt pour la Maison du gouvernement

18 Decreto del 25/10/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.

19 Mail de Simona Montini, 10/04/2018.

20 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*, p. 250.

argentin aussitôt son ouverture[21]. Lorsque l'État argentin s'intéresse à nouveau à la Maison à la fin de la Seconde guerre mondiale, il renforce son emprise sur elle et en demeure le gestionnaire exclusif. Après un investissement en 1948 pour sa rénovation, la résidence demeure en effet très liée, jusqu'à aujourd'hui, au gouvernement argentin. Elle est utilisée à deux reprises lors de rencontres entre des représentants des États argentin et français, en 1948 et en 1960, et permet de poursuivre l'établissement de liens entre les mondes universitaires des deux pays. Surtout au début des années 1950, sa programmation culturelle en fait un lieu où s'établirent probablement des liens entre universitaires des deux pays. Cependant, ces activités culturelles s'interrompent rapidement et la gestion unilatérale du gouvernement argentin signifie surtout le repli des relations avec la Cité et la France. En effet, durant le mandat de Perón puis les différentes dictatures militaires, les liens diplomatiques entre la France et l'Argentine sont faibles et peu nombreux et cela se ressent dans la Maison, qui se concentre finalement sur son rôle de logement étudiant. Cela dit, rien qu'en accueillant des étudiants argentins pour faire des études à Paris, bien qu'il soit prévu que la plupart rentrent ensuite en Argentine, la Maison participe tout de même aux liens universitaires entre les deux pays.

De plus, le gouvernement, bien qu'il soit le gestionnaire de la Maison, ne définit pas l'ensemble de son fonctionnement et de ce qui s'y passe. En effet, d'autres groupes s'emparent aussi de la résidence pour établir des contacts avec la France. La Maison est ainsi financée en partie par Otto Bemberg, dirigeant de l'un des plus grands groupes économiques argentins à ce moment et par ailleurs également lié à des hommes d'affaires français[22], et d'autres membres des élites économiques s'investissent dans la construction. Ces groupes financent aussi la transformation des bâtiments en hôpital au début de la Seconde guerre mondiale et font de cette initiative une démonstration de solidarité avec la France. En Mai 68, des occupants argentins, français et latino-américains prennent la Maison pendant un mois et demi et définissent des liens entre le mouvement social qui se déroule en France et des mobilisations en Argentine, constituant à nouveau des rapprochements entre les deux pays. Enfin, les résidents sont aussi à l'initiative, individuellement ou collectivement, de nombreuses activités qui les conduisent à se lier avec le pays dans lequel ils vivent. Leurs études, tout d'abord, y participent fortement, ainsi que des voyages, des emplois, des sorties dans la Cité ou dans le reste de Paris, etc. De cette façon, si elle témoigne à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale, bien que cela soit nuancé selon les moments, plutôt d'un éloignement et de l'indifférence des gouvernements argentins et français l'un à l'égard de l'autre, la Maison de l'Argentine est le support pour la formation de liens nombreux entre la France et l'Argentine.

21 Voir les ouvrages de D. Rolland et O. Compagnon cités plus haut.

22 Le rôle des Français dans la fondation de l'industrie argentine à la fin du XIXè et au début du XXè siècle, Henri Arnoux, pp. 79-104, Cahiers des Amériques Latines, n°16, 1977, pp. 97-100.

Une entrave à l'autorité de la Fondation nationale

En détenant les bâtiments qui composent la Maison depuis sa fondation, le gouvernement argentin a assez largement concentré le contrôle de la résidence au détriment de la Fondation nationale. Comme nous l'avons dit il n'y a en effet jamais eu de conseil d'administration de la résidence intégrant des représentants de la Fondation nationale, et cela a conduit à ce que la Maison ne respecte pas certaines règles de la Cité. Comme le montrent les auteurs de *La Babel étudiante*, la Cité a pourtant pour ambition d'être plus qu'un regroupement de résidences pour étudiants étrangers gérées chacune de façon autonome. Comme nous l'avons dit, André Honnorat a rapidement eu le projet d'en faire un lieu de rencontre entre étudiants du monde pour la constitution d'une élite mondiale rassemblée par le pacifisme, le progrès par la raison, la connaissance, la démocratie…, valeurs dont l'*International Mind* est l'une des mises en cohérence[23]. La réalisation de ce projet supposait la coopération des administrations des Maisons et de la Fondation nationale, pour l'organisation d'événements communs, la définition commune des conditions de sélection des résidents, des règlements intérieurs… Le désintérêt de l'Argentine pour ce projet et son indifférence aux demandes de la Fondation de se conformer aux règles de la Cité a forcément contrarié Honnorat et ceux qui l'ont accompagné ou remplacé.

Une gestion directe de la Maison par la Fondation ou un conseil où celle-ci aurait eu des représentants aurait pu faciliter certaines initiatives de la Cité lorsque le gouvernement argentin ne s'intéressait plus à la Maison, par lors des réparations qu'il fallût y faire après la Seconde guerre mondiale. La Fondation nationale a dû payer à plusieurs reprises des réparations ou le fonctionnement de la Maison car le gouvernement argentin ne prenait pas en charge ces dépenses, et que la Fondation nationale voulait éviter que l'une des Maisons de la Cité ne se dégrade. De plus, elle s'est assez largement chargée de l'administration de la Maison pendant sa première décennie d'existence, au cours des années 1930. De la même manière, lorsque les admissions ou la nomination des directeurs par le gouvernement argentins étaient désapprouvées par la Fondation, les problèmes auraient été évités si les décisions avaient été prises conjointement. Cependant, la Fondation n'a jamais annulé une décision déjà prise, ni ne s'est clairement opposée à l'une d'elles. Mises à part les difficultés pratiques pour le fonctionnement et l'entretien de la Maison, il semble que ce soit dans la forme que réside le problème pour les administrateurs de la Cité. En effet, Honnorat et les délégués généraux ne précisent jamais pourquoi, dans leurs effets, la nomination d'un directeur ou le projet d'admission de certains résidents est un problème. C'est toujours parce que la procédure par laquelle ils sont réalisés est contraire au règlement de la Cité et à la manière dont fonctionnent et existent juridiquement les autres résidences qu'ils manifestent leur

23 Lire notamment Charles F. Howlett, *Nicholas Murray Butler's The International Mind: An Argument for the Judicial Settlement of International Disputes with a New Introduction by Charles F. Howlett* (IAP, 2013).

insatisfaction. Ainsi, toujours en dehors des travaux réalisés par la Fondation, c'est par principe que cette dernière est insatisfaite de l'administration de la Maison, et non parce que ces décisions ont des implications spécialement contraires aux valeurs de la Cité telles qu'elles sont définies au cours de son histoire, par exemple. Selon les sources que nous avons, c'est avant tout par principe que la Fondation souhaite réformer le statut de la Maison, et ce très certainement par ce qu'elle contraignait l'autorité de la Fondation nationale sur la Cité et les résidences qui la composaient.

Si la Maison n'a jamais été juridiquement rattachée à la Fondation nationale et que le gouvernement n'a pas plus coopéré avec elle, c'est aussi parce que cette dernière et d'autres institutions françaises auxquelles elle aurait pu faire appel n'ont jamais fortement insisté pour qu'il en soit ainsi. En particulier, le Ministère des affaires étrangères semble n'avoir jamais entrepris de démarches très significatives pour que le gouvernement fasse don de la Maison à l'Université de Paris. Cela s'explique probablement par le fait que le Ministère ait eu peur que les relations diplomatiques avec l'Argentine n'en soient affectées. En effet, si la Fondation s'est adressée plusieurs fois à des diplomates français, il ne semble pas que le Quai d'Orsay se soit particulièrement engagé pour résoudre le problème. De cette manière, la Fondation nationale ne pouvait que se contenter de communiquer avec la direction de la Maison, qui jusqu'en 1938 était occupée par des Français. De plus c'est certainement pour la même raison que celle du ministère que la Fondation n'a elle-même pas plus insisté auprès des autorités argentines, ce qu'elle a timidement commencé à faire à certains moments. Cela montre que la diplomatie, si elle a été un instrument pour le développement de la Cité internationale à certains moments de son histoire[24], a également contraint sa réalisation.

Par ailleurs, comme il n'y a que très peu d'Argentins dans la Maison avant la Seconde guerre mondiale, la Cité y loge des Français et réalise ainsi la politique sociale envers les étudiants français. Sur ce point-là, la Cité gagne à ce que l'Argentine s'occupe peu de la Maison. La construction de la Maison de l'Argentine a donc aussi participé à la mise en œuvre de la politique sociale de la Cité dont parle Nicolas Manikatis[25], et ce conformément au projet de loi voté en 1921. La Cité louait à des étudiants français des logements moins chers que ceux du marché privé de Paris et offrait des services sociaux sanitaires, récréatifs et restauratifs. Dans les résidences, qui sont jusqu'en 1933, lorsqu'est terminée la Fondation des provinces de France, toutes financées par des mécènes étrangers, les Français sont les plus nombreux : ils constituent deux tiers des résidents en 1935 et les trois quarts en 1938[26]. La Maison, financée par Bemberg et le gouvernement argentin, a contribué à cette politique sociale de façon équivalente aux autres résidences en accueillant surtout des Français, qui représentent la majorité des étudiants pendant les années 1930. Cependant

24 Guillaume Tronchet, *« Diplomatie universitaire…, op. cit.*, p. 16.

25 Nicolas Manitakis, « "La Cité Universitaire tue le Quartier Latin" : enjeux sociaux et urbains d'une ville étudiante (années 1920-1930) », in Dzovinar Kévonian et Guilaume Tronchet, *op. cit.*, pp. 89-99.

26 *Ibid.*, p. 91.

Bemberg avait donné moins d'argent que d'autres mécènes : la construction de la Maison lui a coûté 1 million de francs tandis que Biermans-Lapotre et Deutsch de la Meurthe dépensèrent respectivement 12 et 7 millions de francs[27]. Cette politique à destination des étudiants français devenant progressivement pendant les années trente secondaire par rapport aux intérêts des acteurs de la diplomatie universitaire et au projet propre de Honnorat, le délaissement de la Maison couplé à la concentration de son pouvoir de gestion par l'État argentin pose donc plus problème à la Fondation.

Ainsi, nous tenterons de mettre en évidence la manière dont la Maison de l'Argentine a participé à la définition des activités de la Cité internationale par les dirigeants de la Fondation nationale, de leur autorité sur les administrations des résidences et de leurs relations à la diplomatie.

Un lieu du pouvoir de l'État argentin

Surtout à partir de sa rénovation en 1948, la maison est un lieu d'exercice et d'affirmation du pouvoir de l'État argentin, dans ses valeurs et ses doctrines, par le conflit avec ses opposants et la réalisation d'une politique extérieure. Attaquer la Maison signifie donc s'en prendre assez directement au groupe qui occupe les principaux postes de pouvoir de l'État argentin : c'est par exemple ce qui donne son sens à l'occupation en Mai 68 et la motive.

L'insertion de la Maison dans la politique extérieure argentine concerne principalement les relations avec la France et est marquée tout le long de la période que nous étudions par l'affirmation de l'indépendance de l'Argentine : jamais le gouvernement n'accepte de céder la propriété, et d'affaiblir son pouvoir dans la Maison. Ce maintien, voire cette défense, d'une autonomie juridique unique au sein de la Cité, peut constituer un élément pour faire l'histoire des relations diplomatiques entre la France et l'Argentine durant le XXè siècle. Il indique l'indépendance à l'égard des initiatives françaises en termes d'influence universitaire et culturelle, et la mise en œuvre de la propre politique étrangère culturelle et universitaire de l'État argentin. Au-delà de constituer un relais de la politique étrangère de l'État, l'histoire de la Maison reflète et déforme aussi celle de l'Argentine en général. Les grands moments des histoires économique, sociale et politique du pays apparaissent dans les évolutions de la Maison et les événements qui y ont lieu. Ils sont cependant transformés dans cet endroit précis par le cadre spécial que constitue la Maison, caractérisée par la population de ses résidents, les personnes qui la dirigent, les institutions argentines et françaises auxquelles elle est liée et les événements qui ont lieu à Paris. Il s'agit d'un lieu d'expression de certains événements en Argentine inséré dans ceux qui se déroulent France. Ainsi, comme nous le verrons, apparaissent dans l'histoire de la Maison la crise économique des années 30, la période de

27 *Ibid.*

fondation du péronisme, l'opposition étudiante et artistique à la dictature de Onganía à la fin des années 1960, la répression des dictatures des années 1960 à 1970 et le retour à la démocratie dans les années 1980… La plupart du temps, les évolutions de la Maison témoignent surtout de l'influence du gouvernement et de ses politiques sur elle. En réaction, les événements qui y échappent sont des contestations de cette influence et du gouvernement en général, voire du système politique et économique plus large dans lequel il s'inscrit. C'est en particulier le cas en mai 1968

Ce lien à l'histoire de l'Argentine existe surtout après la Seconde guerre mondiale, lorsque les résidents argentins sont plus nombreux et que sa direction est occupée par des fonctionnaires argentins, alors qu'elle avait surtout accueilli dans les années 1930 des étudiants français et été gérée par un universitaire français. Elle est également définitivement rattachée en 1948 au gouvernement argentin. Ainsi, la troisième question que nous nous poserons consistera à savoir dans quelle mesure la constitution de la Maison en lieu du pouvoir de l'État argentin a-t-elle structurée l'histoire de la résidence au cours du XXè siècle, surtout de la fin de la Seconde guerre mondiale aux années 1980.

Le traitement du sujet de ce mémoire est enrichi par les ouvrages d'histoire relatifs à trois grands objets : l'Argentine au XXè siècle, les relations entre l'Argentine et la France dans la même période et la Cité internationale universitaire de Paris.

En ce qui concerne l'histoire de l'Argentine, les ouvrages généraux de Felix Luna qui forment l'Historia integral de la Argentina[28] ou de Luis Alberto Romero[29] nous ont été utiles pour relier l'histoire de la Maison aux évolutions politiques et sociales assez générales du pays de la fin des années 1920 à la fin des années 1980. Ces travaux nous ont permis de mieux définir les liens entre les changements dans la Maison et sa gestion et les évolutions en Argentine, surtout politiques. Ils nous ont été particulièrement utiles pour les années allant du début de la Seconde guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980, où le gouvernement argentin a pris en charge la Maison de manière assez forte, contrairement à ce qu'il se passait dans les années 1930. Ainsi, entre autres les attitudes des différents acteurs politiques face à la Seconde guerre mondiale, l'arrivée au pouvoir de Perón, les années de son premier mandat, les coups d'État militaires qui l'ont suivi, les années de la présidence de Frondizi et les dictatures des années 1960 aux années 1980 ont des incidences directes sur l'histoire de la Maison. Des mobilisations sociales à la fin des années 1960 et de la part de groupes politiques, par exemple péronistes, en Argentine, ont également eu une incidence sur

28 Félix Luna, *Historia integral de la Argentina,* (Buenos Aires: Planeta), surtout les tomes 9, *Conservadores y peronistas* (1997) et 10, *El largo camino a la democracia* (1997).

29 Luis Alberto Romero, *Breve historia contemporánea de la Argentina* (Fondo de Cultura Economica, 2012).

l'histoire de la Maison. Pour préciser ces informations assez générales, des ouvrages sur des périodes plus réduites permettent d'affiner la compréhension de la relation entre l'histoire de la Maison et celle de l'Argentine. Parmi ceux-ci, les livres de Félix Luna sur les présidences de Alvear, Ortiz et Perón[30] peuvent être utiles tout comme ceux d'Alain Rouquié sur le radicalisme et Frondizi, le pouvoir militaire et le péronisme[31]. En ce qui concerne les mobilisations de Mai 68, un ouvrage de Mariano Mestman et Ana Longoni[32] sur les mouvements sociaux d'artistes en Argentine à la fin des années 1960 nous a permis de relier cette mobilisation et la contestation sociale plus large qui s'exprime dans ces années en Argentine contre la dictature de Onganía, culminant dans le Cordobazo en 1969, avec l'occupation de la Maison de l'Argentine en Mai 68 en France. Un article de Horacio Tarcus formulant déjà des liens entre la gauche en France et ces mouvements sociaux en Argentine dans ces années nous a également permis de préciser notre analyse. En particulier, nous avons constaté que l'occupation sur laquelle nous avons travaillé s'insérait assez largement dans la mobilisation de certains artistes argentins tout en ayant été déclenchée à l'occasion de Mai 68 à Paris mais nous n'avons pas trouvé pour autant de liens entre des courants de gauche en France et les occupants de la Maison. Par ailleurs, contrairement à ce qui se passait en Argentine, le mouvement dans la Maison semble avoir eu une dimension artistique réduite malgré la participation de ces artistes. Elle a finalement plutôt été une résurgence de l'opposition plus large à la dictature en Argentine mais aussi dans le reste de l'Amérique latine, ce qui permettait d'y intégrer d'autres latino-américains à Paris, probablement déclenchée par les contextes socio-politiques extraordinaires dans les deux pays mais ensuite surtout rattachée à ce qu'il se passait à Paris et dans la Maison.

En ce qui concerne les relations entre l'Argentine et la France, les travaux de Denis Rolland[33] et Hebe Carmen Pelosi[34] permettent de connaître les liens anciens entre les deux pays qui constituent l'explication principale de l'ouverture de la Maison. Denis Rolland, qui s'intéresse aux relations entre l'Amérique latine et la France, explique ainsi la manière dont cette dernière a constitué un modèle pour les pays du continent à partir du XIXè siècle, au moment où les élites s'inspiraient des régimes politiques, la législation, la manière de vivre la religion, la mode, l'art, etc., tels qu'ils existaient en France. Il détaille aussi la référence constante au pays dans les discours publics au

30 Félix Luna, *Alvear* (Buenos Aires, Argentine: Libros argentinos, 1958); *Ortiz: Reportaje a la Argentina opulenta* (Penguin Random House Grupo Editorial Argentina, 2012); *Perón y su tiempo*, tomes 1, 2 et 3 (Buenos Aires, Argentine: Sudamericana : Random house Mondadori, 2013).

31 Alain Rouquié, *Le mouvement Frondizi et le radicalisme argentin* (Presses de Sciences Po, 1967); *Pouvoir militaire et société politique en république argentine* (Paris: Les Presses de Sciences Po, 1977); *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques* (Paris: Le Seuil, 2016).

32 Mariano Mestman et Ana Longoni, *Del Di Tella a « Tucumán Arde »: vanguardia artística y política en el '68 argentino*, 3e éd. (Buenos Aires: Eudeba, 2013).

33 Denis Rolland, *La Crise Du Modèle Français: Marianne et l'Amérique Latine - Culture, Politique et Identité* (Editions L'Harmattan, 2011) ; *L'Amérique latine et la France…, op. cit.*

34 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*

moment de la fondation des États, dans la première moitié du siècle. Hebe Carmen Pelosi analyse ces phénomènes pour l'Argentine, montrant également la forte influence des penseurs français dans le pays dès le XVIIIè siècle et surtout à partir du XIXè. Elle montre l'intérêt des catégories dominantes de la société pour le français et les auteurs français, dont la connaissance des deux est constituée en facteur de distinction sociale, et donne l'exemple de plusieurs intellectuels entretenant des liens forts avec la France, comme Victoria Ocampo. Pelosi détaille aussi les partenariats universitaires entre les deux pays qui se constituent au début du siècle, par l'intermédiaire du Comité France-Amérique et du GUGEF, et auxquels la fondation de la Maison est très fortement liée. Elle apporte également des informations sur la fondation de la Maison issue de ces relations et de la promesse de Marcelo de Alvear à partir d'archives de l'État argentin. Ainsi, les travaux de Pelosi nous permettent de comprendre la fondation de la Maison et une bonne partie de la manière dont elle a fonctionné pendant ses premières années d'existence, grâce à l'histoire qu'elle fait des relations anciennes d'intellectuels et de membres des catégories dominantes argentines avec la France. La diplomatie universitaire française telle que la définit Guillaume Tronchet permet également de préciser la nature des liens de ces liens. En effet, la dimension universitaire des relations entre certains Français et Argentins, s'intégrant pour l'Argentine dans des liens plus larges et anciens que ceux issus des partenariats académiques de la fin du XIXè siècle, expliquant qu'ils aient été si forts par rapport à ceux qui existaient entre la France et d'autres pays du continent, est probablement un élément déclencheur pour la fondation de la Maison.

Des ouvrages sur les liens entre l'Amérique latine et l'Europe permettent par ailleurs de mieux comprendre les évolutions des relations entre la France et l'Argentine, et donc l'histoire de la Maison, au cours du XXè siècle. Olivier Compagnon[35] montre l'éloignement culturel et diplomatique des deux continents après la Première guerre mondiale, ce dont nous avons déjà parlé. Les travaux écrits en collaboration avec Armelle Enders[36] portent les mêmes thèses, et cela concorde avec le désintérêt du gouvernement argentin rapidement après son ouverture, malgré le fait que l'inauguration ait constitué un rapprochement entre les deux pays. Denis Rolland[37] réalise une histoire similaire en se concentrant toujours sur les relations entre l'Amérique latine et la France, et montrant de la même manière que le modèle qu'avait constitué la France depuis le XIXè siècle s'affaiblit considérablement au début du XXè siècle. Au début de la Seconde guerre mondiale, les liens de l'Amérique latine avec l'extérieur sont désormais très largement contenues

35 Lire notamment Olivier Compagnon, *L'Adieu à l'Europe…*, *op. cit*, Olivier Compagnon, « 'Si loin, si proche...' ..., *op. cit.*

36 Olivier Compagnon et Armelle Enders, « L'Amérique Latine et la première guerre mondiale », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos.* 1 janvier 2002; Olivier Compagnon et Armelle Enders, « L'Amérique Latine et la guerre », in *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918: histoire et culture*, par Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean Jacques Becker (Bayard, 2004), 889-901.

37 *Mémoire et imaginaire de la France en Amérique latine: La commémoration du 14 juillet 1939-1945* (Editions L'Harmattan, 2000)

dans celles que ses pays entretiennent avec les États-Unis. Un mémoire de master de Boris Reith sur les relations diplomatiques entre la France et l'Argentine pendant le premier mandat présidentiel de Perón[38], entre 1946 et 1955, confirme ce tableau général pour l'Argentine, en montrant que les deux pays n'avaient des contacts qu'assez rares durant ces années. Cela dit, ce mémoire montre que Perón, souhaitant faire basculer les relations bilatérales à l'avantage de l'Argentine, notamment économiquement, s'intéresse tout de même à la France et son investissement important pour rénover et redonner de l'activité à la Maison de l'Argentine semble en témoigner, tout comme de ses intentions en termes de diplomatie culturelle. Nos recherches permettent ainsi de préciser la politique étrangère de Perón vis-à-vis de la France, ce qui peut être relié à ses intentions à l'égard de l'Europe, et montrent que la mise de la Maison au service de sa politique a probablement servi à soutenir son pouvoir en faisant la promotion de sa doctrine à l'étranger. Cela nuance les analyses d'un déclin des relations entre l'Argentine et la France, montrant que pendant quelques années, elles existaient mais ne consistaient désormais plus que très peu en une influence de la France, sinon plutôt en une utilisation par le gouvernement argentin de ses bâtiments au cœur de la Cité comme d'un relais de sa politiques étrangère et sociales.

S'ajoutant aux travaux de ce mémoire, un ouvrage de Pelosi consacré aux relations entre les deux pays exclusivement pendant la Seconde guerre mondiale[39] montre la mobilisation de certains groupes en Argentine pour témoigner de leur soutien à la France, par exemple par l'intermédiaire du Comité de Gaulle installé à Buenos Aires. Le livre mentionne la proximité entre le gouvernement argentin et Vichy, et montre l'utilisation de la Maison de l'Argentine par des personnes qui, déjà liées à sa fondation, la mirent à disposition de l'armée française. En rapprochant cela des sources que nous avons consultées et des ouvrages spécifiques à l'histoire de l'Argentine pendant les années précédentes, nous avons tenté d'éclairer la politique étrangère du gouvernement argentin pendant la Seconde guerre mondiale en ce qui concernait l'Europe. En particulier, nous avons essayé de montrer que la manière dont le gouvernement a agi durant les occupations de la résidence par les armées française et allemande montraient une discrète prévenance à l'égard des Alliés, toutefois probablement limitée aux années de gouvernement de Ramón Castillo, c'est-à-dire jusqu'à son renversement en juin 1943. Pelosi nous permet aussi de mesurer la constance pendant ces années de l'appui d'industriels et d'hommes de la bourgeoisie argentine autour de Bemberg à la Maison et, par son intermédiaire, à la France.

A la fin des années 1950 et au début des années 1960, les relations entre les deux pays, qui demeurent assez pauvres comme l'explique Denis Rolland, sont marquées par une visite d'André Malraux en Argentine en 1959, de Arturo Frondizi, le président argentin, à Paris en 1960, et de Charles de Gaulle à Buenos Aires en 1964. En 1960, Frondizi et Malraux se rencontrent ainsi à la

38 Boris Reith, *op. cit.*

39 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia… op. cit.*

Maison de l'Argentine, qui est donc un lieu important pour les relations entre les deux pays, d'autant que de telles rencontres sont très rares. Un livre dirigé par Maurice Vaïsse[40] sur les voyages de de Gaulle en Amérique du Sud en 1964, au sein duquel se trouve un article de Hebe Carmen Pelosi sur le séjour de Malraux en 1959[41], nous renseignent sur le sens des rapprochements entre la France et l'Amérique du Sud à l'initiative du gouvernement dans ces années, et sur leurs développements en ce qui concernait l'Argentine, et donc sur le rôle de la Maison dans les relations franco-argentines à ce moment.

Dès les années 1950 et pendant les dictatures militaires des années 1960, 1970 et du début des années 1980, l'armée argentine, comme d'autres du continent, avaient des liens avec l'armée française qui propageait ses méthodes de guerre élaborées en Algérie auprès des officiers organisant la répression et le terrorisme d'État. A cet égard, l'enquête de Marie-Monique Robin[42] apporte des informations sur les liens entre les armées française et argentine, impliquant les gouvernements des deux pays, et montre l'aide de la France à l'Argentine dans la répression par la Junte militaire notamment entre 1976 et 1982. Si ces relations ont probablement eu des incidences dans la Maison du fait de la proximité au moins de son directeur avec l'exécutif argentin, nous n'avons pas beaucoup d'éléments le prouvant, si ce n'est un témoignage d'Antonio Seguí sur une perquisition qu'il a subie dans ces années alors qu'il est impliqué dans l'occupation en mai 1968, ce qui a sans doute à voir avec l'ouverture par l'armée argentine d'un centre à Paris pour la surveillance et l'assassinat d'opposants argentins comme nous le verrons. Daniel Mazzei[43], Jérémy Rubenstein[44] et Alain Rouquié, entre autres, ont aussi travaillé sur l'influence de la France sur les armées latino-américaines dans leur organisation de la répression pendant leurs années au pouvoir.

En ce qui concerne l'histoire de la Cité internationale, de nombreux livres traitent de sa dimension architecturale, ce à quoi nous nous sommes peu intéressés. Nous nous sommes surtout appuyés sur les travaux de Guillaume Tronchet et Dzovinar Kévonian et des auteurs qui ont travaillé avec eux à la rédaction de *La Babel étudiante*[45]. Ces historiens nous ont permis de mettre en relation l'histoire de la Maison de l'Argentine et de la Cité de plusieurs manières. Tout d'abord, la connaissance de l'histoire de la Cité met en évidence la précocité de la fondation de la Maison de l'Argentine, qui est

40 Maurice Vaïsse, *De Gaulle et l'Amérique latine* (Presses universitaires de Rennes, 2017).

41 Hebe Carmen Pelosi, « André Malraux et l'Amérique latine (1959) : un voyage de propagande ? », in *Ibid.*, pp. 97-113.

42 Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française* (La Découverte, 2015).

43 Daniel H. Mazzei, « La misión militar francesa en la escuela superior de Guerra y los orígenes de la Guerra Sucia », s. d., 33.

44 Jérémy Rubenstein, « La doctrina militar francesa popularizada. La influencia de las novelas de Jean Lartéguy en Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 6 juin 2017.

45 Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *La Babel étudiante… op. cit*. Voir aussi Guillaume Tronchet, « Diplomatie universitaire…, *op. cit.*, Guillaume Tronchet, « L'État en miettes : la fabrique de l'impérialisme universitaire français (années 1920-1930) », *Hypothèses*, Hypothèses 2010, n° 14 (2011): 281-91.

la quatrième résidence à y être ouverte comme nous l'avons dit. Ainsi, elle participe à la fondation de la Cité en même temps que sa propre ouverture est liée aux relations franco-argentines, et est donc touchée par les enjeux mis en avant dans *La Babel étudiante* pour les premières années d'existence de la Cité. Ainsi, par exigence du gouvernement argentin et probablement par imprévoyance du rectorat de Paris, la Maison est construite sur un terrain concédé à l'État argentin sans aucune obligation d'insertion de la résidence dans le fonctionnement réglementaire de la Cité. Cette situation est une remise en cause de l'autorité de la Fondation nationale sur la Cité, alors qu'elle est mandatée par l'Université de Paris pour en être la gestionnaire, et montre les difficultés de la coopération entre la Fondation et certaines de ses résidences. De plus, cette configuration montre les limites du pouvoir de la Fondation nationale qui, contrainte par la politique étrangère de la France, ne parvient jamais à obtenir du gouvernement argentin qu'il ne cède la propriété. A partir du chapitre de Nicolas Manitakis[46], nous avons tenté de montrer qu'à défaut d'y réaliser son projet de mise en relation des étudiants du monde, la Fondation nationale a utilisé la Maison de l'Argentine, comme la plupart des autres résidences de la Cité, pour y loger des étudiants français participant à la politique sociale du gouvernement français pour les étudiants du pays. L'article de Dzovinar Kévonian sur la Cité pendant la Seconde guerre mondiale[47] nous a permis de relier l'histoire de la Maison de l'Argentine à celle des autres résidences durant cette période. Nous avons ainsi notamment constaté qu'elle avait été parmi les plus dégradées de la Cité, mais aussi plus rapidement libérée que les autres par l'armée allemande lors de leurs premières occupations par des soldats, avant que le service de communication n'investisse la Cité, et ce grâce à l'administration de la Maison et des diplomates argentins comme le montre Hebe Carmen Pelosi dans *Vichy no fue Francia*[48]. Enfin, le travail de Serge Jaumain et Pierre Van Den Dungen sur la fondation Biermans-Lapôtre[49], ouverte un an avant celle de l'Argentine, nous a aussi permis de comparer son administration par la Fondation nationale, le gouvernement belge et celui qui en finança la construction, Hubert Biermans, avec celle qui existait pour la Maison de l'Argentine dans les années 1930. Nous avons pu aussi apprendre ce qui s'y passa pendant la Seconde guerre mondiale, le moment de son ouverture aux filles et sa promotion en Belgique et au Luxembourg.

Les travaux de Guillaume Tronchet définissent la *diplomatie universitaire* dans laquelle s'inscrit en partie la fondation de la Cité et permettent ainsi de préciser les relations qui unissaient la France et l'Argentine au moment où la Maison est fondée. De plus, ils nous aident aussi à mieux comprendre le contexte universitaire français dans lequel s'insère cette fondation et le rôle qu'y jouent les

46 Nicolas Manitakis, *op. cit.*

47 Dzovinar Kévonian, « La Cité internationale universitaire de Paris dans la guerre : refuge, occupation et résistances (1938-1944) », in Guillaume Tronchet et Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, pp. 143-62.

48 Hebe Carmen Pelosi, *op. cit.*

49 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, « Une fondation belgo-luxembourgeoise à Paris : la "maison" d'Hubert Biermans et de Berthe Lapôtre », in Guillaume Tronchet et Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, 101-16.

réseaux universitaires français en Amérique du Sud, surtout le GUGEF, dont le premier directeur de la Maison, Ernest Martinenche, qui occupe ce poste pendant toutes les années 1930, a été le secrétaire général. Les travaux de Christophe Charle[50] permettent également de mieux saisir les rapports entre l'histoire de la Maison et ceux de l'Université en France au début du XXè siècle. La notion de diplomatie universitaire et les travaux de Guillaume Tronchet mettent par ailleurs en évidence le caractère diplomatique de la Cité internationale et permettent de relier l'histoire de la Maison de l'Argentine aux relations franco-argentines pendant le XXè siècle, bien que, comme nous le verrons, il nous semble que, de par l'indépendance du gouvernement argentin dans la gestion qu'il en fait, la Maison de l'Argentine ait dans une certaine mesure échappée aux intentions de la Fondation nationale en termes de politique avec l'étranger et concerné surtout directement les gouvernements argentins et français.

Sources utilisées

Le plus grande partie des sources que nous avons utilisées sont des documents administratifs produits par la Fondation nationale ou l'administration de la Maison. Il s'agit de la plupart des archives de la Fondation nationale relatives à la Maison de l'Argentine et des archives que nous avons consultées dans la Maison. Ces documents sont surtout des lettres entre la Fondation nationale et l'administration de la Maison, des dossiers d'admission de résidents, des décrets du président argentin pour nommer des directeurs ou décider d'investissements dans la résidence. On trouve également dans les archives de la Fondation nationale des lettres échangées entre ses dirigeants et diverses administrations françaises telles que les ministères des Finances et des Affaires étrangères, le rectorat de Paris, la Préfecture de Paris ou l'ambassade de France en Argentine. Enfin, la Fondation nationale correspondait aussi avec l'ambassade d'Argentine en France, le GUGEF ou l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires. Ces différentes archives, qui sont surtout les échanges entre les différentes personnes et institutions que nous venons de citer, constituent la majorité des sources sur lesquelles nous nous sommes appuyés et renseignent sur les aspects administratifs de l'histoire de la Maison : les décisions du gouvernement argentin ou de la Fondation de réaliser des travaux dans la Maison, les admissions des résidents, le personnel, le règlement intérieur ou le statut juridique de la Maison ou les nominations des directeurs, par exemple. Ces échanges traduisent les divergences entre la direction de la Maison et le gouvernement argentin d'une part et les dirigeants de la Fondation nationale et ses différents interlocuteurs dans des administrations français ou ailleurs d'autre part, qui se cristallisent principalement sur le statut juridique de la Maison, les nominations des directeurs par le

50 Christophe Charle, *La république des universitaires: 1870-1940* (Paris, France: Éd. du Seuil, 1994).

gouvernement argentin et plus généralement l'administration assez unilatérale de la Maison par le gouvernement argentin. On constate par ailleurs par ces archives que la Fondation nationale était liée à plusieurs personnes en France et en Argentine qui relayaient ses intérêts, notamment dans la diplomatie française ou parmi les acteurs de la diplomatie universitaire française, au GUGEF ou à l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires. Elles permettent de voir ainsi la diversité des personnes engagées dans les problèmes liés à la Maison de l'Argentine et d'en saisir mieux les tenants et les aboutissants. Cependant, ces lettres témoignent aussi de l'entente et de la coopération entre les directeurs et la Fondation nationale, plus ou moins fortes selon les personnes, qui montrent que ces divergences n'empêchaient pas une insertion de la Maison dans le fonctionnement institutionnel du reste de la Cité, même si cette insertion était moins forte que pour les autres résidences. Les archives de la Fondation nationale contiennent par ailleurs des échanges informant sur l'état de la Maison, notamment à propos de travaux que des présidents de la Cité ont voulu y réaliser, étant donné que comme nous le verrons la résidence a été assez dégradée matériellement au moins de la fin des années 1930 jusqu'à la fin des années 1940.
On trouve aussi dans les archives de la Maison des lettres et des rapports entre le directeur de la Maison et le gouvernement argentin, au début des années 1950 et en 1967, ce qui pour la première période nous donne des informations sur les activités qui avaient lieu dans la résidence à ce moment et pour 1967 renseigne sur les procédures d'admission et surtout, pour les deux, sur la nature des liens entre les administrations de la résidence et le gouvernement argentin.

Des sources produites par les résidents ou l'administration renseignent sur les activités dans la Maison pendant certaines périodes : nous arrivons ainsi à reconstituer les programmes de conférences, concerts, pièces de théâtre, voyages etc. aux débuts des années 1930 et des années 1950. Un entretien avec un couple de résidents au début des années 1970, des numéros du journal de la Maison, *Fondation Argentine*, de 1987 à 1989 conservés dans la Maison et des rapports de la Préfecture de Paris permettent de compléter ces informations et de connaître la vie de la Maison en dehors des moments organisés par la direction, ainsi que l'existence ou non d'activités prévues par l'administration. Les sources émanant des résidents, c'est-à-dire l'entretien, les numéros de *Fondation Argentine* et quelques lettres que certains adressent au directeur ou à la Fondation nationale permettent de décrire les évolutions de l'activité politique des résidents dans la Maison, de leur implication dans son fonctionnement, par exemple par l'organisation d'événements entre eux, les relations qu'ils entretenaient entre eux et leurs rapports avec le reste de la Cité. Nous n'avons consulté de telles sources que datant d'après la Seconde guerre mondiale, et principalement pour le début des années 1970 et la fin des années 1980. De plus, elles émanent exclusivement de résidents argentins. Pendant l'occupation de la Maison en mai 1968, des occupants ont également produit

plusieurs textes qui renseignent sur leur mouvement conservés dans les archives de la Fondation nationale, de la Maison et dans le fonds Mai 68 de la bibliothèque du CHS. Des entretiens avec deux peintres présents pendant l'occupation, Antonio Seguí et Mario Gurfein, permettent aussi de récolter des informations sur ce mois et demi de l'année 1968.

Les archives de la Maison conservent par ailleurs plusieurs témoignages des cérémonies qui s'y sont déroulées, en particulier sa ré-inauguration en 1948 après une rénovation, dont on peut lire les discours qu'y prononcèrent le directeur de la Maison et l'ambassadeur d'Argentine en France. On trouve d'autre part dans ces archives des articles de journaux, en nombre plus important que dans les archives de la Fondation nationale, et qui dans les deux fonds constituent des traces de moments de l'histoire de la Maison comme le décret de 1938 pour un investissement financier de l'État argentin dans son fonctionnement, l'inauguration de 1928, des faits-divers qui y ont lieu ou des conférences. Un reportage d'un journal argentin, *La Prensa*, dans la résidence en 1934 est utile pour saisir son délaissement par le gouvernement et les étudiants argentins à l'époque. Enfin, nous avons trouvé quelques photographies de l'intérieur et de l'extérieur des bâtiments, de Martinenche, le premier directeur, de deux résidents, de l'inauguration d'une statue de San Martín en face de la Maison en 1960 et d'une peinture réalisée pendant Mai 68 .

Un livre contenant un entretien avec Julio Cortázar nous a permis d'avoir quelques informations sur un ancien résident au début des années 1950, qui s'ajoute au témoignage du couple qui y a résidé de 1971 à 1974 avec qui nous avons réalisé un entretien. La Maison a elle-même édité deux livres[51], dont le premier rassemble plusieurs dizaines de témoignages d'anciens résidents, depuis son ouverture jusqu'au début des années 2000, que nous avons tenté d'insérer dans notre travail. Le second contient une brève histoire de la Maison depuis son ouverture jusqu'en 1998, retraçant ses grandes étapes et contenant de nombreuses photographies. Quelques témoignages d'anciens résidents s'y trouvent également.

Il aurait été intéressant de réaliser d'autres entretiens avec d'autres résidents, ce que nous n'avons pas fait par manque de temps. De plus, de nombreuses archives conservées en Argentine enrichiraient probablement ce travail. Hebe Carmen Pelosi utilise lorsqu'elle fait l'histoire de la fondation de la Maison des archives des ministères des Affaires étrangères, de la Culture et de l'Éducation argentins que nous n'avons pas non plus eu le temps de consulter[52]. Nous n'avons eu accès qu'à deux décrets de nomination de directeurs disponibles sur le site des archives du Ministère de l'Éducation, ainsi qu'à une publication d'une quinzaine de pages contenant des

51 Alejandra Birgin, *Escenas de la memoria : La casa Argentina en París en la voz de sus antiguos residentes* (Ministerio de Educacion de Argentina, 2011) et Ministerio de cultura y educación, *Fondation Argentine: 70 : 1928-1998* (Paris: Cité internationale universitaire de Paris, 1998).

52 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*, et *Vichy No Fue Francia…, op. cit.*

informations générales sur la Cité internationale et la Maison, les procédures d'admission et quelques photos, présente sur le même site. Les archives argentines permettraient peut-être de préciser l'utilisation que faisait le gouvernement argentin de la Maison, la manière dont il l'insérait dans ses relations avec la France, la publicité qu'il en faisait auprès des étudiants argentins ainsi que ses liens avec le la direction ou la Fondation nationale et les personnes qui relayaient ses demandes de transformation du statut de la Maison. Cependant, parmi ces archives argentines, les archives de la Maison qui y étaient conservées pendant la guerre ont été détruites par l'armée allemande selon Pelosi, ce qui fait que la plupart des sources administratives sur la période allant de la fondation de la Maison à la Seconde guerre mondiale et qui ne font pas partie des archives de la Fondation nationale ont probablement disparu[53].

Pour tenter de répondre aux questions que nous posons, nous développerons cinq chapitres, correspondant à une progression chronologique. Le premier aborde la fondation de la Maison à partir du départ de Marcelo de Alvear de Paris en 1922 et sa première décennie d'existence, jusqu'à son évacuation au début de la guerre en 1939. Le second chapitre porte sur les occupations et l'abandon de la Maison pendant la Seconde guerre mondiale, et s'achève lorsque l'armée américaine s'en retire en 1945, tandis que dans le troisième, nous tenterons de mettre en évidence les liens forts de la Maison avec l'État argentin durant le premier mandat de Perón, jusqu'en juin 1955. Le chapitre suivant montre comment, dans la continuité de la période précédente, entre 1955 et 1974, la résidence a une activité bien plus forte que pendant les années 1930, et comment elle est affectée par les gouvernements militaires en Argentine et ses contestations. Dans le dernier chapitre, enfin, nous essaierons de mettre en évidence l'imprégnation de la Maison par la dictature qui commence en 1976 et sa mémoire après 1983, tout en analysant la persévérance de son statut unique dans la Cité. Nous interrompons notre étude en 1988, à la fin de la présidence de Raúl Alfonsín, alors que la crise économique et l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem provoquent de fortes transformations en Argentine et que la situation de la Maison au sein de la Cité semble se stabiliser.

53 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…, op. cit.*, p. 51.

Chapitre 1 : La fondation de la Maison (1922-1939)

I – L'impulsion des relations universitaires

1) Des relations diplomatiques fortes au début du XXè siècle

Comme mentionné en introduction, en 1909, Gabriel Hanotaux, un homme politique, ancien ministre des affaires étrangères, crée le Comité France-Amérique. Celui-ci édite en France une revue qui renseigne sur les grandes actualités du continent américain relatives à l'économie, les relations avec le reste du monde et culturelles. Le Comité organise aussi quelques événements comme un banquet pour la célébration du centenaire de l'indépendance de l'Argentine, en 1910, auquel assistent des représentants de tous les pays américains. Luis Bemberg, dont nous reparlerons bientôt, y participe pour la Chambre de Commerce argentine à Paris, récemment créée[54]. En 1908, comme nous l'avons également déjà vu, Paul Appell et Henri Le Chatellier fondent le Groupement des Universités et des Grandes Ecoles de France pour les relations avec l'Amérique Latine (GUGEF) avec Louis Liard, vice-recteur de l'Université de Paris. Cette association, financée par les universités françaises, a pour objectif de créer et entretenir des relations entre les milieux académiques des deux pays, et collabore avec le Service des œuvres du Ministère des Affaires étrangères, ce qui témoigne du lien entre les milieux universitaire et politique dans la mise en œuvre de la diplomatie universitaire[55]. Le GUGEF accueille des étudiants latino-américains en France en leur offrant des réductions sur les billets de bateau et en organisant leur séjour académique : plusieurs professeurs, du Collège de France, de l'Université de Paris et du Conservatoire des Arts et Métiers, réunis dans le « Comité pour l'accueil des étudiants », sont ainsi chargés de les recevoir à leur arrivée et de les accompagner durant le temps qu'ils restent en France. Le Groupement publie également un « Livret de l'étudiant en France » où se trouvent entre autres une liste des écoles et des instituts techniques français et un résumé des lois qui concernent les étudiants étrangers[56]. Nous ne savons cependant pas combien d'étudiants sont venus grâce à ces initiatives. Parmi les pays avec qui le GUGEF coopère, l'Argentine semble occuper une place importante. En effet, plusieurs des personnes invitées à donner des cours à la Sorbonne sont argentines : Manuel Ugarte et Paul Groussac que nous avons déjà mentionnés, mais aussi Angel Gallardo, un ingénieur et ancien

54 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia, franceses en Argentina: una biografía colectiva* (Ciudad Argentina, 1999), pp. 111-115.
55 *Ibid.*, pp. 116-121
56 *Ibid.*, p. 123.

ministre des Affaires étrangères[57], et Antonio Dellepiane, écrivain et avocat[58,59]. Le Secrétaire général du GUGEF, Ernest Martinenche, se rend en outre à Buenos Aires en 1910 pour représenter l'Université de Paris au Congrès scientifique international. Ce dernier réunit des chercheurs notamment argentins et européens à l'occasion du centenaire de la Révolution de Mai, le début du processus d'indépendance de l'Argentine[60]. L'année suivante, Martinenche est invité à donner un cours à la faculté de Lettres dans la même ville[61]. A cette seconde occasion, un accord est signé pour la création d'une chaire d'histoire politique et économique de l'Argentine à la Sorbonne, dont le gouvernement argentin invite le professeur désigné pour l'occuper, Pierre Denis, à donner son cours à Buenos Aires le temps que soit effectivement créée la chaire en France. Le professeur passe ainsi une partie de l'année 1912 en Argentine, mais ne donnera jamais son cours en France à cause de la guerre et de sa mobilisation en août 1914[62]. Pendant la Première Guerre Mondiale, le GUGEF reste actif et diffuse en Amérique du Sud la propagande de guerre. Ses membres défendent l'idée de la supériorité de la France sur l'Allemagne, signifiant selon eux celle de la civilisation sur la barbarie, conformément aux discours largement diffusés en France[63]. Le Groupement édite ainsi une publication nommée « La guerre et la civilisation française » qu'il traduit en espagnol et en portugais, tandis que Martinenche accuse des géographes allemands de vouloir « démembrer l'Amérique Latine »[64]. Le GUGEF organise aussi des Semaines de l'Amérique Latine, à Lyon en 1916, à Paris en 1918 et à Bordeaux en 1918, où sont données des conférences sur le continent[65]. A la fin de la guerre, dans un article du *Bulletin de l'Amérique Latine* publié par le GUGEF, Martinenche estime que l'Amérique Latine peut aider l'Europe à se reconstruire grâce à ses matières premières et aux marchés qui peuvent y constituer des débouchés pour les économies européennes[66].

Est en outre créé, en septembre 1931, à Buenos Aires, l'Université de Paris à Buenos Aires. Fondé par des intellectuels et des universitaires argentins, il est associé au GUGEF pour sa partie française qui regroupe tous les professeurs qui sont invités en France. Il a pour objet de « promouvoir les échanges intellectuels entre la France et l'Argentine » et doit pour cela de « d'une part diffuser dans les centres universitaires argentins la connaissance de la culture française et d'autre part diffuser

57 « Entomologia. Biografías. Dr. Ángel Galalrdo (1867 - 1934) », consulté le 25 mai 2018, http://entomologia.net/Angel%20Gallardo.htm.
58 William Belmont Parker, *Argentines of Today* (Buenos Aires, Hispanic Society of America, 1920), http://archive.org/details/argentinesoftoda01parkuoft, p. 137.
59 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, pp. 116-121
60 Courty Georges. Le Congrès scientifique international américain à Buenos-Aires. In: *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, VI° Série. Tome 1, 1910. pp. 535-549.
61 G. Delphy, « Nécrologie de Ernest Martinenche », Bulletin Hispanique, t. 45, n°2, 1943, pp. 164-174.
62 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.* p. 124,
63 Voir par exemple Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande guerre: 1914-1918* (Gallimard, 1998).
64 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, p. 134.
65 *Ibid.*, p. 137.
66 *Ibid.*, p. 140.

dans les centres universitaires français la connaissance de la culture argentine ». L'Institut organise, comme le GUGEF avant la guerre, des séminaires croisés de professeurs argentins et français à Paris et à Buenos Aires : entre septembre 1931 et septembre 1935, 57 cours sont ainsi donnés par des professeurs français à Buenos Aires. A Paris, au siège du GUGEF, est créée une « bibliothèque de livres argentins », et les membres de l'Institut en France entreprennent la traduction en français de livres d'histoire et de littérature argentines. Enfin, l'Institut reçoit des subventions des gouvernements des deux pays et d'universités, et comme nous le verrons, a été chargé dès sa fondation de prendre en charge la Maison de l'Argentine à la Cité universitaire[67].

2) Une construction initiée au sommet de l'État argentin

L'idée de fonder une Maison de l'Argentine à la Cité universitaire émerge au début des années 1920, alors que la Cité n'est encore qu'en projet. En effet, en 1922, Marcelo Torcuato de Alvear, représentant diplomatique de l'Argentine en Europe et installé à Paris, est élu président en Argentine. Dans les mêmes années, comme nous l'avons vu, le projet de construire des logements pour étudiants français et étrangers au Sud de Paris avance. Le projet de loi qui en prévoit la construction est voté en 1921 et Alvear, avant de rentrer en Argentine, promet à des hommes politiques français que l'Argentine aurait bientôt une résidence dans cette Cité[68]. Eliseo Segura, un médecin argentin qui voyage en France et en Europe durant ces années[69], est chargé par le président de la République de s'adresser aux Argentins installés à Paris pour qu'ils participent au financement de cette maison[70]. Le Comité Argentino, présidé par Carlos de Olazábal, créé pour l'occasion et participant à cet appel, reçoit des souscriptions d'une quinzaine d'Argentins habitant Paris[71]. En Argentine, Hayem préside le Comité Franco-Argentin et cherche aussi de l'argent, de la part des Français installés dans le pays. Par ailleurs, Otto Bemberg, un très riche industriel argentin, apparemment sollicité directement par Alvear[72], promet à Segura un million de francs pour financer intégralement la construction d'une résidence pour 30 à 50 étudiants argentins, et éventuellement aussi pour son ameublement[73]. Le projet se concrétise ainsi progressivement et le 9 août 1923, Luis Bemberg, le fils de Otto, chargé d'affaires à la Légation Argentine à Paris, demande au nom du gouvernement argentin « la concession d'un terrain à la Cité universitaire pour construire un ou

67 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación argentina de la Ciudad universitaria de París, septiembre de 1935, 1107-421
68 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*, p. 250.
69 « ASOCIACIÓN MÉDICA ARGENTINA », consulté le 25 mai 2018, https://www.ama-med.org.ar/pagina/Presidente_Eliseo_Segura.
70 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*, p. 251
71 Comme Martínez de Hoz ou les Olazábal. *Idem.*
72 *Ibid.*, p. 250.
73 *Ibid.*, p. 252.

plusieurs pavillons pour y loger des étudiants argentins » au recteur de Paris, Paul Appell. Le terrain accordé aurait une superficie de « 1250m^2, avec une façade sur le boulevard Jourdan », auquel Luis Bemberg ajoute la demande « d'un lot contigu de 625m^2, dans le cas où le gouvernement argentin aurait en vue d'augmenter le nombre d'étudiants qui seront logés »[74]. Le 13 août 1923, Appell accepte la requête et en soumet la ratification au Conseil de l'Université de Paris[75].

Otto Sebastián Bemberg, né en 1857 à Buenos Aires, est le fils de Otto Pedro Bemberg (1827-1895). Industriel allemand, ce dernier a été Consul à Paris en 1870 et a fait fortune en vendant des armes à l'armée argentine durant la guerre du Paraguay, entre 1865 et 1870. Il crée en 1885 la Distillerie Franco-Argentine, puis en 1888 la Brasserie Argentine Quilmes, dont la moitié des titres sont répartis entre des actionnaires français et argentins. A la mort de Otto Pedro, Otto Sebastián devient le président de l'entreprise et au début du XXè, l'entreprise croît fortement : elle passe d'une production de bière de 10 000 hectolitres en 1900 à 1 500 000 en 1925, ses bénéfices de 12 millions en 1910 à 95 en 1925. En rachetant la Brasserie Schlau en 1907, Quilmes double sa capacité de production et en 1925, après plusieurs autres rachats d'entreprises du même secteur, elle est quasiment en situation de monopole sur le marché de la bière en Argentine. Elle crée ensuite des sociétés agricoles pour produire l'orge, le malt et le houblon qu'elle importait d'Europe, et des entreprises de transport qui lui permettent de contrôler l'ensemble de la chaîne de production. Après 1920, Quilmes réalise des investissements divers en Argentine et dans le monde, dans l'immobilier, la manufacture, l'agriculture en Argentine, des compagnies ferroviaires américaines, pétrolières en Grande-Bretagne, au crédit Lyonnais, dans une entreprise ferroviaire en Indochine ou dans la Brasserie La Meuse… Elle crée en même temps des alliances avec des familles d'entrepreneurs français, les Schneider et les de Ganay, ainsi qu'avec des familles créoles propriétaires de grands domaines agricoles en Argentine[76]. Otto Sebastián dirige ainsi à partir des années 1920 l'un des principaux groupes économiques d'Argentine et par ailleurs, le don pour l'ouverture de la Maison intervient donc au même moment que les autres investissements à l'étranger, notamment en France, et que la création de liens avec des familles d'industriels françaises. Cette initiative soutient ainsi peut-être l'entreprise d'expansion économique de Bemberg à l'étranger. Décédé en 1932, Otto Sebastián s'est peu impliqué dans la vie de la Maison[77].

En novembre, dans une lettre au ministère des Affaires étrangères et au président du Conseil, à l'époque Raymond Poincaré, André Honnorat, chargé de la construction de la Cité universitaire,

74 *Ibid.*, p. 251.

75 *Idem.*

76 Le rôle des Français dans la fondation de l'industrie argentine à la fin du XIXè et au début du XXè siècle, Henri Arnoux, pp. 79-104, Cahiers des Amériques Latines, n°16, 1977, pp. 97-100. Voir aussi Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)* (Presses Universitaires de Rennes, 2013), pp. 186-187.

77 Yovanna Pineda, *Industrial Development in a Frontier Economy: The Industrialization of Argentina, 1890-1930* (Stanford University Press, 2009), p. 70.

explique que le gouvernement argentin, par l'intermédiaire de son chargé d'affaires, souhaite être directement propriétaire des bâtiments à construire, tout comme les gouvernements italien et japonais pour leurs projets respectifs de résidences. Ainsi, Luis Bemberg, selon les mots d'Honnorat, refuse que soit « interposée une société » qui serait la propriétaire de la Maison plutôt que le gouvernement, et estime que le projet serait « irrémédiablement compromis » si l'exécutif argentin ne possédait pas la résidence[78]. Les Affaires étrangères se contentent de répondre que les négociations avec les diplomates argentins doivent être menées jusqu'au bout puis leurs résultats soumis au ministère[79]. Le gouvernement pose là une condition qui ferait de la Maison sa propriété, et donc un bâtiment qui, bien que construit en son sein, n'aurait aucun lien juridique avec la Cité universitaire. La Fondation cédant à cette condition de propriété, début 1924, le gouvernement argentin l'informe que seraient votés par les députés le 1er mai les crédits nécessaires à la construction de la Maison, crédits qui s'ajouteraient au million de francs promis par Otto Bemberg[80]. Paul Appell signe le 31 mai 1924 un arrêté rectoral concédant au gouvernement argentin un terrain de l'Université de Paris afin qu'il y construise une résidence pour étudiants. Ce terrain avait été concédé encore auparavant par la Mairie à l'Université pour y réaliser la Cité. Cet arrêté précise que la concession ne comporte pas de droit de transmission ou de cession du terrain et des bâtiments qui s'y trouvent sans accord de l'université, condition dont Appell avait insisté sur la nécessité auprès d'Honnorat quelques jours plus tôt[81]. L'université et la Cité satisfont donc la condition que pose le gouvernement quant à sa propriété sur la Maison mais ne lui accordent pas le droit de céder cette propriété, et l'Université de Paris conserve ainsi un certain contrôle sur les terrains. L'arrêté accorde les 1 875 m² demandés par Bemberg, pour que le gouvernement argentin y construise à sa charge des bâtiments, dont il devra également assurer l'entretien. Ces constructions pourront loger entre 75 et 150 étudiants, impérativement inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en France, et des personnes y travaillant. Si le nombre de résidents argentins était inférieur à 75 pendant une année scolaire, les places restantes devront être accordées à des étudiants français pour le même loyer. Enfin, la Maison sera tenue de respecter les règlements généraux de la Cité universitaire et devra être construite avant cinq ans[82].

78 Honnorat au président du Conseil et au ministère des affaires étrangères, 3/11/1923, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

79 Peretti de la Rocca à Honnorat, 29/12/1923, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

80 Lettre à en-tête de l'académie de Paris à « monsieur le ministre », sûrement Appell à Honnorat, 18/04/24, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

81 Le recteur à Honnorat, 29/04/1924, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

82 Copie de l'arrêté de concession au gouvernement argentin du 31 mai 1924, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Le pavillon de l'Argentine devait comporter deux bâtiments : celui financé par Bemberg, à l'avant, et celui du gouvernement, à l'arrière[83], financé par l'État et les souscriptions. Les travaux du pavillon Bemberg purent débuter, mais pas ceux du pavillon financé par le gouvernement et les souscripteurs, les fonds versés étant insuffisants : d'une part, les souscriptions sont moins importantes que prévues et d'autre part, le gouvernement n'envoie pas d'argent[84]. Ainsi, au milieu des années 1920, alors que le pavillon Bemberg est presque terminé, le deuxième bâtiment n'est toujours qu'à peine commencé[85] et c'est grâce à l'intervention de José Arce que les travaux ont pu reprendre. Ce dernier est également médecin, comme Eliseo Segura, et recteur de l'Université de Buenos Aires de 1922 à 1926, député. Il a par ailleurs voyagé plusieurs fois en Europe et en France dans les années 1920 et 1930[86]. S'intéressant aussi à la construction de la Maison, il se sert de son statut de membre de la Commission du budget à la Chambre des députés pour faire allouer un crédit de 60 000 pesos au pavillon pour 1927[87]. Le gouvernement donne aussi finalement 50 000 pesos[88], et les travaux du deuxième bâtiment peuvent reprendre. Cet épisode témoigne cependant dès le début du projet de l'engagement instable du gouvernement pour la construction de la Maison.

En même temps que les travaux redémarrent, le gouvernement décide de l'administration de la Maison. Il est fixé qu'elle sera dirigée par un Comité Local dont les membres seront nommés par l'exécutif. Ce Comité doit comporter deux Argentins habitant en France et étant « liés aux activités culturelles », sans plus de précisions, deux Français « qui connaissent l'Argentine », un représentant de l'Université de Paris et un représentant du Comité Central des Fondations à la Cité Universitaire. L'ambassadeur d'Argentine en France, Federico Alvarez de Toledo, préside le Comité, qui a pour missions d'être l'interlocuteur de l'Université de Paris, d'administrer les fonds et de nommer un directeur[89]. Finalement, le Comité nommé ne correspond pas à cette composition théorique et est formé de quatre personnes travaillant à l'ambassade d'Argentine, dont l'ambassadeur, Otto et Luis Bemberg, de Paul Appell, de André Honnorat et de Juan Sauberán, qui avait contribué au financement auprès du Comité Franco-Argentin. Ne s'y trouvent donc pas les deux Français « qui connaissent l'Argentine », et seulement un Argentin habitant en France. Deux sources quant à la composition de ce Comité divergent, mais aucune des deux n'y mentionne la présence de Français à part Honnorat et Appell. Les différences portent sur les Argentins installés en France, dont deux ont peut-être quitté le Comité entre les dates des deux sources, l'une datant de 1929 et l'autre de 1930[90].

83 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación argentina de la Ciudad universitaria de París, septiembre de 1935, *arch. cit.*

84 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, p. 255

85 *Idem.*

86 « Arce, José », consulté le 25 mai 2018, http://www.semiologiaclinica.com/index.php/biblioteca-virtual/medicos-en-la-historia/11-arce-jose.

87 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, p. 256,

88 *Idem.*

89 *Idem.*

90 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, p. 258 et Martinenche à Honnorat, 2/04/1930, 1107 799 : les deux listes ne correspondent pas complètement, il manque Martínez de Hoz et Qnchorena dans la seconde. Peut-

Cela montre que les personnes chargées d'administrer la Maison au sein du Comité sont surtout des Argentins, qui plus est proches du pouvoir politique et des intellectuels reconnus, car pour celles qui ne sont pas employées par l'ambassade, il s'agit de personnes reliées par des réseaux de connaissances activés lors de la recherche de financements par Alvear et des universitaires très reconnus. Sans avoir d'informations très précises sur les Argentins en France qui ont fait partie du Comité, nous pouvons tout de même dire que les familles Martínez de Hoz et Anchorena, citées dans la liste de 1929, sont des familles bourgeoises argentines riches et puissantes[91], tout comme la famille Bemberg.

Comme nous l'avons dit, le gouvernement argentin a exigé et obtenu avant le début des travaux que les bâtiments qui allaient être construits sur la concession de l'Université de Paris lui appartiendraient directement. Nous avons également vu que André Honnorat avait immédiatement fait part de cela au ministère des Affaires étrangères, ce qui indique qu'il considérait cela comme problématique. Habituellement, les Maisons étaient données Le fait qu'Honnorat s'inquiète de cette exigence est probablement dû au fait qu'elle contrevienne au projet de la Cité tel qu'il était pensé par la Fondation nationale, et par Honnorat surtout, c'est-à-dire celui de la construction d'un campus au service de la diplomatie universitaire française (en plus qu'à une politique sociale pour les étudiants). Le fait que la Maison de l'Argentine ne soit pas propriété de l'Université de Paris insatisfaisait probablement Honnorat pour l'indépendance à l'égard de la Fondation nationale et de la Cité dans son ensemble que cela signifiait. Cet ensemble était justement à peine en train d'être initié au début des années 1930, et la Fondation nationale avait déjà l'intention de mettre en œuvre au sein du campus une solidarité entre ses différentes résidences et leurs habitants. Elle entendait réaliser le projet d'Honnorat de rencontre entre étudiants du monde pour la paix, le savoir, le progrès…, et si cela n'impliquait pas que les Maisons soient administrées seulement au service de la réalisation de cette idée, cela nécessitait tout de même qu'il existe une certaine intégration entre les administrations. Honnorat craignait certainement que satisfaire cette exigence du gouvernement argentin ne conduise à ce que la Maison de l'Argentine ne s'éloigne trop du reste de la Cité et des projets qu'il avait pour elle. En effet, il pouvait craindre que cela ait pu affaiblir l'autorité de la Fondation et être interprété comme l'acceptation d'une trop grande latitude accordée aux Etats gestionnaires de résidences par rapport aux règles communes, formalisées ou non, qui pouvaient prévaloir dans la Cité. Cependant, le fait que la Maison de l'Argentine ne soit pas rattachée juridiquement à l'organisme qui gérait la Cité avait aussi des effets concrets sur son administration, au-delà de ce que la situation avait d'insatisfaisant pour la Fondation sur la forme. En effet, s'il était

être étaient-ils partis entre la date de la liste du livre de Pelosi, en 1929, et celle de Martinenche.Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*,

91 « LOS MARTINEZ DE HOZ », 2 mars 2009, consulté le 25 mai 2018, https://web.archive.org/web/20090302074619/http://www.chapadmalal.org.ar/historia/Hoz.aspx et Juan José Sebreli, *La saga de los Anchorena*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1986.

inscrit dans l'arrêté de concession que la Maison était tenue de respecter les règlements généraux de la Cité, le Comité qui gère la Maison était composé en majorité de personnels de l'ambassade d'Argentine, quatre parmi les sept membres[92], ce qui rendait difficile le contrôle par la Fondation nationale des dispositions prises par ce groupe. De plus, surtout, une bonne partie des décisions, parmi lesquelles le budget de la Maison ou les admissions de résidents non-français, qui font partie des plus importantes, échappaient complètement à la Fondation dans la mesure où elles étaient prises à Buenos Aires par le gouvernement ou par l'ambassadeur seul. Nous verrons que cela a posé à plusieurs reprises des problèmes à la Fondation nationale et affecté de façon importante l'administration de la Maison, et Honnorat pressentait probablement cela en 1923[93].

Ainsi, la Maison de l'Argentine est construite et administrée au début de son existence par le gouvernement et des membres des élites argentines. Comme l'indiquent déjà le fait que l'ambassadeur préside le Comité, que deux des trois membres qui ne faisaient pas partie de l'ambassade semblent l'avoir quitté au bout de quelques mois, c'est en réalité l'ambassade qui a concentré l'administration. Nous verrons que c'est par la suite en effet l'ambassadeur, en représentant du gouvernement, qui a pris les décisions les plus importantes, et empêché que la direction occupée par un universitaire français et la Fondation nationale ne puissent administrer la Maison. Le Comité local est également rapidement inactif et supplanté par l'ambassadeur : il est suspendu le 31 décembre 1936 en même temps que M. Collard, dont nous reparlerons, est nommé administrateur de la résidence[94].

3) Une prise en charge par la diplomatie universitaire française

L'inauguration de la Maison a lieu le 27 juin 1928 en présence du président français Gaston Doumergue, de l'ambassadeur d'Argentine Alvarez de Toledo, de Otto Bemberg, de Edouard Herriot, député du Rhône impliqué dans le projet de loi sur la Cité[95], de Sébastien Charléty, recteur de l'académie de Paris[96], et de André Honnorat[97]. La présence de personnalités publiques si notables, en particulier celle du président, marque l'importance qu'a la Maison pour les dirigeants politiques argentins et français, et fait de ce moment un événement important quant aux relations

92 Martinenche à Honnorat, 2/04/1930, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
93 Honnorat au président du Conseil et au ministère des affaires étrangères, *arch. cit.*
94 Note concernant la Fondation Argentine, 13/12/1978, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
95 Guillaume Tronchet et Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, p. 8.
96 Paul Appell ne l'était plus depuis 1925.
97 « Le Courrier de La Plata », Buenos Aires, 30/07/1928, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».

diplomatiques entre la France et l'Argentine. Par ailleurs elle montre aussi l'importance des relations universitaires en général à cette époque, et l'investissement placé par l'État français dans les réalisations liées à ces relations. Tout comme celle de l'ensemble de la Cité, la construction de la Maison de l'Argentine s'inscrivait dans des enjeux politiques, diplomatiques et universitaires de première importance au vu des positions des personnes qui s'y impliquèrent, aussi bien en Argentine qu'en France.

Si l'inauguration a lieu en juin 1928, l'ouverture effective de la Maison n'a lieu que plus d'un an plus tard, le 4 novembre 1929. C'est Ernest Martinenche, le secrétaire général du GUGEF, qui est nommé directeur de la Maison en 1929[98]. En acceptant le poste, il précise à Honnorat qu'il le fait après avoir beaucoup hésité et que, pour éviter que l'ouverture de la Maison ne tarde encore, il va se charger de la direction « au moins provisoirement ». En effet, entre la promesse d'Alvear en 1922 et l'ouverture de la Maison, sept ans passent, ce qui est dû au manque de financement dont nous avons déjà parlé ainsi qu'à la lenteur de l'ambassadeur à accomplir les dernières formalités, notamment cette nomination du directeur[99]. Ernest Martinenche comme nous l'avons vu a été le secrétaire général du GUGEF à partir de 1909 et s'est rendu à ce titre deux fois à Buenos Aires, en 1910 et 1911. Agrégé de lettres, il a été professeur de langue et de littérature espagnoles à la Sorbonne à partir de 1906 et fonda en mai 1929 l'Institut d'études hispaniques, qu'il dirigeait[100]. Comme l'indique le ton de sa correspondance avec André Honnorat, tous deux étaient assez proches, ce qui est un indicateur, en plus de ses fonctions au sein du GUGEF, de l'intégration de Martinenche au sein des groupes de personnes chargées de la politique de diplomatie universitaire française. Il connaît bien Honnorat depuis avant la fondation de la Maison, et s'adresse à lui sur un ton amical dans ses lettres[101]. Il est comme membre du GUGEF également lié à Paul Appell et connaît ainsi deux des trois principaux fondateurs de la Cité universitaire, en plus de sa rencontre au sein du Groupement avec Louis Liard, le vice-recteur de l'Université de Paris entre 1902 et 1917, très impliqué aussi dans la politique de diplomatie universitaire[102], même si ce dernier était mort depuis douze ans lorsque la Maison a ouvert. Martinenche étant un universitaire reconnu, il connaissait aussi certainement d'autres acteurs de cette politique grâce à ses relations professionnelles. Martinenche était l'hispaniste probablement le plus reconnu en France et exerçait donc une autorité très forte sur les milieux universitaires dans ce domaine d'études. Devenant directeur de la Maison de l'Argentine, Martinenche renforçait sa position à la fois dans les champs universitaire et politique. Cette nomination lui permettait d'accroître son emprise sur les partenariats noués avec

98 Martinenche à Honnorat, 9/08/1929, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

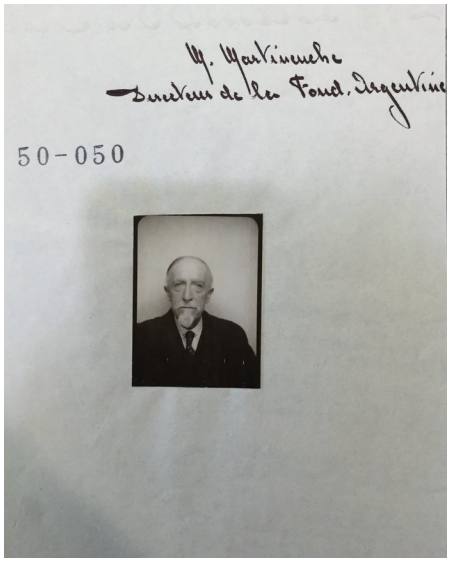
99 Honnorat à Luis Bemberg, 30/05/1929, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

100 G. Delpy, « Nécrologie de Ernest Martinenche », *op. cit.*

101 Martinenche à Honnorat, 9/08/1929, *arch. cit.*

102 Guillaume Tronchet, « Diplomatie universitaire…, *op. cit.*

les milieux universitaires argentins dont nous avons vu qu'ils étaient nombreux, et renforçait ainsi sa position institutionnelle dans le domaine des études hispaniques et au sein du milieu universitaire français en général. Proche de Paul Appell et, avant sa mort, de Louis Liard, il le devient de André Honnorat, sénateur à ce moment, et se rapproche ainsi du milieu politique. Comme nous l'avons vu, un député, Edouard Herriot, et le président de la République étaient présents à l'inauguration, ce qui ne pouvait que servir le prestige de Martinenche. L'évolution professionnelle de cet enseignant correspond au « modèle d'excellence » décrit par Christophe Charle, selon lequel, depuis le Second Empire, les universitaires français étaient promus selon les mêmes normes que les autres fonctionnaires, à savoir le cumul des postes et la mobilité au sein de l'appareil d'État. Si ce modèle fut contesté, et de plus en plus en avançant dans le XXè siècle, au profit de la reconnaissance par les pairs[103], nous avons ici la preuve qu'il continuait de conduire des carrières et que l'autonomie de l'université par rapport au reste des institutions publiques n'était pas réalisée. Par ailleurs, la résidence s'inscrivait ainsi fortement dans le monde universitaire, d'abord français, en second lieu argentin, et cela montre la prégnance que continue d'avoir l'Université de Paris sur la Cité au début de son existence. Comme l'explique Guillaume Tronchet[104], la création de la Fondation nationale fut l'un des moyens pour les principaux fondateurs de la Cité universitaire de s'éloigner de l'Université de Paris et d'acquérir le pouvoir de gérer selon leurs projets propres le campus. Nous voyons ici que c'est un universitaire qui est choisi pour diriger l'une des cinq seules Maisons que compte alors la Cité, ce qui pourrait faire croire qu'il s'agissait d'une mesure permettant à l'Université de renforcer son autorité sur la réalisation du projet de la Cité. Néanmoins, Martinenche n'était sûrement pas aux ordres directs du recteur de l'époque, Charléty, et au contraire semble être proche de Honnorat avec qui il correspond régulièrement tout au long des années 1930. Face à au retrait du gouvernement argentin dans l'administration de la Maison, ce sont finalement eux deux qui dirigent presque exclusivement la résidence, dans la mesure des attributions que leur laisse l'État argentin. Martinenche donne même des conseils à Honnorat quant à la décoration et l'ameublement d'une autre résidence, celle de l'Espagne[105]. Pour un autre pays relevant de son aire de spécialité académique et à l'occasion de



Ernest Martinenche

103 Christophe Charle, *op. cit.*, p. 11.
104 Introduction de Guillaume Tronchet et Dzovinar Kévonian, *op. cit.*
105 Martinenche à Honnorat, 16/02/1933, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

l'ouverture de la Fondation Rosa Abreu de Grancher, Martinenche apporte des informations à Honnorat sur l'histoire de Cuba et sur son actualité. Le directeur de la Maison de l'Argentine ne se contente donc pas d'administrer la résidence dont il a la charge mais participe aussi au développement de l'ensemble de la Cité, projet au sujet duquel il exprime son adhésion dans ses lettres à Honnorat. Dans des démonstrations d'affection assez poussées, légèrement plus lorsque c'est Martinenche qui s'adresse à Honnorat, le directeur de la Maison de l'Argentine et le président de la Fondation nationale font preuve d'une assez grande proximité tout au long de l'exercice de Martinenche[106]. Bien qu'il soit un universitaire et rattaché administrativement à l'Université de Paris, Martinenche est donc très largement acquis à la cause de Honnorat. Sa nomination était probablement le résultat d'un accord entre le rectorat et la Fondation nationale par lequel le premier pouvait espérer bénéficier d'un allié au sein de la Cité.

La nomination de Martinenche comme directeur de la Maison est le signe du lien profond entre la fondation de la résidence et la politique d'influence des universités françaises en Amérique du Sud, qui comme nous l'avons vu est la plus intense en Argentine parmi les pays du continent. C'est en effet le résultat des relations politiques et académiques entre les deux pays, qui ont trouvé dans le projet de la Cité universitaire l'occasion de renforcer leurs liens universitaires et diplomatiques. Elle est aussi le probable résultat d'une décision conjointe du rectorat et de la Fondation nationale qui inscrit la Maison, et donc la Cité, dans le domaine universitaire. Cependant, cela n'a pas empêché Martinenche de s'impliquer dans les projets de la Fondation nationale, c'est-à-dire en assez grande partie de André Honnorat personnellement. Cette nomination alors que le gouvernement semblait vouloir conserver le pouvoir sur la Maison peut s'expliquer aussi par un certain désintérêt pour celle-ci en Argentine, notamment dans les milieux universitaires d'où aurait pu venir un directeur argentin. Ainsi, elle signifie probablement que ces liens académiques se sont affaiblis depuis l'époque où le projet de construction de la Maison a été initié, et la faible présence d'étudiants argentins à la Maison pendant les années 1930 renforce cette hypothèse. L'affaiblissement de ces liens est cependant partie de celui des liens diplomatiques en général entre les deux pays, tout comme ce désintérêt du gouvernement et des étudiants pour la Maison peut s'expliquer par l'histoire de l'Argentine pendant les années 1930, qui correspondent à la *Década infame*.

4) L"accueil d'étudiants argentins et français « de l'élite »

106 Voir Martinenche à Honnorat, 18/05/1932, 20/11/34 et 26/03/1936, Honnorat à Martinenche, 20/11/34, 15/01/1933, 15/01/1933, 22/02/1933 et 3/01/1933, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Au début des années 1930, conformément à ce qu'avait annoncé l'ambassadeur[107], la Maison accueille des résidents dont la plupart sont diplômés. Il s'agit de personnes qui se rendent en France pour compléter leur formation universitaire et débuter leur carrière, voire déjà assez âgés, et qui travaillent le plus souvent dans la recherche. Certains sont médecins assistants dans des hôpitaux parisiens, d'autres vétérinaires, notamment à l'Institut Pasteur, des anciens élèves des facultés de Philosophie et de Lettres ou d'Ingénierie de l'Université de Buenos Aires[108,109]… Cecilio Romaña, un médecin, a quarante ans lorsqu'il arrive de Buenos Aires en 1938 pour travailler à l'Institut Pasteur[110]. Quelques-uns, moins nombreux, viennent cependant poursuivre leurs études, et la Maison accueille également quelques artistes. Tous bénéficient de l'aide d'un « conseiller qui les assiste dans leurs études et les met en relation avec les professeurs et les personnalités scientifiques qu'ils ont intérêt à connaître »[111] et Martinenche rédige même la préface du livre d'un résident en 1930[112]. Ces conditions d'études très privilégiées sont complétées par les « matinées et soirées artistiques » et les conférences qui se tiennent dans la Maison, à propos par exemple de littérature argentine, ou des concerts de musique classique. A part dans ces moments, prédomine dans la Maison une « ambiance de travail »[113], et les résidents ne doivent pas gêner l'étude des autres. Cela se traduisait certainement par un assez grand calme et des résidents au travail la plupart du temps qu'ils passaient dans la Maison, seuls dans leur chambre ou dans la bibliothèque installée au rez-de-chaussée du premier bâtiment. Les résidents doivent d'ailleurs « justifier de l'assiduité au travail qu'on est en droit d'espérer de l'âge et de la culture de jeunes gens qui doivent faire honneur à leur pays »[114]. La direction semble assez stricte, peut-être plus que celle des autres Maisons, Martinenche expliquant que des résidents auparavant installés dans d'autres résidences ont été « contraints à renoncer » à des habitudes dues à « un règlement qu'ils jugeaient plus souple » lorsqu'ils s'y trouvaient[115]. Les résidents ne font cependant pas qu'étudier : en septembre 1928, lors d'un concert de Carlos Gardel au Théâtre Fémina des Champs-Elysées, un « pericón », une danse populaire argentine en couples, est dansé par des étudiants de la Maison[116]. De plus, certains parvenaient à se soustraire au règlement, qui interdisait de dormir à l'extérieur de la Maison : Carlos A. d'Ascoli, un

107 Des « diplômés » selon « les intentions rapportées par l'ambassadeur » (Martinenche au secrétaire d'Honnorat, La Croix (Var), 22/08/1929, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107).

108 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 82.

109 Martinenche à Honnorat, 08/1931, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

110 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 93.

111 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *arch. cit.*

112 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 72-73.

113 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *archi. cit.*

114 Formulaire de demande d'admission, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

115 Martinenche à Honnorat, 17/05/1930, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

116 Enrique Cadícamo, *La historia del tango en París* (Buenos Aires: Corregidor, 1975), pp. 82-83, cité dans Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 54-55.

homme politique salvadorien résident entre 1931 et 1932, parvient par exemple à échapper au concierge en arrivant à l'heure du petit-déjeuner, lorsque le concierge n'était plus là[117]. A partir de 1935, l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires prend en compte lorsqu'il admet des résidents leurs résultats scolaires et le projet de travail qu'ils conduiront pendant leur séjour, dont ils doivent faire état de l'avancée au directeur[118]. Cette évaluation des parcours et des productions scolaires constitue aussi une sélection sociale très forte, tout comme la mention dans les conditions d'admission du désintéressement dans la réalisation des « travaux d'ordre supérieur » dans des disciplines académiques et de l'exclusivité de cette activité.

Le loyer de la Maison, de 300 francs par mois, est la moyenne de ceux pratiqués dans les résidences ouvertes en 1929[119]. En 1935, quarante places sur les soixante-quinze des deux bâtiments sont prévues pour loger des boursiers du gouvernement argentin[120]. En 1933, la Maison emploie également un personnel conséquent : en plus de Martinenche, deux concierges y travaillent ainsi que deux valets de chambre, des femmes de chambres, une cuisinière, une femme de service, un veilleur de nuit et un secrétaire[121]. On servait aussi tous les matins un petit-déjeuner aux résidents au rez-de-chaussée de la Maison[122].



Le grand salon de la Maison dans les années 1930.

La Maison héberge des étudiants et des diplômés argentins qui sont par définition issus de milieux sociaux favorisés, le nombre d'étudiants et de diplômés à cette époque étant faible en Argentine, et qui s'apprêtent à y effectuer leur vie professionnelle. Cela dit la présence de boursiers relativise cette idée, et des étudiants ou des diplômés ont pu bénéficier de ressources qu'il leur aurait été plus difficile d'obtenir que des personnes issues d'autres milieux sociaux si ils n'étaient pas venus habiter dans cette Maison. Si

117 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 65-66.
118 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación Argentina de la Ciudad Universitaria de París, 09/1935, *arch. cit.*
119 Formulaire de demande d'admission, *arch. cit.*
120 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación Argentina de la Ciudad Universitaria de París, 09/1935, *arch. cit.*
121 Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Personnel de la Fondation Argentine ».
122 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 65-66.

tous ne faisaient peut-être pas partie des catégories les plus dotées de la société, le séjour dans la résidence constituait en tous cas une socialisation aux normes de la bourgeoisie, que ce soit pour les résidents argentins ou français. Si Martinenche explique à Honnorat qu'il ne faut pas chercher à détourner des étudiants ou des diplômés des universités argentines où se trouvent selon lui aussi de bons professeurs[123], le fait d'assister à certains cours en France ou de travailler avec des scientifiques qui y ont leurs activités était également certainement souvent un avantage important par rapport aux jeunes qui ont effectué tout leur cursus scolaire et le début de leur carrière en Argentine, en tous cas dans certains domaines. En effet, la France accueillait des établissements, des scientifiques et des chercheurs reconnus dans le monde, et notamment en Argentine comme nous l'avons vu. Enfin, les conférences et les événements artistiques, en plus d'être des pratiques culturelles bourgeoises par lesquelles l'appartenance aux élites est intériorisée et renforcée, permettaient aussi certainement d'acquérir des connaissances qui pouvaient être utilisées dans des domaines académiques. Les résidents français logés dans les chambres qui ne sont pas occupées par des Argentins sont aussi « choisis parmi l'élite » selon les mots d'Ernest Martinenche et sont des étudiants de Polytechnique, des Mines, des Ponts et Chaussées, externes des hôpitaux de Paris ou de l'École libre des sciences politiques[124]. Il est difficile de savoir si le directeur de la Maison parle d'étudiants de l'élite sociale en plus d'académique, mais cela est en tous cas cohérent avec les admissions pratiquées dans l'ensemble de la Cité, qui comme en témoigne un formulaire valorise le caractère « d'élite » des candidats pour chaque Maison, pour les places attribuées par la Fondation nationale. Il est en effet inscrit au dos des demandes d'admission du début des années 1930 que « le candidat a intérêt à fournir toutes attestations de professeurs prouvant qu'il est un étudiant d'élite et qu'il mérite de coopérer à une œuvre de mutualité spirituelle telle que celle de la Cité universitaire »[125]. Paul Appell et André Honnorat souhaitaient dès ces années que les résidents de la Cité soient recrutés dans « les élites » d'après leurs mots, ou qu'ils soient « les éléments meilleurs de [la] jeunesse », condition selon eux de leur projet de faire du campus un centre de coopération internationale pour la réalisation des valeurs de l'International Mind[126]. Par ailleurs, avant 1938, il n'y a pas de femmes dans la Maison. Cela montre que, comme dans la plupart des autres espaces sociaux de l'époque dans les deux pays, les ressources accessibles dans la résidence l'étaient exclusivement pour des hommes. De plus, aussi selon le souhait de son directeur, la Maison « doit être un foyer de haute culture, qui rappelle les Maisons françaises à Athènes, Rome, Madrid, d'où sont sortis et où se préparent tant de savants illustres »[127]. Cette ambition de faire de la Maison un lieu de formation pour les étudiants scolairement les meilleurs est partagée par les Français et les

123 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *arch. cit.*
124 *Idem.*
125 Formulaire de demande d'admission, *arch. cit.*
126 Introduction de Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*
127 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *arch. cit.*

Argentins qui la dirigent et l'administrent au début des années 1930, comme en témoignent les intentions des uns et des autres, et ce pour leur permettre d'atteindre des positions sociales dominantes, en particulier dans le champ de la recherche[128]. Le fonctionnement de la résidence a pu agir comme un socialisateur plus ou moins fort dans la mesure où il pouvait participer à la reproduction des positions sociales d'origine ou à la mobilité sociale ascendante des étudiants, même si cette distinction est affaiblie par le lien fort existant entre la scolarité et le milieu social d'origine. La présence de boursiers du gouvernement renforcerait l'hypothèse de la formation d'une élite par des étudiants n'étant pas forcément issus de catégories sociales dominantes, mais nous manquons d'informatios sur cela. Comme nous l'avons dit, l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires avait prévu des bourses pour quarante résidents en 1935[129], et comme nous le verrons de nouvelles bourses furent versées à partir de 1938[130]. Cependant il est peu probable qu'autant de personnes aient reçu ces bourses étant donné que la Maison accueillait très peu d'Argentins durant les années 1930 et parmi la dizaine de résidents argentins qui y habitaient chaque année, nous ne savons pas s'ils étaient boursiers ou non. Avant 1938, où la Maison accueillait six boursiers argentins, nous ne savons pas combien de résidents recevaient de l'argent du gouvernement[131]. Nous avons seulement que l'un des membres du Comité local, Juan Sauberán, en accorde par sa fondation, mais nous ne savons pas en quel nombre[132], et au moins un résident, le médecin Cecilio Romaña, avait aussi une bourse d'un autre fonds privé, l'Association Argentine pour le Progrès de la Science[133].

II - L'instauration par le gouvernement argentin d'une autonomie unique à la Cité

1) Le désintérêt du gouvernement argentin : méconnaissance et inactivité de la Maison

Après en avoir retardé la construction et l'ouverture, le gouvernement argentin, dès les premières années d'existence de la Maison, s'en désintéresse assez largement. En effet, dès qu'est nommé Ernest Martinenche, c'est lui qui est chargé d'administrer la Maison et ni l'ambassade ni aucun autre représentant des propriétaires ne semble intervenir dans la gestion courante ou s'impliquer dans l'administration. Cette situation est contemporaine d'un changement politique important en

128 Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique » et Homo academicus, *op. cit.*
129 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación Argentina de la Ciudad Universitaria de París, *arch. cit.*
130 Décret du président, 7/11/1938, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
131 Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años », 8/09/1939.
132 Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « articles de presse ».
133 Alejandra Birgin, *op. cit*., p. 93.

Argentine, dans la mesure où un an après l'ouverture de la Maison, le gouvernement radical de Hipolito Yrigoyen est renversé par un coup d'État militaire, le 6 septembre 1930, qui marque le début de la Década infame. Mettant fin aux gouvernements radicaux, présidés durant les années 1920 par Alvear et Irigoyen, dont nous avons vu pour le premier l'investissement en faveur de la fondation de la Maison, le gouvernement militaire présidé par Uriburu initie une décennie d'occupation de l'exécutif par différentes juntes armées et d'éloignement de l'Europe. Les difficultés financières de l'État ont sûrement joué un rôle important dans son désintérêt aussi, la Maison ayant même faillie être vendue au gouvernement français à cause de manques de financements du gouvernement argentin dans ces années, ce qui a pu être évité grâce à une intervention de Bemberg[134].

Ainsi, tout d'abord, il existe peu de promotion de la résidence en Argentine, ce qui fait que très peu d'étudiants argentins viennent y habiter. Lors de son ouverture, la Maison n'accueille que sept Argentins sur les soixante-treize places disponibles[135], et en 1931, Martinenche, faisant le constat du nombre « insuffisant » de résidents argentins, explique à Honnorat que plusieurs d'entre eux ignoraient l'existence de la Maison avant d'arriver à Paris[136]. En août 1938, le journal *Los Principios* édite un supplément sur la résidence et décrit aussi sa défection par les étudiants argentins : l'année où l'auteur de l'article s'y rend, la résidence n'accueille que douze Argentins et il précise que c'est un nombre élevé par rapport aux années scolaires précédentes[137]. Selon lui, confirmant ce que disait Martinenche en 1931, le gouvernement et les organismes qui pourraient parler de la résidence ne le font pas, et lui-même a eu du mal à s'informer sur elle. Ainsi, au cours des années 1930, il semble que les résidents argentins n'aient jamais été plus d'une dizaine chaque année. Selon cet article, la Maison était aussi en bonne partie vide durant ces années[138].

Face au faible investissement du gouvernement et d'autres organismes en Argentine pour faire connaître la Maison, la Cité internationale et des partenaires en Argentine prennent quelques initiatives pour tout de même faire la promotion de la résidence auprès des étudiants argentins. Ainsi, Robert Weibel Richard, de l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires, s'adresse en 1936 à André Honnorat pour lui demander de lui transmettre des documents sur la Cité afin de les communiquer à des députés et à la presse, et mener une « campagne » avec Adolfo Bioy Casares, écrivain, président de l'Institut et ministre des Affaires étrangères après le coup d'État de 1930. Cependant, Robert Weibel a déjà mené des activités de ce type dont il reconnaît qu'elles n'ont pas

134 Alejandra Birgin, *op. cit*, pp. 56-60.
135 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *arch. cit.*
136 *Idem.*
137 Dr Luis Arguello Pitt, « El Pabellón Argentino en la Ciudad Universitaria de París », supplément pour *Los Principios*, Buenos Aires, 08/38, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
138 *Idem.*

permis d'arranger la situation de la Maison et son « insuffisante activité »[139]. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires avait été chargé dès sa création en 1931 de l'administration de la Maison, par un décret du gouvernement argentin. Le décret qui charge l'Institut d'organiser le fonctionnement de la Maison témoigne d'un certain intérêt pour cette dernière de la part du gouvernement militaire, et souhaite par celui-ci permettre à la Maison de continuer de fonctionner[140]. Cependant, selon une note juridique pour la Fondation nationale réalisée en 1957[141], l'Institut ne disposait pas des moyens suffisants pour s'occuper convenablement de la Maison ce qui explique que le nombre d'Argentins n'ait pas augmenté pendant les années 1930 comme le rapporte l'article de *Los Principios*, et que cette mesure n'ait pas engendré de grand changement dans le fonctionnement de la Maison. Un ancien résident se propose également pour faire de la publicité pour la résidence en Argentine : en 1931, Francisco Propato, l'ancien résident dont Martinenche avait rédigé la préface d'un livre en 1930[142], ancien président du Comité des résidents, dont nous apprenons l'existence à cette occasion, informe Honnorat qu'il a réussi à faire publier dans un journal argentin, *La Razón*, un article sur la Cité, et qu'il a l'intention de parler de cette dernière auprès de doyens d'universités, de directeurs de lycées, en faisant des conférences et en intervenant à la radio[143]. En 1932, il rend compte de ses entreprises et explique qu'il a obtenu le soutien de plusieurs personnes parmi lesquelles un ancien recteur de la faculté de Buenos Aires, Ricardo Rojas, des professeurs de la faculté de Lettres, Marcelo T. de Alvear et Adolfo Bioy. Il explique que désormais la Maison est bien connue en Argentine, et qu'il compte également parler de la Cité en Uruguay et au Chili. Cependant on peut douter que la Maison soit effectivement si connue après les constats rendus par Martinenche en 1931, Weibel et le journaliste de *Los Principios* en 1936. Propato insiste sur les raisons pour lesquelles il entreprend de promouvoir la Cité en Argentine : selon lui, « toute l'Amérique espagnole » aurait besoin de cette propagande tant « elle doit s'approcher davantage au peuple qui plus qu'aucun autre tient dans ses main le pcetre *(sic)* de la Latinité ». Cette représentation de la France, désignée ici par le « peuple », témoigne du prestige qui lui est associé en Argentine, en partie du fait de la politique de diplomatie universitaire, et en particulier chez quelqu'un qui a résidé dans la Maison. Ainsi, la Cité a participé à diffuser des représentations prestigieuses de la France, surtout concentrées, en tous cas ici, sur une partie de sa production culturelle et sur son histoire politique, par exemple sur des « hommes

139 Robert Weibel Richard à Honnorat, 28/04/1936, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

140 El Instituto de la Universidad de París en Buenos Aires y la Fundación argentina de la Ciudad universitaria de París, *arch. cit.*

141 Note sur la Fondation argentine, mai 1957, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

142 Voir *supra*.

143 Francisco A. Propato à Honnorat, 13/07/1931 et 22/08/1931, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

illustres » en étant originaires[144]. Les termes employés par Propato, par exemple la « tradition » française, sont peu précis et rendent difficile de détailler ce qu'il exprime. Cependant il est clair qu'il considère que l'Amérique latine aurait besoin pour se développer de s'inspirer de la France, et que la Cité internationale doit contribuer à cela, rendant l'entreprise de promotion de cette dernière indispensable à ses yeux pour l'ensemble du continent. Cela montre que la politique de diplomatie universitaire a eu pour effet de diffuser l'idée de la prééminence de la France sur l'Amérique latine au moins dans le domaine de la culture, et de la nécessaire relation d'imitation de la première par la seconde. Par ailleurs, Propato et Weibel, lorsqu'ils parlent de la Cité, sont relayés par des personnes reliées aux réseaux universitaires français. Propato a d'ailleurs lui-même travaillé à l'ambassade et au consulat d'Argentine en France[145]. Nous avons déjà mis en évidence ces liens pour Alvear, et il en existait probablement des similaires pour Adolfo Bioy Casares qui était comme nous l'avons vu président de l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires. D'un autre côté, les réseaux diplomatiques interviennent aussi : l'ambassadeur de France en Argentine en 1938 a eu un rôle dans la réorganisation de la Maison cette année-là, ce dont nous reparlerons, tout comme l'ambassadeur d'Argentine en France. Le premier est en effet remercié par André Honnorat pour son rôle dans l'investissement du gouvernement pour le budget de la Maison[146], ce qui indique qu'il a dû intervenir auprès de politiques argentins pour faire connaître la situation dans laquelle se trouvait la résidence. L'ambassadeur d'Argentine en France quant à lui demande en 1939, comme Propato, des documents à Honnorat pour mener « une campagne très efficace en faveur de la Cité »[147]. La participation de ces deux ambassadeurs, surtout celle de l'ambassadeur français, témoigne du lien entre la politique menée par les universitaires et les activités de certains diplomates. Finalement, la promotion de la Maison est donc assurée par les réseaux de la diplomatie universitaire française, c'est-à-dire grâce aux liens créés à l'initiative d'institutions académiques et d'universitaires français entre les milieux académiques des deux pays. Cependant, sans la participation du gouvernement argentin, ces initiatives sont insuffisantes pour réussir à attirer plus d'une douzaine d'étudiants à la Cité.

Ailleurs dans Paris, les étudiants argentins étaient en moyenne une vingtaine chaque année pendant les années 1930, 33 en moyenne dans toute la France. Cela renforce l'hypothèse selon laquelle la Maison était très peu connue des étudiants argentins. Cependant, cela peut aussi signifier que

144 Francisco A. Propato à Honnorat, 11/05/1932, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107. Propato écrit, parlant de la France : « Il faut que sa merveilleuse culture rayonne chaque fois davantage sur nos peuples. Toute notre histoire nous parle des hommes illustres que la France nous a envoyé pour nous développer et pour entrer dans l'Entente des Nations civilisées. Nous ne pouvons jamais oublier notre tradition, si liée aux vôtres. La Latinité c'est notre raison d'existence et c'est justement pour cela que je travaille pour répandre l'Evangile de la Cité Universitaire dans l'Amérique Latine ».

145 Alejandra Birgin, *op. cit*, p. 72.

146 Lettre de la Fondation nationale à l'Ambassadeur de France en Argentine, 2/12/1938, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

147 L'ambassadeur Carcano à Honnorat, 6/01/1939, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

beaucoup ne souhaitaient pas venir habiter dans la résidence pendant leur séjour à Paris, même s'ils la connaissaient. Si comme la plupart des étudiants latino-américains en France à cette époque, les jeunes Argentins à Paris étaient surtout des personnes issues des milieux sociaux les plus favorisés[148], cela peut vouloir dire que la Maison était surtout associée à une politique sociale du gouvernement argentin pour des boursiers à laquelle ces personnes n'étaient pas associées, et que ces dernières choisissaient de se loger ailleurs car elles en avaient les moyens, contrairement à ceux qui se rendaient à la Maison. Cependant, comme nous l'avons dit, nous avons peu d'informations sur les caractéristiques sociales des résidents, sur le nombre de boursiers dans la Maison ainsi que sur les autres Argentins à Paris.

Année (au 31 juillet)	Étudiants argentins en France	Étudiants argentins à Paris	Étudiants latino-américains en France
1929	33	24	
1930	33	27	522
1931	48	35	426
1933	35	25	448
1934	39	34	
1935	23	17	
1937	26	22	
1938	29	20	

Source : Annuaire statistique, Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, Office du travail, Statistique générale de la France[149]

2) L'investissement de 1938 : un renouveau tardif et vite interrompu

En 1938, l'exécutif argentin décide finalement un nouvel investissement dans la Maison. En novembre 1938, deux décrets présidentiels sont publiés et prévoient l'« organisation » de la Maison, un investissement financier[150], des bourses pour quarante étudiants argentins pour effectuer deux ans d'études en Europe dont au moins un en France[151], trois bourses pour des étudiants français et sept pour d'autres étudiants sud-américains[152]. Un directeur argentin, Juan Silva Riestra, est aussi

148 Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers monde: comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. par Pauline Stockman (Paris, France: La Découverte, 2017), p. 167.
149 http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34350395t/date.item, consulté le 24/05/2018.
150 Décret du président, 7/11/38, *arch. cit.*
151 Le Ministère des Affaires étrangères à Honnorat, 19/11/1938, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
152 Décret du président, 7/11/38, *arch. cit.*

nommé[153], remplaçant Martinenche qui meurt en 1941[154]. Les décrets précisent que « la fondation a pour objet de préparer à des fonctions de dirigeants des générations futures les diplômés les plus distingués des facultés et instituts »[155], et que les boursiers argentins seront parmi « les diplômés les plus qualifiés des Universités et des Instituts d'enseignement ». Ils devront également savoir parler français[156]. Le directeur devra être une personne occupant une fonction dans « le professorat universitaire argentin »[157], et c'est un ami du ministre de l'Instruction publique, J.E. Coll, qui est nommé. L'ambassadeur d'Argentine en France, Carcano, décrit Juan Silva Riestra comme « Un juriste de talent, professeur à la Faculté de Droit de Buenos Aires et ami intime de Monsieur J. E. Coll », « résolu à travailler très énergétiquement à la réorganisation de la Fondation ». Pour l'ambassadeur, avec ce directeur, la fondation deviendrait « vraiment le séminaire de l'élite argentine », et que Silva Riestra souhaiterait travailler en plus étroite collaboration avec la Fondation et faire entrer la Maison dans le régime général de la Cité[158]. Ces décrets signifient donc un nouvel intérêt pour la Maison, dans laquelle le gouvernement veut d'ailleurs accueillir les meilleurs des étudiants argentins, ce qui est cohérent avec ce que souhaitent Martinenche, Honnorat et Appell pour l'ensemble de la Cité. Comme nous l'avons mentionné, la Fondation remercie aussi l'ambassadeur de France en Argentine pour le rôle qu'il a eu dans la publication de ce décret, ce qui indique qu'il est probablement intervenu auprès de dirigeants argentins pour que cette décision soit prise[159]. Cependant, ce décret a à peine le temps d'être appliqué car la guerre conduit à la fermeture de la Maison dès octobre 1939, soit au début de l'année scolaire qui suit le décret. Ainsi, à part ce décret, qui n'a pas le temps d'être appliqué, le gouvernement ne prend pas de mesure significative en faveur d'un meilleur fonctionnement de la Maison, en particulier pour la promotion de la résidence en Argentine et le versement de bourses.

Ainsi, avant 1938, dans toutes les années 1930, le gouvernement ne s'occupe que très peu de la Maison et de la Cité. Ce désintéressement et ce manque d'investissement du gouvernement pour la résidence s'expliquent probablement au moins par deux facteurs : d'une part, le changement de gouvernement juste au moment de l'inauguration, d'autre part, la crise économique des années 1930 en Argentine. Comme nous l'avons mentionné en introduction, en 1929, Alvear n'est plus président de la République depuis un an et a été remplacé par Hipólito Irigoyen. Ce dernier, en plus d'avoir une politique extérieure plus isolationniste, n'est pas francophile comme Alvear[160], et ne s'est pas

153 Carcano à Honnorat, 6/01/1939, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
154 G. Delphy, *op. cit.*
155 Carcano à Honnorat, 6/01/1939, *arch. cit.*
156 Décret du président, 29/12/38, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
157 Carcano à Honnorat, *Ibid.*
158 *Ibid.*
159 La Fondation à l'ambassadeur de France en Argentine, 2/12/1938, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
160 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…*, *op. cit.*, 2da parte, « El esplendor alvearista ».

impliqué comme lui dans la fondation de la Maison. Ce changement de personne au poste de président et la nouvelle politique extérieure peuvent expliquer en partie le désintérêt de l'exécutif. En 1930, ce facteur est aggravé par la prise de pouvoir d'un gouvernement militaire qui s'inspire quant à lui des dictateurs européens Mussolini et Primo de Rivera[161]. A ce moment, la francophilie de personnes au pouvoir lors de la fondation de la Maison n'existe bel et bien plus et Adolfo Bioy Casares, le président de l'Institut de l'Université de Paris à Buenos Aires, alors ministre des Affaires étrangères, était sans douté très isolé auprès des autres membres du gouvernement s'il a souhaité prendre des initiatives concernant la Maison. Comme l'explique Denis Rolland[162], le « modèle français » qui avait été construit en Amérique latine depuis le XIXè siècle entre en crise après la Seconde Guerre Mondiale et les représentations positives associées à la France reculent très largement. Ces représentations, associées aux Lumières et à la Révolution française, sont remplacées par les modèles des régimes de Salazar, Mussolini et Franco par plusieurs gouvernements, y compris ceux des militaires argentins. L'affaiblissement économique de l'Europe et le renforcement des Etats-Unis participe aussi de ce moindre intérêt pour la France. Ainsi, la Maison de l'Argentine est probablement devenue beaucoup moins intéressante pour l'État argentin et une partie des élites dès que le pays dans lequel elle était construite attirait aussi beaucoup moins les regards. Le décret de 1938 peut quant à lui s'expliquer par le retour au pouvoir d'un radical la même année, Roberto Ortiz.

Une deuxième raison expliquant ce détachement peut être la crise économique en Amérique du Sud à cette époque. Si l'Argentine n'est pas le pays d'Amérique du Sud le plus touché par la crise grâce à la faiblesse de ses exportations vers les Etats-Unis, son économie étant très liée de manière générale aux exportations, agricoles surtout, son Produit National Brut diminue tout de même fortement au cours des années 1930, de 13,8 % sur la décennie[163]. Ces difficultés sont sans doute une autre explication, liée d'ailleurs aux caractéristiques du gouvernement. Cependant, le gouvernement finance toujours la Maison pour qu'elle puisse continue à fonctionner. Plus que sur le manque de moyens financiers que lui attribue le gouvernement, c'est surtout sur la faiblesse de ceux qu'il met en œuvre pour la faire connaître en Argentine et son autonomie dans la Cité qui sont critiqués par la Fondation nationale et d'autres, comme nous l'avons vu.

N'ayant plus de raisons très fortes de soutenir l'activité de la résidence et le coût relatif pour l'État de son budget étant plus élevé dès son ouverture, le gouvernement argentin n'a pas pris d'initiatives en faveur de la Maison et l'a laissée se dégrader progressivement au cours de sa première décennie d'existence. En effet, comme nous le verrons, le manque d'entretien et d'investissement provoque

161 Hebe Carmen Pelosi, *Argentinos en Francia…, op. cit.*
162 Denis Rolland, *Mémoire et imaginaire de la France en Amérique latine…, op. cit.*
163 Olivier Dabène, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine* (Armand Colin, 2003), p. 63.

en son sein des dégradations matérielles considérables. En même temps, la Maison accueille très peu d'Argentins et ne participe que très faiblement à une politique éducative ou plus largement sociale de l'État argentin.

3) Une propriété argentine dans la Cité

Bien qu'il ne s'investisse pas dans son fonctionnement, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'ambassade, a néanmoins un pouvoir important sur la Maison en contrôlant ses finances et les admissions d'une partie des résidents. En 1944, Honnorat explique que pendant les années 30, Martinenche et Collard, l'administrateur de la Maison à partir de 1936[164], ne pouvaient prendre aucune décision qui impliquait une dépense sans en avoir obtenu l'autorisation de l'ambassade, qui la demandait elle-même à Buenos Aires, qui à son tour « le plus souvent ne répondait pas »[165]. Ainsi, même si Martinenche et Collard avaient une certaine autonomie, ils étaient donc fortement contraints par la tutelle qui les reliait au gouvernement argentin. La Fondation nationale, de la même manière, était elle aussi très limitée.

Ainsi, dans sa gestion des admissions des Argentins, l'ambassade n'a pas respecté à plusieurs reprises les règles fixées lors de la fondation de la Maison. En 1929, lorsque la Maison vient à peine d'être inaugurée, l'Ambassadeur d'Argentine en France demande à y admettre un étudiant costa-ricain[166] alors que l'arrêté rectoral de 1924 précisait que la Maison ne devrait accueillir que des Argentins et des Français. Ce faisant, l'ambassadeur témoigne de son ignorance du contenu de l'arrêté ou transgresse consciemment ce dernier. En octobre 1930, Honnorat envoie une lettre au Comité de direction de la Maison dans laquelle il rappelle cette règle et critique l'admission d'une douzaine d'étudiants n'étant ni français ni argentins. Il précise que c'est à l'occasion de la présentation de sa candidature par un étudiant brésilien qu'il a découvert que ces étudiants d'autres nationalités, latino-américaines, étaient logés, et que la Fondation ne les connaissait donc pas. La Maison, qui était à l'époque la seule d'un pays d'Amérique du Sud, était donc aussi utilisée par l'ambassade pour accueillir des jeunes du continent, comme Carlos d'Ascoli dont nous avons déjà parlé. On peut constater là l'apparition de l'un des caractères de la Maison de l'Argentine qui apparaît à d'autres moments de son histoire, celui de Maison des étudiants latino-américains, en plus qu'argentins. Juqu'en 1933, la Maison de l'Argentine est la seule d'un pays latino-américain, et a été considérée par les fonctionnaires argentins qui s'en chargeaient comme devant accueillir aussi

164 Nomination de Collard comme administrateur, 31/12/1936, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

165 Honnorat au recteur Roussy, 9/10/1944, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

166 Martinenche à Honnorat, 22/11/1929, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

des étudiants d'autres pays d'Amérique latine : c'est en ce sens que le gouvernement prévoit de donner des bourses à sept étudiants latino-américains en 1938. Second exemple, en décembre 1929, l'ambassadeur écrit à Martinenche[167] et l'informe qu'il autorise 25 étudiants français à loger dans la Maison. Pourtant, ce chiffre doit selon l'arrêté être décidé par le nombre de résidents argentins admis et non *a priori* comme le fait l'ambassadeur. Cette consigne prend sens du fait que le directeur de la Maison ne connaisse pas le nombre de résidents que le gouvernement argentin a décidé d'admettre, et ne peut par conséquent pas accorder les places restantes à des Français. Si l'ambassadeur transmettait le nombre de résidents argentins acceptés, voire leur identité, la Fondation nationale déciderait en fonction de cette information des places accordées à des Français et la consigne donnée par l'ambassadeur n'aurait pas lieu d'être. La Fondation pourrait d'ailleurs accueillir plus de Français car, comme nous l'avons vu, les Argentins étaient très peu nombreux à l'ouverture de la Maison et il restait donc plus que 25 places. Dans ces deux situations, l'ambassade, qui dirige le Comité local, dont on ne trouve d'ailleurs plus de traces des autres membres à partir de ce moment, profite donc d'une asymétrie d'informations entre elle et la Fondation due au fait qu'elle gère unilatéralement les admissions d'une partie des résidents. Ces deux échanges avec l'ambassade, qui ont lieu la première et la deuxième année scolaire d'existence de la résidence, témoignent du peu de cas que fait l'État argentin des règles de la Cité et de l'intégration ou non de la Maison en son sein. Ils semblent en effet considérer la résidence comme autonome du reste du campus et n'étant pas soumise à d'autres règles que celles qu'ils définissent eux-mêmes. La propriété du gouvernement sur la Maison les conforte probablement dans cette idée. C'est plus par principe que pour des raisons pratiques qu'André Honnorat était insatisfait de la situation, dans la mesure où le fait que la Fondation n'ait aucun contrôle sur les aspects les plus importants du fonctionnement de la Maison limitait son pouvoir au sein de la Cité. La Fondation nationale avait en effet l'ambition d'y mener une politique assez précise, qui commence d'ailleurs d'être élaborée pendant ces années, et elle est à cause de cette autonomie de la Maison contrainte dans la réalisation de son projet. André Honnorat fait noter dès décembre 1930 au directeur de la Maison que celle-ci se trouve dans une situation « anormale » en n'étant pas rattachée juridiquement à la Fondation nationale, contrairement à toutes les autres fondations. Il écrit aussi que cela est « d'autant plus dommage que la Cité universitaire ne vaudra que si toutes ses fondations coopèrent au même titre à l'œuvre d'ensemble »[168]. En ce qui concerne les admissions des étudiants étrangers, la Fondation aurait certainement souhaité appliquer des critères assez précis pour sélectionner les candidatures, et était empêchée de le faire. En effet, comme l'explique

167 Copie de la lettre de M. l'ambassadeur de la République Argentine à Martinenche, 7/12/1929, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

168 A Martinenche, 12/12/1930, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Guillaume Tronchet[169], deux des trois fondateurs de la Cité, Honnorat et Appell, voulaient que les habitants de la Cité forment un groupe assez intégré et constitué de très bons étudiants en termes scolaires, ce qui était probablement lié à des caractéristiques sociales aussi assez précises même si nous n'avons pas beaucoup d'informations sur cela. Cela était lié au projet plus large que nous avons déjà exposé proche des idées de l'International Mind et des genévois. Pour réaliser ces intentions, la Fondation souhaitait probablement choisir les personnes qui venaient habiter à la Cité. Par ailleurs, elle aurait sûrement préféré aussi être propriétaire de l'ensemble des terrains et des bâtiments, ainsi que participer directement aux administrations des différentes résidences. Si la Maison de l'Argentine est la seule à ne pas appartenir à l'Université de Paris qui possède la Cité, elle n'est en revanche pas la seule résidence dont le gouvernement qui s'en charge pratique une administration en partie autonome[170]. La fondation Belgo-luxembourgeoise (Biermans-Lapôtre), ouverte en 1927, est en effet un organisme de la Fondation nationale, mais dispose d'un conseil d'administration autonome. Celui-ci est présidé par Hubert Biermans, le mécène de la Maison, tandis que l'ambassadeur de Belgique en France doit être convaincu par Honnorat d'y siéger. Il y a aussi, en proportion, peu de résidents belges, et la fondation est méconnue en Belgique, ce qui est principalement dû à l'absence d'équivalences dans les cursus universitaires des deux pays. Par ailleurs, les admissions sont gérées par la Fondation universitaire belge, qui signe un accord avec la Fondation Biermans-Lapôtre en juillet 1929. Le gouvernement est ainsi beaucoup moins impliqué dans la gestion de la Maison que dans le cas de celle de l'Argentine, le mécène qui l'a financée occupe un rôle beaucoup plus important et la Fondation nationale n'est pas la seule gestionnaire de la Maison comme pour toutes les maisons non-rattachées.

Tant que la Maison accueille surtout des étudiants français, elle est logiquement avant tout un moyen de réaliser une politique à destination de ces derniers. Ainsi, comme en fait l'hypothèse Nicolas Manitakis pour l'ensemble de la Cité, la Maison de l'Argentine semble bien avoir accéléré la mise en place d'une politique sociale du gouvernement français envers les étudiants du pays qu'il administre, et ce grâce à une résidence financée au départ par le gouvernement argentin et Otto Bemberg. Les étudiants français qui l'habitent, dont nous avons vu qu'ils sont de loin les plus nombreux dès la première année scolaire, bénéficient des loyers modérés de la Maison et des services déjà offerts par la Cité, sanitaires, récréatifs et restauratifs. La Maison de l'Argentine ne fait pas exception aux répartitions en nationalités des résidents dans les autres résidences, les Français étant majoritaires dans la plupart d'entre elles et constituant les deux tiers des habitants de la Cité[171]. On constate avec les renseignements fournis par le directeur de la Maison que ces

169 Introduction de Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*
170 Introduction de Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*
171 Nicolas Manitakis, *op. cit.*

étudiants français sont issus des établissements d'enseignement supérieur parmi les plus prestigieux[172] et ne sont certainement pas représentatifs de l'ensemble des étudiants de l'époque. Ainsi, la politique sociale que réalise la Cité, en tous cas à la Maison de l'Argentine, fait partie du projet plus général de loger une élite en fabrication. Il est possible que la difficulté à faire venir des étudiants étrangers ait contrarié Honnorat en ce que cela contraignait la Cité à être intégrée à cette politique sociale et par conséquent à ne pas pouvoir s'éloigner du rectorat et du Ministère dont cette politique dépendait. En effet, seule l'affirmation de son projet de campus international pouvait permettre à la Fondation nationale de s'en éloigner, et la défection de la Maison de l'Argentine par les étrangers n'aidait pas à cela.

L'ouverture de la Maison de l'Argentine en 1929 témoigne ainsi des relations diplomatiques et universitaires fortes qu'entretiennent les deux pays depuis le début du XXè siècle, et constitue un résultat de celles-ci. Le désintérêt du gouvernement argentin pour la Maison explique qu'elle soit surtout prise en charge par les réseaux universitaires français, y compris en Argentine. La direction de la Maison par le secrétaire général du GUGEF, Ernest Martinenche, témoigne de cette gestion par des personnes qui dirigeaient la politique de diplomatie universitaire française en Amérique du Sud. Enfin, la promotion de la Maison auprès des étudiants et de dirigeants politiques par des universitaires et des diplomates français et argentins témoigne aussi de la force de ces réseaux universitaires, et de la place importante que commence à y occuper la Cité universitaire. Cette implication venant du monde universitaire français était concomitante de la prise des décisions budgétaires et concernant les admissions par le gouvernement argentin, ce qui contraignait toutes les autres personnes impliquées dans la Maison et limitait leurs possibilités d'agir. Cette décennie se caractérise en effet par l'indépendance du gouvernement argentin dans l'administration de la Maison et par la concentration de sa gestion, en même temps qu'il cesse de s'y intéresser. En particulier, il n'accorde pas de bourses pour que des étudiants viennent y habiter et ne fait pas la promotion de la résidence en Argentine, bien qu'il continue de la financer. De ce fait, la Maison accueille très peu d'Argentins et est peu active. A la fin de la décennie, le décret pris en 1938 marque un intérêt nouveau du gouvernement pour la Maison, mais il n'est pas appliqué avant la guerre. Cette première décennie d'existence est donc aussi marquée par la désaffection par les étudiants argentins de la Maison et par sa faible activité d'une manière générale. La Fondation nationale, ne pouvant pas intervenir dans la gestion, y réalise exclusivement une politique à destination de certains étudiants français, et est ainsi contrainte dans la mise en œuvre du projet international qu'elle souhaitait réaliser pour la Cité. Cependant, la Maison de l'Argentine ne fait à

172 Martinenche à Honnorat, 08/1931, *arch. cit.*

l’époque pas exception au sein du campus, en tous cas au début des années 1930, lorsque la Cité dans son ensemble accueillait aussi une majorité de Français. Elle est donc comme le reste des résidences surtout un moyen de réaliser une politique sociale à destination des étudiants français, toutefois subordonnée à l’intention de réunir des étudiants dont la Fondation nationale considère qu’ils font ou feront partie des élites des sociétés occidentales.

Chapitre 2 : Une Maison à l'abandon (1939-1945)

I – La francophilie argentine transforme la résidence en hôpital (octobre 1939 – juin 1940)

1) La mobilisation des francophiles argentins

Comme l'ensemble de la Cité depuis l'automne 1938 et comme toute la société française devant les tensions croissantes en Europe, au printemps 1939, la Maison se prépare à une possible guerre. Fin 1938, des mesures sont prises par la Fondation nationale : « sable sur le sol des pièces extérieures des pavillons, distribution de pelles, répartition d'extincteurs et de seau pompe, camouflage des bâtiments avec l'installation de lampes bleues dans les parties communes des pavillons »[173], que l'administration de la Maison de l'Argentine imite : en avril 1939, une plaque est posée dans l'entrée qui indique les abris anti-aériens du quartier. Mais Martinenche a toutefois « l'espoir que toutes ces précautions ne seront d'aucune utilité »[174]. Il est aussi projeté d'aménager un passage souterrain accessible depuis la Maison afin d'en faire un abri « en cas de bombardement ou d'émission de gaz toxique », à destination des étudiants de la Cité et des habitants du quartier[175]. Après la déclaration de guerre de la France, le 3 septembre, l'ambassade argentine à Paris propose au Ministère des Affaires étrangères argentin de faire de la Maison un hôpital pour l'armée française. Le ministère suggère de mettre ainsi la résidence à la disposition du gouvernement français. Des collectes de fonds pour financer cet hôpital ont lieu en France et en Argentine, coordonnées par l'ambassadeur d'Argentine en France, Carcano, et le Comité Argentin en France de Secours aux victimes de la guerre. Ce dernier est créé le 26 octobre 1939 par des hommes déjà impliqués dans la fondation de la Maison, par exemple Martínez de Hoz ou Luis Bemberg, qui le préside, et donne déjà en janvier 1940 10 000 couvertures à des soldats sur le front[176]. C'est lui qui prend l'initiative de proposer la transformation de la résidence en hôpital. Ainsi, ce sont des grands industriels, comme nous avons vu que les membres de la famille Bemberg en étaient, qui sont à la manœuvre. Perón, qui attaqua le groupe Bemberg[177], n'était pas encore au pouvoir à ce moment, et

173 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*
174 Martinenche à Honnorat, 28/04/1939, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
175 Le Médecin-Commandant Hollier au recteur Coulet, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
176 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 123.
177 Voir Claudio Belini et Marcelo Rougier, *El Estado empresario en la industria Argentina. Conformación y crisis* (Buenos Aires: Manantial, 2008), chapitre 3.

ces personnes avaient donc probablement des liens étroits avec le pouvoir politique. Après la fondation de la Maison, sa réquisition leur donne une nouvelle occasion d'entretenir ces relations.

Un second comité est aussi créé, exclusivement composé de femmes, une bonne partie mariées à des membres du groupe de Bemberg et Martínez de Hoz, quant à lui uniquement formé d'hommes[178]. L'hôpital ainsi installé dans la résidence ouvre le 16 octobre 1939, et demande un assez large réaménagement de la Maison. En effet, des travaux qui y sont menés modifient tout son agencement. Un rapport sur la Maison transmis à la Fondation nationale en 1941 indique que « son matériel a beaucoup souffert par les déménagements que le Service de Santé avait été obligé de faire pour son installation. (...) l'aménagement des cuisines, des offices, du Service médical (pharmacie, radio, cabinet dentaire, salles de spécialisation pour gazés) nécessita d'importantes transformations des locaux et de fait, des travaux de maçonnerie et de peinture modifièrent beaucoup les salles communes et les chambres des étudiants ». Même si la Maison est un hôpital complémentaire, contrairement à deux autres résidences plus grandes qui servent d'hôpitaux principaux, le Service de Santé de l'armée française y installe tout de même des infrastructures spécialisées, telles qu'une radio et un cabinet dentaire. Après ces travaux, la Maison accueille en outre 225 lits alors qu'elle ne comptait auparavant qu'environ soixante-dix places[179].

Il n'y avait plus d'étudiants dans la Maison à ce moment : en ce qui concerne les Argentins, une lettre de septembre 1939 indique que les six boursiers du gouvernement qui résidaient dans la Maison pendant l'année scolaire 1938-1939 sont partis se réfugier en région sans laisser d'adresse[180]. L'administration n'a pas accepté de nouveaux résidents avant que la Maison ne devienne un hôpital, dès la rentrée scolaire. De toutes manières, la majorité des étudiants français sont concernés par la mobilisation du 2 septembre, ce qui est d'ailleurs aussi le cas d'anciens résidents, et la plupart avaient donc rejoint l'armée. Collard informe d'ailleurs en janvier 1940 le directeur que plusieurs anciens résidents mobilisés réclament avec urgence la restitution de leur caution[181]. Pour l'ensemble de la Cité, André Honnorat rapporte que trente-quatre anciens résidents sont morts en 1940, tandis que d'autres ont été arrêtés ou déportés plus tard pendant la guerre. La Fondation correspondait avec « quatre cinq cent » anciens résidents à qui elle envoyait des livres et du matériel pour étudier, y compris pour certains emprisonnés en Allemagne. La Cité est également venue en aide à des étudiants étrangers à Paris, pour leur trouver du travail et très souvent pour leur permettre de rejoindre la Suisse, l'Espagne ou des maquis, en particulier pour ceux qui s'étaient échappés de prison en Allemagne. Auguste Desclos, le directeur du Collège Franco-britannique,

178 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…, op. cit.*, pp. 48 à 51.

179 Lettre non-signée à en-tête de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine, 30/07/1941, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

180 Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años », 8/09/1939.

181 Lettre au directeur, 3/01/1940, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

explique que ces activités ont conduit à des représailles de l'armée allemande : l'administrateur de la Maison de l'Argentine est arrêté et emprisonné trois mois comme nous le verrons, des membres de la Fondation nationale passent à la clandestinité pour avoir caché des aviateurs alliés et le directeur de la Maison de l'Indochine, ayant rejoint les F.F.I., est tué peu avant la libération de la France[182].

Ainsi, la Maison de l'Argentine se transforme pendant la guerre en même temps que l'ensemble de la Cité. Cette dernière est entièrement fermée à l'exception de la Maison des Provinces de France et la plupart de ses bâtiments sont utilisés par l'armée française. Plusieurs résidences sont réquisitionnées dès le début de septembre 1939, et deux autres servent également d'hôpitaux, les fondations Deutsch de la Meurthe et Biermans-Lapôtre. Ces deux bâtiments accueillent cependant des hôpitaux principaux, tandis que la Maison de l'Argentine est un hôpital complémentaire[183], sûrement de par sa taille, les deux premières résidences disposant chacune de bien plus de places, respectivement 341[184] et 220. La Maison du Canada est quant à elle aménagée en dortoir, et la fondation de l'Institut Agronomique sert au logement de soldats. De cette manière, l'utilisation de la Maison de l'Argentine comme hôpital n'a sûrement pas été décidée par ceux qui souhaitaient la mettre à disposition du gouvernement mais par la Fondation nationale, qui a obtenu de décider elle-même de la manière dont la Cité serait organisée pendant la guerre[185]. Cela limite les effets que l'on pouvait attribuer au geste des membres du Comité Argentin en France de Secours aux victimes de la guerre : il est assez probable que même sans leur initiative la Maison de l'Argentine aurait été utilisée comme un hôpital, au même titre que plusieurs autres bâtiments. Il est même possible que l'argent qu'ils avaient récolté n'ait pas été utilisé, ou peu, par l'armée qui avait probablement de toutes manières l'intention d'ouvrir un tel centre. Cependant, le fait que ces personnes aient pris l'initiative de le proposer et la manière dont cela s'est passé renseigne sur ce groupe de personnes issues des élites et sur leurs sentiments à l'égard de la France. Cela témoigne de leur francophilie, liée à celle qui existait de façon assez diffuse dans l'ensemble de la société argentine, et montre que ce sont des personnes issues des catégories dominantes qui transformèrent cette attention à l'actualité en France en actes. C'est le signe de la permanence du caractère élitiste, ou au moins marqué socialement, de la francophilie en Argentine, que nous avions déjà mis en évidence au moment de la fondation de la Maison.

En Argentine, la presse rend compte des débuts de la guerre et quelques initiatives de témoignage de soutien à la France ont lieu. Un diplomate, Julio A. Roca, qui a été nommé ministre des Affaires

182 Auguste Desclos, The International House Quartery, été 1945, International House, Archives de la Maison de l'Argentine, carton Expo 80 ans.

183 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, pp. 148-149

184 En tous cas aujourd'hui : « Fondation DEUTSCH DE LA MEURTHE | Découvrez l'une des 40 maisons de la Cité internationale universitaire de Paris, un lieu unique au monde destiné à accueillir des étudiants du monde entier », consulté le 30 mai 2018, http://www.ciup.fr/fondation-deutsch-de-la-meurthe/accueil/services-et-tarifs/.

185 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, pp. 148-149

extérieures en 1940, crée et préside la Commission argentine Pro-France dont l'assemblée constitutive se tient en septembre 1939. L'ambassadeur nommé en 1941 par Vichy, Peyrouton, en remplacement du précédent jugé trop proche de de Gaulle, reçoit un très mauvais accueil de la presse argentine, et démissionne en avril 1942 alors que le Comité de Gaulle lui était également hostile. Ce dernier est créé peu après l'appel du 18 juin par A. Guérin, l'ancien président de la Chambre de Commerce franco-argentine, et il s'agit du premier Comité de Gaulle d'Amérique Latine, le troisième dans le monde[186]. Le gouvernement argentin, quant à lui, est plutôt favorable à Vichy et ne soutient pas la France Libre. Il tente ainsi de compliquer l'activité du Comité de Gaulle en lui imposant une réglementation sur les associations[187]. Nous n'avons pas d'informations sur des liens entre le Comité de Gaulle et la Commission argentine Pro-France et les personnes qui récoltèrent de l'argent pour l'hôpital de la Maison : il est possible que des réseaux de personnes se retrouvant dans leur soutien à la France libre ou leur opposition à Vichy aient existé en Argentine, surtout à Buenos Aires, et aient eu à voir avec ce qui se passait à la Maison. En plus du Comité de Gaulle et de la Commission argentine Pro-France, Victoria Ocampo accueillit par exemple l'écrivain Roger Caillois pendant la guerre, qui publie la revue *Les Lettres Françaises* dans laquelle s'exprime l'opposition de plusieurs écrivains français à Vichy[188]. Cependant, comme nous l'avons vu, l'utilisation de la Maison est vite devenue l'affaire de l'armée française et de la Fondation nationale, et ceux qui avaient eu l'intention de l'utiliser pour témoigner de leur solidarité ont dû rapidement passer la main à ces institutions. Leurs initiatives étaient d'autant plus difficiles que c'était le gouvernement argentin qui gérait la Maison, et que celui-ci se déclarant neutre, il n'a pas fait plus qu'accepter de laisser la Maison à la disposition du gouvernement français comme nous venons de le voir.

2) La cession de la Maison à une armée alliée : rupture de la neutralité du gouvernement argentin ?

Ne déclarant la guerre à l'Axe que le 27 mars 1945, sous la pression des États-Unis, l'Argentine est neutre pendant quasiment toute la Seconde Guerre mondiale. En mars 1942, Ramón Castillo, vice-président de Ortiz, est nommé président alors que ce dernier ne peut plus occuper cette fonction pour maladie. Cependant, Castillo était déjà quasiment seul à exercer les pouvoirs du président depuis juillet 1940. Ainsi, depuis septembre 1937, à partir d'élections frauduleuses au cours desquelles les radicaux sont défaits et jusqu'au coup d'État de 1943, ce sont donc les conservateurs

186 Boris Reith, *op. cit.*
187 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…*, *op. cit.*, p. 75.
188 Silvia Baron Supervielle, "VICTORIA OCAMPO", consulté le 28 mai 2018, http://www.m-e-l.fr/medias/extraits-textes/textevictoria%20ocampo-silvia%20baron%20supervielle.pdf.

qui occupent le pouvoir, par l'intermédiaire d'abord de Ortiz puis ensuite de Castillo. Après le début de la guerre, Castillo résiste aux pressions des Etats-Unis sur l'Argentine et s'oppose plus fermement que Ortiz à tout engagement du pays dans le conflit, comme le souhaiteraient les Américains. Castillo prenant le contrôle assez rapidement du pouvoir présidentiel après le début de la guerre, le gouvernement reste donc neutre durant presque toute la Seconde guerre mondiale. Par ailleurs, Castillo mène une politique économique assez nationaliste et dirigée : à cause de la guerre, l'Argentine manque de moyens pour transporter des marchandises à exporter et importer, desquelles dépend pourtant fortement son économie. Le président décide donc de créer une compagnie nationale de marine marchande et rachète pour cela des bateaux des pays impliqués dans la guerre, qu'il intègre à la flotte nationale : seize bateaux italiens, quatre danois, trois allemands et trois français sont ainsi récupérés. De plus, le gouvernement décide de révoquer la concession du port de Rosario à une entreprise française et nationalise une entreprise de gaz détenue par une compagnie anglaise. Castillo est renversé le 4 juin 1943 par des militaires pour la plupart sympathisants de l'Axe et partisans de la neutralité, qu'ils associent à une volonté d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Ces militaires estiment notamment que le système politique accordait à l'opposition, en particulier au Parti Communiste, de trop grandes chances de renforcer son pouvoir, et qu'un rapprochement avec les États-Unis était susceptible d'avoir lieu si Castillo demeurait président, celui-ci pouvant céder aux pressions après Ortiz. Ils souhaitaient accroître l'influence de l'Église, la discipline au sein de l'armée, supprimer toutes les initiatives prises par les partis politiques de gauche ou radicaux, et que le gouvernement conserve sa neutralité diplomatique. Parmi les initiateurs du coup d'État, réunis dans le groupe, au début informel, du Grupo de Oficiales Unidos (GOU), se trouvait Juan Domingo Perón[189].

L'autorisation du gouvernement de céder la Maison à l'armée française et l'implication de l'ambassadeur en France dans la récolte des dons pour ouvrir l'hôpital témoigne tout de même d'une discrète prévenance à l'égard de la France dans le conflit, malgré la neutralité officielle en 1940. Nous verrons que l'attitude du gouvernement fut très différente lorsque l'armée allemande occupa la Maison. Alors que Ortiz était encore président, nous voyons que même s'il tenait à sa neutralité, le gouvernement a donc accepté que ces bâtiments dont il était propriétaire servent à l'armée mobilisée contre l'Axe, et qu'il a pris part à l'organisation de cet hôpital. A cette époque, les secteurs de l'armée qui s'attachaient à protéger la neutralité de l'Argentine n'étaient pas aussi proches du pouvoir, et nous avons vu que Ortiz était assez favorable à ce que l'Argentine apporte son soutien aux armées alliées. Cette utilisation de la Maison et le rôle qu'y jouèrent les membres

189 Sur l'histoire de l'Argentine dans les années 1940, voir Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: Conservadores y peronistas* (Planeta, 1997), notamment du chapitre « Castillo : hacia un nuevo golpe militar » jusqu'à la fin.

du Comité et le gouvernement sont donc assez cohérents avec les positions diplomatiques des radicaux au pouvoir, même si l'État demeurait neutre officiellement.

Dans le même temps, un drapeau argentin a aussi été arboré à l'entrée de la Maison à la demande du Comité Argentin en France, avec l'autorisation du gouvernement argentin. La présence de ce drapeau lorsque la Cité était devenue un terrain occupé par l'armée française rappelait l'initiative des membres du Comité Argentin en France. Bien que l'État argentin n'en ait pas été à l'origine, elle signifiait aussi la propriété de ce dernier sur les bâtiments et constituait un moyen, certes limité, d'affirmer sa souveraineté, et peut-être aussi, par la même occasion, sa neutralité dans le conflit alors que de plus en plus de pays rejoignaient l'un ou l'autre des deux camps.

Par ailleurs, les membres du Comité qui prennent l'initiative de mettre la Maison à la disposition du gouvernement participent à un sentiment assez répandu en Argentine de soutien à la France. Au moins une autre personne liée à la Maison de l'Argentine a également apporté un soutien symbolique et financier à l'engagement de la France dans le conflit : en mars 1940, un ancien résident, neveu de l'ambassadeur d'Argentine à Rome, envoie un chèque à Collard qu'il destine à « votre œuvre des anciens étudiants de la Cité mobilisés ». Écrivant qu'avec d'autres résidents, « nous avons été bien heureux, dans notre insouciance de jeunes, pendant notre vie à la Cité », il assure que « nous les amis de la France, nous ferons tout notre possible dans la mesure de nos forces pour que les idées des Alliés et spécialement des Français gagnent chaque jour plus de cœurs argentins »[190]. Cet ancien résident confirme l'attention portée aux débuts de la guerre en France par certains groupes en Argentine, et leur francophilie. Expliquant être favorable aux Alliés, il a une position contraire à celle du gouvernement car il décide de soutenir certaines armées engagées dans la guerre, alors que l'État demeure neutre. N'étant pas lié à la Maison et au gouvernement comme le sont les membres du Comité Argentin en France de Secours aux victimes de la guerre, qui présentaient leur action comme dirigée vers les victimes et ne se prononçaient donc pas quant aux armées engagées dans les combats, il peut se déclarer peut-être plus facilement en faveur des Alliés. Enfin, ces informations sur un ancien résident de la Maison confortent l'idée que les résidents avaient plutôt des origines sociales favorisées même si, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, nous manquons d'informations sur les caractéristiques sociales des habitants de la résidence.

La position officielle de l'État argentin dans le conflit est compatible avec l'initiative du Comité. Le gouvernement, qui la coordonne par l'intermédiaire de son ambassadeur en France, satisfait ainsi des personnes assez influentes, tout en restant neutre dans le conflit. Ainsi, la Maison continue de servir de point de contact entre la France et l'Argentine, plus précisément entre une partie de leurs

190 Collard à Honnorat, 29/03/1940, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

élites politiques et intellectuelles, et constitue le principal instrument utilisé par des Argentins pour adresser une aide à l'armée et au gouvernement français. Par ailleurs cette transformation de la Maison est concomitante de celle de plusieurs autres Maisons de la Cité à et de l'ensemble du campus au début de la guerre. Enfin, c'est le début d'une dégradation accrue des deux bâtiments qui composent la Maison, que ce soit en son intérieur comme en son extérieur. Celle-ci est due au mauvais entretien de la résidence depuis que le gouvernement s'en désintéresse dans les années 1930, mais s'accélère considérablement pendant la guerre.

II - Occupations allemandes et détérioration des bâtiments (juin 1940 – août 1945)

1) La première occupation : les initiatives du gouvernement argentin pour récupérer la Maison

Le 13 juin 1940, le veille du début de l'occupation de Paris par l'armée allemande, l'hôpital cesse de fonctionner en même temps que l'ensemble de la Cité se vide de ceux qui y étaient encore installés ou qui y travaillaient. A partir du 15 juin 1940, la Wehrmacht occupe la Maison de l'Argentine et l'utilise comme caserne, ce jusqu'au 20 juin 1941[191]. La Fondation Biermans-Lapôtre devient également une caserne, du 16 juin 1940 à mai 1942. En mai 1942, l'ensemble de la Cité est réquisitionnée à l'exception de cinq pavillons, et accessible par laisser-passer[192].

Un employé de l'ambassade resté à Paris, Agüero, se rend dans la Maison après le début de son occupation. Il raconte avoir pu y récupérer quelques documents en étant accompagné par un soldat, et a constaté que la serrure du bâtiment avait été forcée. Il demande une première fois à ce que la Maison soit évacuée, avant que l'ambassadeur d'Argentine à Berlin ne rencontre un sous-secrétaire d'État pour lui formuler la même requête. Il se justifie en expliquant que la neutralité du gouvernement propriétaire du bâtiment appelle à ce qu'il ne soit pas réquisitionné par l'armée occupant Paris. Lorsque les soldats allemands quittent la Maison, après un long délai, les autorités allemandes expliquent qu'elles ne savaient pas que la résidence était une propriété du gouvernement argentin[193]. Vraisemblablement grâce à cette démarche de l'ambassadeur à Berlin, la Maison de l'Argentine est donc évacuée alors que plusieurs autres restent occupées, notamment la Fondation Biermans-Lapôtre dont les occupants ne partent que onze mois plus tard, en mai 1942[194]. Par ailleurs, le gouvernement argentin accepte ainsi de céder le bâtiment à l'État français tandis qu'il le

191 Lettre non-signée à en-tête de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine, 30/07/1941, *arch. cit.*
192 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, pp. 150-151
193 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…, op. cit*, p. 50.
194 Dzovinar Kévonian et Guillaume Tronchet, *op. cit.*

refuse à l'armée allemande, ce qui témoigne, malgré sa neutralité officielle, de fait, d'un soutien à la France pendant la guerre. Ces démarches des représentants de l'État argentin témoignent aussi de l'indépendance que ce dernier souhaite conserver, la protection du bâtiment signifiant aussi celle de sa souveraineté. Par ailleurs la manière dont le bâtiment était réquisitionné cette seconde fois fut différente de son utilisation comme hôpital, et a sûrement incité le gouvernement argentin à exiger qu'il soit évacué.

La position délicate du gouvernement argentin pendant la guerre apparaît bien dans la manière dont il gère la Maison à la Cité. En effet, comme au niveau de sa politique diplomatique générale, il fait tout pour que ce qui se passe dans la Maison lui permette de conserver sa neutralité et que l'on reconnaisse son extériorité au conflit. Cette politique extérieure peut être liée à une affirmation de la souveraineté de l'État vis-à-vis des pays européens et des Etats-Unis, aussi impliqués dans la guerre, dans la mesure où l'on voit que c'est avec l'argument de la neutralité de l'Argentine que l'évacuation de la Maison, propriété du gouvernement, est exigée à l'Allemagne. Le fait d'accepter d'arborer le drapeau argentin à l'entrée du pavillon Bemberg lorsque la Maison est utilisée par l'armée française conforte cette hypothèse. Par ailleurs, malgré cette position officielle de neutralité, l'implication de l'ambassade argentine en France pour l'organisation des dons pour l'hôpital militaire montre tout de même une certaine prévenance à l'égard de la France, tout comme le fait d'accepter que l'armée française utilise la Maison tandis que l'occupation de l'armée allemande provoquait une réaction diplomatique de l'État argentin. Néanmoins, il est difficile d'affirmer pour autant qu'il existait une préférence des dirigeants argentins pour la France. Il est possible que la proximité idéologique des gouvernements militaires allemand et argentin ne soit pas étrangère à ce que l'Allemagne ait accepté de vider la Maison, même si elle la réoccupa quelques mois plus tard. Ainsi, finalement, c'est avant tout à son indépendance que le gouvernement argentin semble tenir et défendre, et qui constitue l'explication la plus crédible de la manière dont il agit pendant la guerre en ce qui concernait la Maison. Par ailleurs cette attitude vis-à-vis de la Maison est assez significative de l'ensemble de sa politique étrangère pendant la Seconde guerre mondiale car cela fait partie des rares sujets l'impliquant dans des relations avec les gouvernements des pays engagés dans la guerre. Nous avons parlé plus haut des achats de bateaux anglais, français, danois et allemands et de la suppression de la concession du port de Rosario à une entreprise française. Avec ces moments, les affaires qui concernaient la Maison faisaient partie des quelques relations avec la France que le gouvernement a dû gérer, et dans lesquelles intervinrent la définition de sa position diplomatique pendant de la Seconde Guerre Mondiale.

M. Collard est quant à lui mobilisé au début du mois de juin 1940 et affecté au Ministère de l'Information, au Service Amérique Latine. Il suit le ministère à Moulins, dans l'Allier, puis à Cahors, dans le Lot, jusqu'à l'armistice, le 22 juin, lorsque le ministère est dissous. Collard est alors

en disponibilité puis démobilisé. De cette manière, la Maison est donc bel et bien vide lorsque les soldats allemands y entrent le 15 juin, comme l'on pouvait s'y attendre étant donnée l'évacuation assez générale de la Cité. Le 23 juillet, Collard écrit depuis Quatre-Routes, dans le Lot, où il a rejoint ses parents qui s'y sont réfugiés, au recteur, J. Coulet, pour l'informer de ses déplacements depuis le mois de juin et lui dire qu'il est disponible pour revenir à la Fondation si cela est nécessaire. Il estime que sa présence, conditionnée à l'obtention d'essence pour rentrer à Paris, serait utile lors de l'évacuation de l'hôpital, ce qui indique qu'il n'est pas averti que l'armée allemande occupe la Maison depuis plus d'un mois au moment où il écrit. Il explique en effet être sans nouvelles de la Fondation depuis son départ, et ne pas avoir reçu de réponse de l'ambassadeur d'Argentine lorsqu'il lui en a demandées. Cela témoigne une nouvelle fois de la faiblesse des liens entre l'ambassade et les employés de la Maison qui ne dépendent pas de l'État argentin[195]. Collard est tout de même intervenu dans les démarches des ambassades argentines et du gouvernement pour faire évacuer la Maison, mais très modestement, en indiquant à Agüero que le gouvernement argentin devait s'adresser au gouvernement allemand *via* son ambassade à Berlin[196]. Nous ne savons pas grâce à quelles informations il pouvait formuler cette recommandation. Par ailleurs, cette lettre témoigne de l'important dévouement de Collard à la Maison, qu'il souhaite très rapidement rejoindre dès qu'il est démobilisé. Après lui avoir expliqué ses difficultés pour revenir à Paris, il écrit en effet au recteur qu'« Un ordre de rappel émanant de vous pourrait sans doute faciliter les formalités de mon retour », et ajoute : « Je crois que ma présence ne serait pas inutile pendant la liquidation des services de l'hôpital complémentaire »[197]. Cette lettre est envoyée alors qu'il n'est plus payé depuis avril 1940 par le gouvernement argentin, dont il est fonctionnaire au Ministère de l'Instruction Publique depuis juillet 1939, et que la Cité ne le rémunère pas non plus. Collard revient dans la Maison une fois que les soldats la quittent en juin 1941, mais n'est toujours pas payé. Le gouvernement argentin ne répond pas à son ambassade en France qui lui envoie des réclamations à ce sujet[198], ce qui témoigne à nouveau de son désintérêt pour la Maison lorsqu'elle ne met pas en jeu sa reconnaissance et son pouvoir dans les relations avec les autres Etats. Collard a aussi été emprisonné pendant trois mois par l'armée allemande pour l'aide qu'il a apportée à des étudiants étrangers à Paris menacés par les occupants.

2) Une détérioration ancienne aggravée par les vols et dégradations

195 Collard au recteur, 23/07/1940, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
196 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…*, *op. cit.*, p. 50.
197 Collard au recteur, 23/07/1940, *arch. cit.*
198 Lettre non-signée à en-tête de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine, 30/07/1941, *arch. cit.*

Lorsque les soldats quittent la Maison, celle-ci est en très mauvais état. Cela est en partie dû au report des travaux qui étaient prévus pour 1939, et devaient consister en un ravalement des façades et des réparations des toitures. Déjà avant le début de la guerre, les bâtiments sont donc très dégradés comme cela est expliqué dans un rapport de la Fondation nationale : « L'état actuel de la Fondation est lamentable. Les deux pavillons ont beaucoup souffert extérieurement, le ravalement des murs, prévu pour 1939, n'a pas été fait. De larges surfaces sont en mauvais état ». A cause de ces travaux non-effectués, de nombreuses parties de la résidence subissent des infiltrations, en particulier dans les chambres situées sous les toits : « Les toitures des immeubles n'ayant pas été réparées à temps, l'eau de pluie a traversé les plafonds des chambres des étages supérieurs et les murs de plusieurs chambres sont couverts de larges traces d'humidité. De même, des canalisations d'évacuation des salles de bain ont été obstruées, aussi l'eau s'est-elle infiltrée dans les murs des chambres voisines et les ont complètement détériorées. Beaucoup de fenêtres ne ferment plus »[199].
L'utilisation de la Maison comme caserne a également causé des dégâts considérables, encore plus que ceux dus à ce manque d'entretien, et signifié la disparition de très nombreux objets, notamment du mobilier. En effet, les soldats ont fortement détérioré l'intérieur de la Maison et emporté beaucoup de ce qui s'y trouvait. Ainsi, selon le même rapport de la Fondation nationale, « Il manque énormément de matériel ». Du linge de maison tel que des couvertures, draps, serviettes de toilette, housses de lits, ont disparu. Le grenier, où le Service de santé avait rangé du matériel, a été forcé et les « livres de bibliothèque, fauteuils, tapis, tableaux et tapis du salon, services à thé, verres, etc. » ont pour la plupart disparu, tandis que « ce qui en reste a été piétiné, brisé, souillé ». Enfin, se trouvait au grenier aussi « Un magnifique drapeau argentin en soie », qui « porte de larges traces de brûlures »[200]. Par ailleurs, les archives de la Maison ont également été brûlées[201]. Selon ces informations, et comme le confirment d'autres que nous verrons bientôt, comme à la Fondation Biermans-Lapôtre[202], cette première occupation semble avoir été celle qui causa le plus de dégâts parmi celles subies par la résidence pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Après avoir abandonné la Maison de l'Argentine mi-1941, l'armée allemande la réquisitionne à nouveau en 1942. Nous ne savons pas à quel moment précis cela a lieu : peut-être l'occupation débute-t-elle en août, comme dans la Fondation Biermans-Lapôtre qui est investie par le même service, celui d'information, mais nous n'avons pas d'informations permettant de le vérifier. C'est Collard qui remet la Maison à un lieutenant allemand qui s'y présente en avançant que la Kommandantur de Paris, le commandement de l'armée allemande, avait émis un ordre de

199 Lettre non-signée à en-tête de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine, 30/07/1941, arch. cit.
200 *Ibid.*
201 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…*, *op. cit.*, p. 51.
202 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, *op. cit.*, p. 113.

réquisition du bâtiment au mois de janvier. L'administrateur remet les clés au soldat après avoir réalisé un état des lieux et protesté contre la nouvelle prise de possession de la résidence, prétextant que la neutralité du gouvernement argentin justifiait de ne pas s'en emparer. La Maison accueille cette fois-ci le service d'information de l'armée, composé uniquement de femmes, ce que les autorités allemandes présentent comme une garantie de ce que la Maison ne sera pas détériorée[203]. À ce moment, le gouvernement argentin ne semble pas avoir effectué de nouvelles démarches pour que l'armée allemande abandonne la Maison. Le changement de président en Argentine l'explique peut-être, dans la mesure où le renforcement du pouvoir de Castillo après la mort de Ortiz signifie probablement un plus grand poids des personnes, notamment dans l'armée, plutôt sympathisantes de l'Axe. En effet, Castillo était soutenu, surtout depuis octobre 1941, par des secteurs nationalistes de l'armée qui l'avaient assuré de leur appui s'il réprimait l'opposition et dissolvait le Congrès, entre autres. Parmi eux, il est probable que la plupart aient été les mêmes qui voyaient favorablement les victoires de l'Axe et faisaient partie du courant qui organisa le coup d'État de 1943. En 1942, cette alliance avec une certaine frange de l'armée oppose Castillo à un ancien-président, Justo, également assez influent dans l'armée et qui se prépare aux élections présidentielles en faisant campagne avec les partis d'opposition pour un soutien aux Alliés. Choisissant une position opposée à celle-ci, Castillo continue de défendre la neutralité officielle de l'Argentine, mais pour des raisons qui ne sont peut-être plus seulement celle de l'indépendance vis-à-vis des États-Unis, comme lorsqu'il s'opposait à Ortiz au début de la Seconde guerre mondiale. En effet, il est possible que le refus de soutenir les Alliés, car telle était l'alternative à la neutralité, ait caché un soutien plus ou moins fort aux pays de l'Axe, dont l'Allemagne. Ortiz avait d'ailleurs accepté que des nazis s'installent en Argentine alors qu'il était président, malgré les protestations d'une bonne partie de la presse[204]. De cette manière, la passivité du gouvernement lorsque la Maison fut à nouveau occupée est peut-être due à la moins grande hostilité du gouvernement de Castillo à l'armée allemande et son occupation de la France, par rapport à celle de Ortiz. Ainsi, la gestion des occupations de la Maison par le gouvernement argentin semble montrer les divergences quant aux positions diplomatiques à adopter pendant la guerre entre Ortiz et Castillo et les groupes militaires auxquels ils étaient liés. Les différences concernant ces questions diplomatiques étaient liées à des divergences idéologiques entre les deux hommes que mettent en évidence les soutiens dans l'armée de Castillo. Nous avons vu cependant que dès lors qu'il ne fut plus jugé apte à défendre la politique de neutralité et à empêcher l'opposition de se renforcer, des groupes de militaires provoquèrent un coup d'État pour le renverser à son tour.

203 Hebe Carmen Pelosi, *Vichy No Fue Francia…*, *op. cit.*, p. 51.
204 Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: Conservadores y peronistas* (Planeta, 1997).

La Fondation Biermans-Lapôtre est également occupée par le service d'information à partir d'août 1942[205], et toutes les Maisons de la Cité réquisitionnées depuis le printemps comme nous l'avons déjà mentionné. Le directeur de la Fondation Biermans-Lapôtre, Josse Staquet, revient le 1er juillet 1940 après être parti en Belgique en novembre 1939, soit peu après Collard. Il parvient à protéger des archives et à faire en sorte que la Maison reçoive une indemnité de la Commission des réquisitions allemandes, que gère la préfecture. Les comptes de sa résidence en résultant excédentaires, il distribue une partie de cette indemnité à Honnorat pour les membres du personnel de la Cité[206]. Le fait que Josse Staquet ne soit pas mobilisé comme l'administrateur de la Maison de l'Argentine s'explique probablement par sa nationalité belge. Par ailleurs, lorsque le directeur de la Fondation Belge rentre à Paris, cette dernière est toujours occupée, contrairement à la Maison de l'Argentine, comme nous l'avons dit plus haut.

Lorsque les employées du service de l'Information de l'armée allemande quittent la Maison, à la libération de Paris, le 25 août 1944, un nouvel état des lieux est effectué. Il témoigne plus précisément encore qu'en 1941 de la détérioration de la Maison durant la guerre, que ce soit en son extérieur comme à l'intérieur. La Maison est en effet probablement encore plus dégradée qu'après la première occupation, même si c'est très certainement cette dernière qui a fait le plus de dégâts. Ainsi, début novembre 1944, le personnel de la Cité constate que la moquette des escaliers a entièrement disparu, tout comme des fauteuils, vingt portraits de présidents argentins, de la vaisselle, tout le linge, des lampes, des sommiers… Une partie de ces objets correspond à ceux déjà recensés en 1941, mais d'autres manquent en plus. Par ailleurs, il est relevé dans l'état des lieux que les façades sont toutes en très mauvais état à l'exception de la principale et que des parties de celles-ci menacent de tomber. Le parloir, à l'entrée de la résidence, a été transformé en pharmacie et un évier y a été ajouté, tandis que la bibliothèque a elle aussi été transformée. De nombreuses chambres sont sales, au sol et sur leurs murs, des infiltrations d'eau y sont constatées tout comme la présence de fissures, et les peintures de plusieurs chambres sont abîmées. Le sol est également sale dans toute la Maison[207]. Selon le président de la Cité en 1947, André François-Poncet, qui remplace André Honnorat après sa mort en 1950 la Maison de l'Argentine est celle qui a été la plus détériorée pendant la guerre[208]. Plusieurs témoignages de son inquiétude par André Honnorat pendant la guerre au sujet du manque de chauffage et de l'humidité dans la Maison indiquent comme nous allons le voir une des causes de cette dégradation, en plus des transformations, des vols et des dégradations causées directement par les différents occupants.

205 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, *op. cit.*, p. 113.
206 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, *op. cit.*, p. 114.
207 Inventaire du mobilier, 6/11/44 et état des lieux, 10/11/44, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
208 Le président de la Cité au ministre des finances, 6/02/1947, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Durant les différentes occupations, d'abord par l'armée française ou des services de santé puis l'armée allemande, jusqu'en août 1944, l'ensemble de la Cité a été endommagé. La Maison internationale et le bâtiment administratif sont ainsi pillés lors du départ des troupes de Paris et « canonisés et mitraillés », avec la Fondation belge[209]. Dans cette dernière, les soldats allemands ont déclenché un incendie qui a toutefois été rapidement maîtrisé[210]. Bien qu'elle ait été particulièrement touchée, la Maison de l'Argentine n'est donc toutefois pas une exception parmi les bâtiments de la Cité internationale.

3) Désengagement de l'État argentin et sauvegarde de la Maison par la Fondation nationale

Toujours en 1942, au mois de mars, André Honnorat écrit au Consul d'Argentine[211], Domingo Sotomayor et, en octobre, à l'ambassadeur d'Argentine en France, Ricardo Olivera. Il leur demande à cette occasion de souscrire à une assurance couvrant contre les risques d'incendie dans la Maison, accrus après que trois « grands fourneaux qui brûlent tous les jours » aient été installés par les occupants au sous-sol. Le président de la Fondation nationale explique qu'une prime due à ces nouveaux risques d'incendie doit être payée avant le 14 décembre à la compagnie d'assurance pour que la Maison soit bien protégée, et que la Fondation la paierait si le gouvernement ne le faisait pas. C'est ce qui s'était passé l'année précédente[212]. Un mois plus tard, à cause du délai de la poste, Ricardo Olivera répond à Honnorat qu'il ne peut prendre aucune décision, mais seulement appliquer celle que prendrait le Ministère des Relations Extérieures. Il explique de plus que s'il a tout de même parlé de cela avec le ministre, il est possible que sa réponse n'arrive pas avant la date limite et qu'à ce moment-là, « il ne nous resterait qu'à le regretter »[213]. Devant cette nouvelle difficulté posée par l'indifférence du gouvernement, ou au moins par sa lenteur, ainsi que par son droit de propriété sur le bâtiment, Honnorat s'adresse au recteur, M. Gidel, en novembre 1942, pour lui expliquer qu'une nouvelle fois la situation juridique de la Maison handicape la gestion de la Cité. Selon lui, cela s'illustre dans ce problème d'assurance : « Si vous voulez vous rendre compte de la source de difficultés de toute nature auxquelles nous expose le régime sous lequel a été placé notre Fondation Argentine, vous n'aurez qu'à prendre connaissance de la correspondance que je vous communique ci-joint ». La mention du pronom possessif « notre » pour qualifier la Maison de

209 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, p.152
210 Auguste Desclos, The International House Quartery, *arch. cit.*
211 Honnorat au Consul Général de la République Argentine, 20/03/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
212 Honnorat à Ricardo Olivera, 2/10/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
213 Ricardo Olivera à Honnorat, 1/11/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

l'Argentine exprime bien la contradiction dans les représentations de la propriété de la résidence entre le gouvernement argentin et André Honnorat. Pour ce dernier, même si c'est l'État argentin qui en est propriétaire, la Maison est avant tout à la Cité, et le droit de propriété du gouvernement argentin est incohérent avec l'autorité absolue qu'Honnorat considère que la Fondation exerce au sein de la Cité universitaire, y compris sur les résidences qui s'y trouvent[214]. En effet, pour lui, chacune des composantes de la Cité est une partie de celle-ci indissociable des autres. L'indépendance de la Maison de l'Argentine est donc purement théorique, et n'a pas d'autre réalité pour Honnorat que celle d'un droit de propriété abstrait. Face à la situation présente, Honnorat est d'ailleurs prêt à aller assez loin pour rétablir le pouvoir de la Fondation : en effet, il écrit que « si une occasion se présentait qui me permît de tenter de donner à ce problème une solution conforme aux intérêts de l'Université de Paris, je ne la laisserais pas échapper, même si cette solution devait entraîner une aggravation des charges si lourdes qui pèsent sur nous ». On perçoit dans ces lignes la détermination de Honnorat à régler ce problème grâce à des moyens qu'il ne précise pas mais que l'on devine assez ambitieux. D'une part, cela est intéressant quant à ce que le président de la Fondation exprime son intention de, pour une fois, ne pas contraindre ses initiatives, vraisemblablement par les règles liées aux relations diplomatiques entre les gouvernements français et argentin. Cependant, il pense probablement à des occasions futures, dans la mesure où il écrit cinq lignes plus haut savoir bien « qu'il ne peut pas être question d'aborder le sujet en ce moment avec l'un ou l'autre des gouvernements intéressés ». D'autre part, on constate que Honnorat s'adresse au recteur en parlant des « intérêts de l'Université de Paris » plutôt que de la Fondation nationale, alors qu'il souhaite en définitive que son organisme exerce un pouvoir sur la Maison. Cela est probablement un moyen, alors que la concurrence entre l'Université de Paris et la Fondation nationale existait peut-être toujours, de s'assurer du soutien du recteur. Face à cela, dans une lettre à Honnorat de décembre 1942, l'ambassadeur Olivera utilise à son tour l'expression « notre Fondation »[215]…

Conformément à ce que pressentait Honnorat, plusieurs mois après la première lettre au Consul et un mois avant la date limite du 14 décembre, le problème de l'assurance de la Maison contre les risques d'incendie n'est toujours pas résolu car le Ministère n'a donné aucune consigne. En janvier 1943, une fois la date passée et presque un an après la première lettre adressée à ce sujet par André Honnorat au Consul, ce dernier lui écrit qu'il va se charger de la souscription à l'assurance avec M.

214 Honnorat au recteur Gidel, 30/11/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

215 Ricardo Olivera à Honnorat, Vichy, 11/12/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Collard[216], et nous savons par ailleurs que le Consulat a reçu de l'ambassade l'argent pour payer cette nouvelle assurance. Ricardo Olivera explique à Honnorat en effet que « l'Ambassade a envoyé ces derniers jours [au Consulat] la somme qu'elle estime suffisante pour le recouvrement des frais d'assurance ». Par ailleurs, il ajoute : « Je pense que le Consulat, qui a tout pouvoir pour faire le contrat au mieux des nécessités, appréciera dans toute sa valeur d'amitié, les renseignements et les observations que vous voudrez bien lui offrir »[217]. Il accepte donc la proposition d'aide d' Honnorat mais précise bien que c'est le Consulat qui demeure décisionnaire, et qui a « tout pouvoir pour faire le contrat au mieux des nécessités ». Le président de la Fondation nationale et l'administrateur de la Maison se chargent ainsi de rédiger l'avenant pour la prise en compte par l'assurance des risques qui n'étaient pas prévus lors du contrat élaboré en 1939. André Honnorat ne parle alors plus du risque d'incendie dû aux fourneaux. Dans une lettre de fin novembre 1942, il précise en effet que l'avenant devrait prendre en compte la nouvelle situation dans laquelle se trouve la Maison : la prime servant à couvrir contre la perte des « effets à divers » n'a plus lieu d'être étant donné que la résidence n'est plus occupée que par M. Collard. Ensuite, il explique « qu'une autre partie de la prime sert à couvrir le risque particulier du « chauffage », alors que le vrai risque qu'il conviendrait de couvrir en ce moment est celui qui résulte du froid et de l'humidité », avant d'écrire que la valeur des bâtiments et de leur mobilier doit être réévaluée à la hausse[218].

Ainsi, il est assez clair que ce sont André Honnorat et M. Collard qui se chargèrent quasiment de l'intégralité des démarches à faire pour assurer la Maison. Ce sont eux qui identifient les risques contre lesquels la Maison n'est pas assurée, ce qu'il faudrait revoir dans le contrat d'assurance précédent et qui rédigent l'avenant qu'il faudrait y appliquer. Avant que le Consulat ne le fasse, Honnorat était également prêt à faire payer cette prime par la Fondation, et tout cela montre que devant le désengagement des représentations du gouvernement argentin, la Fondation nationale s'était préparée à en prendre en charge l'administration. Consulat et ambassade ne s'intéressent à la Maison que ponctuellement, lorsqu'il s'agit comme nous l'avons vu d'y protéger la souveraineté de l'État argentin ou d'y réaliser des décrets de l'exécutif, mais cela n'est arrivé qu'une fois, en 1938[219]. Une fois la Maison évacuée une première fois grâce aux démarches de diplomates argentins, les deux représentations argentines ne s'occupent plus spécialement du sort de la résidence. Ainsi, le gouvernement argentin ne s'intéresse toujours pas plus à la Maison que pendant les années 1930, et pendant la guerre, la seule préoccupation qu'il semble avoir est celle, tant que le gouvernement est plutôt favorable aux Alliés, d'empêcher que l'armée allemande ne l'occupe.

216 Domingo Sotomayor à Honnorat, 22/01/1943, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

217 Ricardo Olivera à Honnorat, Vichy, 11/12/1942, *arch. cit.*

218 Honnorat à Olivera, 30/11/1942, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

219 En 1938, voir *supra.*

Comme il ne peut rien faire contre l'occupation ou que cela le dérange moins, à partir de 1942, il ne s'investit plus spécialement dans l'administration de la Maison. C'est ainsi qu'il ne semble pas s'inquiéter du très mauvais état de la Maison et de la dégradation qu'elle continue de connaître étant donné que rien n'est fait. La réouverture future à des étudiants ne semble pas faire partie de ses inquiétudes. On peut supposer qu'une raison supplémentaire à ce retrait du gouvernement est celle de la possible désorganisation des représentations diplomatiques argentines en France pendant la guerre. Comme nous l'avons vu, l'ambassade et le consulat sont déplacés en dehors de Paris et cela n'a pas dû faciliter leurs activités. Par ailleurs, en plus des raisons idéologiques, les changements fréquents de gouvernement et de dirigeants en Argentine ne devait pas non plus faciliter la gestion de la Maison. Cette prise en charge de la prime pour l'assurance par le Consulat, financièrement, et par la Fondation et M. Collard pour le reste a lieu alors que l'ambassadeur avait assuré qu'il n'était pas du ressort du consulat de payer cette prime. Ce changement indique que la définition des représentations argentines responsables de la Maison n'était pas très claire. Par ailleurs, dans la lettre où il annonce le paiement de la prime par le Consulat, l'ambassadeur explique que cela a lieu « faute de personnel spécialement affecté » pour s'occuper de la Maison à l'ambassade[220]. Comme depuis sa création, l'administration de la Maison est en effet assurée par des personnes extérieures aux ministères en charge de la Maison à Buenos Aires ou aux représentations diplomatiques en France, conformément à l'indifférence assez constante de l'État argentin. Bien qu'il ait été engagé par le Ministère de l'Instruction Publique en juillet 1939[221], soit trois ans après sa prise de fonctions dans la Maison, Collard n'est pas payé au moins d'avril 1940 à novembre 1942[222], et il n'est à l'origine pas un fonctionnaire argentin. Le directeur argentin de la Maison nommé en 1938, Juan Silva Riestra, est en Argentine depuis le mois d'août 1939, où il était rentré en congés et ne peut désormais plus partir et revenir à Paris sur ordre de son gouvernement[223]. Il n'a ainsi vraisemblablement pas pris part aux affaires concernant la Maison pendant la guerre. L'État argentin n'a donc délégué personne dans la Maison ou dans ses autres représentations afin de participer à son administration et, comme cela avait été le cas avec Martinenche, compte plutôt sur des personnes mandatées par ailleurs pour qu'elles prennent en charge cette gestion.

A l'inverse, Honnorat témoigne de son implication pendant la guerre pour protéger les bâtiments de la Cité. Il continue de défendre l'autorité de la Fondation nationale et rappelle régulièrement, pour y mettre fin, comme nous l'avons vu, que le statut de la Maison de l'Argentine en constitue une limitation. En même temps que ces préoccupations matérielles, André Honnorat réfléchit aussi à des

220 Ricardo Olivera à Honnorat, Vichy, 11/12/1942, *arch. cit.*
221 Lettre non-signée à en-tête de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine, 30/07/1941, *arch. cit.*
222 Honnorat à Ricardo Olivera, Paris, 30/11/1942, *arch. cit.*
223 Silva Riestra à Honnorat, 15/09/1939, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Personnel ».

idées à réaliser lorsque la Cité fonctionnerait à nouveau comme avant et selon son projet initial. Dans la lettre citée plus haut à Ricardo Olivera, il lui écrit : « Ne me remerciez pas, Monsieur l'Ambassadeur, d'être soucieux de sauvegarder l'avenir de la Fondation qui associe votre grand pays à l'œuvre dont l'Université de Paris nous a confié la charge. Ma vie serait sans objet si je ne m'employais du mieux que je puis à préparer la renaissance de cette œuvre, et à lui conserver le privilège de pouvoir demain faire retentir de nouveau chez elle l'écho de pensée argentine ». Pour lui, la Maison a de l'importance en ce qu'elle appartient à la Cité, et sa dégradation signifierait celle d'une partie du projet auquel, comme en témoignent ces lignes, il tient particulièrement fort. Malgré ce qu'il écrit au recteur quant au statut juridique de la Maison, il semble associer l'ambassadeur à cette œuvre si importante pour lui. En effet, il ne s'agit évidemment pas pour Honnorat de supprimer toute participation des États au fonctionnement de la résidence, et il souhaite nouer des liens avec les représentants de ces États pour construire avec eux la Cité. L'indépendance de la Maison de l'Argentine lui semblait cependant malgré tout manifestement trop grande, et incompatible selon lui, sur le long-terme, avec la rencontre des nations telle qu'il la projetait pour la Cité. Plus loin, Honnorat fait « part d'un vœu qui me tient particulièrement à cœur : c'est de pouvoir, le jour où la Cité Universitaire sera rendue à sa destination, mettre à la disposition de ses hôtes et de ses visiteurs un fonds de volumes et de publications sut l'histoire et les travaux des Universités du nouveau monde aussi méthodiquement constitué que sur celles du vieux continent ». Il demande pour cela à l'ambassadeur de se « faire l'interprète » de ce vœu « auprès des Universités Argentines », et ajoute : « Je vous prie de croire que je vous en aurais la plus vive gratitude »[224]. La bibliothèque de la Maison de l'Argentine avait commencé à se remplir dans les années 1930 grâce à des dons depuis l'Argentine[225], mais André Honnorat réfléchit donc en 1942 à l'acquisition de nouveaux ouvrages sur l'Amérique en général afin d'en pourvoir un fonds à la Cité. Son engagement personnel pour le développement de la Cité et dans la constante réflexion de ce qu'il souhaite en faire apparaît bien dans cette demande à l'ambassadeur Olivera. La croyance dans le progrès par la connaissance et le caractère universitaire de la Cité internationale sont également illustrés par cette idée d'Honnorat.

III - La réquisition par l'armée américaine : une prolongation des occupations (août 1944 à 1945)

224 Honnorat à Olivera, 30/11/1942, *arch. cit.*
225Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Bibliothèque détruite lors de l'occupation ».

1) Tensions entre la Fondation nationale et l'armée américaine

Après la défaite de l'armée allemande, la Cité est investie par l'armée américaine. En août 1944, des unités de l'état-major de la DCA, la défense aérienne, sont installées dans certaines résidences, et quatre maisons sont utilisées comme écoles de cadres à partir de novembre. En décembre 1944, l'ensemble du campus est réquisitionné et accueille 6 600 hommes[226], ce jusqu'en août 1945[227]. Ainsi, la Fondation Biermans-Lapôtre devient une école pour officiers et ré-ouvre le 16 août 1945 aux étudiants. La Maison de l'Argentine accueille elle aussi des soldats américains[228], probablement jusqu'au même moment que le reste de la Cité, même si nous n'avons pas de sources spécifiques sur l'évacuation de la Maison de l'Argentine par l'armée américaine.

Comme pour le reste de la Cité, cette occupation par l'armée américaine a retardé, alors que la guerre était terminée, la réouverture de la Cité aux étudiants et la poursuite des projets qui avaient été initiés avant 1939. La Fondation nationale entendait ainsi récupérer sa pleine autorité sur la Cité, et des tensions existèrent avec les soldats américains. Celles-ci apparaissent dans quelques échanges entre un général de l'armée américaine, Frank A. Allen, et le délégué général de la Cité, A. Desclos. Lorsqu'ils réquisitionnent la Maison de l'Argentine, les soldats américains y installent des brûleurs pour remplacer le système de chauffage de la résidence, fonctionnant dès lors avec du fuel oil[229]. Ces brûleurs sont déplacés depuis des appartements dans Paris, et l'armée américaine avait établi des contrats prévoyant leur restitution à leurs propriétaires une fois la maison évacuée[230]. Ainsi, en novembre 1945, Desclos écrit à Allen pour protester contre cette nouvelle modification du système de chaufferie, qui empêcherait la Fondation nationale de chauffer la Maison suite à sa commande de fuel oil pour utiliser les chaudières durant l'hiver 1946-1947. Si ces brûleurs étaient retirés, explique le recteur de Paris, la Maison de l'Argentine ne pourrait pas être chauffée et la centaine d'étudiants qui devait y loger cet hiver-là ne pourrait y habiter[231]. Dans sa réponse à Desclos, Allen se dit « déçu de découvrir qu'il y a eu un manquement à notre sentiment mutuel de confiance » et termine en écrivant être certain que les explications qu'il fournit « rencontreront votre approbation et que notre ancienne relation d'amitié sera restaurée »[232]. Ces quelques mots semblent indiquer que la lettre initiale de Desclos, que nous n'avons pas retrouvée, était assez vindicative sûrement pour les

226 Dzovinar Kévonian, *op. cit.*, p. 165
227 *Ibid.*, p. 167
228 Ordre de réquisition de la Maison de l'Argentine au bénéfice de l'armée américaine, 1/12/1944, Archives de la Maison, Carton « Expo 80 años ».
229 Le recteur de Paris au ministre de l'Education nationale, 20/09/1946, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
230 Frank A. Allen Jr. à M. Desclos, 10/11/1945, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
231 Le recteur de Paris au ministre de l'Education nationale, 20/09/1946, *arch. cit.*
232 Frank A. Allen Jr. à M. Desclos, 10/11/1945, *arch. cit.*

raisons expliquées plus haut. En effet, en plus d'empêcher de loger des étudiants par leur simple présence, les soldats américains rendaient la Maison inhabitable jusqu'au début de 1946 à cause des changements qu'ils avaient faits dans la chaufferie.
En septembre 1946, c'est désormais un militaire français qui demande la restitution de ces brûleurs ce qui motive la Fondation nationale à s'adresser au ministre de l'Éducation nationale pour lui demander d'intervenir auprès de celui des Armées.

2) Après le coup d'État de 1943, la Maison n'a plus d'intérêt pour les militaires argentins

En février 1947, la Fondation nationale entreprend de demander une indemnité d'occupation pour la réquisition de la Maison de l'Argentine par l'armée américaine auprès de la Préfecture de la Seine. Rappelant le désintérêt de l'État argentin pour sa Maison, qui explique que ce soit la Fondation nationale qui fasse cette demande et s'intéresse à la remise en état de la Maison, les membres de la Fondation expliquent qu'ils ne pouvaient s'« engager à lui faire [le gouvernement] des représentations », « et il nous a donc fallu prendre à notre charge toutes les dépenses que devait entraîner sa réouverture [de la Maison] ». Ayant décidé de formuler une telle demande après avoir constaté que le gouvernement argentin ne faisait rien pour remettre en état la Maison, les auteurs de la lettre demandent au Ministre des Finances de recevoir leur dossier malgré le dépassement des délais. Ils soutiennent aussi leur demande par la mention de « l'intérêt public » dans la réouverture de la Maison « à l'heure où la crise du logement pose pour la jeunesse de nos écoles tant de problèmes angoissants ». C'est donc aussi pour que la Cité internationale continue d'assurer son rôle dans la politique publique d'aide au logement d'étudiants français que les auteurs de la lettre disent formuler cette demande d'indemnité. Alors que André Honnorat est mort, la Fondation nationale se prévaut, conformément au projet de loi de 1921, de son rôle dans la politique sociale du gouvernement français pour certains étudiants.
En attendant, cependant, les dépenses importantes qu'a engagées la Fondation pour rénover la Maison provoquent un découvert de ses comptes. Cet épisode montre que comme pour l'assurance, la Fondation nationale continue de s'investir pour conserver la Maison en bon état et garantir son fonctionnement. Cette fois, le gouvernement argentin ne prend même pas en charge les dépenses comme il l'avait fait pour l'assurance et par ailleurs, on apprend aussi que « Non seulement le gouvernement argentin s'est complètement désintéressé de l'état de cette Maison, mais il ne s'est pas davantage soucié du sort de l'administrateur à qui il en avait confié la garde et la gestion », ce qui indique que Collard n'avait pas été payé pendant toute la guerre et peut-être y compris jusqu'à

la date de cette lettre, le 6 février 1947[233]. Ces réparations permettent à la Fondation nationale d'héberger quelques étudiants français dans la Maison avant que de nouveaux résidents argentins ne viennent y séjourner, en 1949 comme nous le verrons au chapitre suivant[234].

Par ailleurs, on constate dans cette lettre que les relations de la Fondation nationale avec l'État argentin sont contraintes par la retenue que s'impose la gestionnaire de la Cité, qui s'interdit en effet de « faire des représentations » au gouvernement argentin. Comme nous l'avons constaté à d'autres moments, les règles des relations diplomatiques empêchent les administrateurs de la Cité de dire directement et clairement au gouvernement argentin les problèmes que leur pose sa gestion de la Maison. Ainsi, ces relations diplomatiques entre la France et l'Argentine ont contraint la Fondation nationale, au moins à ce moment.

Nous avons vu que depuis le coup d'État de juin 1943, les militaires du GOU étaient bien plus hostiles aux États-Unis et à une alliance avec les Alliés que le président en poste en 1940, au moment où la Maison était mise au service de l'armée française. Cette année-là, au début de la guerre, comme nous l'avons dit, Ortiz était assez sensible aux pressions des États-Unis pour que le pays rejoigne les Alliés, et son vice-président, Castillo, redoutait qu'il remette en cause la neutralité de l'Argentine dans la guerre. En 1945, la situation était assez différente : depuis le coup d'État de 1943, les militaires au pouvoir étaient plutôt favorables à l'Axe et conservaient leur neutralité par volonté de démontrer leur indépendance des États-Unis. Alors que cette position diplomatique en 1940 aurait pu basculer dans un soutien aux Alliés, elle était en 1943 un moyen d'affirmer l'opposition à ce camp. Il est assez logique que ces militaires, pour des raisons assez similaires à ceux de la *Década infame*[235], se soient désintéressés de la Maison de l'Argentine, surtout si les principales tâches à y effectuer étaient des travaux assez coûteux. En effet, investir dans une résidence étudiante construite à Paris ne devait pas être parmi les priorités d'un gouvernement dont les membres étaient en général assez hostiles aux Alliés, donc à la France, et pour qui les politiques éducatives n'étaient pas essentielles. Face à l'autoritarisme croissant du pouvoir, des intellectuels et des universitaires faisaient partie aux côtés des syndicats des groupes les plus puissants de l'opposition, ce qui témoigne de la distance qui existait entre le gouvernement et les milieux universitaires.

Pendant la Seconde guerre mondiale, à l'image de l'ensemble de la Cité universitaire, la Maison de l'Argentine subit deux occupations de l'armée allemande qui la détériore fortement. Aggravant le mauvais état des bâtiment dû à leur manque d'entretien pendant les années 1930, ces occupations la

233 Le président de la Cité au Ministre des finances, 6/02/1947, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

234 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

235 Voir chapitre 1.

Maison quasiment inhabitable. De plus, elles dépouillent la résidence d'une grande partie de son mobilier et des objets qui s'y trouvaient, emportés par les soldats. Après la libération de Paris, l'utilisation des bâtiments par des soldats américains empêche de rouvrir la résidence à des étudiants aussi vite que le souhaiterait la Fondation nationale. Pendant la guerre, des argentins proches du pouvoir politique démontrent leur francophilie grâce à la Maison de la même manière que lors de sa fondation. Luis Bemberg, le fils du fondateur de la Maison, poursuit l'activité de mécène de son père en dirigeant la mise à disposition de la résidence à l'armée française. Avec les personnes associées à cette entreprise, il espère probablement des contreparties des gouvernements français ou argentin et, de façon générale, entretient son prestige dans les milieux de pouvoir. Le gouvernement argentin, quant à lui, continue de défendre sa neutralité dans le conflit, mais sa manière de prendre en charge les occupations allemandes témoigne d'une certaine hostilité à l'atteinte à sa souveraineté par l'Allemagne. Son accord pour la cession de la résidence à l'armée française indique une certaine prévenance du gouvernement de Ortiz pour les Alliés. En ce qui concerne le gouvernement de Castillo, les démarches de sa diplomatie pour l'évacuation de la Maison montrent l'importance qu'il accorde à la défense de la souveraineté et de l'indépendance de l'Argentine, qui est liée à l'influence grandissante de certains militaires. Enfin, après la seconde occupation de l'armée allemande, le gouvernement argentin se désintéresse à nouveau de la Maison et laisse à André Honnorat la charge de limiter les dégâts dont elle pourrait souffrir, principalement à cause du froid et de l'humidité en son sein.

Chapitre 3 : La Maison sous le premier mandat de Perón, une institution au service du pouvoir (1945-1955)

Après la fin de la guerre, comme nous l'avons vu, la Maison est en très mauvais état. Elle continue d'accueillir des étudiants, français dans leur majorité, et également de nombreuses autres nationalités[236]. Des travaux de rénovation sont décidés par le gouvernement argentine et commencent début 1948[237]. Une nouvelle inauguration a lieu le 6 décembre, une fois la rénovation terminée. D'une part, du fait du nombre de résidents et des activités qui s'y tiennent, la Maison est bien plus active à partir de ce moment que dans les années 1930, et elle devient une sorte de centre culturel argentin à Paris. D'autre part, comme nous allons tenter de le montrer, l'histoire de la Maison après cette nouvelle inauguration est structurée par les évolutions économiques et politiques en Argentine durant le premier mandat de Perón, de 1946 à 1955. En effet, les politiques sociales, notamment éducative, ainsi qu'une partie des principales idées du péronisme, apparaissent dans la manière dont est gérée la Maison. Enfin, l'investissement plus fort du gouvernement dans la Maison modifie ses relations avec la Fondation nationale, qui peut se dégager des tâches qu'elle assumait à la place du propriétaire. La Fondation et ses interlocuteurs en Argentine se satisfont de la reprise en main de la résidence par le gouvernement, même si cependant, comme nous le verrons, ce dernier ne cède toujours pas sa propriété des deux bâtiments. Il contrarie ainsi toujours la Fondation dans la fonction d'administratrice de la Cité qu'elle s'accorde et défend.

I – Le nouvel engagement de l'État argentin

1) La prise en charge de la résidence par la présidence de la République

Après la guerre, Horacio Jorge Guerrico, le président de la Commission Honoraire de la Cité universitaire argentine, constate le très mauvais état de la Maison et en fait part à Juan Domingo Perón, président depuis le 24 février 1946. Chargé du projet de Cité universitaire en Argentine, dont les travaux ne débutent qu'en 1958[238], Guerrico s'intéresse donc aussi à la Maison pour s'inspirer du cadre dans lequel elle est construite pour le projet de Cité à Buenos Aires. Cependant, en attendant, il semble être surtout chargé de rénover la Maison à Paris : dans un rapport au président de la

236 Archives de la Préfecture de Paris, 12/02/1948, dossier 77W /3682/363964.

237 Décret du président du 31/12/1947, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

238 La creación de Ciudad Universitaria de Buenos Aires (1958-1966): proyección de una ecología común para la transformación de la vida académica en la facultad de Ciencias exactas y naturales, Lucía Romero y Mercedes González Bracco, Redes, vol. 20, n°39, Bernal, décembre 2014, pp. 115-137.

Commission Nationale d'Apprentissage et d'Orientation Professionnelle, qui dépend du Ministère du Travail et de la Prévision argentin et à laquelle est rattachée la Maison à partir de 1947, Guerrico fait état des « ravalements tombés, l'installation d'eau inutilisée, les chaudières hors d'usage, les toits totalement perméables à la pluie ». Après la fin de l'occupation américaine, la Maison était selon lui « dans un complet état d'abandon »[239], et dans une « situation d'inhabitabilité *(sic)* »[240]. Guerrico constate donc le très mauvais état matériel dans lequel se trouve la Maison à la fin de la guerre et que décrivent les différents états des lieux mentionnés au chapitre précédent. Cependant, cette fois-ci, ces constatations sont communiquées à l'exécutif argentin, alors qu'il ne s'agissait auparavant que de personnes mandatées par la Fondation nationale. En effet, Guerrico raconte ce qu'il a vu au président de la République Argentine, Perón[241]. Dans la même période, Eva Perón se rend également dans la Maison à l'occasion d'une visite officielle à Paris en 1947[242]. Elle constate les mêmes dégâts et suite à ces deux visites, un million de pesos sont alloués à la réfection des bâtiments par un décret du président publié en décembre 1947. Nous ne savons pas, comme pour Guerrico, ce qu'a retenu Evita de cette visite et si elle en a parlé avec son mari avant la publication du décret, mais selon un rapport de police, ce passage à la Cité internationale a eu aussi un rôle important dans la décision de rénover et réorganiser la Maison. En effet, c'est selon ce rapport « conformément aux instructions » de Eva Perón que la Maison a été transformée et réorganisée, sous la direction de Collard et Guerrico[243]. Juan Perón a aussi adressé un message oral à la Cité internationale[244]. Nous ne savons pas à quel moment il le fit, mais cela témoigne de toutes manières de l'attention qu'il accordait à la Maison de l'Argentine et au lieu dans lequel elle avait été bâtie. Guerrico est par ailleurs nommé directeur, ce qui fait de lui le deuxième directeur argentin de la Maison après Silva Riestra[245], et les travaux commencent début 1948, après la publication du décret, et durent un an[246]. A la fin de ceux-ci, une nouvelle cérémonie d'inauguration est organisée le 6 décembre 1948, à laquelle environ deux cent personnes sont invitées parmi lesquelles Robert Schuman et Edouard Herriot, respectivement député et président de la Chambre des députés, déjà là lors de la cérémonie en 1929 pour Herriot, des représentants diplomatiques de trois pays latino-américains et de l'Espagne, le directeur de l'Institut hispanique, M. Delpy, remplaçant de Martinenche, Honnorat, le général Delattre de Tassigny et l'ambassadeur d'Argentine en France,

239 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
240 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
241 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
242 Archives de la Préfecture de Paris, 7/12/1948, dossier 77W 3682/363964.
243 *Idem.*
244 P. Marthelot à E. Philippeaux, 11/03/1974, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Personnel ».
245 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
246 Archives de la Préfecture de Paris, 6/12/48 et 7/12/1948, dossier 77W 3682/363964.

Victorico Roca, qui préside la cérémonie[247]. Ce dernier fait l'éloge dans son discours de « l'amitié de l'Argentine pour « la France immortelle » », et un Nonce apostolique bénit les bâtiments de la résidence[248]. Le directeur, Guerrico, parle aussi de « l'œuvre de connaissance mutuelle, d'échange de nos cultures » à entreprendre depuis la résidence nouvellement inaugurée[249].

Pendant la période de travaux, la Maison n'accueille quasiment pas d'Argentins : nous n'avons la trace que d'un seul[250], et les admissions par le gouvernement argentin ne reprirent qu'en décembre 1948, une semaine après la cérémonie d'inauguration[251]. Cependant, entre l'évacuation de la Maison par les troupes américaines en 1945 et cette réouverture après les travaux du gouvernement argentin, des résidents habitent tout de même la résidence. Une personne qui y habitaient avant que les travaux ne commencent début 1948 racontent qu'il y eut un conflit avec un homme envoyé de Buenos Aires pour s'occuper de la Maison, qui pourrait être Guerrico, et que la fermeture qui s'ensuivit fut une « fermeture politique »[252]. Un autre résident parle aussi d'une fermeture décidée pour des raisons politiques[253], mais nous n'avons pas d'autres sources sur une telle fermeture ni sur sa nature. Par ailleurs, des résidents ont probablement aussi été placés par la Fondation nationale. Si l'on s'appuie sur les informations renseignées par des rapports de police au sujet de l'« Association des Étudiants Résidents de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine », ces résidents étaient en majorité français, et ceux qui ne l'étaient pas avaient des nationalités dont le regroupement ne semble pas avoir de cohérence particulière. Ainsi, en juin 1946, lorsque cette association est créée, elle rassemble 110 étudiants dont les trois quarts sont français et les autres égyptiens, polonais, portugais, espagnols, roumains ou d'autres nationalités. Le bureau de l'Association est composé d'un Français et d'un étudiant né en Allemagne d'origine russe[254]. En février 1948, le rapport de police au sujet de la même Association ne mentionne toujours pas d'Argentin parmi ses membres, désormais 80, à l'exception de son président né à Entre-Ríos. Les deux autres membres du bureau sont français, et des représentants diplomatiques argentins et français figurent par ailleurs parmi les membres honoraires[255]. Tous les adhérents n'habitaient cependant pas à la Maison dans la mesure où celle-ci ne pouvait accueillir qu'environ 75 personnes. Cela dit, il est probable qu'une bonne partie de ses résidents aient fait partie de l'Association, et le fait qu'un seul Argentin soit mentionné dans les deux rapports consultés à propos de cette association est un bon indicateur du fait que les Argentins étaient très peu nombreux dans la

247 Inauguration du Pavillon de l'Argentine à la Cité universitaire, Archives de la Préfecture de police de Paris, dossier 77W 363/964 sch 1, 6/12/1948.
248 Deuxième inauguration du Pavillon argentin à la Cité Universitaire, 77W 3682/363964, 6/12/1948, *arch. cit.*
249 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, *arch. cit.*
250 Archives de la Préfecture de Paris, 12/02/1948, dossier 77W 3682/363964.
251 Archives de la Préfecture de Paris, 7/12/1948, dossier 77W 3682/363964.
252 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 159.
253 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 151.
254 Archives de la Préfecture de Paris, 11/06/1946, dossier 77W 3682/363964.
255 L'« Association des étudiants résidents de la Fondation du Gouvernement de la République Argentine », 12/02/1946, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W 3682/363964.

résidence avant décembre 1948. Les étudiants français, majoritaires parmi les membres de l'Association y compris dans ses bureaux, étaient à l'inverse certainement les plus représentés parmi les résidents ces années-là. Les habitants d'autres nationalités étaient sûrement aussi placés par la Fondation nationale, et l'on constate que leurs pays d'origines, pour ceux pour qui nous les connaissons et à l'exception de l'Espagne, n'avaient pas de Maison à la Cité à cette époque. Enfin, le nombre de membres de l'Association témoigne du taux de remplissage probablement assez fort de la résidence, peut-être à l'image de l'ensemble de la Cité étant donné que c'est la Fondation nationale qui répartissait ces étudiants dans l'ensemble des Maisons, et qu'elle le faisait probablement de manière assez équitable entre les Fondations. Le nombre de places limité par rapport aux autres Maisons dans celle de l'Argentine peut toutefois aussi expliquer ce remplissage.
Ainsi, à la sortie immédiate de la Seconde guerre mondiale, la Maison est prise en charge par la Fondation nationale qui y installe surtout des Français. En 1947, après les visites de Guerrico et Eva Perón, le gouvernement argentin décide d'investir dans sa reconstruction et initie une transformation assez importante de son fonctionnement.

2) La Maison renaît.

Après la réouverture de 1948, le nombre de résidents argentins augmente fortement, de telle manière qu'ils passent, de la petite minorité qu'ils étaient dans les années 30, à représenter près des trois quarts des résidents au début des années 1950. En 1951, sur les soixante-douze résidents, 70 % sont argentins, 20 % français et 10 % latino-américains[256]. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, les résidents argentins n'avaient jamais dépassé le nombre de douze pendant les années scolaires entre 1929 et 1939[257]. Les résidents sont dans leur très grande majorité à Paris pour suivre des cours à l'Université[258] même si quelques artistes habitent aussi la résidence. L'historien Tulio Halperín Donghi arrive ainsi en 1952 pour assister aux séminaires de Fernand Braudel et d'autres universitaires, se rendant d'ailleurs d'abord à la Maison des Provinces de France Braudel lui ayant expliqué que la Maison de l'Argentine était un « nid de vipères »[259], sans que nous ne sachions pourquoi... Juan Melé, qui est peintre, arrive en 1947 ou 1948, et est ravi de trouver des salles de bain privées dans la Maison alors que beaucoup d'habitants de Paris devaient utiliser les bains publics. Il rencontre par ailleurs de nombreux artistes pendant son séjour, comme Sonia Delaunay, Brancusi ou Poliakof[260].

256 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
257 Voir chapitre 1.
258 Residentes del Pabellón Argentino al 20 de febrero de 1951, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090014/303.
259 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 230-237.
260 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 150.

Un tel remplissage s'observe aussi à la Fondation Biermans-Lapôtre où les Belges ne constituent la majorité des résidents qu'à partir de 1949, grâce à la conclusion d'un accord entre la France et la Belgique pour créer des équivalences entre les diplômes des deux pays[261]. Il ne semble pas que cela ait eu lieu avec l'Argentine, et cette hausse du nombre de résidents s'explique donc peut-être plutôt en partie par la publicité de la Maison en Argentine, certainement plus grande après que le gouvernement argentin ait décidé d'y investir. La méconnaissance de la Maison était comme nous l'avons vu l'un de ses principaux problèmes dans les années 1930, tout comme pour la Fondation Biermans-Lapôtre[262].

Comme l'annonce Guerrico dans son discours lors de l'inauguration du 6 décembre, à sa réouverture par le gouvernement argentin, pour la première fois, la résidence accueille des filles. L'un des deux pavillons leur est en effet réservé, tandis que l'autre continue de n'accueillir que des garçons. En 1950 ou 1951, sur les soixante-douze places de la Maison, vingt-six sont ainsi occupées par des filles, qui représentent donc un peu plus du tiers des résidentes et résidents[263]. Si c'est effectivement la première fois que des filles habitent dans la Maison, le décret présidentiel de 1938, en même temps qu'il prévoyait déjà de rénover la résidence, stipulait aussi que des filles devraient y être hébergées[264]. Cependant, comme nous l'avons vu, ce décret ne fut pas appliqué avant que la Maison ne soit vidée des étudiants pendant la Seconde Guerre Mondiale, et c'est donc seulement en 1948 qu'y sont accueillies pour la première fois des filles. Une pièce est par ailleurs prévue par l'administration pour loger une « préceptrice » dans le pavillon qui leur est attribué[265]. A cette époque, quelques maisons ouvrent des places aux filles alors que toutes étaient jusqu'alors réservées à des hommes : en 1950, sept maisons en accueillent avec celle de l'Argentine (Biermans-Lapôtre, Deutsch de la Meurthe, le Collège franco-britannique, le Collège néerlandais, la Fondation des États-Unis et la Maison du Mexique). Cela dit, le nombre d'étudiantes admises comme celui des demandes sont très faibles, seulement trois ou quatre étant en effet accueillies chaque année à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Par ailleurs, à la Fondation Biermans-Lapôtre, comme à la Maison de l'Argentine, où elles devaient donc être aussi très peu nombreuses, elles sont séparées des garçons. Dans la Maison des étudiants belges et luxembourgeois, trois appartements sont aménagés en 1947 pour accueillir cinq filles qui disposent d'un salon commun et d'une salle de bain commune, à part du reste des résidents. Le directeur, Staquet, craignait que cette mesure n'entraîne des difficultés « matérielles et morales », et entrevoyait « non sans frémir, la certitude

261 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, *op. cit.*, p. 115.
262 *Ibid.*
263 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
264 Décret du président, 7/11/38, *arch. cit.*
265 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*

d'être complice de l'immoralité »[266]. A la Maison de l'Argentine, cette séparation des deux sexes entre les deux bâtiments dure jusque dans les années 1970[267].

La Maison a par ailleurs une vie assez dense pendant au moins les deux années scolaires qui suivent la ré-inauguration de décembre 1948. En tout, 26 activités ont lieu entre la rentrée d'octobre 1949 et février 1951 : des conférences de Français et d'Argentins, avocats, professeurs d'université, économistes, ainsi que des concerts et des cérémonies diverses[268]. Horacio Jorge Guerrico inaugure le 9 décembre 1949 une série de conférences prévues d'être données tour à tour par des Argentins et des Français, dont la première est assurée par un avocat à la Cour sur « la presse française dans l'actualité »[269]. Des excursions sont aussi organisées : les résidents se rendent par exemple à Boulogne-sur-Mer en février 1950 et visitent les Châteaux de la Loire en décembre 1949. En janvier 1949, la direction de la Maison organise une fête au théâtre de la Cité avec une performance de danse et un concours de croquis[270]. Par ailleurs une « grande fête de Noël » se tient en 1949, ainsi qu'un concert de musique folklorique suivi d'une conférence sur ce sujet en janvier 1950, entre autres[271]. La création de l'association de résidents mentionnée plus haut témoigne aussi de la certaine activité des habitants, avant même que le gouvernement argentin ne se charge du programme des activités. Ainsi, en juin 1946 et en février 1948, l'Association des Étudiants Résidents se donne pour objectifs de « grouper plus étroitement les étudiants résidant à la fondation » et d'organiser leurs loisirs, notamment des activités sportives « en facilitant à ses membres l'acquisition du matériel nécessaire »[272]. En plus d'être probablement assez remplie, la Maison de l'Argentine accueillait donc apparemment des jeunes assez actifs dans leur résidence et dans la Cité. En effet, beaucoup d'activités avaient sûrement lieu avec des résidents d'autres Maisons, voire des personnes habitant à l'extérieur de la Cité. Les résidents se rendaient certainement aux équipements sportifs de la Cité pour faire du sport, et y rencontraient donc très probablement d'autres habitants, tandis que les activités culturelles organisées dans d'autres installations communes, comme au théâtre de la Cité où a lieu la performance de danse, étaient aussi l'occasion de rencontrer d'autres résidents. Par ailleurs, les personnes dont le pays d'origine n'avait pas de Maison et qui étaient réparties dans plusieurs résidences se retrouvaient probablement aussi, tout comme la plupart des résidents aux endroits où ils se rendaient sans qu'il n'y ait besoin qu'un événement particulier ou une sortie soit organisé, par exemple le restaurant universitaire, les parcs ou la bibliothèque. Enfin, la plupart des conférences et autres événements

266 Serge Jaumain et Pierre Van Den Dugen, *op. cit.*, pp. 115-116.
267 Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski.
268 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
269 Conférence au Pavillon Argentin de la Cité Universitaire, 6/12/1949, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W-1269.
270 Fête argentine à la Cité Universitaire, 27/01/1949, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W-1270.
271 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
272 Archives de la Préfecture de Paris, 11/06/1946 et 12/02/1948, dossier 77W 3682/363964.

culturels étaient ouverts à l'extérieur. Les résidents ne nouaient cependant probablement pas avec la majorité des personnes qui y assistaient des relations de sociabilité similaires à celles nouées avec d'autres résidents de la Cité. En effet, si un contact avait lieu, il était probablement plus souvent d'ordre professionnel ou académique dans la mesure où le public devait être constitué de personnes plus âgées que les résidents et venant en leurs qualités professionnelles. L'Association se donne aussi comme buts le développement des rapports entre les résidents notamment pour « l'aménagement de leur vie matérielle », et souhaite « assurer l'aide et l'assistance aux étudiants nécessiteux de la Fondation »[273]. Ces deux objectifs témoignent des préoccupations matérielles de ces étudiants à la sortie de la guerre, liées peut-être à l'état de la Maison, des services et du matériel qui y était fourni, qui ne leur permettait pas d'accéder facilement à tout ce dont ils avaient besoin, mais s'expliquent aussi par les autres difficultés connues par la grande majorité de la population en France et en Europe dans les années qui suivirent la fin de la Seconde guerre mondiale. Dans toute la France, les rationnements durent jusqu'en 1946 et il n'est donc pas aisé de subvenir aux besoins quotidiens. De nombreux bâtiments sont détruits à Paris, en France et dans toute l'Europe, d'où venaient beaucoup de résidents, un très grand nombre d'infrastructures sont rasées, en particulier des ports et des moyens de communication. Le nombre de victimes, 600 000 en France et 5,5 millions en Pologne, d'où venaient 10 membres de l'Association en 1946, rendait la probabilité d'avoir perdu un proche pendant la guerre élevée. Deux résidents français ont été impliqués dans la guerre peut-être plus que les autres. En tous cas, ce sont les deux seuls pour qui nous avons des informations sur leur vie pendant le conflit : Jean Devoisin, né en 1923, a été arrêté puis déporté par l'armée allemande en 1943 pour avoir aidé un soldat de la Royal Air Force. Gracié en avril 1944 et rapatrié en France le 1er mai 1945, il est admis la même année par la Fondation nationale dans une chambre individuelle, demandant une telle habitation du fait de la « promiscuité douteuse » à laquelle il écrit avoir été soumis en déportation, lui rendant pénible le partage d'une chambre[274]. Les archives de la Maison contiennent aussi un Certificat de résistance attribué à Georges Jacques, étudiant en Pharmacie aussi admis dans la Maison[275], par un membre du réseau de renseignements de la Confrérie-Notre-Dame[276]. En dehors de ces deux personnes, un troisième résident, âgé de 18 ans, était aussi admis en novembre 1945, probablement dès l'obtention de son baccalauréat comme le laisse penser la présence de son livret scolaire dans le dossier d'admission à son nom[277]. Ainsi, comme la grande majorité des Européens, les résidents, de la Maison de l'Argentine peut-être plus

273 Archives de la Préfecture de Paris, 12/02/1948, dossier 77W 3682/363964.

274 Dossier d'admission de Jean Devoisin, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

275 Alejandra Birgin, *op.cit.*, p. 128.

276 Certificat de résistance de Georges Jacques par Paul Chabloz, 15/05/1946, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años », et Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 129.

277 Dossier d'admission d'un jeune de 18 ans admis en novembre 1945, avec son livret scolaire, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

encore que ceux des autres résidences étant donné l'état particulièrement mauvais de ses bâtiments, étaient donc, bien que de différentes manières, tous touchés par les conséquences de la guerre. Après décembre 1948, nous ne trouvons plus de traces de l'Association avant longtemps et toutes les activités mentionnées pour la période qui court jusqu'au début des années 1950 semblent être organisées par la direction, ou au moins assez fortement encadrées par elle. Ainsi, en juillet 1950, c'est Guerrico qui représente les résidents à une réunion du Conseil de l'Assemblée mondiale de la Jeunesse à Istanbul, car selon le président de la Commission Nationale d'Apprentissage et d'Orientation Professionnelle, organe du Ministère argentin du Travail dont nous rappelons que dépend la Maison depuis 1948, il n'y a pas assez de temps pour organiser le déplacement d'une délégation d'étudiants[278]. En avril de la même année, une réunion de résidents, l'une des rares mentionnées dans le programme du directeur pour l'année scolaire, a lieu juste avant une cérémonie patriotique au cours de laquelle le directeur prononce un discours[279]. Le regroupement des résidents était ainsi une des parties de la soirée organisée par la direction, et donc intégrée au programme défini et réalisé par cette dernière. Cela témoigne de l'intégration assez forte entre les initiatives des résidents et de la direction, et donc du pouvoir assez grand de la direction sur les éventuels projets proposé par les résidents, étant donné que c'est la direction qui décidait de la plupart du programme. Indépendamment de relations de pouvoir, il est assez probable que la plupart des résidents, surtout argentins, pendant cette période aient eu une résidence dans la Maison assez marquée par le programme et les activités qu'organisait la direction. C'était certainement d'autant plus vrai lorsque des voyages étaient proposés, comme ce fut le cas au moins en 1950 et en 1949, comme nous l'avons vu[280]. Il n'est fait mention dans le programme du directeur pour l'année scolaire 1949-1950 d'aucune activité dont des résidents étaient à l'initiative. Cependant, cela ne les empêchait certainement pas de s'organiser et de se retrouver par ailleurs, dans la Maison ou dans les espaces communs de la Cité, et en dehors de ces moments prévus par la direction. S'ouvrant aux filles, accueillant beaucoup plus de résidents qu'avant la guerre ainsi que de nombreuses activités culturelles, la Maison devient à partir de cette fin des années 1940 un lieu assez vivant et ouvert. Cela contraste fortement avec les sources correspondant aux années 1930 et à la Seconde Guerre Mondiale.

3) L'échec de la diplomatie universitaire française

L'investissement pour rénover la résidence et sa plus grande activité satisfont les dirigeants de la Fondation nationale et des membres du GUGEF. En effet, dans une lettre à en-tête du Groupement

278Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años », 26/07/1950.
279 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
280 *Ibid.*

adressée en 1947 au président de la Fondation nationale, à ce moment André François-Poncet, son auteur, qui n'a pas signé, se réjouit de la nomination par le président de la République Argentine d'un nouvel administrateur, Castro, un des « familiers » du président et le gouverneur du palais présidentiel selon ce membre du GUGEF. Ce dernier se réjouit de cette nomination et estime qu'ainsi, « peut-être aurons-nous enfin, en face de nous un *responsable*[281] », faisant référence aux difficultés pour administrer la Maison depuis le temps qu'elle était ouverte, et au fait qu'aucun fonctionnaire argentin ne s'en soit jusqu'alors sérieusement occupé. Comme nous l'avons vu, ce sont en effet des personnes issues du monde universitaire ou politique français, principalement Honnorat et Martinenche, qui avaient pris en charge le fonctionnement de la Maison jusqu'alors, et le gouvernement argentin s'était comme nous l'avons également constaté peu investi dans l'administration de sa résidence. L'auteur de la lettre continue en considérant que ce résultat n'est pas étranger à « nos démarches de septembre », ce qui indique que le Groupement et peut-être la Fondation, si elle est incluse dans cette 1ère personne, sont intervenus pour que la Maison soit objet de l'attention de la présidence de l'État argentin. L'auteur apprend aussi à son destinataire qu'il a « travaillé avec l'ambassadeur de France pour résumer les nombreux et alarmants rapports du pauvre Collard »[282], ce qui indique que l'ambassadeur était lui aussi impliqué dans ces initiatives. Cette lettre témoigne du fait que la Maison continuait de faire partie des préoccupations de personnes impliquées dans les relations diplomatiques et universitaires entre la France et l'Argentine. Les institutions et les personnes à l'origine de la création de la Maison, spécialement le GUGEF, la présidence de la Fondation nationale et l'ambassade de France en Argentine, agissent toujours pour que la Maison soit administrée selon leurs souhaits. Elles obtiennent à ce moment un certain succès, par la vraisemblable nomination de ce proche du président de la République, ce qui témoigne de l'attention de ce dernier à la Maison, et par le décret présidentiel, publié un mois plus tard et qui annonce la réorganisation que nous avons déjà décrite. Contrairement à ce qui est dit dans cette lettre, il semble que Collard soit resté l'administrateur de la Maison et que Castro ne l'ait pas remplacé. En effet, il est mentionné dans une autre archive que Collard dirigea les travaux de rénovation avec Guerrico, qui débutèrent l'année suivant cette lettre[283] et par ailleurs selon d'autres sources Collard était l'administrateur de la Maison au moins en 1952[284] et en 1957[285] tandis que Castro n'apparaît dans aucune autre source. Une décision de changer d'administrateur a peut-être été annulée, mais il est également possible que l'auteur de la lettre ait voulu parler du directeur de la

281 Souligné dans le texte.
282 Lettre du GUGEF au président de la Fondation nationale, 16/11/1947, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
283 Archives de la Préfecture de Paris, 7/12/48, dossier 77W 3682/363964.
284 André François-Poncet à l'ambassadeur de France en Argentine, 8/10/1952, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
285 Collard assure l'intérim lorsque le directeur démissionne en 1957. Il est toutefois possible que Collard ait eu aussi d'autres occupations, pour d'autres services de l'État argentin par exemple.

Maison plutôt que de son administrateur, et que c'est concernant ce poste qu'une décision ait été revue, Guerrico ayant été choisi plutôt que Castro. Cela ne change cependant pas beaucoup le sens de la lettre du GUGEF dans la mesure où Guerrico a aussi été un intermédiaire auprès de Juan Domingo Perón qui semble avoir eu un rôle déterminant, avec Eva Perón, pour la rénovation de la Maison. Au passage, on constate que ces initiatives poursuivent les liens que nous avions observé durant l'entre-deux-guerres entre André Honnorat et l'ambassadeur de France en Argentine[286]. Après la mort d'André Honnorat, la Cité continue donc d'entretenir un réseau d'influence en Amérique latine qui travaille pour la réalisation de ses projets.

Ceci dit, la satisfaction exprimée dans cette lettre de novembre 1947 n'est pas de très longue durée et en novembre 1952, André François-Poncet se plaint que le gouvernement argentin ait cessé d'envoyer de l'argent à la Maison, ce dont résulte son endettement important. Pour cette raison, la direction annonce qu'à partir du 1er mars 1951, le chauffage ne fonctionnerait que le matin et le soir[287]. André François-Poncet écrit à l'ambassadeur de France en Argentine que le directeur de la Maison se trouve à Buenos Aires, « dans une position mal définie », probablement peu intéressé par la Maison. Collard est la première personne à s'occuper des affaires courantes, mais comme pendant l'entre-deux-guerres, il est fortement contraint par le manque de budget et par son pouvoir limité de manière générale. Il s'adresse au Chargé d'Affaires de l'ambassade d'Argentine à Paris pour réclamer qu'un budget soit attribué pour la Maison par l'État argentin, mais le gouvernement ne répond pas à son ambassade[288]. Le directeur mentionné par André François-Poncet est Luis Irigoyen, qui a remplacé Guerrico après sa démission en février 1952. Le nouveau directeur s'est rendu à Paris en décembre, mais n'avait pas prévu de s'impliquer beaucoup dans ses fonctions. En effet, un rapport de police indique « qu'il se consacrera surtout (…) à ses recherches scientifiques laissant à M. Collard le soin d'administrer le « Pavillon », où il résidera »[289]. Ainsi, alors que Guerrico a démissionné pour une raison que nous ignorons, il semble que le nouveau directeur n'ait pas du tout l'intention de prévoir un programme d'activités aussi riche que celui de la première année scolaire d'ouverture après les travaux. En plus des problèmes de budget, il arrivait que les fonctionnaires argentins en charge de la Maison définissent des règles qui contrevenaient à celles de la Cité telles que la Fondation les fixait. Ainsi, en juillet 1953, Luis Irigoyen adresse au recteur des extraits du nouveau règlement édicté par le Ministère de l'Education argentin qui prévoit de faire

286 Au Chapitre 1, nous avons vu Honnorat remercier l'ambassadeur pour son rôle dans la publication du décret de 1938.

287 Avis de Horacio J. Guerrico, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090014/303.

288 André François-Poncet à l'ambassadeur de France en Argentine, 8/10/1952, *arch. cit.*

289 Prochaine arrivée à Paris du nouveau Directeur de la Fondation Argentine de la Cité Universitaire, 20/12/1952, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W-1268.

valider par ce dernier les admissions des résidents français et latino-américains[290]. Comme nous l'avons vu, selon l'arrêté de 1924, ces admissions devaient dépendre de la Fondation nationale, les autorités argentines se chargeant de celles des résidents argentins[291]. Le recteur répond que ces règles « diffèrent des méthodes appliquées par les autres Fondations et qu'elles risquent de s'accorder difficilement avec les conditions de fonctionnement de la Cité universitaire »[292]. Il ne montre toutefois pas une grande résistance et l'approbation par le Ministère argentin de l'Education des candidatures choisies par la Fondation est finalement bien introduite dans le règlement de la Maison[293]. De cette façon, la Maison, et donc la Cité, font rapidement face aux mêmes difficultés que celles qui se présentèrent dans les premières années suivant la construction de la résidence. Au plus trois ans après avoir décidé d'investir dans une rénovation, le gouvernement se désengage de sa gestion. La Fondation nationale est prise dans la contradiction entre les moyens dont elle dispose, insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de la Maison, endettée de plus comme l'explique André François-Poncet[294], et son rôle de gestionnaire de la Cité internationale qui la rend garante du bon fonctionnement de toutes les résidences qui la composent. Ainsi, malgré la satisfaction du membre du GUGEF peu avant le décret de 1947, l'autonomie juridique de la Maison de l'Argentine et le désengagement du gouvernement argentin posent toujours problème à la Fondation nationale. En effet, lorsque l'exécutif argentin ne prend plus les mesures qu'elle estime nécessaires au bon fonctionnement de la Maison, elle n'a aucun pouvoir sur la résidence et aucun moyen institué d'intervenir dans sa gestion. N'en n'étant ni le gestionnaire direct comme pour les maisons rattachées, ni ne siégeant à son conseil d'administration, dont nous n'avons pas trouvé de trace, ce qui semble montrer qu'il n'existait pas, elle n'a aucun moyen d'intervenir dans son administration autrement qu'en se contentant de ce que peut faire Collard ou en essayant d'agir sur le gouvernement. Or, elle ne peut pas communiquer facilement avec lui et par ailleurs, comme en témoigne sa réaction au règlement de juillet 1953, elle ne résiste pas non plus vigoureusement aux mesures du gouvernement argentin qui lui déplaisent. La Fondation s'adresse à l'ambassadeur de France en Argentine, qui est donc avec le GUGEF le relais des gestionnaires de la Cité en Argentine, mais avec des effets très limités, et a donc en définitive des moyens d'action fortement réduits. L'insertion des relais de la Fondation nationale dans des réseaux diplomatiques, et donc dans les relations générales entre la France et l'Argentine, explique d'ailleurs aussi peut-être la retenue de ces personnes, en particulier de la Fondation nationale. Nous avons constaté au premier

290 Luis Irigoyen au recteur de Paris, Paris, 28/07/1953, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
291 Voir l'arrêté de 1924 au chapitre 1.
292 Le recteur au directeur du Pavillon de l'Argentine, Paris, 31/08/1953, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
293 Conditions d'admission et règlement intérieur, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
294 André François-Poncet à l'ambassadeur de France en Argentine, 8/10/1952, *arch. cit.*

chapitre que l'ambassade d'Argentine en France était déjà intervenue dans les admissions des résidents non-argentins et avait provoqué des réactions de la Fondation reprochant le non-respect de l'arrêté de 1924. Avec la propriété de la résidence et son budget, cette question cristallise ainsi les divergences entre les autorités argentines et la Cité. L'épisode que nous venons de mentionner témoigne de la persistance d'écarts entre le gouvernement et la Fondation nationale quant à la définition des rôles de l'un et de l'autre dans l'administration de la Maison, et montre que le problème du désengagement du gouvernement ou des personnes nommées par lui n'est pas le seul qui se posait pour la Fondation. En effet, nous voyons que lorsque la Maison est l'objet de réformes ou d'investissements comme ce fut le cas pendant quelques années après 1947, d'autres désaccords apparaissent. Ceux-ci sont dus aux intentions différentes de la Fondation nationale et du gouvernement argentin, que nous allons maintenant préciser.

II - La redéfinition des activités de la Maison au service du péronisme

1) La construction d'un centre culturel argentin

Comme nous l'avons vu, par rapport aux années 1930, bien plus d'activités ont lieu à la Maison de l'Argentine après sa réouverture en 1949. Elle devient en effet pendant la première moitié des années 1950 un lieu de culture important à Paris et en France pour ce qui avait trait à l'Argentine. 26 activités sont organisées entre la rentrée d'octobre 1949 et février 1951[295], parmi lesquelles un nombre important de conférences sur des sujets divers. Celles-ci sont ouvertes au public et ont lieu dans la salle de réception de la résidence, qui peut accueillir une centaine de personnes. Ainsi, entre 1949 et 1950, le directeur du musée des Beaux-Arts de Buenos Aires, un professeur de la faculté de droit de Paris, le directeur du Musée de l'Homme à Paris, entre autres, interviennent[296]. Suite à la conférence sur la musique folklorique argentine dont nous avons déjà parlé, une autre conférence sur le même sujet est organisée à l'Université catholique de Paris un mois plus tard, en août 1950, tandis que le Groupe Folklorique de la Maison se produit à la Garden Party de la Cité en juin 1950 et au lycée Lakanal de Sceaux en février 1951. Par ailleurs, Guerrico rapporte aussi que des chaires ont été créées à l'Institut Catholique de Paris et au lycée Lakanal à propos d'histoire, de littérature, de géographie, de sociologie, d'art et de réformes justicialistes en Argentine[297]. Dans son discours d'inauguration, l'ambassadeur d'Argentine en France, Victorico Roca, explique que le chancellier argentin, Bramuglia, « a été reçu avec des universitaires argentins à la troisième Assemblée des

295 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
296 La Fondation de la République argentine à la Cité universitaire de Paris, Juillet 1950, imprimerie H. Diéval.
297 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*

Nations Unies, et par le recteur de Paris, occasion durant laquelle ils ont discuté de l'échange de professeurs et d'étudiants français et argentins »[298]. Des partenariats universitaires et académiques assez nombreux et importants semblent donc être conclus à l'occasion de la réouverture de la Maison. De plus, à l'occasion des travaux de rénovation, une discothèque et une bibliothèque argentine sont ouvertes dans l'un des deux bâtiments, la première comportant 600 disques de folklore et de musique classique argentine, la seconde réunissant des œuvres littéraires aussi surtout argentines. Dans son discours d'inauguration, Guerrico définit cette bibliothèque comme un *« centre de documentation en histoire, géographie, littérature classique et moderne, sociologie, art et folklore argentin à disposition d'étudiants de tous les pays »*[299]. Au début des années 1950, la Maison servait ainsi à diffuser et promouvoir des œuvres artistiques et des travaux scientifiques argentins et à faire connaître leurs auteurs par l'intermédiaire des conférences et des concerts. Des universitaires argentins, dans une moindre mesure des musiciens, avaient la possibilité de créer ou de renforcer leurs liens avec des personnes et des réseaux en France. La construction de la discothèque et de la bibliothèque argentines montre aussi l'intention d'utiliser la Maison comme *« un centre de diffusion argentin »* selon l'expression de Guerrico[300], c'est-à-dire un endroit où se trouvaient à disposition de visiteurs de nombreuses œuvres argentines, littéraires, musicales, picturales, mises en valeur par le gouvernement du pays… Pour Guerrico, la résidence doit être un lieu *« auquel pourraient s'adresser ceux qui voudraient s'informer sur notre Pays* (sic) *»*. La Maison de l'Argentine participe de cette manière avec l'ambassade et le consulat à la représentation de l'Argentine en France, spécialement à Paris, et à la diplomatie culturelle du pays. Le nombre de résidents argentins bien plus important renforce aussi le rapprochement de la Maison du pays auquel elle est rattachée. Cette arrivée de résidents argentins a certainement signifié une présence bien plus importante de la langue espagnole dans la Maison, qui était à ce moment la langue maternelle de la majorité des résidents, qu'il s'agisse des Argentins comme des autres Latino-américains. Le directeur, Guerrico, s'exprimait aussi sûrement dans cette langue et Collard, fonctionnaire argentin depuis 1939[301], la connaissait aussi[302]. D'une manière générale les nombreuses activités et la présence d'un nombre plus important de personnes résidentes ou de passage augmentait les occasions d'échanger en espagnol et de nouer des liens entre des personnes à Paris liées de près ou de loin à l'Argentine. En ces premières années de la décennie 1950, la Maison de l'Argentine redevient comme nous l'avons dit une résidence pour étudiants active et dispose d'une programmation digne d'un centre culturel à l'étranger. Ainsi, la Maison fait office

298 Discurso del embajador, 6/12/1948, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
299 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*
300 *Ibid.*
301 Voir chapitre 2.
302 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 114.

d’espace au service de la diplomatie culturelle du gouvernement argentin où par ailleurs, comme nous allons le voir, apparaissent les principales orientations politiques du pouvoir en place ces années-là en Argentine.

2) Un organe de l’État péroniste

a) Une administration émanant de l’exécutif argentin

Comme nous l’avons dit, le décret présidentiel de décembre 1947 prévoit de rattacher la résidence à la Commission Nationale d’Apprentissage et d’Orientation Professionnelle[303], et le directeur de cette dernière, Juan F. Castro, vraisemblablement aussi pressenti pour être directeur de la Maison comme nous l’avons vu, a participé aux travaux de rénovation en 1948 et à la réorganisation de la résidence[304]. Cette commission dépendait du Ministère du Travail et de la Prévision, qui était l’un des principaux ministères du gouvernement de Perón étant donnée l’importance des réformes concernant l’organisation du travail pendant les années de son premier mandat. Le rattachement de la résidence à ce Ministère montre donc l’intérêt que lui accorde le pouvoir, au moins son insertion dans le calendrier de ses initiatives. Membre du GOU, le groupe d’officiers qui prépare et dirige le coup d’État renversant Castillo en juin 1943, Juan Domingo Perón est nommé président du Secrétariat au Travail et à la Prévision dans le premier gouvernement militaire. C’est depuis ce poste qu’il s’engage dans une campagne pour conquérir le pouvoir, et en s’appuyant sur les moyens que lui offre ce secrétariat. En effet, ses nombreuses délégations dans tout le pays sont autant de points de relais de ses initiatives, qui sont progressivement aussi promues par les syndicats, de plus en plus puissants. Dans le même temps, Perón prend des mesures importantes pour la régulation du travail en réduisant le temps de travail hebdomadaire, augmentant le salaire minimum, en créant des tribunaux du travail et en entreprenant la création d’un système de retraite public. Ainsi, c’est depuis le monde du travail et soutenu par lui que le péronisme se construit, Perón utilisant les institutions publiques et syndicales qu’il parvient à diriger ou à rallier pour renforcer son pouvoir. Son arrestation en octobre 1946 provoque de cette manière des importantes mobilisations d’ouvriers et son élection au poste de président, le 24 février 1946, est précédée de démonstrations de force des syndicats FOTIA et CGT qui déclarent des grèves massives quelques jours avant. Dès lors, on comprend que le Ministère du Travail et de la Prévision avait une grande importance dans le premier gouvernement présidé par Juan Domingo Perón, et que le rattachement de la Maison à lui

303 Guevara al director general de Cultura, 15/04/1947, Archives de la Maison de l’Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».
304 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, *arch. cit.*

signifiait l'intégration de la résidence à l'un des espaces les plus actifs de l'État argentin. En janvier 1951, la Commission chargée de la Maison de l'Argentine passe sous l'autorité du Ministère de l'Éducation[305], qui correspond à un autre des domaines où le péronisme a engagé d'importantes réformes. La même année, au mois de septembre, « pour des raisons de convenance administrative », c'est le Ministre qui devient directement responsable de la Maison, sans l'intermédiaire de la Commission[306]. On peut supposer que cela signifiait que la résidence de la Cité internationale était plus proche encore de l'attention des personnes les plus puissantes au sein de l'État argentin et du péronisme, y compris de Perón lui-même. Ce qui était décidé pour son fonctionnement, principalement la nomination du directeur, le budget et les admissions, dépendait donc plus encore de ces personnes et des politiques qu'elles souhaitaient mener. Par ailleurs, en dépendant à nouveau du Ministère en charge de l'éducation comme cela avait été le cas après le décret de 1938[307], la Maison est rattachée à la politique éducative du gouvernement conformément aux raisons initiales de sa création. En 1938, la nomination comme directeur de Silva Riestra a lieu presque en même temps que la publication du décret sur la réorganisation de la Maison par le Président d'alors, Roberto M. Ortiz[308]. Nous avons vu que Horacio J. Guerrico a aussi été nommé par Juan Domingo Perón[309], et tous les directeurs suivants furent de même désignés par le président de la République. Le décret de 1938 prévoyait de choisir pour directeur une personne « ayant un rôle dans le professorat universitaire argentin ». En plus de cette condition, il s'agissait de personnes aussi forcément proches des présidents ou de membres du gouvernement dans la mesure où ce sont eux qui les choisissaient. Juan Silva Riestra était ainsi un ami du Ministre de l'Instruction Publique selon l'ambassadeur d'Argentine en France en 1939, en plus de juriste[310]. Luis Irigoyen, qui remplace Guerrico en décembre 1952, est un « cancérologue connu » et recteur de l'Université de la Province d'Eva Perón, aujourd'hui de La Plata[311]. Ainsi, bien que des liens avec le monde politique argentin ne soient pas mentionnés, il est probable que les activités universitaires de Irigoyen soient liées, comme pour Silva Riestra, à des relations avec des représentants de l'Etat hauts-placés. En plus de s'accorder avec les termes du décret de 1938 selon lesquels « la direction doit être confiée à une personne évoluant dans le professorat universitaire argentin », les nominations des directeurs sont donc des choix de représentants de l'exécutif, le président ou des membres du ministère auquel était rattaché la Maison, qui se portent sur des personnes du monde

305 Décret présidentiel qui fait passer la Commission Nationale d'Apprentissage et d'Orientation Professionnelle sous l'autorité du Ministère de l'Education, 26/01/1951, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

306 Décret présidentiel qui fait passer la Maison sous l'autorité directe du Ministre de l'Education, 3/09/1951, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

307 Décret du président, 7/11/1938, *arch. cit.*

308 Voir chapitre 3.

309 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*

310 Carcano à Honnorat, 6/01/1939, *arch. cit.*

311 Prochaine arrivée à Paris du nouveau Directeur de la Fondation Argentine de la Cité Universitaire, 20/12/1952, *arch. cit.*

universitaire les plus proches d'elles, politiquement voire personnellement, et occupant les positions les plus prestigieuses. De cette manière, le mode de nomination des directeurs témoigne de leur proximité avec l'exécutif argentin et à cette époque, il s'agissait donc de personnes favorables à Juan Domingo Perón.

b) Un produit des politiques péronistes

Cette réouverture de la Maison de l'Argentine est liée à la mise en œuvre de projets et de mesures transformant l'enseignement supérieur et l'université en Argentine. Durant son premier mandat présidentiel, Perón engage en effet un certain nombre de réformes de l'enseignement supérieur qui conduisent à une forte augmentation du nombre d'étudiants et à la démocratisation de l'accès à l'université. Entre 1945 et 1955, le nombre d'étudiants est multiplié par 3,5, passant de 40 200 à 139 000, et à partir de 1949, l'université est gratuite et son accès libre. La mixité sociale en son sein augmente considérablement, et dans le même temps, l'exécutif prend un contrôle assez large des établissements, nommant la plupart de ses dirigeants et professeurs[312]. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'État réfléchissait aussi à la construction d'une Cité universitaire à Buenos Aires dans laquelle était impliqué Hector Guerrico[313]. Comme nous l'avons vu, la réouverture de la Maison est concomitante de l'établissement de partenariats universitaires conclus par le ministre des Affaires extérieures, qui prévoient des échanges de professeurs et d'étudiants avec l'Université de Paris. L'ambassadeur mentionne à ce sujet dans son discours le déplacement de « techniciens en tapisserie français » en Argentine « pour perfectionner (…) l'art de la tapisserie » dans des écoles de cette discipline. De façon plus générale, l'ambassadeur déclare que ce « foyer de culture » qu'est la Maison de l'Argentine est « une affirmation (…) concrète que notre pays a vaincu dans les activités supérieures de l'intelligence »[314], et rappelle ainsi l'importance de l'éducation et de la culture dans le péronisme, qui considérait ces dernières comme des moyens pour l'émancipation des travailleurs, l'un des grands objets dans les discours officiels. Cette inscription de la Maison de l'Argentine dans la politique éducative et universitaire de l'État s'inscrit dans la continuité du décret de 1938 publié par le président Ortiz, qui explicitait que la « fonction sociale » de la Fondation devait « se dérouler en un haut degré de collaboration avec la politique éducative », rattachait la Maison au Ministère de la Justice et de l'Instruction Publique, prévoyait qu'elle soit dirigée par des universitaires et que ses résidents soient des étudiants ayant un très bon niveau scolaire[315]. Cependant, à l'époque, cela ne

312 « La Universidad en los tiempos del primer peronismo. Gratuidad y acceso irrestricto | UNICEN », consulté le 28 mai 2018, https://www.unicen.edu.ar/content/la-universidad-en-los-tiempos-del-primer-peronismo-gratuidad-y-acceso-irrestricto.
313 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, *arch. cit.*
314 Discurso del Embajador, 6/12/1948, *arch. cit.*
315 Décret présidentiel du 7/11/1938, *arch. cit.*

s'accompagnait pas des mesures prises par le gouvernement de Perón, et inscrivait la Maison dans un système universitaire beaucoup plus fermé que celui qui commençait à être construit à la fin des années 1940. A cet égard, les discours d'inauguration des deux représentants du gouvernement argentin le 6 décembre 1948, Guerrico et l'ambassadeur Roca, et le rapport de Guerrico à la Commission en mars 1951 ne font nulle part mention de qualités particulières que devraient avoir les étudiants pour être sélectionnés et les distinguant du reste des élèves inscrits dans les universités argentines. Or nous avons vu que le niveau scolaire des étudiants sélectionnés pour habiter à la Maison était jusqu'alors un critère important pour les fonctionnaires argentins qui se prononcèrent sur le rôle que devait avoir la Maison et ses résidents. Le décret de 1938 et une lettre de l'ambassadeur en France en 1939[316] en témoignent.

Les politiques sociales influencent aussi l'histoire de la Maison durant les années du premier mandat présidentiel de Perón. En particulier, les projets et les politiques impulsées par Eva Perón arrivent jusqu'à Paris comme en témoignent certains événements et la manière dont est réorganisée la Maison en 1947. Eva Perón, qui a fait campagne avec son mari avant qu'il ne soit élu en février 1946, a une activité publique et politique de plus en plus grande à partir du début de 1947. Elle travaille surtout au Ministère du Travail et de la Prévision, celui auquel est rattachée la Commission dont dépend la Maison, et est en particulier un acteur essentiel des relations de l'État péroniste avec les syndicats[317]. Par ailleurs, dès l'élection de son mari elle occupe un bureau dans des bâtiments officiels où elle reçoit ceux qui souhaitent la voir et commande l'attribution d'aides diverses, telles que des versements de retraites, des dons de jouets ou d'aliments pour des enfants. A partir du milieu de 1948, cette activité d'aide sociale s'étend lorsqu'est créée la Fondation Eva Perón. Celle-ci, grâce à de grandes quantités d'argent provenant de dons d'entreprises et de personnes privées ainsi que du budget de l'État, construit des cliniques, des foyers pour jeunes ou pour des femmes isolées, des maisons de retraite, des écoles… Elle organise de vastes campagnes de dons, circulant dans les villes d'Argentine pour amener à des millions de foyers du pan dulce et des cadeaux pendant les fêtes. En plus de sa très grande popularité, Eva Perón a un pouvoir important au sein de l'État, faisant constamment l'objet de références dans les discours officiels, ayant un rôle déterminant dans le soutien des syndicats au péronisme et se confrontant à des ministres du gouvernement, comme avec Bramuglia qui démissionna suite à cela en août 1949. La figure de Eva Perón et ses politiques apparaissent à deux reprises dans l'histoire de la Maison à l'époque où le rôle de la femme du président grandit en Argentine. Premièrement, des cadeaux de sa Fondation sont distribués lors de la « grande fête de Noël » du 24 décembre 1949[318]. Ainsi, comme de

316 Carcano à Honnorat, 6/01/1939, *arch. cit.*

317 Voir Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: Conservadores y peronistas*, *op. cit.*, chapitre « Evita y su presencia ». Lire aussi sur ce sujet Felipe Pigna, *Evita, realidad y mito: la biografía definitiva de la mujer más amada y más odiada de Argentina* (Grupo Planeta (GBS), 2013).

318 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*

nombreux Argentins, les résidents de la Maison avaient eu droit aux aussi à des cadeaux achetés et apportés par la Fondation de la Première Dame. Deuxièmement, lors de l'inauguration de décembre 1948, Guerrico fait mention de Eva Perón lorsqu'il annonce l'ouverture de la Maison aux filles. Il parle ainsi de « la femme argentine qui remplit un rôle si important aujourd'hui dans le jeu de nos institutions démocratiques avec à leur tête notre première dame Madame María Eva Duarte de Perón ». En effet, la mobilisation des femmes et la transformation du droit argentin à leur égard est une autre des réalisations de Eva Perón pendant ces années. Elle intègre en effet les femmes dans ses discours, leur attribuant un rôle de première importance dans les transformations sociales et politiques que le péronisme souhaitait conduire. Elle initie l'autorisation du vote féminin, votée par le Congrès en 1947, et crée en 1949 le Parti Péroniste Féminin qui rassemble des millions de membres. C'est donc en lien avec une visibilité beaucoup plus grande des femmes dans les discours politiques en Argentine que la Maison s'ouvre aux filles en 1948. Ainsi, les initiatives d'Evita d'aide sociale et en faveur de la participation politique des femmes influencent significativement la réorganisation de la Maison en 1948. En y ajoutant son rôle important, sinon déterminant, dans la décision de Perón en décembre 1947 de rénover la résidence, nous pouvons constater qu'à l'image de son pouvoir et de sa popularité en Argentine, Eva Perón a marqué l'évolution de la Maison de l'Argentine entre 1946 et 1955.

Par ailleurs, le programme des activités contenait les principaux moments de célébration et de commémoration nationaux, ce qui faisait suivre par les résidents le calendrier des fêtes officielles. Ils participaient à des cérémonies qui se tenaient en même temps que les célébrations organisées en Argentine. En effet, une « cérémonie patriotique » est convoquée le 25 mai 1950 pour fêter l'anniversaire de la Revolución de Mayo, et des événements sont aussi organisés pour les « dates patriotiques comme le 25 mai, le 9 juillet et le 17 octobre »[319]. De plus, des habitants de la Maison ont effectué en février 1950 la visite d'une maison à Boulogne-sur-Mer de l'un des principaux héros du pays, le général San Martín, et lui ont à cet occasion rendu hommage. Nous constatons que les fêtes nationales rythment ainsi l'année scolaire et sont autant d'occasions de rappeler d'une part la présence des étudiants dans une résidence du gouvernement argentin, qui respecte à ce titre le calendrier officiel du pays, et d'autre part probablement aussi des idées du péronisme, dans la mesure où ces cérémonies donnaient certainement lieu à des discours officiels. De façon plus générale, l'importance du patriotisme dans le péronisme transparaît déjà dans la tenue de ces célébrations.

Enfin, les politiques culturelles de l'État argentin sont illustrées par la rencontre entre Victorico Roca et le ministre français des affaires étrangères, Yvon Delbos, au sujet de l'acquisition par des musées argentins d'œuvres d'art se trouvant en France[320] .

319 *Ibid.*
320 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, *arch. cit.*

c) Un lieu de diffusion du péronisme à l'étranger

La direction de la Maison fait connaître la résidence à l'extérieur. En 1951, Guerrico informe en effet le président de la Commission dont dépend la Maison que la nouvelle de la réouverture a été diffusée par la presse « sérieuse et intellectuelle » française, dans les journaux *Politique Étrangère*, *Europe-Amérique Latine*, *Droit du travailleur* et *Combat Social*[321]. La ré-inauguration de la Maison semble donc avoir eu un certain écho dans une partie de la presse des milieux intellectuels et universitaires, selon les titres vraisemblablement auprès de groupes s'intéressant aux relations internationales, à l'Amérique latine, au travail et au mouvement ouvrier. En ce qui concerne ces deux derniers sujets, on constate qu'ils sont très importants au sein du péronisme et que ce n'est certainement pas par hasard que la Maison a eu des liens avec *Droit du travailleur* et *Combat Social*. Il est probable qu'il ait existé une proximité politique entre leurs journalistes et le directeur de la Maison, et que cela témoigne de rapprochements politiques du représentant de l'exécutif argentin qu'était Guerrico avec des personnes en France. Par ailleurs, la Maison traduit en français, édite et publie un journal, *Doctrine Péroniste.* Celui-ci était donc aussi distribué, même si nous ne savons pas à quelle échelle.

Ainsi, la Maison était en partie destinée pendant ces années à relayer en France le contenu des discours péronistes et les politiques mises en œuvre par le pouvoir à cette époque en Argentine. Les conférences scientifiques dans des domaines très variés, la musique et les articles de presse servaient à transmettre les idées péronistes, même si le nombre de personnes ainsi atteintes n'a pas dû tout de même être considérable. On constate que ces intentions du gouvernement argentin dans la gestion de la Maison sont éloignées du rôle que lui attribuait la Fondation nationale. Celle-ci voulait en effet l'intégrer au reste de la Cité, ce qui n'était pas contradictoire avec l'administration de la direction nommée par le gouvernement mais supposait tout de même probablement une plus grande coopération. Or, on voit que la gestion de la direction était assez unilatérale, en accord avec ce que nous avons constaté jusqu'alors, et c'est certainement la source des mécontentements exprimés par les dirigeants de la Fondation nationale. Il ne semble pas y avoir eu de contestations fortes de cette utilisation de la Maison par le pouvoir et de la prégnance du péronisme en son sein. L'écrivain Julio Cortázar, qui s'estime anti-péroniste, réside dans la Maison en 1951 après avoir obtenu une bourse du gouvernement français. Il la quitte seulement quatre mois après son arrivée parce qu'il se rend compte qu'il y a peu de contacts avec le reste de Paris et continue d'entretenir des liens trop forts avec l'Argentine : « Je parlais espagnol avec mes amis, on buvait le mate, on attendait l'arrivée de journaux de Buenos Aires ». Il déclare que, contrairement à lui qui a donc loué

321 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *arch. cit.*

un appartement proche de la Cité universitaire, « il y a des Argentins qui sont restés des années à la Cité universitaire et qui ne parlent pas le français »[322].



Julio Cortázar dans sa chambre en mars 1952.

3) Un lieu de rencontre des élites françaises et argentines

Le 17 octobre 1950, une réception est organisée pour la deuxième année scolaire d'ouverture de la Maison depuis sa rénovation. Y participent « des membres du corps diplomatique argentin en France, des autorités françaises et argentines, des hommes de lettres, des journalistes, etc. »[323], ce qui témoigne de l'intérêt pour la Maison de personnes occupant des positions assez fortes en politique ou dans le champ intellectuel. Elle est donc un lieu de réunion de personnes issues des catégories dominantes des sociétés françaises et argentines, et par conséquent de proximité avec le pouvoir. A cet égard, il serait intéressant d'avoir des informations plus précises sur les personnes qui se rendirent à cette réception ainsi qu'aux différents événements organisés pendant l'année. Nous connaissons seulement l'identité de quelques uns des invités de l'inauguration en 1948. Y ont été conviés surtout des hommes politiques comme Herriot, Schuman, que nous avons déjà mentionnés, ainsi que Yvon Delbos, Gaston Monnerville, le président du Conseil, André Le Troquer, député de la Seine, le directeur de la Banque de France et « les doyens des Facultés », probablement de Paris. Parmi les Argentins se trouvent un ou plusieurs représentants de la délégation argentine à l'ONU et

322 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 210-214.
323 Informe del director al presidente de la Comisión, 14/03/1951, *op. cit.*

Victorico Roca[324]. On voit que cette cérémonie est donc l'occasion de rassembler des dirigeants politiques importants, surtout pour les Français, ce qui s'explique par leur facilité à se rendre à la Cité par rapport aux politiques argentins, dont le gouvernement et la diplomatie sont tout de même bien représentés. Ces personnes se rencontraient et se connaissaient par ailleurs comme en témoigne la rencontre que Roca mentionne dans son discours avec Yvon Delbos, ou du ministre argentin des Affaires étrangères, Bramuglia, avec le recteur de Paris, à l'époque Jean Sarailh, par ailleurs hispaniste et fondateur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine en 1954 et dont nous ne savons pas s'il était présent ce jour-là. La Maison est ainsi un lieu de rencontre de personnes puissantes et reconnues dans les champs politiques et académiques français et argentins, et qui renforcent leurs liens dans des occasions comme celle-ci.

A cette époque, les relations diplomatiques entre l'Argentine et la France ne sont pourtant pas bonnes, et Perón n'a pas une bonne image dans la presse parisienne. Cela est dû au caractère fasciste qui est souvent attribué au régime de pouvoir en Argentine et au fait qu'on ait considéré en France le pays comme un soutien de l'Axe pendant la guerre. En 1945, l'ambassadeur français en Argentine, Wladimir d'Ormesson, ne s'entend d'ailleurs pas avec le président de la République et lui reproche également d'être fasciste. Dans ce contexte, Le Monde estime toutefois « de bon augure » l'arrivée de treize étudiants argentins à la Maison de l'Argentine en 1949. Avec les rencontres qui ont lieu à diverses occasions entre représentants politiques français et argentins, cela peut faire penser que la Maison était pendant ces années un lieu de contact entre membres des élites françaises et argentines, où des liens étaient entretenus malgré les relations assez mauvaises entre les deux gouvernements. Le discours de Hector J. Guerrico lors de l'inauguration est un bon témoin de certaines représentations probablement assez répandues dans les cercles de pouvoir en Argentine quant aux relations avec la France et l'Europe. Le nouveau directeur déclare en effet :

> « Commence alors notre œuvre de connaissance mutuelle, d'échange de nos cultures, de solidarité dans le beau, élevés dans les hautes disciplines de l'art et de la science (…) qu'ici soit un foyer (…) rempli des souvenirs de notre terre pour celui qui vient chercher le savoir de la vieille Europe. Qu'au travers de ses habitants se fasse connaître et rayonne notre culture. Et que ce soit eux qui en rentrant dans notre patrie fassent connaître les avantages de la vie dans une Cité Universitaire et participent à notre idée de la réaliser à brève échéance dans notre pays »[325].

On constate l'attrait et le prestige persistant de l'Europe, qui continue d'être un lieu originel, source du savoir dans les disciplines classiques. Pour le directeur, les étudiants continuent de « venir

324 Inauguration du Pavillon de l'Argentine à la Cité Universitaire, 6/12/1948, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W 3682/363964.
325 Discurso del director H. J. Guerrico, 6/12/1948, *arch. cit.*

chercher le savoir de la vieille Europe », qui leur est moins facilement accessible en Argentine. A cet égard, les représentations de l'Europe sont similaires à celles que nous décrivions pour la période des années 1930, elles-mêmes cohérentes avec le regard des élites latino-américaines sur l'Europe depuis le XIXè siècle. Cependant, apparaît aussi dans cet extrait du discours une différence avec ceux tenus par les Argentins impliqués dans la fondation de la Maison et son fonctionnement pendant sa première décennie d'existence. En effet, « l'échange », d'une part, et la publicité ou le rayonnement de la culture argentine à partir des activités de la Maison d'autre part occupent une place importante dans ce discours. La Maison doit en effet servir une « connaissance mutuelle », une « solidarité dans le beau », une relation dans laquelle l'Argentine et la France seraient à égalité l'une de l'autre. Bien que l'Europe, probablement avec la France, soit plus ancienne, que les œuvres et les connaissances qui y sont associées aient un caractère originel et soient une source d'inspiration universelle, désormais, le directeur ne reconnaît pas au continent la valeur universelle de ses productions culturelles. La connaissance, les « hautes disciplines de l'art et de la science » sont d'aussi grande valeur en Argentine et leur rencontre avec ce qui se fait en Europe ne contient plus aucun rapport asymétrique, de prévalence de l'un sur l'autre. Le savoir argentin, et peut-être latino-américain, est intégré au caractère universel de la culture telle qu'elle est ici définie, consistant probablement surtout dans les disciplines classiques telles que les sciences fondamentales, l'histoire, la philosophie, la littérature, etc., et l'Europe n'est plus une source prévalente du savoir classique. Par ailleurs, les productions spécialement argentines et les projets du gouvernement en matières culturelle et éducative sont aussi particulièrement présentes. Le directeur explique en effet que la Maison doit permettre « au travers de ses habitants », argentins pour la plupart, de faire connaître et rayonner « notre culture », et ces mêmes habitants doivent participer à la construction d'une Cité universitaire en Argentine. Conformément à des idées que nous avons déjà développées, la Maison est pour le gouvernement argentin, plus qu'un lieu permettant d'atteindre des ressources présentes en Europe et moins accessibles en Argentine, un centre depuis lequel l'Argentine pourrait étendre son influence en France et en Europe. En plus de profiter, au même titre que ses interlocuteurs français et européens, de cet « échange » sur un pied d'égalité, la Maison sert aussi de façon assez unilatérale la diplomatie culturelle argentine, et est peut-être même une composante importante de cette dernière. Ainsi, on constate lors de la réouverture de la Maison en 1948 que les Argentins qui l'administrent se distinguent clairement de représentations plus anciennes qui accordaient à l'Europe et à ses productions culturelles une prévalence sur ce qui provenait d'Amérique latine, et utilisent à l'inverse la Maison pour diffuser des productions culturelles argentines et faire connaître le pays en France et en Europe.

A la sortie de la guerre, la Maison de l'Argentine profite d'un investissement important du gouvernement qui en est propriétaire, et qui initie une période beaucoup plus active de son histoire. En effet, en accueillant bien plus de résidents, elle est évidemment le lieu d'activités plus nombreuses et plus riches, sa direction organise plusieurs manifestations au moins pendant les premières années qui suivent cet investissement, elle s'ouvre aux filles et au reste de la Cité par la diversité des nationalités de ses résidents. La Maison est plus fortement rattachée aux politiques du gouvernements argentin en particulier éducative et culturelle, devenant un lieu de résidence pour plusieurs dizaines d'étudiants argentins faisant ainsi une partie de leurs études en France, s'ouvrant à l'extérieur à l'occasion de nombreux événements et en mettant à disposition des ressources sur l'Argentine dans sa nouvelle bibliothèque et sa discothèque. De plus, l'évolution de la résidence est très liée à celle de l'Argentine pendant le premier mandat de Perón, la Maison étant rattachée à l'exécutif qui affecte son administration du contenu du péronisme, tel que le patriotisme et les œuvres sociales dirigées en grande partie par les initiatives de Eva Perón. La Fondation nationale, d'abord satisfaite de cette activité renforcée et de l'attention du gouvernement à la Maison, est à partir du début des années 1950 à nouveau contrariée par le désengagement de l'exécutif. Collard, qui n'apparaît plus dans les sources après 1948, a probablement cessé d'y travailler, au bout de douze ans, ce qui ne devait pas améliorer les relations avec la Fondation nationale. D'autre part, des divergences entre les deux institutions subsistent, dues aux rôles différents qu'elles attribuent chacune à la Maison. Le gouvernement argentin en fait, malgré les discours que nous observons, un quasi centre culturel du pays, alors que la Fondation nationale devait compter sur une plus grande ouverture sur la Cité plutôt qu'une concentration sur ses activités propres.

Chapitre 4 : La Maison pendant les régimes militaires (1955-1974)

Après le renversement de Perón par un coup d'État le 16 juin 1955, les gouvernements militaires se succèdent au pouvoir jusqu'en 1983, à l'exception des années de présidence des radicaux Frondizi et Illia. Ainsi, de 1955 à 1958 et de 1966 à 1983, ce sont presque exclusivement des militaires qui dirigent l'Etat argentin. Comme nous l'avons dit, en 1955, Perón est renversé par un coup d'État militaire, et la dictature ne s'interrompt qu'en 1958, lors de l'élection de Arturo Frondizi. En continuant d'avoir beaucoup d'influence sur l'exécutif entre-temps, l'armée renverse en 1966 le successeur de Frondizi, Illia, et occupe le pouvoir de manière quasi-discontinue jusqu'au début des années 1980. Nous nous intéresserons dans ce chapitre à l'histoire de la Maison jusqu'à la mort de Perón, deux ans avant le début de la dictature de 1976, la plus violente de l'histoire du pays. La Maison de l'Argentine est directement affectée par les changements politiques en Argentine durant cette période car comme nous l'avons vu, le lien entre le gouvernement et l'administration de la résidence s'était renforcé les années précédentes, et il se poursuit pendant cette période. Ainsi, nous assistons durant cette période à l'affirmation du lien entre l'État argentin et la Maison, et dans une certaine mesure également à celle de la prégnance en son sein des grandes évolutions de la société argentine. En effet, pendant ces années, de façon similaire à ce qu'il se passait sous le péronisme, les régimes militaires influencent la manière dont la Maison est administrée. Les caractéristiques principales de leurs doctrines apparaissent ainsi dans les gestions des différentes directions nommées par l'exécutif, en particulier l'anti-péronisme, le nationalisme et les justifications du terrorisme d'État. L'affection de la Maison par la politique argentine est cependant de nature assez différente à celle que renseignaient les sources citées au chapitre précédent, la contrainte politique semblant être plus importante : la direction recourt par exemple à certains moments à la censure des activités et des discours des résidents dans la Maison ou exerce une discrimination politique des admissions. Par ailleurs, les mouvements sociaux et l'opposition au régime en Argentine ont aussi un effet dans la Maison, de manière plus courte et intense, comme lors d'une occupation en mai 1968, liée aux mobilisations sociales en France et en Argentine. Par ailleurs, durant les quelques années de pouvoir civil, l'importance symbolique de la Maison pour les relations entre la France et l'Argentine est renforcée lors d'une visite de Frondizi à la Cité en 1960. Cet événement réaffirme l'association de la Maison aux relations franco-argentines après l'ouverture de la résidence à la fin des années 1920, qui signifiait, comme nous l'avons vu, un renforcement des liens entre les deux pays, en particulier universitaires, et alors qu'un rapprochement avec l'Amérique latine était pensé par le général de Gaulle dans les mêmes années. Enfin, nous verrons dans ce chapitre que malgré

ces bonnes relations bilatérales et une certaine adhésion de la direction de la Maison aux projets de la Fondation nationale, cette dernière n'obtient toujours pas du gouvernement argentin une plus grande coopération dans la gestion qu'il fait de la Maison. Cela met en évidence la permanence de la disjonction, sinon la divergence, entre l'approfondissement des relations du gouvernement français et de l'État argentin d'une part et la collaboration entre l'administration de la Maison et la Fondation nationale d'autre part.

I – Les idéologies des différents régimes militaires affectent l'administration de la Maison

1) Anti-péronisme et anti-communisme : les doctrines militaires relayées par la direction

En 1957, deux ans après le renversement de Perón par les militaires de la « Révolution Libératrice », le nouveau directeur, Guevara, est anti-péroniste et ne cache pas son aversion pour le régime démis. En effet, dans un rapport envoyé en avril 1957 au « directeur général de la Culture » en Argentine, Guevara écrit qu'au début des années 1950, « le Pavillon n'a pas pu se soustraire au processus qui a caractérisé le régime démis », et qu'« il s'est, petit à petit, transformé en un représentant supplémentaire (…) du despotisme dont a souffert le pays entier »[326]. Dès septembre 1955, alors que Irigoyen est toujours directeur et que, comme nous l'avons vu, nous n'avons constaté aucune remise en cause du péronisme dans la Maison entre 1948 et le début de septembre 1955, des oppositions au péronisme s'y expriment : le 24 septembre, quatre jours après la démission de Perón, « une quinzaine de jeunes gens et de jeunes filles », étudiants argentins, se rendent dans la Maison pour y demander l'attribution de chambres, mais attaquent rapidement le régime destitué et l'entretien avec le directeur « tournait en fait à la controverse politique avec certains risques pour le matériel de la Fondation », selon l'article du Monde qui relate l'événement[327]. Guevara quant à lui dit essayer de « remplir la Maison de personnes studieuses qui l'honorent et participent de la manière la plus large à la vie de la Cité Universitaire ». Il estime que l'administration antérieure a «dénaturé les fins poursuivies par la Cité universitaire et a rompu l'unité d'action que doivent réaliser les Maisons qui en font partie »[328]. A l'image du gouvernement et des militaires qui organisèrent ou soutinrent le coup d'État, Perón est associé par Guevara aux menaces à combattre, et ses multiples soutiens doivent être combattus. Comme il a fait souffrir le « despotisme » à l'Argentine toute entière, selon le directeur, il a écarté la Maison de sa vocation et l'a isolée au sein

326 Guevara al director general de Cultura, 15/04/1947, *arch. cit.*
327 Léger incident à la Fondation Argentine de la Cité Universitaire, Le Monde, 24/09/1955, 1106 pochette « articles de presse ».
328 Guevara al director general de Cultura, 15/04/1947, *arch. cit.*

de la Cité. Pour Eduardo Leonardi et les autres dirigeants de la dictature de la « Révolution Libératrice », le péronisme était en effet un danger pour les capitalistes les plus dotés et l'Église, ce qui justifiait le renversement du 16 juin. Associant son action politique à une très large mobilisation des ouvriers, ces militaires faisaient le lien entre le péronisme et le communisme, qu'ils combattaient tous deux pour les mêmes raisons[329]. A cet égard, en 1960, une note de sept pages, dont nous ne connaissons pas l'auteur, alerte sur la prégnance du communisme au sein de la Maison de l'Argentine. Il s'agit d'une traduction, le texte étant probablement écrit à l'origine en espagnol comme l'indique le nom qui semble être celui de l'auteur, mentionné sur la première page, « Frente Común » (Front Commun). Cette source date du 11 janvier 1960, et accuse le gouvernement argentin de favoriser depuis la fin des années 1950 l'installation dans la Maison de personnes qui y agiraient pour l'expansion du communisme. De cette manière, plusieurs résidents argentins seraient selon les auteurs favorables à ces idées dans la résidence, et profiteraient du statut de la Maison pour ne pas être menacés par la police française. Le communisme y est perçu comme un danger, incarné par la « conspiration communiste » et la « progressive et contagieuse évolution de l'Amérique Latine ». Il est écrit par ailleurs que le statut particulier de la Maison dans la Cité « favorise les communistes, les cryptocommunistes et les communisants dans leur entreprise de conspiration, dans la mesure où le déploiement de leurs activités dans d'autres pavillons ne tarderait pas à susciter une intervention systématique de la police française » : ainsi, les communistes s'y installant bénéficieraient grâce à la bienveillance du Ministère de l'Éducation argentin, d'une « impunité », alors que les services secrets français « ne doivent pas manquer d'éléments de jugement sur cette action subversive ». Plusieurs résidents sont mentionnés dans la note : le poète communiste cubain Nicolas Guillen qui s'y serait installé en juin 1958 et y aurait fait des conférences, et sept autres résidents et résidentes qualifiés entre autres de « communiste », « cryptocommuniste », « trotskyste » et par les termes péjoratifs d'« agitatrice communiste » ou de « perturbateur ». En 1957, le gouvernement argentin aurait par ailleurs renouvelé la résidence de deux résidentes communistes et refusé la candidature d'une étudiante dont le « passé anticommuniste (…) est bien connu », ce qui est interprété comme « une coïncidence qui ouvre la voie à une série de questions pressantes ». Un rapport des Renseignements Généraux de la Préfecture de Paris de 1957 confirme pour trois des résidents mentionnés, « les plus actifs » parmi les étudiants militant dans la Maison, et dont font d'ailleurs partie les deux résidentes supposément renouvelées, qu'ils avaient effectivement des activités politiques communistes ou péronistes. Le document de la police informe aussi que « le directeur [Luis Caggiano à l'époque] (…) se

329 Voir Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia, op. cit.*, chapitres « Los gobiernos de Lonardi et Aramburu » ou « Frondizi y el poder militar » et Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en république argentine* (Paris: Les Presses de Sciences Po, 1977).

montrerait fort préoccupé » de cela[330], ce qui est cohérent avec cette source de 1960. En effet, toujours selon ses auteurs, après la démission de Caggiano du poste de directeur début 1959, Aristide Juan Bruno Romero, semblant selon les auteurs avoir « une attitude nettement communisante », est nommé directeur alors qu'« un candidat anticommuniste » aurait aussi pu être choisi[331]. Les auteurs de la note considèrent ainsi que le gouvernement argentin favorise l' expansion du communisme en France par l'intermédiaire de sa Maison. Sur la question de l'identité de ces auteurs, nous ne pouvons formuler que des hypothèses impossibles à vérifier. S'agissant vraisemblablement de personnes particulièrement impliquées dans la lutte contre l'expansion du communisme, les auteurs sont probablement proches de militaires argentins, ou directement des militaires. Les informations qu'ils donnent sont en partie confirmées par le rapport des Renseignements Généraux que nous avons cité. Ainsi, il semble que la Maison ait accueilli des communistes et des péronistes, assez militants pour plusieurs d'entre eux, à la fin des années 1950. Cependant nous ne pouvons pas savoir si cela était lié à des décisions ou des opinions de la direction de la Maison et du gouvernement argentin, et par conséquent si une politique du gouvernement assez organisée favorisait la diffusion du communisme depuis la Maison de l'Argentine. Il est possible que les auteurs du rapport de 1960 soient liés aux militaires qui estimaient que le gouvernement de Frondizi permettait le renforcement du communisme en Argentine et dans le monde. S'il en était ainsi, cette note pourrait participer de la suspicion envers le gouvernement radical, voire de la justification d'une intervention de l'armée telle qu'elle a lieu le 29 mars 1962. Ce jour-là, Frondizi, accusé d'entretenir des relations avec Cuba, en particulier d'avoir rencontré le Che en 1961 à Buenos Aires, et d'avoir autorisé la participation de péronistes aux élections de 1962, est renversé par l'armée et emprisonné. Arturo Frondizi, élu le 1er mai 1958, faisait partie des radicaux intransigeants, favorables à un rapprochement avec les péronistes contrairement à la tendance unioniste qui soutenait leur répression. Par ailleurs, il noue en effet des relations avec Cuba après la révolution de 1960, et tente d'intervenir auprès des gouvernements cubains et américain pour résoudre la crise des missiles en octobre 1962, ce dont il est dissuadé par une partie de l'armée déjà plutôt hostile à ses décisions[332]. Si cette hypothèse est juste, il est probable que son contenu soit exagéré et que l'influence de communistes dans la Maison n'ait pas été si grande, et surtout que la direction de la Maison n'ait pas eu une telle bienveillance à leur égard. Cela dit, même si la direction de la Maison ne les a pas activement soutenus, il est possible que des étudiants communistes y aient habité et milité et qu'un directeur plutôt de gauche ait été

330 L'activité politique de certains étudiants argentins, 9/10/1957, Archives de la Préfecture de Paris, dossier 77W-1265.

331 Le pavillon universitaire argentin de Paris, « Frente Común », 11/01/1960, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

332 Voir par exemple Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, chapitre « Frondizi y el poder militar », pp. 127-152.

désigné par le gouvernement radical. Sur le reste de la période, les sources montrent plutôt que la direction reproduisait l'hostilité des gouvernements argentins à tous les mouvements de gauche ou péronistes, et cela de manière très évidente pour l'année 1967 comme nous le verrons. En ce qui concerne le début des années 1970, le Comité des résidents devait, lorsqu'il souhaitait organiser des activités, en demander l'autorisation à la direction et celle-ci, si elle la fournissait le plus souvent, au moins jusqu'en 1974 comme nous le verrons, avait selon deux membres de ce Comité malgré tout « toujours cette peur de la subversion ». De plus, si la direction n'interdisait pas d'activités, « il y avait une espèce d'autocensure » de la part des organisateurs. L'un de ses membres de l'époque explique ainsi que « le Comité de résidents ne pouvait pas prendre des positions ouvertes, non. Mais, euh… Il y avait une tendance de gauche »[333], et que, péronistes pour certains, en tous cas vraisemblablement d'opposition pour la plupart, ils faisaient donc attention à ne pas exprimer leurs opinions politiques de façon publique. Eduardo Pasquini, un physicien, arrive en 1970 dans la Maison mais ne milite contre le gouvernement qu'une fois qu'il a quitté la résidence et se trouve toujours à Paris, à partir de 1971, certainement pour ces raisons[334]. A cette époque, entre 1972 et 1974, le directeur, Arenas, un professeur à l'Université de Buenos Aires et à Nanterre[335], semblait donc laisser se faire la plupart des activités proposées par les étudiants mais être aussi attentif à ce que ne s'y expriment pas de discours politiques et participer à l'autocensure dont parle Ruben, en tant que représentant de l'État argentin, alors hostile au péronisme. Depuis 1966, en effet, une dictature militaire est une nouvelle fois au pouvoir et interdit les partis de gauche et péronistes, d'autant plus après la répression des mouvements sociaux de la fin des années 1960. Elle dure jusqu'en 1973, lorsque Perón rentre en Argentine[336].

2) Malgré la censure, la Maison prend vie

En 1960, le règlement de la Maison prévoyait que les résidents ne pouvaient pas être âgés de plus de 30 ans : ainsi, il pouvait continuer de s'agir comme nous l'avons vu jusqu'à présent en majorité d'étudiants, et des personnes qui commencent leur carrière professionnelle avaient aussi l'âge d'être logées. La Maison, définie par le Ministère de l'Éducation argentin comme « au service de la population étudiante de notre pays, ainsi que de la France et d'autres pays », doit accueillir chaque année 70 % d'Argentins, 20 % de Français et 10 % de latino-américains. Par ailleurs, ayant hébergé

333 Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski réalisé à Paris le 24 février 2018.
334 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 445-446.
335 Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Personnel ».
336 Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, chapitre « La « Revolución Argentina » ».

261 personnes sur les trois années précédent 1960[337], on en déduit qu'un nombre important d'entre elles y sont restées pour de courtes durées, en tant que « passager » tel que ce fut le cas de Ruben Jablonski comme nous allons le voir. Selon Ruben et Nidia Jablonski[338], un couple ayant vécu dans la Maison entre 1972 et 1974, c'est le Comité des résidents, dont ils étaient membres, qui assurait l'organisation de toutes les activités. Ainsi, alors que la Maison est pleine comme lors de sa réouverture en 1948, ils planifiaient des grillades, des cafés-concerts, des fêtes pour les résidents... Lorsque des performances artistiques avaient lieu, ce sont eux qui les réalisaient : Nidia chantait accompagnée au piano par un autre résident, surtout des artistes argentins. Elle interprétait par exemple des œuvres de Nacha Guevara, une chanteuse argentine, tandis que d'autres chantaient du tango, jouaient de la guitare, récitaient des poèmes… Les résidents non-argentins assistaient aussi à ces événements, et la vie dans la Maison semblait donc, selon ce témoignage, assez riche. La direction n'organisait rien : les conférences, sorties, cérémonies patriotiques qui avaient lieu dans les années 1950 n'existaient plus, au moins durant les trois années de résidence du couple. En ce qui concerne les domaines d'études des résidents, ils étaient assez variés. Certains, par exemple Nidia et Ruben ou d'autres habitants venus en couple, ont fini leurs études et viennent suivre une formation complémentaire. Eduardo Pasquini, dont nous avons déjà parlé, avait par exemple une bourse doctorale le temps de sa courte résidence avant que sa femme Liliana et ses deux filles ne le rejoignent à Paris en janvier 1971 et qu'ils décident de s'installer ailleurs dans la ville[339]. Ruben avait quant à lui reçu une bourse de l'État français pour suivre une formation de cadre alors qu'il était professeur de sport en Argentine, et Nidia était institutrice avant d'arriver en France. D'autres suivaient des cours d'économie, de médecine, de droit… Pendant que Ruben avait ses cours à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEPS), Nidia en suivait d'autres de français à la Sorbonne, organisés par l'Alliance française, et a aussi travaillé comme baby-sitter et assistante d'une femme de ménage dans une école à Montparnasse. Ses employeurs l'avaient aidée à obtenir une carte de séjour, car le couple avait besoin d'un contrat de travail pour cela. Selon Nidia, « il y avait beaucoup de solidarité entre les étudiants » à l'époque. Il semble qu'au moins entre certains résidents, peut-être ceux qui étaient les plus proches du Comité, des liens assez forts se soient en effet noués à de multiples occasions : cette solidarité se manifestait probablement à l'occasion des événements qu'ils organisaient, ainsi que lors de repas partagés dans la Maison lorsqu'ils étaient plusieurs à ne pas aller au restaurant universitaire. En ce qui concerne Nidia et Ruben, ils ne mangeaient dans la Maison que le dimanche, le seul jour où le restaurant était fermé. En effet, le reste du temps, y manger leur revenait moins cher et était d'autant plus avantageux que

337 « Pabellón Argentino de la Ciudad Universitaria de París », Dirección general de Cultura, Ministerio de Educación y Cultura, Biblioteca Nacional de Maestros, 1960, http://www.bnm.me.gov.ar/giga1/documentos/EL005450.pdf consulté le 23/05/2018.

338 Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski.

339 Alejandra Birgin, *op. cit*, pp. 445-446.

les cuisines communes de la Maison n'avaient pas de matériel de cuisine. A l'époque, la Maison comportait une grande cuisine au rez-de-chaussée et une par étage, mais donc pas de matériel ni de frigo, ce qui fait que les résidents attachaient des sacs plastiques remplis d'aliments aux fenêtres de leurs chambres. Dans l'école où elle travaillait, il arrivait que des résidents de la Maison viennent aider Nidia à faire le ménage, pour finir plus vite. Avec ses amis, le couple se rend au théâtre de la Cité, à la piscine ou au cinéma, part en voyage… Nidia prenait aussi des cours de mime au théâtre, et garde de façon générale un bon souvenir de ces années :

> « Pour moi c'était une expérience superbe d'habiter là, vraiment c'était une année... Ça m'a ressourcée, car la première année en France c'était dur pour moi, j'étais seule. J'avais tout quitté, je travaillais matin et soir, j'avais beaucoup d'activités en Argentine, j'arrive ici au bout de dix jours… (…) J'ai été complètement perdue là. Mon mari partait faire des stages donc je restais seule à Paris. Et j'allais à Montmartre, je m'asseyais, tu sais tout en haut de la colline *(rires)* et je revenais… Ah non c'était... C'était dur. »

La vie à la Maison, où ils s'installent après avoir habité dans un appartement à Château-Rouge pendant un an, permet donc à Nidia de mieux supporter son déménagement à Paris. Contrairement à son mari, qui avait fait un an de français avant de partir, elle ne parlait pas du tout la langue à son arrivée :

> « Mais moi… Je venais en touriste… Au bout d'une semaine je me suis aperçu que je devais vivre ici… Ça a été terrible, pour moi ça a été terrible. Je suis bavarde alors, tu vois, alors ne pas pouvoir parler, ça a été un handicap total. »

Nidia a donc pris des cours de l'Alliance française comme nous l'avons dit, « matin et soir ». Pour apprendre plus vite, le soir, elle écoutait des disques de Georges Brassens dont elle notait les paroles et cherchait la traduction dans le dictionnaire, et s'était acheté une radio. Elle profitait aussi des baby-sittings pour s'exercer à parler avec les enfants qu'elle gardait car avec eux elle « n'avait pas de complexes ». Elle renonce à des études de psychologie à Jussieu car elle ne comprend pas les cours : « Mon souci c'était que les profs croyaient que j'étais bête ! J'ai dit non, je suis étrangère je suis pas bête ! ». Mais elle parvient finalement à parler le français quelques mois après son arrivée et en 1978, reprend ce cursus et obtient le diplôme de psychologue dans les années 1980, comme son mari. On constate par ce témoignage que les candidats n'étaient plus obligés comme dans les années 1930 de savoir parler français avant d'arriver[340], ce qui constituait une ouverture assez

340 Voir chapitre 1.

importante, mais entraînait donc aussi des difficultés pour eux. Cela dit, au bout d'un moment Nidia ressent aussi, à l'inverse, un certain isolement dans la Maison, entre Argentins. Elle regrette de n'avoir pas plus de liens dans le reste de la ville :

> « Alors, d'un côté c'était sympa, d'un autre côté c'était un peu un ghetto, tu… tu allais en fac tu revenais, tu vivais dans ce cercle... Bon, pour la première année pour nous c'était très bien, c'était la dotation tu vois... (…) Mais… Après bon on voulait un peu connaître le pays, vivre avec des Français car vivre, *(rires)*, vivre entre Argentins, c'est pas pour ça qu'on a traversé l'océan ! ».

Ainsi, comme à Julio Cortázar dans les années 1950[341], la Cité lui apparaissait parfois comme un « ghetto ». Ce sentiment était sûrement d'autant plus fort que Nidia et Ruben ont décidé au bout de quelques temps de s'installer à Paris pour longtemps, et n'étaient donc pas de passage dans la Maison comme beaucoup de résidents, sûrement la plupart conformément aux objectifs fixés par le gouvernement argentin les années précédentes[342], qui prévoyaient de retourner en Argentine après une ou plusieurs années. Ils prennent cette décision après la naissance de leur fille à l'hôpital de la Cité universitaire, en 1974, et d'autant plus que leur famille les dissuadait de rentrer après le coup d'État de 1976 marquant le début de la dictature militaire la plus violente de l'histoire récente de l'Argentine[343]. En ce qui concerne l'état de la Maison, Nidia estime qu'en cette première



Message de l'administration en 1968 pour retrouver Rodolfo Pablo Rottman, à gauche sur la photo, très certainement un résident de la Maison.

341 Voir chapitre 3.
342 *Ibid.*
343 Felix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, chapitre « El terrorismo de Estado ».

moitié des années 1970, elle était toujours dans un état « moyen, moyen ». « Tout était un peu des années 20 », « la literie était pas terrible », ce qui semble indiquer que le manque de budget pour l'entretien de la Maison que nous avons constaté à de nombreuses reprises depuis son ouverture, de façon accentuée peu avant et après la Seconde Guerre Mondiale, devait persister. Cependant, la Maison « était bien chauffée » contrairement à certains hivers à la sortie de la guerre et au début des années 1950. Par ailleurs la Maison était coupée en deux entre le bâtiment des filles, à l'avant, et celui des garçons, à l'arrière. Les filles n'avaient pas le droit d'aller dans le bâtiment des garçons et inversement[344].

3) Une adhésion de la direction au projet de la Cité couplée au rejet persistant de son autorité

Conformément à ce que nous avons vu à maintes reprises, la Maison de l'Argentine continue dans ces années d'avoir un statut unique au sein de la Cité. Deux nouveaux rapports, dont nous ne connaissons pas le ou les auteurs en mai 1957[345] et du Conseil d'État en février 1958[346], le mettent une nouvelle fois en évidence. Pourtant, le directeur de cette époque, Luis Carlos Caggiano, témoigne dans une lettre également de février 1958 au délégué général de la Fondation nationale, Robert Garric, de sa totale adhésion aux valeurs de la Cité[347] : il y parle des « principes et idéaux que les fondateurs ont défini avec précision et éloquence et parmi eux, André Honnorat », et dont « le dessein » serait « d'unir des valeurs de jeunes étudiants de tous les continents sans distinction de races, sans préjudices sociaux et de religion, par la mutuelle connaissance, la compréhension réciproque, l'amitié sincère ». Cela est proche des idées d'André Honnorat et du projet de la Fondation nationale. Pour le réaliser, selon Caggiano, « la science doit se mettre au service de l'humanité toujours souffrante, toujours angoissée, toujours menacée de périls » : le progrès de l'humanité par la science et le savoir revenait également souvent dans les discours d'Honnorat. S'exprimant sur le règlement des admissions dans la Cité, le directeur estime qu'une durée de résidence d'un an « est suffisante pour l'accomplissement du propos énoncé et permet une rénovation des valeurs humaines offrant des opportunités à celles qui désirent collaborer à des opérations identiques ». Il propose que cette année puisse être prolongée, mais cela « doit être une conquête de l'effort et la manifestation des espérances que l'on découvre chez les bénéficiaires ».

344 Règlement intérieur, 31/01/1959, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »

345 Note sur la Fondation Argentine, mai 1957, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

346 Aspects juridiques de la Cité universitaire, De leurs conséquences, 6/02/1958, par M. ?, Conseiller d'État, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

347 Luis Carlos Caggiano à Robert Garric, 7/02/1958, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

Dans cette lettre, Caggiano ne mentionne à aucun moment la Maison qu'il dirige ou l'Argentine, mais seulement « l'humanité », l'ensemble des résidents et leur « contribution » à la Cité, leurs devoirs pour une « civilisation sans barbarie »… Ainsi, il parle exclusivement de la Cité internationale, dans laquelle tout autre projet, notamment national, serait fondu, ce qui se justifie par le caractère universel qu'il accorde aux objectifs des dirigeants de la Cité et à l'œuvre de ses résidents. Pourtant, dans le même temps, la Maison de l'Argentine continuait d'échapper aux réglementations générales de la Cité internationale et à ne pas dépendre de la Fondation nationale au même titre que toutes les autres résidences, permettant à sa direction et au gouvernement argentin de prendre plusieurs décisions unilatéralement. La disponibilité à la coopération pour l'approfondissement des valeurs de la Cité dont témoigne Caggiano semble ainsi être surtout de façade, et ne pas impliquer de coopération avec la Cité dans le traitement de plusieurs aspects du fonctionnement de la Maison. Le rapport de février 1958[348] mentionné plus haut évoque la particularité du statut de la Maison de l'Argentine qui, au même titre que l'Institut agronomique, est construite sur des terrains concédés par l'Université de Paris dont cette dernière n'est donc pas directement propriétaire, comme nous l'avons constaté au chapitre 1[349]. Cependant, ce rapport passe rapidement sur la question en expliquant qu'il ne s'agit là que d'un « lapsus » ne changeant rien à « la situation patrimoniale de l'ensemble de la Cité », c'est-à-dire la détention de l'ensemble de ses bâtiments, terrains, matériel, outillage et meubles par l'Université de Paris. On rappelle que la Fondation nationale, créée en 1925, n'est en effet pas la propriétaire de tous ces éléments mais seulement l'administratrice de la Cité pour l'Université de Paris. La suite du rapport explique la manière dont, légalement, la Fondation nationale est tenue de gérer la Cité dans l'intérêt de l'Université de Paris : « par leur nombre et leur cohésion, les Représentants de l'Université de Paris au Conseil de la Fondation nationale sont assurés, en cas de besoin, d'y faire toujours prévaloir le point de vue de l'Université. Telle a d'ailleurs été l'intention formelle des rédacteurs de la convention [de 1925 qui crée la Fondation nationale] ». Par son attention à la prévalence de l'Université de Paris dans l'administration de la Cité et par l'annotation en rouge d'un « Non » en marge d'un passage qui liste les attributions du rectorat concernant la vie de la Cité, on peut faire l'hypothèse que cette note n'a pas été écrite par une personne de la Fondation nationale ou demandée par elle. Cela peut expliquer que le statut de la Maison de l'Argentine, bien que mentionné de par son caractère exceptionnel, ne fasse pas l'objet de développements. En effet, c'est avant tout la Fondation nationale qui s'estimait lésée par l'indépendance juridique de la résidence et son non-respect de clauses du règlement général de la Cité. L'Université de Paris, moins intéressée par le projet de communauté étudiante de la Fondation nationale, se souciait probablement moins de l'indépendance dont faisait preuve le gouvernement argentin. Au passage, cette note et l'annotation

348 Aspects juridiques de la Cité universitaire, De leurs conséquences, *arch. cit.*
349 Voir l'arrêté rectoral de 1924 au chapitre 1.

qui s'y trouve témoignent de la persistance de la concurrence entre la Fondation nationale et l'Université de Paris pour la gestion de la Cité[350]. Le rapport de mai 1957, rédigé quant à lui par la Fondation nationale ou pour elle, mentionne bien la gestion unilatérale de la Maison par le gouvernement argentin et le fait qu'elle « échappe à tout contrôle de notre part ». En effet, l'arrêté rectoral de 1924, comme nous l'avons vu, ne prévoit aucun moyen pour la Fondation d'intervenir dans la gestion de la Maison. Le conseil d'administration de la Maison, l'instance où, dans les autres Maisons, est représentée la Fondation nationale, disparaît très rapidement après l'ouverture de la Maison et est remplacé à l'époque par le contrôle de ses prérogatives par l'Ambassadeur d'Argentine en France[351]. Ainsi, la dernière manifestation de cette situation au moment de l'écriture de cette note est la communication par le directeur de la Maison, « en accord avec le Ministère de l'Education Argentin », de modifications du règlement intérieur qui transforment les conditions requises pour habiter dans la résidence. L'auteur conclut : « Nous n'avons pu que prendre note de cette décision, n'ayant aucun moyen juridique de nous y opposer »[352]. Ces conditions, qui ne sont pas précisées, sont justement ce dont Caggiano parlait à Robert Garric dans des termes qui avaient dû satisfaire les dirigeants de la Fondation nationale…

Seulement deux ans plus tard, en juin 1960[353], la Maison est le théâtre d'un rapprochement diplomatique important entre la France et l'Argentine : à l'occasion d'une visite du président Arturo Frondizi en France, une statue du général San Martín, un des héros de l'indépendance de l'Argentine, est inaugurée en face de la Maison, dans le parc Montsouris, et Frondizi participe à une cérémonie avec André Malraux, alors Ministre de la Culture.

350 Voir chapitre 1.
351 Voir chapitre 1.
352 Note sur la Fondation Argentine, mai 1957, *arch. cit.*
353 « Arturo Frondizi », Getty Images, consulté le 28 mai 2018, https://www.gettyimages.fr/detail/photo-d'actualit%C3%A9/the-president-of-argentina-arturo-frondizi-and-photo-dactualit%C3%A9/56913083#the-president-of-argentina-arturo-frondizi-and-arriving-andre-malraux-picture-id56913083.



Arturo Frondizi et André Malraux sur le boulevard Jourdan, juin 1960.

Lors de cette visite, le président argentin est reçu par son homologue français, Charles de Gaulle[354], quatre ans avant que ce dernier ne se rende lui-même à Buenos Aires et n'initie la construction du lycée franco-argentin Jean Mermoz[355], l'un des rares résultats de son long voyage en Amérique latine en 1964[356]. Par ailleurs, Malraux s'était déjà rendu à Buenos Aires l'année précédente au cours également d'un voyage en Amérique latine au cours duquel il cherchait l'appui des États à la France à l'ONU sur les résolutions relatives à la guerre d'Algérie. Les relations n'étant pas bonnes avec l'Argentine, Malraux parvient à resserrer leurs liens et l'ambassadeur de France en Argentine est confiant après la visite quant au fait qu'elle ait permis d'obtenir le soutien de l'Argentine à l'ONU[357]. La visite de Frondizi à Paris l'année suivante semble aussi témoigner du succès de ce séjour, au moins à court-terme.

354 « Charles De Gaulle Welcomes Arturo Frondizi », Getty Images, consulté le 28 mai 2018, https://www.gettyimages.fr/detail/photo-d'actualit%C3%A9/the-general-of-gaulle-welcomes-arturo-frondizi-photo-dactualit%C3%A9/537570783#the-general-of-gaulle-welcomes-arturo-frondizi-president-of-the-of-picture-id537570783.

355 Maurice Vaïsse, *op. cit.*, page 10.

356 Voir l'introduction du livre de Maurice Vaïsse et dans le même ouvrage le chapitre de Luc Capdevilla, « Les aléas d'une captation d'image. Les visites du général de Gaulle en Argentine et au Paraguay, 3-8 octobre 1964 ».

357 Hebe Carmen Pelosi, « André Malraux et l'Amérique latine…, *op. cit.*, page 108.

Cet épisode montre de plus que la Maison demeure un lieu central en ce qui concerne les relations entre la France et l'Argentine et le pouvoir politique argentin, comme lorsqu'elle était fondée à l'initiative de Marcelo Alvear à un moment où les relations entre les deux pays, en particulier universitaires, se renforçaient[358]. A notre connaissance, c'est la première fois qu'un président de la République argentine revient en France après Alvear, et il se rend à la Maison à cette occasion. Lors d'un tel événement, la Maison échappe assez largement à la Cité pour devenir un lieu n'impliquant plus que les gouvernements des deux pays. Cela est à relier aux moments où la Fondation nationale était contrainte par l'attention à ne pas affecter les relations entre l'Argentine et la France en même temps qu'elle regrettait que la gestion de la Maison lui échappe, par exemple pendant la Seconde Guerre Mondiale ou peu après[359]. Depuis sa création, comme nous l'avons déjà supposé, c'est au nom des relations diplomatiques entre les deux pays que la Fondation nationale n'est pas intervenue plus intensément pour obtenir du gouvernement qu'il réforme le statut de sa Maison. Le rôle particulièrement important de la résidence dans les relations entre les deux pays, illustré lors de cette visite de Frondizi, renforce ce phénomène et met en évidence les contradictions auxquelles a pu être confrontée la Fondation nationale, du fait de la confrontation entre ses projets et les symboles diplomatiques des lieux qu'elle abrite. Pour la Maison de l'Argentine, la particularité de sa propriété par le gouvernement et sa proximité qui en dérive avec l'exécutif argentin accentue probablement cette difficulté, en cela qu'elle implique plus directement les relations de la France avec l'État argentin. La Maison a presque un rôle de représentation diplomatique argentine au même titre que l'Ambassade et le Consulat à Paris, et il est donc d'autant plus risqué pour la Fondation nationale de réclamer d'en être propriétaire à la place de l'État argentin.

II – L'occupation de Mai 68 : les oppositions en Argentine à la dictature de la Révolution nationale insérées dans le mouvement social en France

En mai 1968, la Maison de l'Argentine est occupée pendant un mois et demi. Cette occupation constitue une irruption du mouvement social argentin en France. En particulier, elle établit un lien entre la mobilisation d'un certain nombre d'artistes argentins, surtout plastiques, et Mai 68. De plus, les occupants de la Maison ont fait le lien entre leurs activités et l'opposition à la dictature de la part d'autres groupes en Argentine, tout comme entre la dictature et la direction de la Maison, ce qui illustre la manière dont, après le coup d'État de 1966, l'exécutif argentin exerçait son contrôle sur la Maison. Enfin, cet événement a été l'occasion pour la Fondation nationale de tenter une nouvelle

358 Voir chapitre 1, I – 1), « Des relations diplomatiques fortes au début du XXè siècle ».
359 Honnorat au recteur Gidel, 30/11/1942, *arch. cit.*, Le président de la Cité au ministre des finances, 6/02/1947, *arch. cit.*

fois de mettre fin à la soustraction de la Maison de l'Argentine aux règles générales de fonctionnement de la Cité.

Au mois de mai 1968, alors que les mobilisations ouvrières et étudiantes se renforcent partout en France, un groupe d'Argentins résidant à Paris, composé dans sa majorité d'artistes, décide d'investir et d'occuper la Maison. Cette occupation, qui dure presque deux mois, a le caractère d'un double arrimage, à la fois au contexte de Mai 68 à Paris et à celui de la situation politique de l'époque en Argentine. Elle débute le 21 mai, alors que grèves dans les usines et manifestations étudiantes ont commencé depuis la fin du mois de mars et se sont fortement élargies depuis environ dix jours, et se termine mi-juillet. D'une part, en ce qui concerne le contexte argentin, elle est dans le prolongement de la lutte menée dans le pays par les opposants à la dictature du général Onganía. Insistant sur le lien entre la direction de la Maison et le gouvernement, les occupants, au travers de cette mobilisation, visaient la dictature en Argentine. Depuis le coup d'État du 28 juin 1966, grand nombre d'artistes et d'intellectuels argentins font partie des cibles du pouvoir. De plus, une partie du milieu artistique est engagée depuis plusieurs années dans la recherche de nouvelles formes artistiques et des activités politiques par lesquelles ils combattent la dictature et le capitalisme. Redéfinissant leurs activités artistiques à l'aune de leurs objectifs politiques, dont le caractère radical se renforce, certains artistes décident de rompre avec les institutions dominantes de l'avant-garde artistique, en particulier l'Instituto Di Tella, un centre d'art en vogue à Buenos Aires à l'époque. En novembre 1968 l'exposition « Tucumán Arde » à Buenos Aires et à Rosario est le moment le plus intense de cette période de radicalisation politique des artistes. A la suite de celui-ci, un nombre important d'entre eux décide d'ailleurs d'abandonner l'art pour ne se consacrer qu'au militantisme. En effet, ils participent ensuite à des mouvements sociaux plus importants et certains rejoignent des groupes armés péronistes. En particulier, les groupes d'opposition se retrouvent ensuite dans la mobilisation qui a lieu à Córdoba à partir de mars 1969, dans laquelle s'engagent étudiants, travailleurs et intellectuels critiques membres de différentes organisations, dont la CGT-A, scission de la CGT créée en mars 1968 dans laquelle se rassemblent des personnes de catégories différentes, étudiants et ouvriers principalement, et qui comportait aussi une « Commission d'Action Artistique ». A Córdoba, à la fois centre universitaire et importante ville industrielle, convergent ainsi des mobilisations étudiante et ouvrière qui aboutissent le 29 mai à une insurrection chassant de la ville, pendant toute une journée, la police et l'armée. Depuis le coup d'État de 1966, des mouvements s'opposent donc au pouvoir, et ce d'ailleurs avec efficacité, le gouvernement étant contraint de ré-autoriser les groupes péronistes et d'organiser des élections en 1973. Comme nous le verrons, les occupants de la Maison de l'Argentine de Mai 68 s'inscrivent clairement dans cette lutte contre les militaires au pouvoir, et les liens entre eux et les artistes engagés en Argentine sont

un aspect important de l'événement qui survient à la Cité internationale de Paris[360]. Cependant, cet événement n'est pas tout à fait une reproduction à l'identique de la mobilisation qui avait lieu en Argentine. D'une part, « Tucumán Arde » et le Cordobazo, les deux principaux moments de contestation, le premier concernant avant tout les artistes, n'avaient pas encore eu lieu en mai 1968. D'autre part, le fait que les premiers occupants aient été des artistes différencie le groupe des personnes mobilisées en Argentine, d'autant qu'une partie était des artistes assez reconnus, voire très connus, à l'instar de l'écrivain Julio Cortázar et des peintres Roberto Matta et Antonio Seguí. Ceux qui initièrent l'occupation, argentins et artistes dans leur grande majorité, sont donc du fait même de leurs nationalité et statut impliqués dans l'opposition argentine. Au-delà de cette première relation, les communiqués publiés par les occupants s'en prenaient presque exclusivement au pouvoir militaire, représenté par le directeur de la Maison, qui était la cible principale de ces publications. Ce dernier, Patricio Horacio Randle, avait été nommé par décret du gouvernement en 1966, soit l'année du coup d'État[361]. De plus, la dimension esthétique des réflexions des artistes argentins n'apparaît pas dans les témoignages que nous avons recueillis. Cela témoigne du fait qu'au-delà du lien aux mouvements du milieu artistique argentin, c'est surtout l'opposition à la dictature qui rassemble les occupants, et intègre leur mouvement à la lutte menée en Argentine.

D'autre part, l'occupation est intrinsèquement liée à Mai 68 en France. Tout d'abord, il est évident que l'occupation n'aurait pas eu lieu sans ce qu'il se passait par ailleurs à Paris et en France, et que ce contexte a donc été une conjoncture propice à sa réalisation. D'autres résidences ont été envahies dans la Cité (notamment celle de l'Espagne[362]) et d'autres occupations qui avaient lieu dans la ville, par exemple de l'école des Beaux-Arts ou à l'Odéon, où se sont rendus au moins deux des premiers à être rentrés dans la Maison de l'Argentine le 21 mai, ont très certainement inspiré celle de la résidence dont nous parlons. Un Comité de soutien aux occupants dont sont membres de nombreuses personnes engagées par ailleurs dans les mobilisations de Mai 68, comme Simone de Beauvoir, Michel Butor, Gisèle Halimi ou Jean-Luc Godard, témoigne du lien des occupants avec d'autres groupes[363]. Enfin, l'occupation est accueillie avec une certaine bienveillance par la Fondation nationale, le Comité d'occupation se trouvant rejoindre la très ancienne demande des gestionnaires de la Cité du rattachement de la Maison de l'Argentine au reste de l'organisme ou du moins une plus grande coopération du gouvernement argentin dans la gestion qu'il en faisait. C'est

360 Pour la mobilisation politique des artistes d'avant-garde en Argentine dans les années 1968, voir Mariano Mestman et Ana Longoni, *Del Di Tella a « Tucumán Arde »: vanguardia artística y política en el '68 argentino*, Buenos Aires, Eudeba, 2013, 485 p., 3è éd, et Horacio Tarcus, "Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu'au Cordobazo", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°94, 2009/2, p. 85-92.

361 Décret de septembre 1966, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

362 Pierre Marthelot au ministre Basdevant, 5 juillet 1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

363 Liste des membres du Comité de soutien à la Maison, mai-juin 1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107. La liste comporte aussi les noms de Carlos Fuentes, Mario Vargas Llosa, Jean-Paul Sartre, Jean-Pierre Faye, Michel Leiris, Saúl Yurkiévich et 37 autres personnes.

d'ailleurs le partage de la gestion de la Maison avec ses résidents et la Cité qui est à la fin de l'occupation son principal objectif, et les occupants estiment l'avoir presque atteint lorsqu'ils mettent fin à cette mobilisation.



Détournement de la statue de San Martín par Roberto Matta, Antonio Seguí et Mario Gurfein, mai 1968.

1) Une irruption des mouvements sociaux argentins dans le Mai 68 français

Au mois de mai 1968, il existait depuis plusieurs années un groupe d'artistes peintres argentins installés à Paris, le Groupe Recherche Arts Visuels (GRAV), ou Groupe de la Recherche. En sont membres Julio Le Parc, un peintre qui avait occupé les Beaux-Arts de Buenos Aires en 1955[364], Hugo Demarco et Antonio Seguí[365], entre autres. Mario Gurfein, arrivé en France en mars 1967, est ami avec Seguí, qui était membre d'un jury qui lui a décerné un prix à Buenos Aires quatre ans auparavant, et qui lui permet d'exposer à la galerie du Dragon, dans le 6ème arrondissement de Paris. Il y fréquente d'autres artistes qui occupèrent la maison avec lui l'année suivante comme le sculpteur Jack Vañarsky ou le peintre chilien Roberto Matta. Peu après les événements par lesquels débute Mai 68, c'est au sein de ces réseaux d'artistes argentins et latino-américains à Paris qu'émerge l'idée d'occuper la Maison de l'Argentine à la Cité universitaire. Le 21 mai, lorsque les premiers occupants y entrent, les centres universitaires de Censier et de la Sorbonne ainsi que le théâtre de l'Odéon sont occupés depuis environ une semaine (respectivement depuis les 11, 13 et 15 mai). Convergeant depuis plusieurs endroits de la ville, d'où ils viennent à pied, les moyens de transport étant paralysés par la pénurie d'essence, une quinzaine de personnes se regroupe devant la Maison et y entre, apparemment sans qu'aucune résistance ne leur soit opposée. Roberto Matta, qui est déjà un peintre reconnu à l'époque, porte pour l'occasion costume et cravate. Dès leur entrée, le directeur de la Maison, apparemment apeuré, se serait enfermé dans son appartement de fonction, dans les étages,

364 *Note biographique*, <http://www.julioleparc.org/phone/note-bio.html>, consulté le 13 février 2018, et entretiens avec Mario Gurfein et Antonio Seguí.

365 Del Di Tella a « Tucumán Arde »…, *op. cit.*, page 143, entretiens avec Mario Gurfein et Antonio Seguí.

et n'aurait plus jamais été aperçu par Mario Gurfein, qui est resté quelques jours sur place[366]. La grande majorité des participants au mouvement sont argentins : seuls Roberto Matta et un résident français dont le directeur transmet le nom à la Fondation, demandant qu'il soit expulsé de la Cité[367], n'étaient pas de cette nationalité, selon les sources dont nous disposons. Les occupants s'installent au rez-de-chaussée et organisent un atelier de fabrication de pancartes avec des « textes revendicatifs, utopiques », le tout dans une ambiance de « campement pacifique, improvisé, bon enfant »[368]. Ils construisent un panneau avec le nouveau nom de la Maison, « Pavillon Che Guevara », qu'ils installent à l'entrée[369], et Seguí et Matta, aidés par Gurfein, peignent sur une façade du bâtiment une représentation de San Martín. Héros de l'indépendance du pays, celui-ci est représenté s'envolant de son cheval, qui se tient debout, appuyé en équilibriste sur une patte au-dessus d'un piédestal. La peinture est une déformation de la statue du général sur son cheval installée en 1960 dans le Parc Montsouris, juste en face de la Maison.

Les occupants dorment par terre dans la grande salle du rez-de-chaussée, à l'entrée. Mario Gurfein dort « 7-8 jours » sans interruption dans cette pièce, et part avec le petit groupe rejoindre des manifestations dans la ville, ce qui signifie à chaque fois des expéditions assez longues étant donné qu'ils doivent s'y rendre à pied[370]. Des conférences et des tables-rondes sont organisées à propos de politique en France et en Amérique du Sud[371], auxquelles se rendent « des intellectuels français de prestige universel »[372], possiblement des membres du Comité de soutien à l'occupation[373], et ainsi, les occupants s'enorgueillissent d'avoir, « avec un budget trois fois inférieur à celui qui accordait le pays *(sic)* », « en deux mois réalisé une activité incomparablement plus grande que pendant ses trente années d'existence »[374]. Cependant, nous n'avons malheureusement pas réussi à avoir plus d'informations sur les activités qui eurent lieu jusqu'en juillet. Selon les témoignages d' Antonio Seguí et de Mario Gurfein, les occupants étaient dans leur grande majorité des personnes qui venaient de l'extérieur de la Maison. Le directeur identifie en effet seulement quatre résidents qui s'impliquèrent dans les activités du groupe[375], et on sait par ailleurs que deux furent membres du

366 Entretien avec Mario Gurfein réalisé à Paris le 16 février 2018.
367 Lettre de Patricio H. Randle à Pierre Marthelot, 6 juin 1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107, et entretiens avec Mario Gurfein et Antonio Seguí.
368 Mario Gurfein, "Mayo del '68 en la Casa Argentina", *Ensemble*, numéro spécial Julio Cortázar, 2013, p. 26.
369 Entretien avec Antonio Seguí réalisé à Antony le 6 janvier 2018.
370 Entretien avec Mario Gurfein.
371 Entretien avec Antonio Seguí.
372 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*
373 Liste des membres du Comité de soutien à la Maison, mai-juin 1968, *arch. cit.*
374 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*
375 Patricio H. Randle à Pierre Marthelot, 6 juin 1968, *arch. cit.*

Comité d'occupation. En définitive, donc, la plupart des résidents, environ 70[376], n'a pas pris part au mouvement. Une quinzaine semble même avoir quitté la Maison[377].

2) Les attaques envers la direction visent le gouvernement militaire

Comme nous l'avons dit, les occupants s'en prenaient avant tout à la direction de la Maison. En témoignent les communiqués qu'ils publièrent où le directeur est en effet la cible principale. Le groupe d'occupants dénonce son salaire trop important, s'élevant à 11 000 F selon eux[378], et reçu au titre de ses postes de directeur mais aussi d'« assesseur technique » du secrétariat d'État à la Culture et l'Education auprès de l'UNESCO, les deux postes étant associés l'un à l'autre[379]. Rien que pour sa fonction de directeur, Randle reconnaît en effet recevoir autant qu'un attaché d'ambassade[380], ce qui est cohérent avec le chiffre que donnent les auteurs du communiqué et correspond à un salaire très élevé (le salaire moyen en France à l'époque est de 1 000 F par mois environ[381]). Outre sa rémunération, les occupants reprochent au directeur de disposer, en plus de son appartement de fonction dans la Maison, de plusieurs autres chambres prévues pour des résidents qu'il fait occuper par des amis à lui[382]. Ils mentionnent aussi sa pose pour 15 000 francs d'une moquette dans son appartement afin de le protéger des bruits de pas des résidents. A l'égard du personnel de la Maison, Randle aurait supprimé le petit-déjeuner qui était offert aux femmes de ménage le matin et leur interdirait de se syndiquer[383]. Par ailleurs, les occupants insistent sur les critères politiques mobilisés dans la sélection des résidents. En effet, les règles pour le choix des candidats prévoient la consultation de la SIDE, les services d'intelligence argentins rattachés à la présidence, qui communiquaient à l'administration de la résidence des informations sur les activités politiques de chaque candidat, ou bien décrétaient qu'il ne fallait pas l'accepter sans donner plus d'explications[384]. Dans une lettre, le directeur insistait sur l'importance de ce « filtre de la SIDE », qui « ne doit pas être épargné », ayant été « très utile l'année dernière »[385]. Les appréciations des

376 Informe correspondiente al año 1967, Patricio H. Randle à Juan Rafael Llerena Amadeo, Paris, 1er décembre 1967, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

377 Mémorandum, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

378 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*

379 Lettre de démission de Patricio H. Randle, 1er novembre 1968, Archives de la Maison de l'Argentine, carton vierge du placard « Expo 80 años ».

380 Première lettre de Patricio H. Randle à Cruz, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

381 Serge Volkoff, "Les salaires en 1968, année de Grenelle", *Economie et statistique*, n°14, Juillet-Août 1970, p. 3-9.

382 Déclaration finale mais pas la dernière, Ici nos raisons confirmées par les documents, *arch. cit.*

383 Ici nos raisons confirmées par les documents, *arch. cit.*

384 Normas para la Comisión Honoraria para la selección de residentes durante el año lectivo 1967-1968 en la Fundación, rubrique « antecedentes politicos », Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

385 Deuxième lettre de Patricio H. Randle à Cruz, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

résidents que rédige Randle informent sur les autres critères employés pour choisir les candidats. Il formule ainsi son avis à partir d'une appréciation politique et/ou morale de leurs activités, ou de ce qu'il en connaît : selon lui, une résidente aurait démissionné de son poste d'enseignante « en des termes irrespectueux » et « transmis des idées sectaires par ses enseignements », ce qui justifie son avis négatif. Après cette résidente qu'il semble considérer comme trop contestataire, ceux qui ne viennent pas avec un programme de travail assez précis ou ambitieux reçoivent aussi un avis défavorable sur leur réadmission : une autre résidente lui semble « négligente » au vu du peu de documents qu'elle transmet dans sa demande, un troisième est qualifié d'«élément peu intéressant pour la Maison en plus de n'avoir durant un an pas donné preuve de grande activité ». A l'inverse, il conseille l'admission ou la réadmission de ceux qui lui semblent travailleurs, disciplinés, correspondant à ses catégories de valeurs, conservatrices et fidèles aux doctrines sociales de la « Révolution argentine » de Onganía, et se conformant aux règles de la Maison. Ainsi d'une « Pianiste travailleuse. Bon élément», ou mieux encore aux yeux de Randle, d'une résidente qui s'investit dans les activités officielles de la Maison en tenant le stand de l'Argentine à la Fête des nations organisée par la Cité, « contribuant à manifester la présence de notre pays dans la Cité avec grand succès ». L'avis très favorable à la réadmission de cette résidente témoigne du fait que le patriotisme fasse partie des caractères appréciés par Randle, là aussi en correspondance avec l'idéologie du régime dictatorial. Le sérieux est reconnu à de nombreux résidents, ainsi que le fait de ne pas avoir « attiré l'attention », tandis que le « comportement » est aussi l'objet d'appréciations. De façon générale, le directeur reconnaît ordre et sérieux à la majorité des résidents, ce qui est sans doute lié à leur réaction peu enthousiaste lorsque les occupants arrivèrent. En tout, en 1967, la Maison accueille surtout des chercheurs et des étudiants à l'université, peu d'artistes et aucun peintre[386].

Dans une lettre au sous-secrétaire d'État Cruz, certainement employé du Secrétariat à l'Education et à la Culture, Randle le salue ainsi que tous les amis « qui sommes sur la même brèche ». Dans cette lettre, assez personnelle (il y tutoie son interlocuteur)[387], il s'estime être sur un front, membre d'un camp qui, avec Cruz et d'autres, se trouve, par définition, dans un combat face à un autre. Cette représentation est issue des luttes qui ont lieu en Argentine, où le gouvernement réprime des mouvements, notamment péronistes, dont les activités depuis le coup d'État de 1966 l'inquiètent pour son maintien au pouvoir. Dans cette Maison, pourtant éloignée de l'Argentine, le directeur s'estime toujours engagé dans le conflit, tenu de défendre le pouvoir pour qui il travaille contre l'opposition qu'il rencontrerait en France. Pour le comité d'occupation, « au contact de ce gigantesque mouvement populaire qui se développe en France, il nous était intolérable de rester

386 Informes sobre los residentes enviados a Buenos Aires por el ex-director, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

387 Deuxième lettre de Patricio H. Randle à Cruz, *arch. cit.*

passifs devant cette situation honteuse». Associant la direction à la dictature en Argentine, rapprochant la manière dont est dirigée la Maison et le gouvernement militaire, l'occupation « signifie en plus la protestation contre un régime de violence qui s'était auto-installé par un coup d'État en Argentine »[388]. Dans le communiqué publié le jour où la Maison est remise aux gestionnaires de la Cité, les occupants du Pavillon Che Guevara estiment qu'ils ont atteint leurs objectifs en ayant fait approuver par la Fondation nationale un nouveau règlement pour la Maison qui établit sa cogestion entre la direction et les résidents. Ils annoncent que le gouvernement souhaiterait vendre le pavillon et acheter un nouveau bâtiment ailleurs dans Paris, interprétant cela comme le refus d'accepter que soit instaurés la « libre expression des idées » et le « contrôle des résidents sur la direction ». Rapprochant toujours la dictature et l'administration de la Maison, la liberté d'expression, l'intention de « faciliter l'admission d'étudiants de la classe ouvrière »[389], ou « la stimulation des activités culturels *(sic)* »[390], prennent leur sens dans ce qu'elles ont de contradictoire avec les projets politiques de la dictature argentine. Les occupants expriment aussi que la Maison n'a « jamais été représentative de la présence Argentine à Paris » et n'aidait pas ceux « qui réellement en avaient besoin »[391]. Cela fait écho à ce dont nous faisions l'hypothèse pour les années 1930, à savoir la sélection sociale forte des résidents qui se rendaient dans la Maison[392]. Cette occupation a aussi pour ambition d'«ouvrir ses portes aux latino-
américains pour en faire leur maison »[393]. Le caractère latino-américain de l'occupation et de la lutte à laquelle elle participe est revendiqué dans les communiqués et le fait de renommer la résidence Pavillon Che Guevara en témoigne. En effet, le Che et la révolution cubaine sont des références très importantes des mouvements d'opposition en Argentine, en particulier chez les artistes, et dans le reste de l'Amérique du Sud[394]. Une fois qu'ils considèrent leurs objectifs atteints, en particulier celui de mettre fin au pouvoir absolu de représentants du gouvernement argentin par l'instauration d'une gestion de la Maison partagée avec les résidents, les occupants quittent la Maison le 12 juillet[395].

3) L'occasion pour une réforme du statut de la Maison

388 Ici nos raisons confirmées par les documents, *arch. cit.*
389 Communiqué du Comité de soutien à la Maison, mai-juin 1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
390 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*
391 Déclaration du Comité d'occupation du Pavillon d'Argentine de la Cité Universitaire de Paris, 22/05/1968, Fonds Mai 68 du Centre d'Histoire Sociale de l'Université Paris 1, partie « Cité universitaire ».
392 Voir chapitre 1.
393 Ici nos raisons confirmées par les documents, *arch. cit.*
394 Del Di Tella a « Tucumán Arde » …, *op. cit.*, Horacio Tarcus, "Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu'au Cordobazo", *art. cit.*
395 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*

Dans leur tentative de mettre en place une cogestion de la Maison, les occupants ont très certainement profité de la bienveillance de la Fondation nationale et de son délégué général, Pierre Marthelot. En effet, pour ce qu'elle permettrait d'obliger le gouvernement argentin à céder une partie de ses pouvoirs sur l'administration de la Maison, cette occupation est assez bienvenue pour Pierre Marthelot, qui par ailleurs estime que les activités culturelles qui sont organisées « ne sont pas sans valeur ni signification »[396]. Cela dit, on constate aussi que dans le même temps, la Fondation nationale réfléchissait à créer un conseil de discipline pour la Maison[397]... Fin juillet, alors que la Maison est vide depuis le départ de ses occupants le 12, Marthelot puis Pierre Dhombres, le Secrétaire Général Administratif de la Cité, s'adressent à Randle pour discuter de la manière dont le statut de la Maison de l'Argentine devrait être revu pour correspondre à ce qui a été décidé par les occupants. Sans disposer des réponses de Randle, nous ne pouvons pas connaître précisément la manière dont il réagit à cette demande. Cela dit, étant donnée la satisfaction des occupants, il a forcément dit qu'il y était favorable, ou que d'une manière ou d'une autre une cogestion pourrait être instaurée. Ainsi, le 24 juillet 1968, Marthelot s'adresse effectivement à Randle pour lui dire qu'il s'était entretenu avec le Recteur et qu'il fallait trouver une « formule » pour rouvrir la Maison « après modification de son statut », le tout « assez rapidement ». Pour cela, Randle devrait obtenir un mandat du gouvernement argentin l'autorisant à instituer ces transformations[398]. Le 30 juillet, Dhombres écrit à son tour au directeur de la résidence et répète ce qu'écrivait Marthelot, mais précise aussi la nature des transformations du statut qui devraient avoir lieu selon lui : il parle, assez vaguement, d'une formule « allant dans le sens d'un transfert, ce qui permettrait l'unification demandée par nous du statut de la Maison de l'Argentine par rapport à celui des autres Maisons de la Cité Internationale »[399]. Cette lettre de Dhombres est une transformation demandée par Randle de celle de Marthelot[400], dans laquelle cette précision des raisons de la réforme du statut a pu servir à ne pas présenter au gouvernement argentin, à qui ces lettres ont pu être envoyées par le directeur, les potentielles conséquences de l'occupation de la Maison. Il est possible que, à la demande de Randle, Dhombres ait rédigé une lettre dans laquelle il expliquait que la modification du statut n'était demandée que par la Fondation nationale et non par les occupants. Cela dit, la Fondation nationale a profité de l'occasion que lui fournirent les occupants pour essayer d'obtenir du gouvernement argentin qu'il cède de son pouvoir sur la Maison. Mais en définitive, ces démarches ne semblent pas avoir été fructueuses et l'administration est demeurée concentrée entre les mains du gouvernement argentin et de ses représentants en

396 Pierre Marthelot au ministre Basdevant, 5 juillet 1968, *arch. cit.*
397 Note concernant la Fondation Argentine, 13/12/1978, 1108-10594.
398 Pierre Marthelot à P. H. Randle, 24/07/1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
399 *Ibid.*
400 *Ibid.*

France. En août 1968, un fonctionnaire du Ministère des Affaires Étrangères, R. Poussard, informe Marthelot que l'exécutif argentin souhaite vendre la Maison[401]. Comme le disaient les occupants, ce dernier semble donc refuser de permettre à d'autres d'intervenir dans la gestion de la Maison, qu'il s'agisse de la Fondation nationale comme des résidents. Intervenant dans le problème, le Ministère des Affaires Étrangères rédige au même moment une note qui détaille les difficultés que pose le statut de la résidence, à savoir qu'elle ne respecte pas les procédures de nomination des directeurs par le Président du Conseil de l'Université de Paris sur proposition du Conseil d'Administration et du Conseil intérieur de la Maison, ne tient pas la Fondation nationale au courant des arrivées et des départs dans la résidence, et que ce statut « tend à conférer à la Maison de l'Argentine une sorte « d'extraterritorialité » sur le sol français qui n'est pas admissible »[402]. Ainsi, des considérations diplomatiques interviennent aussi et le pouvoir que souhaite exercer la Fondation sur l'ensemble de la Cité s'ajoute à la défense par le gouvernement français de la souveraineté de l'État sur le territoire où s'étendent ses prérogatives. Dans la même lettre, R. Poussard estime d'ailleurs que des précautions doivent être prises pour ne pas dégrader les relations entre l'Argentine et la France. En effet, étant donné que le gouvernement argentin doit avoir l'autorisation du Recteur de l'Université de Paris pour vendre la Maison et que ce dernier devrait ne pas l'accorder, Poussard demande à Pierre Marthelot de « faire traîner cette affaire le plus longtemps possible » afin qu'un accord sur le statut du lycée franco-argentin à Buenos Aires soit conclu avant. Si le Recteur et le gouvernement argentin s'opposaient sur la question de la vente avant que l'accord sur le lycée soit établi, son ouverture alors prévue à la rentrée suivante, en septembre 1968, pourrait probablement être menacée[403]. Cette affaire intéresse l'État français aussi à la Préfecture de la Région Parisienne et au Secrétariat Général de la Présidence de la République, où l'on assure de « tenter de voir ce qu'il serait possible de faire d'efficace à cet effet », à savoir pour faire en sorte que la Maison de l'Argentine respecte les règles générales de la Cité internationale[404]. Le problème mentionné par Poussard n'apparaît pas dans cet échange. Ainsi, le gouvernement argentin semble avoir résisté aux démarches de la Fondation, de plusieurs institutions de l'État français, et a continué d'administrer comme avant la Maison. Le projet de vente de la Maison a peut-être été une menace pour faire reculer ceux qui voulaient qu'il cède de son pouvoir. Ainsi, une fois la Maison rouverte à la rentrée, le projet de cogestion n'a pas été appliqué. Le comité d'occupation, après que le mouvement social de Mai 68 se soit interrompu, ne semble pas intervenir pour défendre son projet.

401 R.Poussard à P. Marthelot, 8/08/1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
402 *Ibid.*
403 *Ibid.*
404 Marcel Pinet à Jean Vaujour, 2/07/1968, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.

En conclusion, l'occupation de la Maison de l'Argentine entre le 21 mai et le 12 juillet 1968 a pour premier sens l'irruption au sein de Mai 68 de la lutte contre la dictature en Argentine. En effet, les militants argentins qui envahissent la Maison relaient à Paris les mots d'ordre des mobilisations dans leur pays, à savoir le renversement de la dictature, la liberté politique et la liberté d'expression. Cette dernière prend particulièrement sens pour les artistes qui, en réaction à la censure subie en Argentine, font de la Maison un centre culturel où l'exposition de leurs œuvres n'est soumise à aucune contrainte et font se rejoindre par là l'occupation et les mobilisations du milieu artistique en Argentine. Si le caractère argentin de ce mouvement, par la nationalité de ceux qui le dirigent et par ses mots d'ordre, prime, il est également relié à ce qui se passe ailleurs à Paris. Tout d'abord, comme nous l'avons dit, Mai 68 et spécialement les autres occupations qui eurent lieu à ce moment ont constitué une occasion pour la réalisation de celle-ci, qui n'aurait certainement pas eu lieu sinon. Ensuite, les occupants avaient des liens avec d'autres groupes mobilisés, dans la Cité d'une part, notamment à la Maison de l'Espagne, avaient rassemblé un comité de soutien composé de personnalités importantes de l'époque, et communiquaient avec la Fondation nationale de la Cité. Cependant seul un, à notre connaissance, a participé à des activités politiques dans le reste de Paris : Seguí et Gurfein sont passés à l'Odéon et à la Sorbonne mais ne paraissent pas s'y être beaucoup impliqués, mais Julio Le Parc, plus âgé et en France depuis plus longtemps, qui s'est rendu à la Maison pendant son occupation selon les Renseignements généraux de la Préfecture de Paris[405], avait organisé un atelier d'affiches aux Beaux-Arts avec un autre membre du GRAV, Francisco Sobrino[406]. En définitive, bouleversant la vie de la Maison par son occupation nuit et jour et la mise en œuvre en son sein d'activités culturelles, artistiques et politiques, se retrouvant avec la Cité dans l'intention de mettre en place un nouveau règlement instaurant une cogestion, le mouvement met en difficulté le gouvernement, dont le représentant, le directeur, est assez isolé durant ces deux mois. L'État argentin décide de fermer la résidence le temps qu'il reste avant les vacances, ce qui oblige à reloger tous ses résidents ailleurs dans la Cité, et a même, selon les occupants, pensé à la vendre[407]. Cependant, l'isolement du gouvernement ne dure pas, et la gestion unilatérale de la Maison par ce dernier ne semble pas avoir été affectée sur le long-terme. Pour les occupants, ce moment doit faire partie des souvenirs des mouvements dont ils entendaient parler ou auxquels ils participaient dans ces années, en 1968 en France et en 1969 en Argentine. Cependant, parmi ceux pour qui nous pouvons le savoir, seul Julio Le Parc semble avoir eu ensuite un engagement politique manifeste, dans son travail artistique ou dans une organisation politique, mais nous sommes loin de connaître les biographies de tous. Il est en tous cas certain que cette occupation fut un événement propice à

405 Archives de la Préfecture de Paris, non-daté, dossier 77W-1256.
406 Iván Schuliaquer, "La gran revolución cultural de las costumbres", *Crítica de la Argentina*, Buenos Aires, 17 mai 2008, p. 30-31 (consulté aux Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »).
407 Déclaration finale mais pas la dernière, *arch. cit.*

l'apparition dans le Mai 68 français du contenu de mouvements sociaux argentins, déformée par la distance entre Paris et l'Argentine, les différences des deux pays et des occupants de la Maison avec l'opposition bien plus diverse à la dictature de Onganía. Par ailleurs, le succès de la mobilisation est manifestement proclamé trop vite. Le témoignage de Ruben et Nidia Jablonski[408] montre que quatre ans plus tard, les discours politiques étaient à nouveau souvent réprimés et l'autorité antérieure du directeur rétablie. Cependant, il est possible que la certaine liberté du Comité des résidents pour organiser des activités que décrit le couple, tant qu'elles ne donnaient pas lieu à des discours politiques, est peut-être héritée de Mai 68, alors que nous avons vu que dans les années 1950 les résidents étaient beaucoup moins à l'initiative de ce qui avait lieu dans la Maison. La résidence de péronistes et de personnes de gauche peut aussi signifier que la discrimination politique dans les admissions et les enquêtes du SIDE sur les candidats n'avaient plus lieu, mais rien ne nous permet d'en être certains.

Pour conclure, entre la fin du premier mandat de Perón et son retour au pouvoir en 1973, la Maison de l'Argentine poursuit sur la lancée que lui donne l'investissement du gouvernement en 1948, mais selon des modalités toutefois affectées par la déconstruction du péronisme souhaitée par les nouveaux militaires au pouvoir. Ainsi, la coupure par rapport aux années 1930 où le gouvernement délaissait la Maison est confirmée : la direction et la conciergerie sont désormais assurées par un fonctionnaire argentin, les résidents organisent des activités et ont une vie assez riche à l'intérieur de la Maison, cette dernière est mieux entretenue… Bien que nous n'ayons pas de sources le confirmant, il semble que, comme dans les années 1950, le nombre d'Argentins dans la Maison soit toujours sensiblement plus grand qu'avant la guerre. Si c'est le cas, il est probable que cette hausse soit soutenue par une politique de bourses ou a minima de publicité de la Maison en Argentine par l'État, bien que nous n'ayons pas non plus d'archives renseignant cela. Par ailleurs, l'histoire de la résidence est très affectée par celle de l'Argentine pendant les mêmes années. La censure des discours publics des résidents semble constante au moins à partir du coup d'État de 1966, contre le péronisme et le communisme. Ainsi, le gouvernement dictatorial des régimes militaires s'exerce aussi au sein de la Maison, ce qui apparaît de manière particulièrement manifeste pour la gestion dans l'année scolaire 1967-1968 où la direction de Ancarola et d'autres services de l'État argentin pratiquent une discrimination politique tout à fait claire. Nous n'avons malheureusement pas de sources aussi précises pour les autres années. En Mai 68, la contestation du régime militaire pénètre dans la Maison en mettant justement en évidence cette proximité entre la direction et l'exécutif militaire, et en s'attaquant au mode d'administration autoritaire de Ancarola. Tentant sans succès de transformer le mode de gestion de la résidence après son terme, l'occupation parvient tout de même

408 Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski.

à mettre en difficulté la direction et le gouvernement comme nous l'avons vu. Enfin, avant 1968, la Maison est le lieu d'une rencontre entre le président argentin de l'époque, Frondizi, et Malraux, continuant ainsi de constituer un lieu important et symbolique pour les relations entre l'Argentine et la France. Dans le même temps, le gouvernement refuse toujours toute transformation du statut juridique de la Maison, continuant pour la Fondation nationale d'être une exception au sein de la Cité et ainsi de limiter son pouvoir d'administrer de cette dernière.

Chapitre 5 : La dictature de 1976 et le retour à la démocratie (1974-1988)

Depuis le retour de Juan Domingo Perón en 1973, son mouvement politique fait face à de très fortes tensions entre ses composantes de droite et de gauche. Celles-ci s'illustrent lors du massacre d'Ezeiza au cours duquel, le jour de l'arrivée de Perón à Buenos Aires, des groupes opposés au sein du mouvement s'affrontent, faisant plusieurs dizaines de morts[409]. La propre mort de Perón en juillet 1974 renforce encore ces tensions et lorsque sa femme, Isabel Martínez de Perón, le remplace, elle est secondée par López Regua, qui organise la Triple A. La création de l'Alliance Anticommuniste Argentine signifie le début de la généralisation des méthodes de répression des groupes de la gauche péroniste par l'État argentin, méthodes inspirées de celles théorisées par des militaires français en Algérie[410]. La crise économique s'ajoute aux facteurs d'affaiblissement d'Isabel Martínez de Perón, et celle-ci est renversée lors d'un nouveau coup d'État en 1976. A partir du 24 mars, la junte militaire désormais au pouvoir organise l'enlèvement, la torture, l'assassinat et la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'opposants politiques[411], dont les organisations sont très fortement affaiblies au cours des premières années de la dictature. Cependant, le régime s'affaiblit progressivement : les mesures prises par le Ministre de l'économie, Martínez de Hoz, du même nom que l'un des premiers membres du Comité de direction de la Maison de l'Argentine[412], sont inefficaces et le mouvement syndical se renforce. Entre-temps, en juillet 1981, les partis politiques sont à nouveau autorisés et les péronistes, toujours divisés, sont dépassés par les radicaux. Après la guerre des Malouines, en juin 1982, au cours de laquelle l'armée argentine est défaite par l'Angleterre, le régime est très affaibli et, cette défaite militaire s'ajoutant à la mauvaise situation économique et aux actions persistantes des organisations de défense des victimes de la répression, la Junte organise des élections en octobre 1983. Raúl Alfonsín, le candidat radical, les remporte : après la succession de gouvernements dictatoriaux, l'État argentin est à nouveau dirigé par un gouvernement élu. Cependant, le votes des lois « De punto final » et « De obediencia debida » en 1986 et 1987 signifie l'amnistie de nombreux militaires responsables des crimes de la dictature[413], et est dû à la persistance de la force politique des militaires, notamment des « Carapintadas » qui organisent trois soulèvements entre 1987 et 1990[414].

409 Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, p. 225.
410 *Ibid.*, p. 264, Marie-Monique Robin, *op. cit.*, Alain Rouquié, *op. cit.*
411 Marie-Monique Robin, *op. cit.*
412 Voir chapitre 1.
413 Olivier Dabène, *op. cit.*, pp. 190-191. Pour plus d'informations sur cette période, voir *Félix Luna, Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, du chapitre « El regreso de Perón » jusqu'à la fin.
414 *Ibid.*

Six mois après le coup d'État du 24 mars 1976, un nouveau directeur, Pedro Ancarola, est nommé dans la Maison. Comme nous le verrons, en bonne partie par son intermédiaire, à partir de 1976 la prégnance des politiques autoritaires menées en Argentine s'accentue au sein de la Maison et sur la vie des résidents. Après la fin de la dictature, en 1983, le fonctionnement de la Maison, à l'image de la société argentine, est toujours affecté par cette période de l'histoire du pays. Ainsi, la prévention du retour d'une telle forme de pouvoir et la mémoire des victimes de la dictature est entretenue pendant plusieurs années et jusqu'à récemment, accompagnées de traces des luttes en Argentine quant au jugement des militaires au pouvoir sous la dictature. Par ailleurs, le retour à la démocratie en Argentine semble coïncider avec une plus grande implication des résidents dans les activités et de manière assez générale dans la vie de la Maison, par l'intermédiaire du Comité des résidents et, pendant au moins trois ans, par la publication d'un journal, entre 1987 et 1989. Contrairement à ce que décrivaient Ruben et Nidia pour les années 1970, quelques débats politiques semblent pouvoir se tenir pendant ces années. Cela dit, les directeurs continuent d'avoir un pouvoir important dont ils profitent parfois pour prendre des décisions assez arbitraires concernant des résidents ou des membres du personnel, et des anciens résidents racontent une Maison toujours marquée par sa gestion pendant la dictature. La Fondation nationale, qui ne peut jouer qu'un rôle très réduit dans les affaires que nous évoquerons, est utilisée par les directeurs pour appuyer leurs décisions, mais des délégués généraux apprécient aussi la collaboration d'autres directeurs qui, malgré l'autonomie de leur Maison, adhèrent au projet de la Cité. Cependant, malgré cela et les tentatives persistantes de la Fondation nationale, jusqu'à aujourd'hui, la Maison de l'Argentine demeure la seule résidence de la Cité à ne pas appartenir à l'Université de Paris et à être gérée de manière autonome par le gouvernement du pays auquel elle est rattachée.

I – La dictature et sa mémoire : l'ancrage de la Maison dans l'histoire politique argentine

1) L'imprégnation des discours de la Junte militaire

Nous avons vu au chapitre précédent la censure que les membres du Comité de résidents s'imposaient et qui leur était imposée au début des années 1970 dans leurs activités au sein de la résidence. Si avant 1974 il existait une « autocensure », après l'arrivée du nouveau directeur, Philippeaux, en janvier 1974, selon Nidia, « tout était subversif » pour lui, ce qui était le prétexte à tout annuler[415]. Tandis que le directeur précédent, Arenas, acceptait les propositions que lui faisait le

415 Entretien avec Nidia et Ruben.

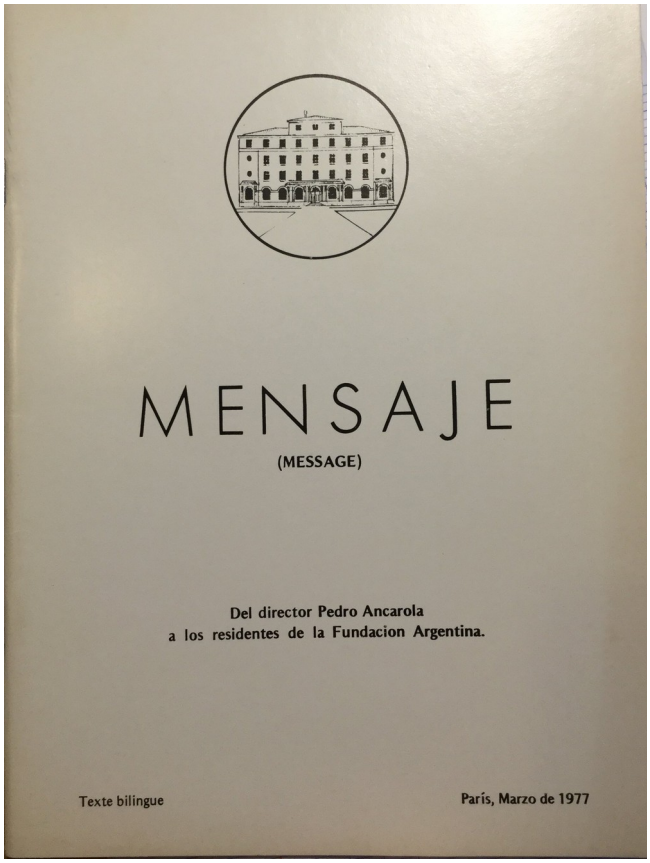
Comité ou se laissait convaincre, Philippeaux refusait apparemment toutes les activités, ou au moins était beaucoup plus méfiant quant à leur contenu politique. Si cela est lié à la radicalisation des oppositions politiques en Argentine à la même période, ces changements de politique de la direction peuvent aussi être dus aux personnalités des directeurs. Par ailleurs, n'ayant connu Philippeaux que peu de temps avant leur déménagement à la Maison du Maroc après la naissance de leur fille, Ruben et Nidia n'ont pas fait très longtemps l'expérience de l'organisation d'activités du Comité pendant sa direction[416]. Deux ans plus tard, le 27 mars 1976, deux jours après le renversement d'Isabel Martínez de Perón, Philippeaux est remplacé par le premier secrétaire de l'ambassade d'Argentine à Paris pour une raison que nous ignorons[417]. Il est possible que la Junte ait voulu s'assurer de nommer à ce poste, comme aux autres qu'elle estimait importants, une personne dont elle était assez sûre de la fidélité. Le 25 octobre 1976, sept mois après le coup d'État, Pedro Ancarola est nommé par le président argentin directeur de la Maison[418]. Pour la première fois, cette nomination est soumise à son approbation par la Cité Internationale : ce sont le président de la Fondation nationale et le recteur de Paris, après délibération du conseil d'administration de la Cité, nomment Ancarola directeur[419]. Pedro Ancarola est à la date de son arrivée à Paris titulaire d'un doctorat en droit, auteur de plusieurs travaux universitaires sur des auteurs européens, a réalisé des conférences en France et écrit des éditoriaux dans un quotidien argentin de droite, *La Prensa.* En 1965, un an avant le coup d'État de Onganía, il publie le livre *La solución militar* (« La solution militaire »), puis *El destino de la libertad* (« Le destin de la liberté ») en 1973 et *La idea argentina* (« L'idée argentine ») en 1975[420], autant d'ouvrages dont les titres indiquent la probable proximité idéologique entre le nouveau directeur et les militaires au pouvoir. En mars 1977, il édite un petit livret intitulé « Message » à destination des résidents de la Maison où il expose sa compréhension de l'actualité en Argentine et plus précisément la nature et les objectifs de la junte militaire au pouvoir, avant de lier cela à une réflexion sur la culture, son lien à la politique, et finalement à la Maison de l'Argentine. Ainsi, il explique aux résidents que pour lui, l'Argentine est au moment où il écrit en train de sortir d'une guerre

> « qui renfermait dans ses entrailles quelque chose de bien plus cruel et démoniaque que ce que l'on entend par *violation des droits de l'homme.* (...) Il a été alors impossible d'ajourner des mesures

416 Entretien avec Nidia et Ruben.
417 Etelbero J. Lara à Pierre Marthelot, 27/03/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
418 Decreto 2550 del 25/10/1976, Buenos Aires, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
419 21/10/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
420 Curriculum Vitae de Pedro Ancarola, Traduction, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.

capables d'interrompre la *violation des devoirs humains.* Lorsque les Forces Armées sont intervenues, leur décision ne devint pas seulement nécessaire mais inévitable ».

Ancarola considère donc, comme le gouvernement et ses soutiens à l'époque le répétaient, que le coup d'État et les violations des droits de l'homme que les militaires pratiquèrent étaient nécessaires pour éviter une guerre plus grave encore. Associant « violation des droits de l'homme » et « violation des devoirs humains », il explique que l'armée a permis d'éviter quelque chose de pire que la première au nom de la défense des « devoirs humains ». Il justifie de cette manière, de façon implicite, la violation des droits de l'homme, bien qu'il exprime dans son utilisation du qualificatif « ce qu'on entend par » le fait que cette notion, utilisée pour s'opposer au régime, soit pour lui une construction de la part d'opposants, et qu'elle ne décrive donc peut-être pas la réalité. De cette manière, l'intervention des Forces Armées a protégé l'Argentine d'une « violation des devoirs humains » ce qui la rend légitime au directeur. Le régime militaire est aussi instauré pour protéger la dignité de la personne et les devoirs humains : la protection de la dignité et de ces devoirs, « des droits du sang, des scrupules, des normes éthiques les plus élémentaires », contre une « lutte vilaine et grossière », une « guerre entre frères, guerre entre parents et enfants » justifie l'intervention de l'armée. Celle-ci intervient pour défendre la famille, des normes sociales bourgeoises, pour « la courtoisie de l'intelligence (…). Le respect mutuel et l'effort commun pour reconstruire une nation en lambeaux », l'inverse de la vilenie et de la grossièreté. Par ailleurs, toujours sans écrire explicitement qu'il déconstruit là des discours d'opposition au régime, il explique que la dictature n'a pas construit « d'appareil répressif » mais n'a fait que défendre le pays d'une guerre, et qu'elle n'a donc pas d'autre projet que celui de ramener à la paix. Ainsi, Ancarola reproduit assez clairement les discours de la junte militaire et relaie l'idée selon laquelle leur gouvernement dictatorial était nécessaire. Par ailleurs, Ancarola intègre les activités de la Maison à ces raisons de l'existence du régime militaire et de la suppression du droit commun. Tout d'abord, il



accorde à la culture, l'un des principaux objets de la Maison, des attributs communs avec la politique : pour lui, « La culture est risque (…). La culture est courage. ». De plus, « Conformément à ce que nous valons comme société cultivée, nous sommes ou ne sommes pas présents sur les plans du respect international », et il considère que la Fondation Argentine est l'un des « postes d'avant-garde culturelle » qui participe de la reconnaissance diplomatique de l'Argentine, et doit participer à repousser « les diverses formes et techniques de la diffamation ». Ainsi, d'une part, participant de la défense des activités intellectuelles qui lui paraissent légitimes et intégrées à la lutte contre les groupes de gauche, la Maison de l'Argentine et ses résidents sont pour le directeur directement impliqués dans les projets politiques du gouvernement. D'autre part, ces mêmes activités sont pour Ancarola un moyen de renforcer le poids diplomatique de l'Argentine, là encore contre les ennemis dont elle dispose, à l'étranger cette fois.

Aucune opposition à la dictature n'apparaît dans la Maison ou à la Cité pendant cette période d'après les sources auxquelles nous avons eu accès, mis à part dans une lettre d'autres directeurs de la Cité en 1978 : le 22 juin, vingt d'entre eux écrivent à Pedro Ancarola pour lui signifier leur rejet de son invitation à la célébration du cinquantième anniversaire de la fondation de la Maison. Ils expliquent refuser de s'« associer à cette cérémonie officielle et paraître ainsi cautionner par notre présence des violations flagrantes des Droits de l'Homme »[421]. La Fondation nationale échange quant à elle avec le directeur de la Maison comme avec tous ses prédécesseurs, c'est-à-dire de façon cordiale. En ce qui concerne les résidents, l'une d'eux se souvient de l' « atmosphère difficile et pesante » qui régnait dans la Maison même si cela n'empêchait pas « la découverte d'amitiés, d'affects et d'amours »[422].

Dans son enquête sur l'exportation des méthodes de l'armée française auprès des dictatures latino-américaines, Marie-Monique Robin raconte l'existence d'un centre clandestin de l'armée argentine à Paris entre juillet 1977 et début 1978, destiné à la surveillance et l'assassinat d'opposants vivant dans la ville. Ouvert à l'initiative de l'ambassadeur d'Argentine en France, Tomás de Anchorena, ce centre est dirigé depuis Buenos Aires par l'ESMA, le plus grand centre de détention clandestin du pays. Le centre de la Marine, à qui est revenu le Ministère des Affaires étrangères, cherche à déployer ainsi depuis la France une campagne en faveur du régime alors que les appels au boycott de la Coupe du Monde de foot organisée pour 1978 par l'Argentine prennent de plus en plus d'ampleur. Pour cela, plusieurs officiers se rendent à Paris et, d'une part, se rapprochent de journalistes pour améliorer l'image de leur gouvernement, d'autre part, infiltrent les groupes d'opposition au régime en France. Ainsi, Alfredo Astiz, l'un des principaux responsables de

421 Etienne Dalmasso à Pedro Ancarola, 22/06/1978, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
422 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 95.

l'assassinat des sœurs Léonie Duquet et Alice Domon en Argentine en 1977, s'introduit dans le milieu des réfugiés argentins à Paris, particulièrement nombreux, avant d'être démasqué en mars, provoquant la fuite des autres officiers[423]. Antonio Seguí, impliqué dans l'occupation de la Maison en Mai 68 comme nous l'avons vu[424], déclare que son appartement à Paris à l'époque de la présidence de Giscard d'Estaing, de 1974 à 1981, a été visité par effraction plusieurs fois, ce qu'il explique ainsi : « Pour les militaires d'un coup le mot « artiste » est synonyme d'une personne d'ultra-gauche, ou de ces choses-là... »[425]. Il est très probable que cela soit dû à la présence de ces militaires à Paris. Des liens existant entre ce centre clandestin et l'ambassade d'Argentine en France, il en existait probablement avec la Maison de l'Argentine, au moins avec son directeur. Cependant, il est peu probable que des personnes surveillées par le Centro Piloto aient résidé dans la Maison, étant donné que la surveillance par la propre administration de la Maison sur ses résidents, et des personnes attribuant les places sur les candidats, devait être déjà assez forte. Cela dit Aucune source ne nous apporte de preuves pour ces années mais, ayant vu comment cela se passait en 1967[426], nous pouvons faire l'hypothèse qu'un système similaire de renseignement sur les candidats existait aussi pendant ces années à Buenos Aires.

2) Propagation des luttes mémorielles et unanimité pour la démocratie

Après la dictature, celle-ci ne disparaît pas pour autant de la Maison : dès que la junte militaire cède le pouvoir, les procès de ceux qui en faisaient partie et la mémoire des victimes disparues constituent des sujets de première importance en Argentine. Ainsi, la direction et les résidents s'interrogent quant aux vestiges de la dictature qui persistent en Argentine et dans la Maison. Un Bulletin des résidents est publié pendant ces années, de 1987 au moins jusqu'en 1989. Intitulé « Fondation Argentine », il est rédigé la première année presque exclusivement par un seul résident, Eduardo Karsaclian, rarement aidé d'un ou deux autres et remplacé lors de son départ par Alejandro Mazal[427]. Leurs prénoms semblent indiquer qu'ils étaient Argentins, et le journal est écrit dans les deux langues, le français ou l'espagnol étant successivement employés selon les contenus. Se définissant comme un « Bulletin interne d'information et d'opinion de la Maison de l'Argentine »[428], il contient surtout des informations pratiques sur la vie dans la Maison, par exemple sur les réunions pour l'organisation d'événements par les résidents, les commerces du quartier ou la programmation culturelle de la Cité. Le journal relaie également des informations sur

423 Marie-Monique Robin, *op. cit.*, pp. 358-360.
424 Voir chapitre 4.
425 Entretien avec Antonio Seguí.
426 Voir chapitre 4.
427 Fondation Argentine, n°16, Paris, 4/11/1987, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »
428 Fondation Argentine, n°11, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »

l'actualité en Argentine en reproduisant des articles du *Monde* de 1987, sur la révolte d'un régiment de l'armée[429], le chantage d'un militaire des « Carapintadas » au président Alfonsín s'il refusait sa promotion la même année[430] et sur la situation économique et les activités culturelles à Buenos Aires[431]. Il produit aussi un résumé de la Ley de Obediencia Debida[432], qui permet à partir de juin 1987 l'abandon de la plupart des poursuites. Sur ces quatre sujets abordés, trois font directement référence à la dictature militaire en mettant en évidence la force persistante des militaires d'extrême-droite des « Carapintadas » au sein de l'État[433]. Entre 1983 et 1985, quelques années plus tôt, un résident, Luis Alberto Quevedo, raconte que très peu de nouvelles de ce qu'il se passait en Argentine arrivaient jusqu'à eux : le téléphone leur coûtait très cher et ils n'avaient accès qu'à des numéros de *Clarín* ou *La Nación*, les deux principaux périodiques argentins, de la semaine précédente, lorsqu'ils allaient les chercher à la boutique de la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas aux Champs-Elysées[434]. Les questions administratives traitées dans *Fondation Argentine* sont parfois l'occasion de discussions politiques entre le directeur et les rédacteurs par textes interposés. Deux portent sur la dictature : d'abord, en juillet 1987, une assemblée générale des résidents a décidé de modifier le règlement intérieur de la Maison, datant de « la dictature », sans que l'on sache laquelle, afin d'en retirer un article interdisant « toute activité politique » selon les mots d'Alejandro Mazal[435]. En octobre 1987, le nouveau directeur, Caimari, souhaite y introduire lui-même d'autres modifications et « débattre de certains points peu clairs avant d'envoyer le projet »[436]. En février 1988, au moment de la parution du numéro 20, ce projet était toujours en débat[437]. Ensuite, dans le même numéro, le directeur, Caimari, écrit une réponse à un texte publié dans le numéro précédent l'accusant de reproduire des méthodes de gouvernement de la dictature. Dans cet article, l'auteur du texte écrivait en effet au sujet d'une liste de résidents dont un « dossier » était incomplet, affichée à l'entrée de la Maison, « nous sommes contre les pressions de ce genre » et les « listes honteuses ». Une personne, qualifiée d'expression d'un « génie populaire », avait inscrit au-dessus de cette liste « communiqué n°1 » pour l'associer à la dictature, en renvoyant probablement à des communications produites par la Junte militaire : « c'est encore le génie populaire qui a affiché sur la liste actuelle le titre « communiqué n°1 », qui fait partie des mauvaises

429 Fondation Argentine, n°13, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »
430 Fondation Argentine, n°18, Paris, 7/12/1987, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
431 Fondation Argentine, n°11, Paris, non-daté, *arch. cit.*, La crise en robe du soir, Catherine Derivery, Le Monde, 05/09/1985, p.6.
432 Fondation Argentine, n°10, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ». Le résumé en question est annoncé mais n'est pas présent dans le journal.
433 Voir Luis Alberto Romero, *op. cit.*.
434 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 568-576.
435 Fondation Argentine, n°20, Paris, 02/1988, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
436 Fondation Argentine, n°14, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
437 Fondation Argentine, n°20, *arch. cit.*

périodes de notre histoire »[438]. Dans le numéro suivant, deux mois plus tard, le directeur se défend de cette accusation :

> « Je ne peux pas comprendre que l'on puisse qualifier d'autoritaire quelqu'un qui essaie de faire respecter par tous les normes en vigueur. (…) Associer les gouvernements militaires à l'ordre administratif et à l'égalité dans l'accomplissement des responsabilités individuelles signifie reconnaître à ces mêmes gouvernements des vertus qui, par opposition, manqueraient la démocratie *(sic)* ».

Les deux années précédentes, comme nous l'avons dit, en Argentine, deux lois rendant plus difficiles et rares les procès de militaires pour les crimes commis pendant la dictature sont promulguées, la « Ley de Punto Final » et celle « de Obediencia Debida ». Les confrontations en Argentine issues de la dictature continuent de provoquer des discussions et les résidents sont vigilants quant à tout ce qui leur rappelle le régime militaire. Ils s'attaquent à toute catégorisation et dénonciation des personnes par la direction, en ce qu'ils l'associent à la répression des opposants à l'époque de la dictature. On constate ici la prégnance de cette dernière dans les esprits des résidents. Toutefois, on observe aussi que la condamnation de la dictature fait l'unanimité pour les deux personnes qui se répondent dans le journal, Alejandro Mazal et Caimari, et que ce dernier se défend de reproduire des méthodes de la dictature. Quelques années avant la publication de ces journaux, Luis Alberto Quevedo, arrivé en 1983, raconte que l'on parlait très peu de l'actualité en Argentine et en particulier de ce qui l'avait quant à lui beaucoup touché, le début des procès de militaires en 1985. Quevedo explique que les activités avec d'autres résidents étaient surtout de regarder des matchs de football européen, ou la coupe du Monde en 1986, remportée par l'Argentine grâce aux buts de Maradona, qui « bouleversa la Maison ». Ainsi, les journaux que nous avons mentionné et les débats qui y eurent lieu semblent avoir comblé un vide, au moins pour ces années. Ruth Ladenheim, arrivée en 1985 avec son mari, juste après leur mariage, trouve la Maison sombre et froide où elle raconte que de nombreuses coupures de courant avaient lieu en plein hiver[439]. Elle a l'impression que la démocratie n'est pas arrivée jusque dans la maison : « l'obscurité des couloirs (…) me rappelait ces images sordides des années de la dictature »[440], idée que confirme le témoignage d'une troisième personne, María Ester Lagrange, arrivée en 1983[441].

II – L'approfondissement d'un statut unique parmi les résidences de la Cité

438 Fondation Argentine, n°19, Paris, 12/1987, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
439 Alejandra Birgin, *op. cit.*, pp. 582-585.
440 *Ibid.*, p. 583.
441 *Ibid.*, p. 552.

1) L'implication nouvelle des résidents

La fin de la dictature semble marquer une ouverture de la direction de la Maison à la participation et l'expression des résidents, en particulier politique. Le journal « Fondation Argentine » dont nous avons parlé plus haut est créé quatre ans après l'élection de Raúl Alfonsín et on constate une certaine liberté d'expression en son sein, que n'auraient probablement pas acceptée les directions dont nous avons parlé de 1968 et des années 1970. En effet, comme nous l'avons mentionné, ce journal aborde des sujets politiques objets de tensions importantes en Argentine, la crise économique et surtout les pressions de militaires. Cela dit, qu'il s'agisse de l'article sur le chantage de Alfredo Astiz à Alfonsín[442], sur une révolte des Carapintadas[443] ou du résumé de la *Ley de Obediencia Debida*[444], le journal se contente de reproduire des informations très objectives et n'exprime pas d'opinion. La seule opposition à la dictature et à ses vestiges, qui n'est d'ailleurs même pas formulée très clairement, est celle de Alejandro Mazal dans le numéro où le directeur est critiqué pour la liste de résidents. Le fait que cette accusation ait été exprimée au directeur et que celui-ci y réponde dans le journal ne se serait sûrement pas produit quelques années auparavant. Des assemblées générales des résidents sont aussi organisées au moins en 1987 et en 1989, mais sûrement à d'autres moments aussi, au moins après 1989. En 1987, au mois d'octobre, les résidents ainsi réunis demandent l'ouverture de la Maison au mois d'août, la mise à jour du règlement et le réaménagement des salles communes du rez-de-chaussée, les « salons », l'achat d'une chaîne Hi-Fi, de nouveaux réfrigérateurs, d'un nouveau piano, d'un ordinateur, la réparation de sanitaires et de douches, entre autres. D'autres résidents demandent à titre individuel un magnétoscope et une table de jeux de société, enfin un cahier de suggestions est mis en place au même moment. Les demandes sont donc nombreuses, et surtout matérielles. En novembre 1989, une nouvelle Assemblée précède de quelques jours l'élection d'un Comité qui, se réunissant toutes les semaines dans le Grand Salon de la Maison[445], fait office d'interlocuteur avec la direction[446] : lors d'une réunion avec Caimari, ses membres lui demandent ainsi l'abonnement au journal argentin *Página 12*, l'« amélioration et équipement de la bibliothèque », à nouveau l'achat d'un ordinateur ou d'« améliorer la propreté générale » de la Maison, entre autres. Le Comité s'adresse aussi aux résidents : « Comme vous le verrez notre activité est toujours en relation avec vos intérêts ou ceux de vos voisins »[447]. En 1987, le Comité des résidents existait déjà, depuis même les années 1930 tel que nous l'avons vu, mais il

442 Fondation Argentine, n°18, *arch. cit.*
443 Fondation Argentine, n°13, *arch. cit.*
444 Fondation Argentine, n°10, *arch. cit.*
445 Fondation Argentine, n°23 sans éditorial, Paris, décembre 1989, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
446 Fondation Argentine, n°23 avec éditorial, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
447 *Ibid.*

semble que deux ans auparavant les décisions des assemblées générales étaient directement transmises à la direction sans l'intermédiaire de ces réunions du Comité avec le directeur. En 1989 ce Comité est composé de neuf membres et organisé en six commissions, « Culturelle », « Presse et Diffusion », « Relations Extérieures », « d'Entretiens », « de Sports et Loisirs » et « de Finances ». Une grande partie du travail du Comité semble être d'ordre pratique ou administratif, par exemple l'organisation de la bibliothèque en établissant une liste de ses ouvrages et de ceux qui pourraient être achetés[448], ou en mettant en place le cahier de suggestions[449]. L'utilisation du journal pour transmettre bon nombre de communications aux résidents participe de cette participation à l'organisation pratique du fonctionnement de la Maison, et qui implique une assez grande proximité avec la direction. Le Comité intervient ainsi auprès du directeur au sujet des réadmissions des résidents pour l'année scolaire suivante et l'ouverture pendant les vacances d'été[450], question qui fait d'ailleurs l'objet de transformations du règlement intérieur[451]. En effet, en 1987, des résidents sont avertis après la rentrée que leur résidence n'est pas renouvelée pour l'année qui commence. Ainsi, dans le numéro de la rentrée 1987, Eduardo Karsaclian, dont on ne sait pas s'il fait partie du Comité, consacre son éditorial à la non-réadmission de ces personnes. Il qualifie cette situation d' « immorale », l'interprète comme une remise en cause de l'appui de l'État au « sacrifice de son emploi, sa famille, ses amitiés pour l'enrichissement intellectuel » ainsi que des « capacités intellectuelles de certains »[452]. Pratiquement tous les résidents non-réadmis sont étudiants en « Sciences Sociales, Humanités et Arts »[453]. Eduardo Karsaclian explique que « cette situation se répète chaque année » et affecte le « corps social solidaire » que constituent les résidents[454]. Il exprime la solidarité des résidents que nous avons déjà constatée, probablement plus forte entre les Argentins en particulier dans ce cas étant donné que ce sont eux qui étaient concernés par ces décisions du Ministère. Par ailleurs il décrit aussi l'investissement que constitue à son sens le séjour à la Maison en ce qu'il est associé à des études et surtout au « sacrifice » qu'il décrit. Le sentiment d'injustice dans la perte de l'appui et la reconnaissance de l'État argentin témoigne de l'importance qu'Eduardo Karsaclian leur donnait, probablement à l'image d'autres résidents dans la mesure où la résidence dans la Maison semble accompagner, depuis sa création, la construction des identités sociales des résidents argentins dans leur relation à l'Université et à l'État.

En plus de ces questions administratives et pratiques, bien qu'importantes, au moins dans ce dernier cas, on constate que les résidents du Comité demeurent à l'initiative de plusieurs activités, de la même manière que le décrivaient Ruben et Nidia pour le début des années 1970. Ainsi, en 1987, la

448 Fondation Argentine, n°23 sans éditorial, *arch. cit.*
449 Fondation Argentine, n°13, *arch. cit.*
450 *Ibid.*
451 Fondation Argentine, n°14, *arch. cit.*
452 Fondation Argentine, n°11, *arch. cit.*
453 Fondation Argentine, n°12, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».
454 Fondation Argentine, n°11, *arch. cit.*

commission Culturelle « envisage l'organisation des concerts et peut-être un cycle de cinéma argentin », et la commission Sports et Loisirs invite à un réveillon au Château de Chambord pendant deux jours, comprenant des promenades dans la Loire, qui est probablement organisé pour l'ensemble de la Cité. Le Comité prévoit aussi d'organiser un cours d'informatique, ce qui signifie que l'ordinateur qui était demandé a probablement été acheté[455]. Les résidents organisent des fêtes à la fin de l'année[456], où seuls les résidents et anciens résidents sont invités et par ailleurs priés d'amener une bouteille d' « alcool à haute graduation (whisky, ron *(sic)* ou vodka) » ou deux bouteilles de vin, des *asados*, c'est-à-dire des barbecues, de bienvenue à la rentrée[457], des matchs réguliers de foot et de ping-pong, les uns pour les hommes et les autres pour les femmes, toutes les semaines à partir de la rentrée 1987[458]. La direction n'organise plus d'activités culturelles comme elle le faisait dans les années 1930 et 1950. De fait, la Maison semble avoir perdu durant cette période son rôle de vitrine de l'Argentine en France, au moins de mise en évidence de certains éléments de sa culture comme le faisaient les conférences organisées par l'administration sur l'histoire du pays, sa littérature, la musique folklorique[459]… Le programme, élaboré par les résidents, leur est plutôt destiné et la Maison est probablement beaucoup moins ouverte sur l'extérieur en général, et sur le monde académique français en particulier. Les résidents participent aussi à des activités conjointes avec ceux d'autres résidences de la Cité et organisées par des associations du campus, comme le voyage au château de Chambord déjà mentionné ou au Mont Saint-Michel à l'été 1987[460]. Ainsi l'État argentin semble moins investir dans la Maison pour sa politique étrangère, ce qui laisse plus de place aux résidents pour s'emparer du lieu. Cette participation à la programmation et de façon assez générale au fonctionnement de la Maison, par la modification de son règlement, l'adresse au Ministère de la Culture au sujet des ré-admissions et les communications de l'administration est aussi liée à la cogestion que demandaient les occupants de Mai 68[461]. Il est peu probable que les résidents de 1987 aient eu connaissance du contenu de cette occupation mais cela montre en tous cas la différence entre la direction de l'époque et celle de la fin des années 1980.

En ce qui concerne son état, au début des années 1980 la Maison est toujours affectée par quelques problèmes matériels ressemblant à ceux que nous avons déjà relevés pour les années 1940. En 1984, une lettre est adressée à un architecte où son auteur décrit une installation de chauffage en mauvais

455 Fondation Argentine, n°23 sans éditorial, *arch. cit.*

456 Fondation Argentine, n°9, Paris, non-daté, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».

457 Fondation Argentine, n°13, *arch. cit.* et Fondation Argentine, n°22, Paris, octobre 1988, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».

458 Fondation Argentine, n°22, *arch. cit.*

459 Voir chapitres 1 et 3.

460 Fondation Argentine, n°8, Paris, 1987, Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años ».

461 Voir chapitre 4.

état, un risque de chutes de tuiles et une plomberie également dégradée[462], alors qu'on se souvient en effet que le chauffage avait déjà causé des problèmes jusque dans les années 1950. Ce mauvais état persistant est probablement dû aux manques d'investissements réguliers de l'État argentin pour l'entretien de la Maison, ce que nous avons mentionné dès le début de notre travail.

2) Une dépendance argentine à Paris

a) L'arbitraire d'une direction très indépendante

En octobre 1984, María Ester Lagrange, une ancienne résidente dont nous avons déjà parlé, qui travaillait à la loge de la résidence, est licenciée[463], et un résident, Angel Ferrario, qui avait demandé des explications à ce sujet au directeur, Lascano, est expulsé de la Maison au même moment. Ce dernier écrit à Ferrario qu'il communique sa décision au Ministère de l'Éducation nationale[464]. En novembre, un contrôleur du travail se rend dans la résidence pour évaluer le licenciement de Lagrange et constate d'une part que ses heures de travail des premiers jours d'octobre ne lui ont pas été payées, d'autre part que l'économie que Lascano prétendait faire en la licenciant n'existe pas[465]. Le directeur avait expliqué à Dalmasso que Lagrange était licenciée car elle « manquait à ses tâches » en les déléguant à des résidents. Au même mois d'octobre 1984, Lascano décide de licencier la « cheffe du personnel » de la Maison[466], Mme. De Castelbajac. Son poste est aussi nommé « Secrétaire principale »[467]. Lascano explique à Dalmasso que cela intervient « pour diverses raisons et surtout dans le cadre d'une meilleure gestion »[468], et suite à la réponse de Dalmasso lui exposant les deux seuls motifs pour lesquels il pourrait légalement exécuter ce licenciement, une faute grave ou lourde ou un motif économique reconnu juridiquement, il déclare être déterminé à le réaliser tout de même et à faire appel à un avocat[469]. Cette décision de licencier Mme. de Castelbajac intervient quatre jours après que le personnel de la Maison ait rédigé une lettre au Ministre de l'Éducation et de la Justice argentin, dont dépend la résidence depuis 1951[470], pour

462 Lettre à M. Paladini, 24/05/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
463 F. Helie à Adolfo Lascano, 08/11/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
464 Adolfo Lascano à Angel Ferrario, 05/10/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
465 F. Helie à Adolfo Lascano, 08/11/1984, *arch. cit.*
466 Lettre du personnel au Ministre de l'Éducation et de la Justice argentin, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
467 Etienne Dalmasso à M. Manin, Paris, 12/10/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
468 Adolfo Lascano à Mlle. Bremenson, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
469 Etienne Dalmasso à M. Manin, Paris, 12/10/1984, *arch. cit.*
470 Voir chapitre 3.

protester contre l'annonce du licenciement sans préavis de plusieurs d'entre eux, verbalement à la rentrée pour deux personnes. Les signataires de la lettre demandaient aussi à ce que les femmes de ménage n'aient pas à changer d'étage tous les mois « étant donné qu'elles perdraient toute la stimulation de leur amour propre et la cordialité de leurs relations avec « les résidents » »[471], et remettent le texte au Ministre lorsqu'il se rend à la Maison[472]. Mme de Castelbajac signe cette lettre avec quatorze autres personnes[473] et le 9 novembre, l'administration de la Maison publie un « Premier avertissement » au personnel pour reprocher aux signataires, vraisemblablement la grande majorité des employés de la Maison, sinon tous, étant donné que le communiqué est adressé au personnel dans son intégralité, d'être passés « outre à l'autorité de la Direction ». Le texte menace ceux qui répéteraient une action similaire de licenciement[474]. Sans connaître le fondement des raisons que donne Lascano à Dalmasso quant à l'efficacité du remplacement de Mme. De Castelbajac par d'autres employés de la Maison, nous ne pouvons pas savoir si ce licenciement est justifié par la participation de la secrétaire à la rédaction et la communication de la lettre au Ministre de l'Éducation et de la Justice. Cependant, Lascano n'ayant pas donné de raisons précises pour ce licenciement, par exemple une faute qui le justifierait, cette décision intervenant peu après la rédaction de la lettre au Ministre, et le directeur ayant déjà fait preuve d'une assez forte autorité à propos du licenciement de María Ester Lagrange, il est possible que ce licenciement soit une réaction à l'organisation du personnel pour refuser le licenciement de certains d'entre eux. Cela soutient de plus l'hypothèse d'une assez grande autorité des directeurs de la Maison, déjà évoquée à propos de l'occupation de Mai 68[475] et que leur procure leurs statuts hiérarchique et socio-professionnel. En effet, tout d'abord, les directeurs sont selon le règlement de la Maison les plus hauts placés dans la direction de la résidence. N'existant aucun conseil d'administration ou autre organe de décision pour la gestion de la Maison, le directeur ne répond qu'à ses supérieurs hiérarchiques qui, se trouvant à Buenos Aires, ne peuvent pas le surveiller. Il dispose donc d'une assez grande indépendance, et c'est peut-être ce qui explique sa réaction à la lettre au Ministre de l'Éducation qui, si elle avait recueilli l'attention de ce dernier, ce qui ne semble pas avoir été le cas[476], aurait probablement eu un effet sur la gestion de la Maison contre le directeur. Par ailleurs, la possibilité pour les directeurs d'exercer une autorité forte et peu contestée au sein de la Maison peut aussi s'expliquer par leurs positions sociales souvent assez élevées, et en particulier plus que les

471 Lettre du personnel au Ministre de l'Éducation et de la Justice argentin, Paris, 8/10/1984, *arch. cit.*
472 Premier avertissement adressé aux membres du Personnel de la Fondation Argentine, Paris, 9/11/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
473 Lettre du personnel au Ministre de l'Éducation et de la Justice argentin, Paris, 8/10/1984, *arch. cit.*
474 Premier avertissement adressé aux membres du Personnel de la Fondation Argentine, Paris, 9/11/1984, *arch. cit.*
475 Voir chapitre 4.
476 Compte-Rendu d'une rencontre entre le directeur, les femmes de ménage de la Maison, Patricia Apud, la déléguée du personnel, Renée Romanet et une interprète, Paris, 18/10/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.

autres travailleurs de la résidence. En effet, il s'agit, depuis le premier, Martinenche, pour tous ceux sur qui nous avons des informations sur le parcours professionnel à l'exception de Pedro Ancarola[477], d'universitaires, et assez reconnus, surtout en Argentine. Parmi eux, tous sont professeurs à l'université, à Buenos Aires, La Plata ou dans des villes européennes comme Munich ou Turin. L'un a été recteur, un autre maire de Córdoba et deux ont eu des fonctions politiques importantes, comme Ministre de l'Éducation de la Province de Buenos Aires ou adjoint à la Présidence de la Nation entre 1950 et 1953[478].

b) Une administration gouvernementale trop éloignée

La Fondation nationale n'obtient par ailleurs toujours pas que la Maison lui soit rattachée. Les directeurs continuent d'être nommés par l'exécutif argentin au début des années 1980 sans que la Fondation nationale n'ait son mot à dire[479], alors que ce doit selon le règlement de la Cité être à la Fondation nationale et au recteur de Paris de décider de ces attributions de poste[480]. Comme nous l'avons dit, en 1976, pour la première fois, la Junte militaire nomme Pedro Ancarola conformément aux règles, à savoir en proposant simplement sa candidature à la Fondation nationale[481]. Pierre Marthelot s'en satisfait, regrettant simplement que le gouvernement n'ait pas proposé plusieurs candidats, et le président de la Cité et le recteur de Paris valident la nomination d'Ancarola[482]. Pour chaque nouveau directeur le recteur et le président de la Cité ratifient ainsi sa nomination, se contentant donc de confirmer l'attribution du poste par le gouvernement argentin. Dans les sources que nous avons pu consulter, la Fondation nationale n'a jamais proposé une autre personne que celle qui avait été choisie par le gouvernement. En 1979, dans une lettre émanant vraisemblablement de la Fondation nationale adressée au Ministre de la Culture et de l'Éducation argentin, Juan Rafael Amadeo, son auteur signifie le refus de remplacer Ancarola par un nouveau directeur tel que cela est décidé dans une résolution ministérielle de décembre 1978. L'auteur de la lettre explique que Pedro Ancarola avait été nommé en octobre 1976 pour un an et renouvelé pour deux ans en 1977, conformément au règlement de la Maison de l'Argentine. De cette manière, pour

477 Pierre Marthelot à Bernard Chenot, 21/09/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
478 Voir les dossiers individuels des directeurs : Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1106, pochette « Personnel ».
479 Bénedict Manin au Ministre des Relations Extérieures, 25/06/1984, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
480 Extrait du compte-rendu du Bureau du Conseil d'administration de la Fondation nationale du 16/11/1983, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
481 Federico O. Speroni à Victor Bouilly, Buenos Aires, 28/10/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
482 Décision de Bernard Chenot et Robert Mallet, Paris, 21/10/1976, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.

l'auteur, il ne pourrait pas être remplacé avant octobre 1979[483]. En effet, la résolution ministérielle remet en cause la décision du recteur et du président de la Cité de 1977, et c'est donc pour la Fondation nationale une remise en cause assez manifeste de son autorité et de ses règlements. En juillet 1981, Devoto, le remplaçant de Ancarola, rentre en Argentine à son tour et Enrique Morad est nommé à sa place, toujours par des décisions unilatérales du gouvernement argentin[484]. Au moins jusqu'en 1990, les directeurs sont toujours nommés de la même manière[485]. En juin 1984, le Secrétaire général de la Fondation nationale, Bénedict Manin, s'adresse à Alain Rouquié pour qu'il intervienne sur ce problème lors de sa participation à une commission mixte franco-argentine[486]. Mais malgré les déclarations de bonnes intentions de certains directeurs, en particulier Leonardelli en 1990[487], la Maison de l'Argentine est toujours aujourd'hui propriété exclusive du gouvernement argentin[488] et continue pendant ces années d'être régie par des décisions unilatérales du gouvernement argentin. L'inefficacité des interventions du Ministère français des Affaires Étrangères signifie l'indépendance de l'Argentine dans ses relations diplomatiques avec la France et marque la persévérance de sa défense de la souveraineté sur cette Maison par le gouvernement, qui continue d'estimer que la résidence lui appartient totalement. Le projet de la Cité échappe à ses préoccupations : ainsi, en juin 1980, le directeur Devoto écrit au délégué général de la Fondation nationale et lui explique que le statut juridique spécial de la Maison faisait que ses bâtiments appartenaient à l'État argentin et que son directeur ne dépendait que des autorités du Ministère de la Culture et de l'Éducation argentin[489]. Lors de leur réunion suivante, les membres du Bureau de la Cité internationale décident de répondre à cette lettre « en refusant d'admettre cette interprétation qui n'est pas conforme au statut général de l'ensemble des maisons de la Cité »[490].

c) Le renforcement du rôle de résidence étudiante

Cependant, tous les directeurs ne tiennent pas cette position assez ferme et certains reconnaissent, en tous cas dans leurs discours, la demande de la Fondation nationale de rattacher la Maison au reste de la Cité. Ainsi de Leonardelli qui écrit en juin 1990 à Dalmasso son « souci de continuer la gestion de M. Caimari dans le sens d'une intégration défintive de la Fondation Argentine dans la vie

483 Lettre au Ministre argentin de la Culture et de l'Éducation, 31/01/1979, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
484 Bénedict Manin au Ministre des Relations Extérieures, 25/06/1984, *arch. cit.*
485 Etienne Dalmasso à la rectrice des Universités de Paris, 3/04/1990, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
486 Bénedict Manin au Ministre des Relations Extérieures, 25/06/1984, *arch. cit.*
487 Leonardelli à Dalmasso, 29/06/1990, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
488 Mail de Simona Montini, 10/04/2018.
489 Bureau du 19 novembre 1980, « Maison d'Argentine », 13/11/1980, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
490 *Ibid.*

communautaire de la Cité internationale universitaire de Paris »[491]. S'il est possible que le directeur donne ainsi des gages de bonne volonté après que des membres du personnel l'aient accusé d'avoir une gestion illégale notamment auprès de Dalmasso, on peut aussi penser que les directeurs n'étaient pas aussi attachés que le gouvernement argentin à l'autonomie de la Maison, et pour certains l'ont moins mise en œuvre. Leur seule présence physique à la Cité, leurs rencontres avec les dirigeants de la Fondation nationale ou d'autres directeurs devaient leur faire prendre conscience du projet de la Cité et de l'ouverture des Maisons qu'il supposait, ce que les membres du Ministère de la Culture et de l'Éducation devaient évidemment moins percevoir du fait de leur distance. Pedro Ancarola exprime ainsi son adhésion aux valeurs de la Cité : pour lui, « Argentins, étrangers de toutes nations et races, fraternisent ici sous un même drapeau : celui de la CITE INTERNATIONALE »[492]. Au moment de son départ, Etienne Dalmasso remercie Ancarola et écrit que « votre souci de collaboration avec la Fondation nationale dans le respect intégral de la personnalité de la Fondation Argentine a été un modèle »[493]. Ainsi, il apparaît qu'au cours des années 1980, au moins deux directeurs, Ancarola et Leonardelli, coopéraient un peu plus avec la Fondation Nationale. De cette manière, on peut faire l'hypothèse que l'indépendance juridique de la Maison qui date à cette époque d'il y a soixante ans n'était pas associée à une indépendance complète de la Maison du reste de la Cité. La résidence d'étudiants français et d'autres nationalités qu'argentine placés par la Fondation nationale signifie de fait une ouverture, qui a d'ailleurs lieu dès l'ouverture de la Maison dans les années 1930. Au-delà de ça, les directeurs ne se contentaient probablement pas tous d'accueillir simplement ces étudiants et de gérer leur Maison indépendamment du reste du fonctionnement de la Cité internationale. Les réunions des administrations de plusieurs résidences devaient aussi être fréquentes : Leonardelli évoque ainsi une « Conférence des Directeurs »[494], comme Caggiano en 1958[495]. Cependant, on constate que même lorsque des directeurs entretenant vraisemblablement de bonnes relations avec la Cité sont en poste, il existe peu voire pas du tout d'activités dans la Maison ouvertes aux autres résidents de la Cité, ni nous ne trouvons de traces de participation de résidents de la Maison de l'Argentine à des événements organisés dans les bâtiments communs de la Cité. Il est probable que cela soit dû au fonctionnement de la Cité internationale où, même pour les autres Maisons, rattachées ou non à la Fondation nationale, les circulations entre résidences ne sont pas extrêmement nombreuses dans le cadre d'événements organisés par les administrations. Les infrastructures des espaces communs, comme le restaurant universitaire ou les équipements sportifs, pouvaient attirer les résidents, mais

491 Leonardelli à Dalmasso, 29/06/1990, *arch. cit.*
492 Pedro Ancarola à Bénedict Manin, 20/06/1978, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
493 Etienne Dalmasso à Pedro Ancarola, 3/04/1979, Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1108.
494 Leonardelli à Dalmasso, 29/06/1990, *arch. cit.*
495 Voir chapitre 4.

ceux-ci restaient probablement assez dépendants de leur maison de résidence comme nous l'avons constaté pour les activités organisées par le Comité de résidents de la Maison de l'Argentine. Il semble par ailleurs que la mixité soit introduite dans les deux bâtiments en 1983[496].

Par ailleurs, pendant ces années, la Maison semble accueillir moins d'événements ouverts à l'extérieur. En tous cas, les numéros de « Fondation Argentine » que nous avons vus, des années 1987 à 1989, ne mentionnent aucune conférence, spectacle ou autre activité ouverte pour des personnes ne résidant pas dans la Maison ou dans la Cité. En effet, comme nous l'avons dit le Comité des résidents est le seul à organiser des événements d'après ce que nous avons vu, et il s'agit toujours d'activités à faire entre résidents. Ainsi, bien que cela soit soumis à la confirmation de recherches plus approfondies, par exemple des entretiens permettant de vérifier que la direction n'organisait pas des événements dont il ne resterait pas de traces dans les archives que nous avons consultées, il semble que la Maison n'était plus un lieu d'événements culturels comme c'était le cas jusque dans les années 1950. Luis Alberto Quevedo raconte comme nous l'avons déjà vu que les Argentins qui vivaient dans la résidence avaient souvent tendance à y vivre assez renfermés, et qu'il leur était difficile de s'intégrer à la société française. Il se souvient de la dureté de la vie à Paris lorsque l'on ne parlait pas français, critique la réception des étrangers par la société française et « les relations humaines à la façon française »[497]. Ruth Ladenheim raconte quant à elle les difficultés d'obtention pour l'obtention des permis de séjour[498]. Cela correspond aux témoignages de Cortázar et du couple Jablonski, mais María Lagrange se souvient au contraire de liens forts avec des Français[499]…

La Maison n'accueille plus de rencontres entre représentants des gouvernements de l'Argentine et de la France comme en 1960 pour l'inauguration de la statue de San Martín[500]. Cela signifie que les relations entre les deux pays ont lieu par ailleurs, et que la Maison se concentre sur son rôle de résidence universitaire, même si les événements d'un tel type n'ont pas non plus été très fréquentes les décennies précédentes. Pendant la dictature, surtout à partir de l'assassinat des religieuses Léonie Duquet et Alice Domon en décembre 1977, la répression par le gouvernement est connue en France et le scandale international créé par l'assassinat des deux sœurs affaiblit probablement les relations entre les deux pays[501], au moins en ce qui concerne les relations publiques. Lorsque des relations diplomatiques reprennent après l'élection de Raúl Alfonsín, elles ne se déroulent plus dans la Maison, ce qui peut vouloir dire qu'elles sont moins liées aux relations universitaires, au moins aux relations culturelles.

496 Maison d'Argentine (Paris), et Ministerio de cultura y educación, *Fondation Argentine: 70 : 1928-1998* (Paris: Cité internationale universitaire de Paris, 1998), p. 99.
497 Alejandra Birgin, *op. cit.*, p. 570.
498 *Ibid.*, p. 583.
499 *Ibid.*, p. 552.
500 Voir chapitre 4.
501 Félix Luna, *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia*, *op. cit.*, pp. 276-275.

On assiste pendant la dictature de 1976 à la prégnance des doctrines de la junte militaire qui, incarnée dans les discours du directeur Ancarola, continue de faire de la Maison un lieu d'expression du pouvoir de l'exécutif argentin. Cependant, contrairement à ce que nous avons constaté plus haut, la Maison semble moins faire l'objet d'un investissement du gouvernement en faveur de son image internationale ou de ses relations diplomatiques que vingt ans plus tôt. La direction semble ainsi ne plus organiser d'événements publics. En lien avec cela, on assiste pendant ces années à une concentration de la Maison sur son lien à l'Argentine au détriment de ses relations avec la France, affaiblissant en particulier le rôle qu'elle avait lors de rencontres diplomatiques entre les gouvernements des deux pays, ce qui peut signifier une diminution de leurs relations universitaires et culturelles, étant donné que la Maison était surtout associée à ces dernières. Sur ce point, des recherches sur ces relations seraient nécessaires pour mieux décrire cet aspect de l'évolution de la Maison. Par ailleurs, à la fin de la dictature, les résidents ont plus de latitude pour l'organisation de leur vie dans la Maison et certains s'emparent de questions politiques importantes en Argentine à l'époque. Les oppositions en Argentine notamment sur les procès des militaires criminels sont ainsi reproduites au sein de la Maison, en lien avec la mémoire des crimes de la dictature, et son rôle de résidence étudiante se renforce. Certains directeurs coopèrent également de façon assez forte avec la Cité internationale et adhèrent aux discours de ses dirigeants. Cela dit, la Maison de l'Argentine continue d'avoir un statut unique dans la Cité et cette adhésion semble cantonnée aux discours. Ainsi, le hiatus entre les représentations des États auxquels sont liés les maisons et celles de l'administration de la Cité à Paris est bien illustré dans le cas de la Maison de l'Argentine, ce qui met en évidence les limites du projet de mise en relation des étudiants du monde autour de valeurs communes auquel aspire la Cité internationale. En raison de l'autonomie que nous avons tenté de décrire, cet écart est probablement plus fort dans le cas de la Maison de l'Argentine que pour les autres résidences.

Conclusion

La Maison de l'Argentine, sous plusieurs aspects, connaît une situation originale au sein de la Cité universitaire de Paris. Tout d'abord, il s'agit de l'une des toutes premières résidences de la Cité, dont la promesse de la construction précède même le début de la construction du campus. Ainsi, cette Maison est l'un des tous premiers résultats des entreprises françaises d'expansion de l'influence de ses universités, c'est-à-dire de ce que Guillaume Tronchet nomme la diplomatie universitaire de la France. Toutefois, elle s'en éloigne progressivement et ne concerne de plus en plus que les relations diplomatiques entre l'Argentine et la France. Deuxièmement, la Maison de l'Argentine est probablement l'une des plus liées au pays auquel elle est associée, son histoire étant profondément liée à celle de l'Argentine et la prégnance du pays en son sein étant assez forte. Enfin, en grande partie du fait de l'unicité de son statut juridique, il s'agit d'une résidence très autonome au sein de la Cité. Cela nous semble être l'explication des principaux phénomènes que nous avons tenté d'éclairer dans ce travail.

Un objet des relations universitaires puis diplomatiques franco-argentines

Comme nous l'avons dit en introduction et au premier chapitre, la Maison de l'Argentine est dans les premières années de son existence assez largement le produit des relations entre l'Argentine et la France, en particulier de leurs relations universitaires, elles-mêmes fortement structurées par les initiatives des acteurs de la diplomatie universitaire française. La singulière intensité des relations universitaires entre la France et l'Argentine depuis la fin du XIXè siècle couplée à la francophilie du président argentin de l'époque, Marcelo de Alvear, explique ainsi probablement en grande partie que la quatrième Maison de la Cité ait été celle de l'Argentine. Par ailleurs, la direction de la Maison par l'hispaniste et ancien directeur du Groupement des Universités et Grandes Écoles de France pour les relations avec l'Amérique Latine (GUGEF), Ernest Martinenche, pendant toutes les années 1930, illustre bien son lien à la politique de diplomatie universitaire du rectorat de Paris et du gouvernement français. Cependant, très rapidement après sa création, nous avons vu que le gouvernement argentin s'était assez largement désintéressé de la Maison qui venait d'être bâtie, en même temps que des échanges universitaires avec la France dont la résidence était l'un des principaux supports. Dans le même temps, comme cela est expliqué par Guillaume Tronchet[502], la Fondation nationale s'éloigne elle-même du rectorat de Paris et se rapproche du Ministère des Affaires Étrangères pour tenter de réaliser le projet d'André Honnorat d'espace de rencontre entre

502 Guillaume Tronchet, *op. cit.*

étudiants du monde, inspiré de l'esprit de Genève. Ainsi, la Maison de l'Argentine suit l'évolution générale de la Cité vers les relations diplomatiques, étant utilisée par exemple pendant la guerre par certains Argentins pour témoigner de leur soutien à la France ou dans les années 1960 comme lieu d'une rencontre entre Arturo Frondizi et André Malraux. Cependant, les deux phénomènes les plus forts en ce qui concerne la relation de l'histoire de la Maison à celle des relations entre la France et l'Argentine sont surtout le désintérêt du gouvernement argentin pour la Maison ou sa gestion très autonome de celle-ci. Ainsi, en effet, nous avons vu que la résidence est devenue très rapidement une propriété du gouvernement argentin dont il contrôlait l'ensemble de l'administration, indépendamment des demandes de la Fondation nationale et des interventions du Ministère des Affaires Étrangères pour une transformation du statut de la Maison dans la Cité. Comme nous en avons fait l'hypothèse, cela semble traduire l'éloignement plus général des deux pays au cours du XXè siècle, qui débute dans les années 1930 et qui peut-être généralisé à toute l'Amérique latine. La résidence est de plus en plus affectée par l'histoire de l'Argentine, surtout après la Seconde guerre mondiale et le début de la nomination de tous les directeurs par le président de la République argentine, en même temps qu'elle est de moins en moins touchée par ses relations avec la Fondation nationale, les universités françaises et le Ministère français des Affaires étrangères.

Un témoin de l'histoire de l'Argentine

La Maison de l'Argentine est par ailleurs profondément liée aux différents processus sociaux, économiques et politiques que connaît la société argentine au long du XXè siècle, et est souvent affectée par les événements importants qui ont lieu de l'autre côté de l'Atlantique. Ainsi, nous avons tenté de montrer que l'histoire de la Maison pendant la Seconde guerre mondiale était liée à la politique étrangère du gouvernement pendant ces années, que le péronisme avait fortement influencé la Maison à sa réouverture à la fin des années 1940, que les dictatures avaient poursuivi l'exercice de leur autorité et été contestées dans la Maison, tout comme les débats dans la société argentine après la fin de la dernière dictature avaient également agité la Maison dans les années 1980. En grande partie pour les raisons évoquées plus haut liées à son indépendance dans la Cité et à son lien au gouvernement argentin, cette résidence est donc probablement l'une des plus liées à son pays au sein de la Cité. Au-delà des effets des grandes périodes de l'histoire de l'Argentine, cela se ressent aussi dans les témoignages des résidents qui racontent la proximité à leur pays lorsqu'ils habitaient dans la Maison, qui est aussi une proximité à l'État argentin. Ce dernier aspect correspond au caractère de « lieu du pouvoir de l'État » de la résidence, c'est-à-dire à la prégnance en son sein du pouvoir de l'État argentin, bien illustrée par la continuité assez forte entre le

directeur de la Maison et l'exécutif argentin, mais aussi du fait du statut d'étudiants, parfois boursiers du gouvernement argentin, de la majorité des résidents. De par ce lien à l'État, la Maison peut aussi apparaître comme une représentation supplémentaire du pays à Paris, en plus de son ambassade et son consulat. Comme corollaire, la Maison est dans une certaine mesure coupée de la ville et du pays dans lequel elle est construite. Les microcosmes de la Cité et de la Maison s'ajoutant l'un à l'autre, plusieurs résidents regrettent de ne pas nouer beaucoup de liens avec des Français à cause de leur lieu de résidence et du lien à l'Argentine qu'ils y entretiennent. Cela dit, cela varie bien sûr fortement selon les cas, et probablement selon les activités de chacun. Si nous manquons de renseignements sur ce point, il est très probable que le brassage, c'est-à-dire la présence d'étudiants d'autres nationalités dans la Maison, dont des Français, et les études aient permis de tisser des liens en-dehors de la Maison et des Argentins qui y vécurent. De plus cela n'a pas non plus empêché que des événements argentins et français se rencontrent dans la Maison comme ce fut le cas en mai 1968.

Un extra-territoire au sein de la Cité

A cause de son statut de propriété du gouvernement argentin, la situation juridique de la Maison de l'Argentine est unique au sein de la Cité, où tous les autres bâtiments appartiennent aux Universités de Paris qui mandatent la Fondation nationale pour en prendre en charge l'administration. Comme conséquence de cela, cette résidence est également la seule à ne pas posséder de conseil d'administration où siégeraient des membres de la Fondation, et n'est donc gérée que par le gouvernement argentin. Les critères d'admission des résidents argentins, la nomination du directeur, le règlement intérieur, le budget de la Maison et tous les autres éléments qui pourraient dépendre d'un tel conseil sont donc décidés unilatéralement par le gouvernement argentin. Cette situation a fait l'objet d'initiatives fréquentes et répétées, qui durent encore aujourd'hui, de la part de la Fondation pour tenter de la transformer, sans succès. Ce statut juridique de la Maison, dû en partie à une erreur ou un manque de prévoyance lors de la concession du terrain de l'Université de Paris au gouvernement argentin en 1924, au tout début de la Cité internationale, est principalement le résultat du refus constant de l'État argentin de céder la résidence à la Fondation nationale, comme l'ont pourtant fait toutes les autres entités qui y construisirent des logements. De plus, nous avons constaté que, tout au long de la période que nous étudions, cette situation n'a connu quasiment aucune évolution : après la disparition en 1936 du comité local où l'ambassadeur était de toutes manières déjà le principal décideur, la Maison est continuellement gérée selon les décisions de l'exécutif argentin et seule la nomination du directeur de 1976 constitue un très léger changement,

le gouvernement argentin attribuant à sa décision un caractère de proposition à la Cité internationale. Ce phénomène est profondément lié aux deux autres aspects de l'histoire de la Maison que nous venons d'évoquer en cela qu'il s'agit d'un résultat assez direct de l'éloignement diplomatique et culturel de la France et l'Argentine dans les années 1930, et de la grande proximité entre l'État argentin, la société argentine et la Maison. Cet élément est par ailleurs intéressant quant à l'histoire de la Cité. En effet, une telle situation remet en cause l'autorité de la Fondation nationale sur le campus dont elle est censée être l'administratrice, et il pourrait être instructeur d'en approfondir les implications quant à la relation de la Fondation avec les institutions dont elle essayait de s'éloigner, le rectorat de Paris voire le ministère des Affaires étrangères, ou quant à son éventuel rôle dans les redéfinitions successives de l'exercice de sa mission, en particulier de la place qu'elle accordait aux États dans la Cité. Nous pouvons cependant déjà dire que cette indépendance de la Maison de l'Argentine illustre bien la difficulté de concrétiser le projet d'André Honnorat et de parvenir à faire de la Cité un espace proprement transnational, c'est-à-dire où les appartenances nationales s'effaceraient au profit d'une identité ou d'un esprit nouveaux, constitués dans les échanges entre les résidents et au sein du campus.

Sources

- **Archives nationales**

Archives de la Cité internationale

20090013 : dossiers concernant la Maison de l'Argentine dans les archives de la Fondation Nationale
- **art. 367** : Notes, correspondance, pièces comptables (1935-1959), plans d'origine (1927-1978)
- **art. 1106** : Création, fonctionnement général : notes, correspondance, règlement intérieur, discours, curriculum vitae, arrêtés, titres et travaux, attestations, certificats, articles de presse (1927-1939). (1927-1994) Cet article contient des dossiers relatifs à l'inauguration (1928), au personnel (1931-1994), à la bibliothèque (1931-1942) et au règlement.
- **art. 1107-1108** : Gestion : notes, correspondance générale, pièces annexes (1923-1968 ; 1968-1997).

20090014 : archives de la Maison de l'Argentine
- **art. 277** : Administration générale, réglementation : règlements, projets de règlements, statuts, conventions, correspondance. (1925-1968)
- **art. 278-285** : Administration générale, correspondance (1948-1978)
- **art. 286** : Budgets : notes, tableaux récapitulatifs, correspondance, 1979-1982
- **art. 287** : Relations avec la Fondation : conférence des directeurs, notes, correspondance. (1978-1979)
- **art. 288-299** : Relations avec le ministère de l'Education argentin. (1948-1990)
- **art. 300-301** : Relations avec la direction générale de l'administration du ministère de l'Education argentin (1949-1976)
- **art. 302** : Résidents, statistiques : tableaux récapitulatifs, 1956-1974
- **art. 303** : Vie culturelle : notes, correspondance (1949-1973)
- **art. 304** : Discours et conférences (1950-1957)

- **Archives de la Maison de l'Argentine**

Archives de l'exposition des 80 ans de la Maison (carton « Expo 80 años ») : correspondance, articles de presse, rapports, états des lieux dans les années 1940, photographies, communiqués des

occupants de Mai 68, archives de la cérémonie d'hommage à Eduardo Pasquini, numéros de « Fondation Argentine », documents divers.

Carton vierge dans l'armoire « Expo 80 años » : discours à l'inauguration du 6 décembre 1948, décrets présidentiels, dossiers d'admission, nominations de directeurs et démission de Randle, correspondance.

Fiches individuelles de résidents

- **Archives de la Préfecture de Paris**

Archives des Renseignements généraux

- **77W/2786/442392** : Bemberg
- **77W/3682/363964** : Fondation Argentine
- **GD35** : La presse des communautés étrangères en France, t.1, France-Argentine
- **GD45** : Argentine : les organisations d'extrême-droite, leurs prolongements en France

Archives du cabinet du préfet de police, affaires générales

- **BA2208** : Argentine

Ordre public

- **FA24-FA25** : Visite de A. Frondizi à Paris en juin 1960.
- **FD311** : Manifestation du collectif pour le boycott du Mondial 78.

- **FB58** : Mai 68, opération Beaux-Arts
- **FB55** : Mai 68, rapports journaliers

Police générale

- **IC 11** : Julio Cortázar

- **Périodiques**

Revue Ensemble : http://ensemble.educ.ar/, en particulier le numéro 11, hors-série sur Cortázar avec le témoignage de Mario Gurfein et un texte de Julio Cortázar sur l'occupation de Mai 68.

- **Bibliothèque du CHS**
-

Fonds 68 – Cité internationale : communiqués des occupants de la Maison en Mai 68

- **Bibliothèque de l'IHEAL**

Commandement national du Parti Montonero, Lettre à l'épiscopat d'Argentine, décembre 1976, Imprimerie de l'Ile-de-France (Choisy-le-Roi)

Jean Jaurès en Argentine, L'OURS, Cahier et Revue, n°153 (août-septembre 1984)

- **Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC)**

L'Oeuvre du Comité franco-argentin au cours de la guerre mondiale : L'immigration des étudiants étrangers en France La cité universitaire La maison de l'étudiant argentin en France, Paris : imp. Guillemot et de Lamothe, 1923, 1 vol. (29 p.) ; In-8

- **Bibliothèque Sainte-Geneviève**

La Fondation de la République argentine à la Cité universitaire de Paris, Juillet 1950, imprimerie H. Diéval.

- **Argentine (pistes)**

Archivos del Ministerio de Relaciones Exteriores, Buenos Aires

Biblioteca Nacional de Maestros

> Pabellón argentino de la Ciup, Guía de orientación y referencias culturales, 1960 : http://www.bnm.me.gov.ar/giga1/documentos/EL005450.pdf

Archivo Histórico de la Cancillería Argentina.

Archivo Intermedio del Archivo General de la Nación

- **Témoignages écrits**

Revue Ensemble éditée par la Maison, n°11.

Birgin, Alejandra, et Ministerio de Educacion de Argentina. *Escenas de la memoria : La casa Argentina en París en la voz de sus antiguos residentes = Scènes de la mémoire : La Maison de l'Argentine de Paris dans la voix de ses anciens résidents*, 2011.

- **Entretiens (voir en annexe)**

Nidia et Ruben Jablonski à Paris le 24 février 2018.
Mario Gurfein à Paris le 16 février 2018.
Antonio Seguí à Antony le 6 janvier 2018.

Sources des photographies

Page 35, Ernest Martinenche : Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107.
Page 38, Les salons : communiquée par la Maison de l'Argentine.
Page 92, Cortázar : Clarin.com. « La presencia de todos esos años de gente ». Consulté le 28 mai 2018, https://www.clarin.com/ideas/casa-argentina-ciudad-universitaria-paris_0_rktZ2OZ3Pmx.html.
Page 103, Un résident : Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090014/303.
Page 107, Frondizi et Malraux : communiquée par la Maison de l'Argentine.
Page 111, la peinture de Mai 68 : communiquée par la Maison de l'Argentine.
Page 124, Le « Message » de Pedro Ancarola : Archives de la Maison de l'Argentine, carton « Expo 80 años »

Bibliographie

Histoire générale de l'Argentine et de l'Amérique latine

- Academia nacional de la historia, éd. *Nueva historia de la nación argentina. Tomo IX, La Argentina del siglo XX c. 1914-1983, (continuación)*. Buenos Aires, Argentine: Planeta, 2002.
- Bertoni, Lilia Ana. « Patriotas, cosmopolitas y nacionalistas: la construcción de la nacionalidad argentina a fines del siglo XIX ». Fondo de Cultura Económica, 2001.
- Dabène, Olivier. *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*. Armand Colin, 2003.
- Giudicelli, Christophe. « Manuel Gamio, Forjando Patria ». *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, n° 4 (1996).
- Halperin Donghi, Tulio. *Son memorias*. Buenos Aires: Siglo XXI, 2008.
- Luna, Félix. *Historia integral de la Argentina: Conservadores y peronistas*. Buenos Aires: Planeta, 1997.
- Martín Regalsky, Andrés. *Las inversiones extranjeras en la Argentina, 1860-1914*. Biblioteca Política argentina 151. Buenos Aires: Centro Editor de América Latina, 1986.
- Novaro, Marcos. *Historia de la Argentina: 1955-2010*. Buenos Aires, Argentine: Siglo Veintiuno, 2010.
- ———. *Historia de la Argentina contemporánea: de Perón a Kirchner*. Buenos Aires, Argentine: Edhasa, 2006.
- ———. *Historia integral de la Argentina: El largo camino a la democracia (1956-1983)*. Buenos Aires: Planeta, 1997.
- Pasternac, Nora. *Sur: una revista en la tormenta : los años de formación, 1931-1944*. Buenos Aires, Argentine: Paradiso, 2002.
- Perina, R., Russell, R. *Argentina en el mundo:* 1. ed edition. Buenos Aires: Distribuidor exclusivo, Emecé Editores, 1988.
- Reith, Boris. « Les relations diplomatiques franco-argentines à l'époque de Perón (1946-1955): Mémoire de DEA ». Université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, 2005.
- Romero, Luis Alberto. *Breve historia contemporánea de la Argentina*. Fondo de Cultura Economica, 2012.
- Rouquié, Alain. *A l'ombre des dictatures: La démocratie en Amérique latine*. Albin Michel, 2010.
- Rouquié, Alain *L'état militaire en Amérique latine*. Le Seuil, 2016.
- Rouquié, Alain. *Argentina, Hoy*. Historia immediata. Mexico: Siglo XXI, 1982.

- Weinmann, Ricardo. *Argentina en la Primera Guerra Mundial: neutralidad, transición política y continuismo económico*. Buenos Aires: Ed. Biblos, 1994.

Le radicalisme

- Fernández Lalanne, Pedro E. *Los Alvear*. Buenos Aires: Emecé Editores, 1980.
- Luna, Félix. *Alvear*. Buenos Aires, Argentine: Libros argentinos, 1958.
- Luna, Felix. *Ortiz: Reportaje a la Argentina opulenta*. Penguin Random House Grupo Editorial Argentina, 2012.
- Rouquié, Alain. *Le mouvement Frondizi et le radicalisme argentin*. Presses de Sciences Po, 1967.

Le péronisme

- Donghi, Tulio Halperín. *La larga agonía de la Argentina peronista*. Buenos Aires: Ariel, 1994.
- Luna, Félix. *Perón y su tiempo. tomo 1, la Argentina era una fiesta, 1946-1949*. Buenos Aires, Argentine: Sudamericana : Random house Mondadori, 2013.
- ———. *Perón y su tiempo. tomo 2, la comunidad organizada, 1950-1952*. Buenos Aires, Argentine: Sudamericana : Random house Mondadori, 2013.
- ———. *Perón y su tiempo. tomo 3, el régimen exhausto, 1953-1955*. Buenos Aires, Argentine: Sudamericana : Random house Mondadori, 2013.
- Novaro, Marcos. éd. *Peronismo y democracia: historia y perspectivas*. Buenos Aires, Argentine: Edhasa, 2014, 2014.
- Rouquié, Alain. *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*. Paris: Le Seuil, 2016.

Les régimes militaires et le rôle politique de l’armée

- Lafage, Franck. *L’Argentine des dictatures 1930 - 1983*. Editions L’Harmattan, 1991.
- Rouquié, Alain, *Pouvoir militaire et société politique en république argentine*. Paris: Les Presses de Sciences Po, 1977.
- Novaro, Marcos, et Vicente Palermo. *La dictadura militar, 1976-1983: del golpe de estado a la restauración democrática*. Buenos Aires, Argentine, 2003.

Histoire des relations entre l'Europe et l'Amérique latine, la France et l'Amérique latine

- Rodriguez, Manuel. *Les engagés volontaires latino-américains en France pendant la Grande Guerre: profils de volontaires, raisons de l'engagement et représentations du conflit*. France, 2010.
- Albert, Bill, et Paul Henderson. *South America and the First World War: The Impact of the War on Brazil, Argentina, Peru and Chile*. Cambridge: Cambridge university press, 1988.
- Bourlet, Michaël. « Les volontaires latino-américains dans l'armée française pendant la Première Guerre mondiale ». *Revue historique des armées*, n° 255 (15 juin 2009): 68-78.
- Compagnon, Olivier. *L'Adieu à l'Europe: L'Amérique latine et la Grande Guerre*. Fayard, 2013.
- ———. « 'Si loin, si proche...' La Première Guerre mondiale dans la presse argentine et brésilienne ». In *L'envers de la médaille. Guerres, témoignages et représentations*, par Jean Lamarre et Magali Deleuze, 77-91. Presses Universitaires de Laval, 2007.
- Compagnon, Olivier, et Armelle Enders. « L'Amérique Latine et la guerre ». In *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918: histoire et culture*, par Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean Jacques Becker, 889-901. Bayard, 2004.
- ———. « L'Amérique Latine et la première guerre mondiale ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo Mundos Novos - New world New worlds*, 1 janvier 2002.
- Gaillard, Gaston. *Amérique latine et Europe occidentale. L'Amérique face à la guerre*. Paris: Berger-Levrault, 1918.
- Guerra, François-Xavier. « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun ». *Les civilisations dans le regard de l'autre*, 2002.
- Lempérière, Annick, et Harmathèque. *L'Amérique latine et les modèles européens*. Paris: L'Harmattan, 1998.
- Prochasson, Christophe, et Anne Rasmussen. *Au nom de la patrie: les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*. Paris: La Découverte, 1996.
- Rolland, Denis. *La Crise Du Modèle Français: Marianne et l'Amérique Latine - Culture, Politique et Identité*. Editions L'Harmattan, 2011.
- ———. *L'Amérique latine et la France: acteurs et réseaux d'une relation culturelle*. Presses universitaires de Rennes, 2011.
- ———. *Mémoire et imaginaire de la France en Amérique latine: La commémoration du 14 juillet 1939-1945*. Editions L'Harmattan, 2000.

- Vaïsse, Maurice. *De Gaulle et l'Amérique latine*. Presses universitaires de Rennes, 2017.

Les relations entre la France et l'Argentine

- Felgine, Odile. *Roger Caillois: biographie*. Paris, France: Stock, 1994.
- Gasquet, Axel. *L'intelligentsia du bout du monde: les écrivains argentins à Paris*, 2002.
- Grementieri, Fabio. *Francia en la Argentina*. Manrique Zago Ediciones, 1995.
- Lopez, José-Francisco. *La República Argentina y sus relaciones económicas con la Francia: conferencia en sociedad de geografia comercial de París (sesión del 16 de Febrero de 1884)*. Paris, France: Libr. de Garnier Hermanos, 1884.
- Maugey, Axel. *Les élites argentines et la France*. Paris, France, 1998.
- Mazzei, Daniel H. « La misión militar francesa en la escuela superior de Guerra y los orígenes de la Guerra Sucia », s. d., 33.
- Ocampo, Victoria, Roger Caillois, et Laura Ayerza de Castilho. *Correspondencia, 1939-1978*. Édité par Odile Felgine. Traduit par Federico Villegas. Buenos Aires, Argentine: Editorial Sudamericana, 1999.
- Pelosi, Hebe Carmen. *Argentinos en Francia, franceses en Argentina: una biografía colectiva*. Ciudad Argentina, 1999.
- ———. *Las relaciones franco-argentinas 1880-1918: inmigración, comercio y cultura*. Colección historica Texte imprimé Buenos Aires Librería Histórica 19??-... Buenos Aires: Librería-Editorial Histórica, 2008.
- ———. *Vichy No Fue Francia: Las Relaciones Franco-Argentinas (1939-1946)*. Nuevohacer Grupo Editor Latinoamericano, 2003.
- Robin, Marie-Monique. *Escadrons de la mort, l'école française*. La Découverte, 2015.
- Rubenstein, Jérémy. « La doctrina militar francesa popularizada. La influencia de las novelas de Jean Lartéguy en Argentina ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 6 juin 2017.

<u>Histoire de la Cité internationale</u>

- Anbert, Camille. *Origines de la Cité*. Paris : Fondation nationale, 1991.
- Berthiaume, Guy. (dir.). *La Cité internationale universitaire de Paris : 75 ans d'évolution, actes du colloque du 10 septembre 2001*. Paris : CIUP, 2002.
- Blanc, Brigitte. « La constitution du domaine de la Cité internationale universitaire de Paris ». *In Situ. Revue des patrimoines*, n° 17 (23 novembre 2011).

- Bureau, Sébastien, Guilherme Marinho de Miranda, et Lionel Rossini. « La Cité Universitaire Internationale de Paris. Un espace d'échange culturel ? » *EchoGéo*, n° 5 (29 mai 2008).
- Desclos, Auguste. *Fonctions et missions de la Cité universitaire*. Paris : Glauser, 1962.
- Formal G., Maher Abdel Hadi. *La Cité internationale de Paris (recherche sur la nature juridique de la Cité internationale de Paris, primitivement appelée Cité universitaire)*. Paris : [s.n.], 1970. 16 p. (extrait de la base Francis).
- Guerrini Pascal. *La vie politique d'André Honnorat (1868-1950)*. Mémoire de maîtrise : Histoire : Paris-IV, 1986.
- Howlett, Charles F. *Nicholas Murray Butler's The International Mind: An Argument for the Judicial Settlement of International Disputes with a New Introduction by Charles F. Howlett*. IAP, 2013.
- Keller Anne. *La Cité universitaire de Paris face à la montée de l'État nazi et à la guerre : un idéal en question (1937-1945)*. Mémoire de Master : Histoire : Paris X : 2005.
- Kévonian, Dzovinar, et Guillaume Tronchet. *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*. Presses Universitaires de Rennes, 2013.
- Lemoine, Bertrand, *La Cité internationale universitaire de Paris* (Editions Hervas, 1990).
- Maury, Lucien. *La Cité universitaire de Paris. Hier, aujourd'hui, demain*. Paris : Stock : Delamain & Boutelleau. 1947.
- Mekdachi, Wael. *Cité internationale universitaire de Paris : le retour à l'équilibre financements publics, financements privés pour initier une nouvelle politique de développement et de démocratisation*. Mémoire de DEA : Economie des ressources humaines et politiques sociales : Paris I : 2001.
- Müller, Philipp. *Le statut du français comme langue de communication dans une micro-communauté plurilingue : une étude de cas à l'exemple de la Cité internationale universitaire de Paris*. Mémoire de licence : Lettres : Université de Fribourg : 2002.
- Pol-Simon, Amélie. *La Cité universitaire de Paris des origines à la Seconde Guerre mondiale*. Mémoire de maîtrise : Université Paris-1, 2003, dactyl.

- Pourchet, Marie-Astrid. *La Cité internationale universitaire de Paris (1921-1951) : la pensée moderne au cœur de la Cité.* Saarbrüken : Éd. universitaires européennes, 2011.
- *Premier congrès international de l'habitat de l'étudiant, Congrès international de l'habitat de l'étudiant et Alliance internationale de la Cité universitaire de Paris*. Paris, [s.n.], 1951.
- Priault, Madeleine. *La Cité universitaire et son rôle social. [Thèse de droit]*. Paris : Rousseau, 1931.
- Rebughini, Paola. *La Cité internationale universitaire de Paris. Entre passé et présent*. Etude de sociologie commandé par Joseph Goy, délégué général de la CIUP, 1998.
- Reis, Jehnie. Cultural internationalism at the Cité Universitaire : international education between the First and the Second World Wars. *History of Education*, mars 2010, vol. 39, n°2, p. 155-173.

- Reis, Jehnie. *French and Foreign Students in Interwar Paris : Creating the Cité Universitaire*. Thèse : [Histoire] : University of Virginia : 2007.
- Richard, Damien. Constituer un sérieux dossier d'archives de la Cité : le fonds d'archives de la Cité internationale universitaire de Paris. *In Situ, Revue des patrimoines* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 28 février 2012, consulté le 11 décembre 2012.
- Sereni, Franck. *Les contacts entre élites internationales dans le cadre de la Cité internationale universitaire de Paris, 1924-1954*. Mémoire de DEA en histoire : Université Paris-I : 1988.
- Sereni Franck. La Cité internationale universitaire de Paris de la Société des Nations à la construction de l'Europe. *Relations internationales*, hiver 1992, n° 72, p. 399-407.
- Tronchet, Guillaume. *André Honnorat (1868-1950) : essai de biographie politique*. Mémoire de Master : Histoire : Paris I : 2004.
- Tronchet, Guillaume. L'État en miettes. La fabrique de l'impérialisme universitaire français (années 1920-1930). *Hypothèses*, 2010/1, p. 281-291.

Histoire de Mai 68

Mai 68 en France

- Artières, Philippe, et Michelle Zancarini-Fournel, éd. *68: une histoire collective, 1962-1981*. Paris, France: La Découverte, impr. 2015, 2015.
- Gobille, Boris. *Mai 68*. Paris, France: La Découverte, DL 2008, 2008.
- Le Goff, Jean-Pierre LE. *Mai 68, l'héritage impossible*. La Découverte, 2014.
- Zancarini-Fournel, Michelle. *Le moment 68: une histoire contestée*. Paris, France: Éd. du Seuil, 2008.
- Dreyfus-Armand, Geneviève, et Laurent Gervereau. *Mai 68 : les mouvements étudiants en France et dans le monde / ouvrage publ. sous la dir. de Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau*. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Paris: Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1988.

Mai 68 et les mouvements sociaux de la fin des années 1960 en Argentine

- Balvé, Beba. *El '69: huelga política de masas : rosariazo, cordobazo, rosariazo*. Buenos Aires, Argentine: : Razón y Revolución - CICSO : Ediciones RYR, 2005.
- ———. *Lucha de calles, lucha de clases: elementos para su análisis, Córdoba 1971-1969*. Razón y Revolución, 2005.

- Brennan, James P. *El cordobazo: las guerras obreras en Córdoba, 1955-1976*. Editorial Sudamericana, 1996.
- Delich, Francisco. *Crisis y protesta social: Córdoba, 1969*. Fundación de la Universidad Nacional de Córdoba, 1994.
- Gordillo, Mónica R. *Córdoba en los ’60: la experiencia del sindicalismo combativo*. Taller General de Imprenta, Secretaría de Extensión Universitaria, Universidad Nacional de Córdoba, 1999.
- Mestman, Mariano, et Ana Longoni. *Del Di Tella a « Tucumán Arde »: vanguardia artística y política en el ’68 argentino*. 3e éd. Buenos Aires: Eudeba, 2013.
- Schmucler, Héctor. « El Cordobazo, la Universidad, la memoria ». *Revista Estudios* 0, no 4 (4 avril 2016): 5-8.
- Tarcus, Horacio. « Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu’au Cordobazo ». *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, no 94 (2009): 85-92.

Annexes

Sommaire

Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski.....155
Entretien avec Mario Gurfein.....178
Entretien avec Antonio Seguí et Clelia Taricco.....194

Entretien avec Nidia et Ruben Jablonski chez eux à Paris, le 24 février 2018.

Jusqu'à l'arrivé de Nidia, l'entretien avec Ruben est traduit de l'espagnol. Il s'est ensuite déroulé en français.

En quelle année est-ce que vous êtes arrivé à la Maison ?

En 72, 1972. Euh… On rentrait de vacances, et, en passant devant la Maison de l'Argentine nous avons décidé de nous arrêter pour voir si nous pouvions y dormir. Nous sommes arrivés à la Maison de l'Argentine et Cujas nous dit, c'était l'administrateur, que nous sommes sur la liste. A partir de ce moment, nous avons habité à la Maison de l'Argentine. Nous sommes arrivés ici en 71, à Paris. Au début, j'ai été à peu près dix jours à la Maison de l'Argentine quand je suis arrivé, comme résident passager. Ensuite j'ai dû m'en aller parce que je n'étais plus… Je n'étais plus sur la liste. Ma femme est arrivée après, on a vécu dans le XVIIIè. Et ensuite nous on rentrait de vacances, on est passés devant la Maison de l'Argentine et là ce fut quand nous étions sur la liste. Alors nous nous sommes installés à la Maison de l'Argentine en 72, 73, 74 nous avons été là à la Maison de l'Argentine. Nous avons participé au Comité de résidents.

Vous n'aviez pas… Vous avez fait une candidature à un moment, à une occasion ?

Oui oui oui… Nous avions fait une demande mais trop tard, après on l'a renouvelée et c'est comme ça que l'on a pu venir à la Maison de l'Argentine.

La deuxième fois en 72.

C'est ça, c'est ça.

Et en 71 la première fois vous aviez fait une demande avant de venir en France ?

Oui oui oui, mais c'était trop tard.

Du coup vous avez été passager seulement.

Oui oui.

Vous vous souvenez de ce que l'on vous avait demandé ? Il y avait une fiche à remplir ?

Oui il y avait une fiche à remplir. Ce qu'il y a c'est qu'est passé aussi à Paris un ami de Nidia, Nidia c'est ma femme, qui travaillait au Ministère. Et ce garçon-là nous a arrangé le séjour futur à la Maison de l'Argentine.

D'accord, il vous a aidés. Et quel âge vous aviez à ce moment ?

28 ans.

Ok. C'était des gens de votre âge à peu près les résidents ?

Oui, oui, les amis que nous nous sommes faits là à la Maison de l'Argentine sont des amis qui continuent d'être des amis à nous. Quelques uns sont ici, d'autres sont là-bas à Buenos Aires, oui, ils étaient économistes, physiciens, qu'est-ce qu'il y avait d'autre… Beaucoup d'économistes à cette époque.

Vous aviez une chambre ensemble ?

Oui oui, nous avions une chambre qui était pour une personne mais avec deux lits. Oui, au deuxième étage, ensuite nous sommes allés au troisième étage qui était en haut là où il y avait les couples.

Et pourquoi est-ce que vous avez voulu venir à Paris ?

J'avais une bourse. Une bourse du gouvernement français, oui… Qui était pour moi et ma femme est venue avec moi.

On vous l'a donnée pour les études que vous faisiez en Argentine ?

Oui oui.

Vous aviez fini vos études à ce moment ?

J'étais professeur d'éducation physique. Je suis venu étudier « loisir ».

Donc vous êtes venu continuer vos études ici en France ?

Oui oui.

La bourse vous l'avez demandée à l'ambassade de France en Argentine ?

Oui.

D'accord. Donc vous saviez parler français ou vous aviez un lien avec la France ?

J'avais un lien avec la France à travers des amis qui étaient venus ici. Je les connaissais au CEMEA, *Centro de Entrenamiento y de Educación Activa.* C'est là que j'ai demandé la bourse. Oui… Et je suis, j'ai appris un peu le français là-bas à Buenos Aires et ensuite je suis venu ici et ici, euh, j'ai appris le français forcé.

En Argentine vous habitiez à Buenos Aires ou dans une autre ville ?

Oui.

Votre famille a toujours vécu à Buenos Aires ?

Ma famille a toujours vécu à Buenos Aires. Ma femme est de Patagonie.

Ah, d'accord. Et donc alors votre bourse vous permettez de payer la chambre et tout, non ? Par exemple votre famille ne vous envoyait pas de l'argent en plus… C'était assez pour tout payer.

C'était assez oui.

Vous ne vous souvenez pas de combien était la bourse ?

C'était en francs. 750F c'est possible.

Oui, je sais pas… Et vous l'avez eue depuis 71 jusqu'en 74 ?

La bourse, oui. Oui, je l'ai renouvelée deux ans de plus. Oui… Environ 750F et s'ajoutait le logement il me semble, ça faisait quelque chose comme 900F… Il me semble. Si je me souviens bien.

(…) ***Vous habitiez à Paris ?***

J'étudiais à Châtenay-Malabry.

Ah, d'accord. Et là… Et donc vous avez fait vos études quatre ans de plus et ensuite vous avez terminé vos études et vous êtes resté ici.

Oui, oui, c'est ça. La situation en Argentine n'était pas bonne du tout donc nous avons décidé de rester ici. Et pendant que nous étions ici est née ma fille. Nous l'avons faite à la Maison de l'Argentine.

Et quand vous êtes arrivés vous ne pensiez pas rester à Paris, vous pensiez rentrer en Argentine.

Pour un an nous sommes venus. Nous sommes ici depuis déjà quarante-quatre, quarante-cinq… Quarante-six ans que nous sommes là. Nous sommes venus pour un an au début.

(…) ***De quoi est-ce que vous vous souvenez de ce que vous faisiez dans la Maison ?***

Nous avons fait beaucoup de choses à la Maison de l'Argentine. Oui… Nous étions au Comité de résidents avec d'autres amis et nous prenions en charge les activités culturelles de la Maison de l'Argentine. Nous faisions, oui, des cafés-concert, des *asados* [des barbecues], des fêtes, euh… Et, je me souviens que c'était un environnement très beau d'échange avec les autres résidents. Qu'est-ce que je peux te raconter de plus. Avec le directeur nous nous voyions pour voir comment fonctionnait la Maison de l'Argentine n'est-ce pas ? Il y avait une situation politique difficile en Argentine à ce moment. Oui, à la Maison de l'Argentine il y avait, euh… Un peu de tout, politiquement, tu vois ? Et euh… cela se manifestait de différentes manières. Les problèmes politiques en Argentine se reflétaient dans la Maison de l'Argentine. A cette époque il y avait la dictature. Ça n'a pas été la plus terrible, les choses *(incompréhensible)* commencent en 76. Là c'était 71, 72, 73, 74, les problèmes politiques futures s'esquissaient.

Oui. Et ça ça se sentait dans la Maison, ça se reflétait dans la Maison ?

Oui oui oui, ça se sentait pas mal dans la Maison de l'Argentine.

Pourquoi ? Les gens parlaient de ça ?

Eh oui, c'était impossible de ne pas parler de ce qu'il était en train de se passer en Argentine. Ce qu'il y a c'est que, euh… C'était assez atténué.

Ah oui ? Parce que vous étiez loin ?

Voilà, oui oui oui.

Et les gens parlaient de politique dans la Maison ?

Oui oui oui, on en parlait. On parlait de politique, impossible de ne pas en parler, n'est-ce pas ? Euh… Il y avait une espèce de tendance *de gauche*[503] dans le Comité de résidents, où les choses se discutaient et se résolvaient surtout entre nous.

C'était surtout des gens de gauche au Comité ?

Oui oui oui.

Mais, des péronistes ou non ?

Oui il y avait des péronistes aussi.

(…)

La direction vous permettait, il n'y avait pas de censure de la direction ?

Non, non… Il n'y avait pas de censure déclarée, n'est-ce pas ? Mais il y avait une espèce d'autocensure.

Oui. C'était une autocensure d'antipéronistes* (sic) *alors ?

Oui, avant tout ce qui se reflétait là était une position neutre. C'est-à-dire, le Comité de résidents ne pouvait pas prendre de position ouvertement. Mais, euh… Il y avait… Une tendance de gauche.

Oui. Oui je comprends.* (…) *en lisant les articles j'avais l'impression que le travail était très important aussi, que les gens soient très studieux, très sérieux dans leur travail, vous vous souvenez de ça aussi ou la vie de la Maison pour vous était surtout avec les résidents, discuter, etc. ?

Non, non, les gens étudiaient… Étudiaient aussi. Oui, il y avait de tout, il y avait ceux qui étudiaient beaucoup et ceux qui étudiaient peu. Oui, surtout il y avait beaucoup… Parmi les couples une ambiance de… Voilà ma femme.

(Nidia arrive.)

(…)

Nidia : en 71 on est arrivés.
Ruben : 72

503 En français.

N : Ah non, 71 on est arrivés à Paris. La première année on n'a pas habité, et la deuxième année on rentrait de vacances et on n'avait pas de logement, on habitait dans la voiture, enfin on faisait du camping, c'était… Et on passe devant la cité universitaire et j'ai dit à mon mari : "écoute on va demander au moins". A l'époque tu pouvais être passager. Donc comme passager on pouvait te loger une nuit, deux nuits que sais-je. "On va demander au moins s'ils nous acceptent". Et puis on arrive, on explique tout et M. Cujas c'était à l'époque il nous dit vous êtes sur la liste, vous avez un logement. Ah ! On était ravis, vraiment on était ravis.

(Nidia part)
(traduit de l'espagnol)
R : Il y avait des gens qui travaillaient et d'autres qui travaillaient moins.

Et où est-ce que vous réunissiez lorsque vous faisiez... les* asados *par exemple, il y avait des salles communes ?

Ruben : Il y avait la grande salle en bas et la salle où nous faisions euh… Les deux pavillons. Comme barbecues il y avait le sommier d'un lit, c'est là que nous faisions les *asados*.

Vous aviez le droit d'aller chacun dans les chambres les uns des autres. Des fois vous vous retrouviez dans les chambres de résidents ?

Oui oui oui. Euh, je te disais que quand euh... Nous étions avec les couples nous nous entendions très bien, nous faisions des activités ensemble, nous allions au cinéma, manger au restaurant universitaire, euh… Et la nous avons fait un...

(Nidia revient)

Ruben : Je lui racontais à propos des couples.
Nidia : Ah oui. De quoi tu parlais ?
Ruben : De lorsqu'on était en couple à la Maison de l'Argentine nous nous entendions très bien…
N : Très bien ? Avec les autres résidents ? Oui, oui. *(retour au français)* Il y avait un étage pour les couples, parce qu'il y avait les garçons d'un côté et les filles de l'autre. Interdit de se mélanger. Alors il y avait toutes les chambres de devant, et il y avait un couloir, qu'on appelait « le couloir de la virginité » parce que *(rires)*. Et au fond il y avait celui des garçons. Mais après non, après ça a changé. A l'époque… Et pour les couples c'était au quatrième étage, on avait trois ou quatre chambres pour nous.

Donc il y avait trois ou quatre couples ?

N : On était combien ?
R : Trois.
N : Trois couples. Non mais il y en avait deux en-dessous aussi. Cinq ! Cinq, maxi.

Et vous étiez plus âgés que les autres résidents ?

Oui parce que on était...On avait déjà nos métiers, donc c'était un post-grade si tu veux.

Les autres ils étaient plutôt [là] pour leurs études ?

Ils étaient plus jeunes, mais pas le baccalauréat hein, quand même il y en avait qui avaient déjà une formation, qui étaient déjà, oui oui… C'était tous… Il y avait déjà des médecins, des avocats, enfin des gens qui avaient fini déjà leur carrière. Des économistes… Oui.

R : Surtout des économistes.

Et c'était surtout des Argentins ?

N : Non, parce que dans chaque maison à l'époque il fallait avoir un douze pourcent d'étrangers à la maison, donc y avait des Brésiliens, il y avait des Canadiens, Québecois, qu'est-ce qu'il y avait encore ?

Y avait des Français ?

N : Oui, oui
R : Des Français aussi, oui.
N : Non, c'était une très très bonne époque. Alors quand on est arrivés le directeur c'était M. Arenas. Il était… historien ?
R : *Sí*.
N : C'est un type, bon, qui avait un certain niveau, une certaine culture, et il nous laissait faire, on avait un comité d'étudiants dont on faisait partie et bon il nous donnait carte blanche et on faisait des cafés-concert parce que y a, je sais pas si tu connais le local, c'est très très beau… Moi j'y vais encore parce que je fais partie de la chorale. Y a une chorale samedi matin, donc tous les samedis j'y vais et… C'est presque pareil, ça a presque pas changé. Y a un très joli salon, avec une très bonne acoustique, donc là on faisait...
R : Des concerts.
N : Des concerts, et ils continuent cette année… Voilà.

Et les autres couples avec qui vous étiez, et quand vous organisiez les activités et tout, y avait aussi les Brésiliens les Québecois et tout ?

N : Oui oui, ah oui oui oui.
R : C'était assez ouvert.
N : On faisait des fondues… Toute excuse était… Et puis bon, on allait manger au restau U, y en avait trois, selon le menu on changeait de restau U mais y avait un samedi par mois je crois, ou un dimanche, qui était fermé, donc on organisait le repas entre nous parce qu'il y avait une petite cuisine. La douche elle était extérieure donc on partageait la douche et la cuisine.

D'accord.

N : Et chaque chambre avait un lit, deux lits, et puis un coin enfin lavabo…
R : Oui.

N : Et puis on avait tout, pour faire du tennis, la piscine, je faisais du théâtre, du mime, y avait des cours…

C'était dans la Maison de l'Argentine ?

N : Non c'était dans la Cité. Si tu voulais tu pouvais vivre… La poste… Alors, d'un côté c'était sympa, d'un autre côté c'était un peu un ghetto, tu… tu allais en fac, tu revenais, tu vivais dans ce cercle... Bon, pour la première année pour nous c'était très bien, c'était la dotation tu vois... La première année c'était un cocon familial, mais… Après bon on voulait un peu connaître le pays, vivre avec des Français car vivre, *(rires)*, vivre entre Argentins, c'est pas pour ça qu'on a traversé l'océan ! Après j'étais enceinte quand on a eu notre bébé, notre fille, et puis on changé de maison, puisqu'il y avait deux maisons qui acceptaient les bébés, c'était la maison de Maroc et la maison…
R : De Hollande, Pays-Bas.
N : De Hollande, Pays-Bas. Donc on a parlé avec l'assistante sociale de l'époque, donc ils nous ont donné une chambre dans la maison du Maroc.

Du coup, 75 ?

N : C'était 74.

Vous êtes restés combien de temps ?

N : Et on est restés, oh quelques mois parce que avec un bébé c'était bien une chambre mais on allait pas vivre… On est allés habiter dans le XIVè, c'était oui 74… Non… Pour son anniversaire on était déjà dans un autre appartement donc 75.

Du coup vous utilisiez beaucoup les équipements de la Cité ? La piscine…

N : Bon, pas tout, mais je veux dire on avait cette possibilité tu vois… Non on avait des amis qui faisaient du tennis, d'autres qui allaient à la piscine… Moi c'était surtout le côté théâtre, y avait des cours de mime, tout ça… Ça coûtait pas beaucoup donc... C'était accessible. Y avait un cinéma, y a un théâtre.

Et vous… Et là-bas vous rencontriez des gens de d'autres maisons, vous y allez avec qui ? Des résidents de la Maison de l'Argentine ?

N : Non on rencontrait des personnes inconnues, Mexicains… Bon, au début c'était plutôt la langue, comme on parlait pas très bien français rire, on se dépataugeait *(sic)*.
R : C'était surtout surtout, on vivait avec des… des Argentins. Qui habitaient aussi la Maison.
N : Oui, nos amis et…

Ça, ça vous dérangeait d'être que entre Argentins ? Parce que du coup vous aviez quand même des amis là où vous étudiiez par exemple ? Vous aviez d'autres amis dans Paris ?

N : Oui mais à l'époque c'était pareil, j'apprenais le français par l'Alliance Française. Bon, là il y avait, bon, des personnes de toutes les nationalités, mais après je me liais d'amitié avec ceux qui

parlaient espagnol parce que c'était plus facile. Pas seulement des Argentins, des Mexicains, des Espagnols, des filles espagnoles je me souviens… Sinon, après quand on a quitté le… Oui la première année parce que nous on a fait l'inverse, on est arrivés en France et la première année on a vécu avec Joëlle, une copine française, avec Joëlle on a connu beaucoup de Français. Donc on avait déjà un cercle déjà un peu plus ouvert, c'est pas qu'on venait d'Argentine pour la maison de l'Argentine.
R : *Estaba Eva* [Il y avait Eva]
N : Oui on avait une copine qui était là depuis un an et elle habitait Paris donc c'est elle qui nous a introduit dans la vie parisienne, parce que la première année c'était simple, on est allés à Avignon, on a fait Avignon la première année, non, on a fait Avignon ?
R : Sí, sí, sí.
N : Et on a fait Munich
R : Munich c'était après, 72.

C'était 72 ?

R : Oui.
N : Oui ! Attends je me souviens pas, on a fait Munich, on a fait les Jeux Olympiques, on a été là on a trouvé un travail, on est partis travailler sur le terrain, un truc de sociologie, c'était sympa. Et c'était en rentrant de Munich qu'on a demandé, c'était pendant le mois d'août, de septembre je sais pas, qu'on a demandé le logement à la Maison d'Argentine. J'avais fait la demande avant de partir, en Argentine, une année avant, mais bon sans espoir tu vois. J'ai fait la demande, bon, pas de nouvelles et on arrive là et on avait le logement toute l'année ! On était ravis !

Mais ils ne vous avaient pas prévenus ?

Mais on n'avait pas de logement, on n'avait pas de boîte postale, c'était poste restante à l'époque, on nous écrivait aux postes restantes alors on allait d'un endroit à l'autre comme ça…

D'accord. Du coup… Et vous étudiiez quoi alors ? Vous faisiez de l'éducation physique ?

R : Oui. Et puis la bourse était pour le CEMEA d'abord. Et puis après j'ai changé pour l'INSEPS.
N : La bourse était renouvelée trois ans, et ensuite tu as fait l'INSEPS.
R : L'école normale supérieure...
N : Il était déjà professeur de sport en Argentine
R : C'était pour faire une formation de cadre ici. Donc j'ai fini la formation et puis après on a pris la décision de rester ici. Magali est née, Magali ma fille est née.
N : Cela c'était 74, on était déjà...
R : Oui.
N : Ah mais non quand Magali est née… Non, on était à la Cité universitaire parce que j'ai accouché en face. Tu sais y a… Avant ça s'appelait l'hôpital de la Cité universitaire, donc j'y suis allée à pied, je tenais mon ventre, je m'asseyais de temps en temps, parce que c'était en face. Voilà…
R : On habitait à la maison du Maroc.
N : Elle est née en février on est restés jusqu'en juin-juillet je crois.

Et vous vous étudiiez aussi ?

Moi, bon, je voulais apprendre la langue, parce que j'étais très handicapée par cette histoire de langue. Donc je me suis inscrite à l'université à la Sorbonne, il y avait un cours pour étrangers et j'ai fait un petit diplôme français à l'étranger, bon je… Et j'allais à l'Alliance aussi. Le matin j'allais à la fac et l'après-midi j'allais à l'Alliance parce que je voulais absolument… Je me trouvais très très mal parce que je pouvais pas parler. Alors je me suis inscrite quand je suis arrivée en psycho, à Jussieu. J'avais pris dix cours avant de partir en Argentine. Je suis allée au cours et oh là là là… Alors le souci c'est que le prof croit que j'étais bête ! Et je disais… « Non je suis étrangère je suis pas bête !» Alors j'ai dû renoncer cette année à la fac, et à psycho. Mais je l'ai fait plus tard. Et je suis psychologue. Mais ça je l'ai fait plus tard.
R : On est tous les deux psychologues.

Ah d'accord !

R : Moi j'ai fait aussi psychologie.

Ah après alors

N : Après après après, on a repris les études une fois qu'on était… déjà… Après moi j'ai repris quand…
R : Aux années 80.
N : 78 j'ai repris, quand Michaël est né, on a un fils aussi.
R : Oui.
N : Mais on était déjà ici. Non on a gardé toujours un peu de liens avec la Cité universitaire, on a toujours habité XIVè, XVè, par là, XIIIè.

Ben oui là vous êtes pas loin encore.

N : Et bon dès qu'il y a un programme, il y a cinéma, du tango, bon on va… au cinéma. Et depuis cinq ans je suis à la chorale de la Maison de l'Argentine.

Justement quand vous vous y étiez, vous vous souvenez des activités ? Vous vous en organisiez ? La direction elle organisait des activités aussi ?

Les deux : Non.

Ah non ? Parce que maintenant y a beaucoup d'expositions, de concerts…

N : Oui, enfin, jusqu'à l'année dernière y avait un directeur qui était formidable, c'était un ancien chanteur professionnel, de haut niveau, sensible…
R : Marcelo Balsells.
N : C'était génial. Il était vraiment adorable, et y avait beaucoup de choses. Donc maintenant y a ce qu'il avait… Mais le nouveau, je connais pas. Il est jamais venu dire bonjour à la chorale ! Jamais. Chaque fois qu'on fait un concert il vient pas. Marcelo il venait et il se présentait quand même.

Alors celui-là apparemment c'est un administrateur, et ce qu'il fait c'est serrer les vis… Y a pas de sous, y a pas ceci, y a pas cela…
R : Mais... il laisse faire.
N : Celui-là ?
R : Oui. Il laisse faire.
N : Oh y a eu des problèmes hein, il a mis à la porte une fille qui s'occupait de la gestion culturelle...
R : Oui, de l'administration.

Oui, Julia.

N : Non, on a eu de toutes les couleurs… Après ce monsieur, historien, qui était très bien, Arenas, c'était en… 72, par là…

Qu'il est parti ?

Oui, bon, parce que c'est quatre ans, qu'ils restent. Il est parti et y a eu un militaire qui est venu. Bon c'était l'époque où il y avait la dictature en Argentine donc ça correspond… Ah… Philippeaux il s'appelait je crois.
R : Oui, on a pas connu.
N : Si on l'a connu !
R : Oui mais…
N : On était plus là, on était à la maison du Maroc. Ignoble… Là il a tout arrêté, tout annulé, tout était subversif, tout était mal vu…

Et avant c'était quoi ce qu'il y avait ?

N : Avant c'était Arenas, l'historiador.

Oui, et…

Il nous laissait faire, il était beaucoup plus ouvert…

Mais c'est vous qui organisiez, lui il organisait rien ?

Non non ! Mais on lui proposait et il acceptait. « Bon d'accord, faites ceci, faites cela »…

Vous vous souvenez de choses que vous aviez organisées ?

R : Les cafés-concert.

Vous invitiez des chanteurs ?

N : Nous on chantait ! *(rires)*. Nous on chantait, y avait toujours un qui jouait le piano, toujours… Y avait toujours un musicien qui jouait la guitare etc. Et on faisait des choses comme ça.

C'était des choses argentines ?

N : Oui on faisait… Je me souviens moi j'avais chanté une femme qui s'appelle Nacha Guevara. Qui avait des très belles chansons, et puis bon quelqu'un chantait du tango, un poème, on faisait des poèmes…

C'était surtout des choses argentines ?

Oui, oui, c'était surtout argentin. Et maintenant aussi tout ce qu'il y a, tout ce qu'il y a, la chorale, c'est une chorale hispanophone, on chante du folklore argentin.

(Ruben part)

N : Donc… C'était du folklore argentin et la chorale actuellement on chante c'est un répertoire tango enfin, mais y a des Français, y a beaucoup de Français dans la chorale.

Et… J'ai vu qu'à une époque ils faisaient des sorties, des visites, par exemple à un moment ils étaient allés à Boulogne-sur-Mer là où est mort San Martín…

Non, non, j'ai pas été là. Nous à l'époque y avait pas ça.

Et des conférences, non plus ? D'histoire…

Non, y a eu dernièrement… Bon par rapport à l'histoire argentine, l'époque actuelle, tu sais y a une association qui s'appelle HIJOS, bon, et ils sont venus… Bon, c'était y a deux trois ans, c'est récent. Mais non, moi je me souviens pas des conférences. Non, y avait pas autant que maintenant.

Et du coup donc avec la direction et avec l'administration c'était quoi les relations que vous aviez ?

C'était cordial mais il fallait des fois s'imposer un peu, parce que ils voulaient pas… Y avait comme la peur de la subversion. Il fallait pas faire un bruit parce que… Tout est subversif… Bon, ça correspondait à l'époque que vivait le pays, donc… Mais, non… On était une équipe de… le Comité, bon, on arrivait à le convaincre le directeur, bon, on s'est aperçus qu'il était assez souple, rien à voir avec l'autre qui est venu après, nous on était pas là, un grossier personnage…

Mais ça voulait dire quoi des choses subversives ? Parler de politique ?

Tout ce qui était de gauche… Bon tu sais en Argentine ils ont interdit Pablo Neruda parce qu'il était subversif… Ça correspondait un peu à l'époque de… La Junta militar… Tout était subversif, tout était…

Cela ne vous est jamais arrivé d'organiser quelque chose et qu'après la direction vous dise…

Non, non. A ce point-là, non.

Et vous voyiez surtout le directeur ? Y avait qui d'autre, y avait un administrateur ?

Non, y avait un monsieur Cujas, un Espagnol, qui était là depuis mille ans, qui est celui qui était dans le guichet à la porte d'entrée. Alors c'était un peu… Tu sais dans toutes les institutions y a toujours… Une personne qui a du pouvoir, et c'est en général le concierge, parce que il voit tout, il sait tout, il trouve solution à tout, mais il surveille. Et c'était un peu ça Cujas, donc, si tu voulais avoir quelque chose tu allais d'abord voir Cujas. *Si estaba de buen humor… (s'il était de bonne humeur...)*
(Ruben revient)
R : *Sí.*
N : *Y* sinon il grondait tout le monde… Enfin, il faisait la loi, Cujas. Mais sinon, je me souviens plus, la secrétaire, je me souviens pas… *(…)*. Et puis on allait à la bibliothèque… Et c'était… non, c'était pas mal.

La bibliothèque qui est au fond du couloir ?

Oui, oui, oui.

(Ruben repart)

Du coup, l'administrateur était espagnol, et les autres vous savez si ils étaient Argentins ?

Je me souviens plus. Non, je crois le seul… Non la fille qu'on a mise à la porte il y a deux mois elle était Argentine mais elle était là depuis 2011. Parce qu'il y a des postes qui sont un peu politiques si tu veux. Si le gouvernement change en Argentine le directeur change aussi, parce que c'est comme ça, voilà. Et c'est un poste politique, c'est par rapport au gouvernement, et aussi dure quatre ans, et cela se renouvelle pas, et c'est comme ça… Parce que nous on aurait voulu que Marcelo reste, parce que c'était vraiment super. Mais bon, il a fait beaucoup de choses en peu de temps, il y a du cinéma, il y a plein plein de choses. Alors celui-là je crois que il est tellement inerte qu'il laisse faire mais… Il est pas moteur et puis… Je te dis on le connaît pas ! Je sais pas quelle tête il a. Alors normalement, pour faire *public relations*, je pense qu'il devrait venir se présenter devant tout le monde, « je suis le directeur »… La seule chose qu'il a faite c'est couper le budget pour tout ce qui est artistique, voilà.

Du coup, à votre époque c'était quand même un peu mieux que ça.

Je pense. Bon, on avait pas beaucoup de moyens mais on avait la liberté de le faire.

Le règlement, moi j'ai lu dans les archives que le règlement il était assez strict, déjà pour être admis ils demandaient d'avoir fait des bonnes études…

Ah, non non non…

Et après le règlement ils voulaient des gens qui travaillaient beaucoup et tout… Vous aviez l'impression que c'était comme ça vous ?

Non il signait tout et disait d'accord d'accord, non… Parce que y avait de toutes les couleurs. *(incompréhensible)* Il y avait des gens qui étaient un peu profiteurs, qui profitaient de la situation, y avait d'autres qui venaient étudier vraiment, et on a eu même des… Comment t'expliquer… Des espions.

Ah bon ? C'est-à-dire ?

Y avait un type très bizarre, et on a appris après que c'était pas un flic, mais c'était quelqu'un qui voulait tester l'ambiance, tu vois. C'était un type qui était là comme un mollusque, on savait pas trop ce qu'il faisait, après il a eu un enfant avec une fille argentine, et… Il s'est incrusté à elle et… C'était louche. On a su qu'ils sont rentrés en Argentine tous les deux et le jour qu'ils ont débarqué en Argentine lui il est disparu et elle a jamais su où il était… Et je suis sûre qu'il… enfin… Je pense qu'il cherchait… Tu vois, savoir qui était où… Après on s'est rendus compte qu'il posait des tas de questions sur ton passé, enfin qu'il voulait savoir…

Et il était Français ou Argentin ?

Argentin. Mais, bon, sinon on avait, je sais pas, on savait pas… On connaissait pas à fond la vie de chacun mais bon, y avait qui avaient eu cette bourse alors ils venaient parce que c'était Paris. Tu sais pour les Argentins, Paris c'est Paris toujours. On aime beaucoup Paris, on est ancienne colonie espagnole mais nos yeux sont toujours sur Paris. Dans notre histoire les fils des riches propriétaires à l'époque venaient faire des études à Paris, pas à Madrid. On les envoyait en France faire des études, ceux qui pouvaient.

Avant quand vous étiez plus jeunes en Argentine, dans votre famille vous parliez de la France, ou vous aviez déjà envie de venir en France quand vous étiez plus jeunes ?

Oui, oui, je crois. Bon, mon mari surtout rêvait toujours de venir en France.

Parce que vos familles elles étaient…

Non, ma famille est espagnole depuis des siècles, alors que Ruben c'est polonais, alors ils avaient eu un autre parcours, c'est une autre histoire, il avait d'autres motivations. Alors il s'est présenté à l'ambassade française pour une bourse.

Et vous habitiez à Buenos Aires tous les deux ?

Non, moi je suis de Patagonie. Au Sud.

Mais vous vous étiez rencontrés avant.

Non, on s'est mariés juste avant de venir, on s'est rencontrés à Buenos Aires parce qu'après je suis allée à Buenos Aires pour mes études, et j'ai été instit' dans une école, et lui il était prof de sport, c'est comme ça qu'on s'est rencontrés et on a décidé de se marier et on a eu la bourse… On s'est mariés au mois de novembre… Non, mars 71, puis novembre je suis venue. Lui octobre, moi en novembre je suis venue, 71.

La bourse vous l'avez eue ensemble.

Non, il a eu une bourse pour lui tout seul, alors *(rires)*C'était… Bon on avait épargné un peu d'argent mais c'était… rien ! Tout de suite j'ai dû faire du baby-sitting, des choses comme ça. Parce qu'on était… On avait 800F à l'époque. Pour lui c'était juste pour payer la nourriture, le loyer on partageait avec Joëlle alors on était, on partageait un appartement… On avait de l'argent pour manger au restau U. On achetait des tickets de restaurant. Et pour faire deux voyages par jour. Parce qu'à l'époque y avait pas ni carte orange ni navigo ni rien de ça… Il fallait acheter des tickets, c'était très cher. Donc on pouvait du logement aller manger au restaurant puis rentrer, et oui c'est tout. On pouvait pas faire plus de deux voyages. Plus de deux voyages on avait pas de sous. Mais bon on a survécu !

Mais après c'était moins cher quand vous étiez dans la Maison non ?

Et oui parce qu'après j'ai travaillé… J'ai commencé… ah, j'ai travaillé comme femme de ménage, j'ai tout fait *(rires)*... dans une école de service social. Donc j'ai aidé la femme de ménage, j'étais pas la titulaire *(rires)*, j'étais pas la titulaire, j'ai aidé ! Alors ce qu'on faisait, on devait nettoyer après 18 heures, quand les élèves partaient de l'école, il fallait, à l'époque on fumait donc il y avait des mégots il fallait retirer les mégots, et moi, j'avais la clé, donc j'allais travailler et tous les copains de la cité universitaire qu'on connaissait venaient avec moi, et en cinq minutes on vidait tout on nettoyait tout et on rentrait ils m'aidaient c'était génial ! Il y avait beaucoup de solidarité à cette époque entre les étudiants…

C'était pas loin de la Maison ?

A Montparnasse, donc tu vois… De la cité à Montparnasse c'était rapide… Et elle a déménagé cette école. C'était une école de service social. Aussi des gens très militants, ils m'ont fait les papiers pour avoir la carte de séjour, c'est pour ça que j'ai accepté ce poste, balayer les mégots je m'en fichais de toutes façons j'allais avoir la sécurité sociale, et j'étais enceinte ! Alors doublement j'étais très intéressée et j'ai accepté. Ils étaient adorables et ils m'ont fait toutes les démarches pour avoir mes papiers, ma carte de séjour.

Parce que à la Maison, à la Cité ils vous aidaient pas à faire ça, à avoir une carte de séjour, des papiers ?

Non, non. Il fallait avoir un travail. Mais pour avoir un travail il fallait avoir la carte de séjour. C'était un cercle infernal, tu pouvais pas le rompre. Alors moi j'ai eu le travail avec le contrat. Et avec ça on a pu démarrer la démarche. Mais il fallait trouver hein parce que c'était difficile.

Ça ils vous aidaient pas à trouver un travail…

Non, parce que l'idée c'était on venait pendant une année scolaire et on partait. Et à l'époque je sais pas si on pouvait travailler les étudiants. Maintenant on peut, mais à mi-temps non ? Si tu es étudiant, je crois que tu as droit de travailler à mi-temps ou un truc comme ça… A l'époque non.

A quel moment vous avez décidé de rester en France ?

Écoute il y a eu plusieurs choses, ma fille est née, on a loué un appartement etc., c'était en 76, en Argentine c'était une catastrophe. C'était la persécution, on tuait tout le monde, c'était… Et nous comme on était là depuis 71 il fallait rentrer en Argentine pour chercher du travail, se faire une situation… Et les parents qui disaient vous rentrez pas, c'est horrible ici ! Tous les jeunes sont persécutés, si tu étais étudiant, jeune et je sais pas, tu faisais de la philo, ça y est tu étais communiste, tu étais un subversif, et alors c'était impossible de vivre. C'était très très… Donc, bon, on a décidé de rester, et Ruben il a trouvé un travail comme prof de gym et puis moi comme prof de langue. Donc j'étais prof d'espagnol dans une école de langue à Montparnasse et voilà on s'est installés, et voilà on est là depuis 47 ans. On est venus que pour une année scolaire.

Et les autres gens avec qui vous étiez ils sont rentrés ?

Ils sont rentrés oui, ils sont rentrés presque tous, oui. Y a un couple qui est là encore et… Ils sont architectes et ils habitent ici, de l'époque. *(…)* Ils habitent à côté de Parc Monceau. Mais c'est les seuls qui habitent ici je crois.

(…)

Une dernière chose, est-ce que vous pensez qu'il y avait des particularités, comme vous vous étiez un couple est-ce que y avait des choses que vous pouviez faire ou pas faire par rapport aux gens qui étaient là tous seuls ? Par exemple votre chambre elle était plus grande, déjà ?

Euh… Non. C'était la même chambre avec au lieu d'un lit, deux lits alors elle était encore plus petite si tu veux. Non on n'avait pas de privilèges parce qu'on était ensemble.

Je sais pas vous vous entendiez pas mieux avec le directeur, parce que vous étiez plus âgés aussi ?

Peut-être, mais non il y avait pas… Bon, c'est vrai que les célibataires entre guillemets venaient beaucoup dans notre chambre parce que j'avais toujours à manger, on a notre rythme, et puis euh… On… Oui je sais pas. C'est vrai qu'ils disaient que notre chambre c'était la chambre de récréation parce que j'avais des bibelots, des jouets, des affiches, on avait été à Avignon donc ma chambre il y avait des grandes affiches d'Avignon, non je sais pas… C'est vrai que c'était une chambre que j'avais aménagée donc tout le monde venait manger… Et puis notre chambre était à coté de la cuisine donc si on voulait ma chambre c'était l'idéal parce qu'on pouvait cuisiner à coté les pâtes, c'était les pâtes tout le temps *(rires)* et on se mettait tous sur le lit avec une assiette, bon c'était… Et oui, après y a ma sœur qui est venue à la Maison de l'Argentine *(…)*. Elle est arrivée et premier week-end qu'on va au ski… Y avait des week-ends de ski pour les étudiants, mais c'était pas organisé par la Maison de l'Argentine, c'était le CROUS, tu sais ce qu'est le CROUS?

Ah oui, oui.

Bon, donc on est partis à la neige. Et nous, la neige, on avait jamais vu. Alors on loue des skis. Mais comme on avait pas de sous on louait une paire de skis pour les deux, pour elle et pour moi, et chacun son tour on essayait de glisser, on n'avait pas de cours, rien. Alors elle glisse et elle se casse la cheville. Et elle avait une bourse pour la RAI, la radio et télévision italienne, elle devait partir en Italie. Donc elle s'est trouvée coincée avec sa patte cassée et dans un chambre, elle pouvait pas bouger, alors les étudiants lui amenaient des pulls, elle lavait des pulls et on la payait pour laver des pulls *(rires)*. Non mais tu vois c'était rigolo parce que… Ils ont commencé « oui tu peux me laver mon pull ? », « oui oui... » *(rires)*. Alors elle a commencé à avoir une clientèle… Elle prenait cinquante centimes je sais pas quoi un café, un paquet de chocolat ah c'était… Non mais il y avait cette ambiance tu vois dans la Cité où tout le monde… Bah la plupart non… Et on a des amis depuis cette époque-là, on a de très très bons amis, ils habitent à Buenos Aires mais bon ils viennent, pratiquement une fois par an ils viennent à Paris, ils dorment chez nous. C'est comme des frères, c'est une amitié très très forte avec eux. Tu vois, nous on partait, on habitait la Maison de l'Argentine et on partait au Danemark en vacances, en voiture, on avait une vieille vieille voiture pourrie. Et c'était pour Pâques et on part, et dans le couloir on rencontre un couple qu'on connaissait un peu et on dit « bon on part, on part en vacances ! ». Et ils nous disent « ah nous c'est loupé on avait prévu des vacances mais là personne n'a pas pu le faire donc on va rester là ». Et nous on dit « bah venez avec nous ! », « bon d'accord » ! *(rires)* Et ils ont pris leurs cliques, claques, et on est partis. Et là, tu sais en voyageant tu connais plus les personnes, on a vécu des aventures je te dis pas : arrivés à Lille la voiture tombe en panne et on nous dit elle est morte. Et nous on voulait continuer. La seule possibilité c'était tous les cent kilomètres mettre un litre d'huile et comme ça elle roulait, avec une fumée… A l'époque y avait pas de contrôle. Et on est partis et on est arrivés au Danemark dans cette situation-là, et, aux stations de service on s'arrêtait et on disait « quinze litres d'huile ! », « Comment ?! » *(rires)*, « non vous voulez de l'essence », « non, de l'huile ! ». Alors on ouvrait le coffre et y avait plein de boites d'huile *(rires)*. Et on a fait aller-retour avec cette voiture, ah là là… Et avec ce couple-là ça a été l'amitié.

Eux c'était des Argentins ?

Oui oui, des Argentins, de Bahía Blanca… Plus au Sud. Et on est devenus des grands amis, et ça continue l'amitié.

Et du coup ils sont rentrés en Argentine je sais pas, en 75 ?

Eh 71, parce que, comme par hasard elle est tombée enceinte en même temps que moi donc on a des enfants du même âge, ils ont dix jours de différence, plein de choses. Et ils sont rentrés avec leur bébé.

Mais après ils ont continué à venir tous les ans ?

Oui oui, bon elle est prof de français donc elle a des attaches tu vois… Ses enfants parlent français et ils viennent beaucoup.

La plupart des autres résidents c'est des gens qui parlaient français avant de venir à la Maison ?

Oui, je crois, ils avaient tous des… Ruben il avait fait une année à l'Alliance, au moins… Donc il avait un rudiment de mots… Mais moi, je venais en touriste. Au bout d'une semaine je me suis aperçue que je devais vivre ici. Ça a été terrible, pour moi ça a été terrible. Je suis bavarde alors tu vois, alors pour moi ne pas pouvoir parler c'était *(rires)*, un handicap total !

Vous avez mis longtemps avant de savoir parler ?

Écoute au bout de six mois je crois que je savais parler parce que j'étais tellement désespérée… J'allais matin et soir aux cours et le soir je rentrais, on avait des disques vinyles de Georges Brassens, donc avec un dictionnaire j'essayais d'écrire les paroles et de répéter. Et comme Brassens c'était un français… Bon en chantant je comprenais plus que l'homme de la rue. C'est comme ça que j'ai appris. Et comme je gardais des enfants, avec les enfants j'avais pas de complexes, je parlais et les petits me disaient tout de suite « c'est pas comme ça qu'on dit ! ». Une petite fille de sept ans, adorable. J'étais seule à la maison avec les enfants, je pouvais faire ce que je voulais, et j'apprenais des mots tous les jours tu vois donc je pouvais pas... La radio… Mais je voulais absolument apprendre cette langue !

Vous aviez la radio dans la Maison ?

Oui, la radio oui.

Ils vous la donnaient ou c'est vous qui l'aviez achetée…

Non, non, c'est nous, non non non, on te donnait rien. On te donnait matelas, on te donnait le meuble, moche, et l'odeur de cire, *(« hmm » dégoûté)* et ça continue, je crois qu'ils ont pas changé la marque de cire. Je rentre à la Maison de l'Argentine, je dis c'est le même, ça a pas changé l'odeur.

De cire ?

La cire des meubles, je sais pas. Y aune odeur que pour moi c'est la maison d'argentine que je reconnais.

Elle était en bon état la Maison ?

Moyen, moyen. Elle était bien chauffée, ça oui, on n' a jamais eu de problème de chauffage, mais l'entretien était un peu… Y avait des femmes de ménage qui se disputaient entre elles, c'était des… Pieds-noirs. Et je savais pas ce que c'était un pied-noir, pour moi, tu vois. Je comprenais rien ! Alors y en a une qui disait « je suis aussi française que toi ! » et l'autre qui disait « toi t'es qu'une noire ! ». Et moi je comprenais rien ! C'était des histoires dans le couloir, on rigolait bien… Mais… Oui, sinon, non non la Maison… Apparemment elle s'est dégradée hein. Je connais pas les chambres maintenant mais on m'a dit que c'est pas top.

Moi j'ai lu des trucs sur, bon c'était bien avant que vous arriviez, à la fin des années 40, où là elle était vraiment très usée, où y avait des tâches d'humidité… *(…)*

Bon ils ont refait la peinture, là, ce monsieur là le nouveau, au moins il a donné un coup… Tu sais des choses tape à l'œil ! Après tu vas aux toilettes, c'est pas top.

Parce que du coup après en 1951 [1948 en réalité] je crois ils l'avaient refait, ils avaient fait des travaux.

Mais nous c'était joli, on avait des meubles, c'était… Un peu des années 20 un truc comme ça. La literie était pas terrible mais bon… Ils ont dû changer la literie, mais… Les lavabos tout ça c'est très à la mode maintenant tu vois. Mais…

Bon ça vous allait.

Les fauteuils sont les mêmes. Je les ai pas vus la dernière fois

Ah ouais c'était comme à l'époque ?

Ouais en tous cas y a quarante ans c'était les mêmes ! Mais là, ils ont changé je sais pas… Mais bon la cuisine c'est la même, exactement la même parce qu'on a fait une fête y a pas longtemps où je suis restée dans la cuisine, la grande cuisine qui y a en bas et… Un peu dégradée… Et au sous-sol y a plein de pièces, je sais pas si t'as visité, donc… Y avait une petite pièce avec une machine à coudre que j'ai découvert moi en fouillant, et je me souviens que quand j'étais enceinte je faisais des trucs pour ma fille des petits draps je sais pas quoi dans cette machine et après évidemment quand on a su qu'il y avait une machine tout le monde me donnait des trucs, « ah mon pantalon ! », « ah ! »… Non mais c'était… Pour moi c'était une expérience superbe d'habiter là. Vraiment c'était une année… Ça m'a ressourcée, parce que la première année en France c'était dur pour moi. J'étais seule. J'avais tout quitté, je travaillais matin et soir, j'avais beaucoup d'activités en Argentine et j'arrive ici et au bout de dix jours... Et c'était au mois de novembre, avec une grisaille comme ce mois-ci tu vois. Et on habitait Château Rouge. Tu connais Château Rouge, le marché Dejean ? Ben on habitait là alors pour moi Paris c'était le marché Dejean. Avec des Noirs que j'avais jamais vus de ma vie parce qu'en Argentine y a pas de Noirs. Et… J'ai été complètement perdue là... Je savais pas trop… Mon mari partait faire des stages et je restais seule à paris. Et j'allais à Montmartre seule, je m'asseyais et je revenais.

Et là vous habitiez chez une amie à vous ?

(…)

Non là on partageait avec Joëlle, mais Joëlle elle avait plein d'activités, elle travaillait à l'Unesco, tu vois, bon.

Et c'était une amie que vous connaissiez en Argentine ?

Non, non non, on l'a connue ici en France, elle cherchait un logement et Ruben aussi et elle a dit « ah ! ». Et on a trouvé un logement, c'était un deux pièces hein, avec une chambre pour chacun. Et y avait une douche, alors à l'époque trouver une douche à l'époque à Paris… Sinon c'était les bains publics… Donc c'était un triangle la salle de bains, et y avait les toilettes, et donc tu te mettais

comme ça, et la douche était là, il fallait pas bouger mais tu pouvais te laver avec un petit rideau. C'était une douche quand même. Et voilà, on était privilégiés parce qu'on avait la douche.

Et du coup vous êtes arrivés, et quand vous êtes arrivés vous aviez pas de logement encore.

Eh… Ruben il est venu avant. Il est venu au mois d'octobre, donc lui il a pu chercher un logement. Est-ce qu'il est resté à la Maison d'Argentine ?

Oui, oui oui il m'a dit, comme passager.

Oui, comme passager, on avait trouvé que ça pour l'instant. Quand je suis arrivée le 7 novembre on avait déjà déménagé et on avait trouvé la rue de Panama, je sais pas si tu connais le quartier.

Non.

J'ai travaillé ving-cinq ans là-bas. La Goutte-d'Or tu connais ?

Oui. *(…)* ***Et quand vous habitiez à la Maison vous travailliez là-bas ?***

Euh… Non, non. Quand j'habitais à la Maison de l'Argentine je travaillais à Montparnasse.

Les enfants que vous gardiez c'était pas très loin ?

C'était dans le XVè, métro Cambronne. Non non c'était un immeuble… Parce que si tu veux nous on venait d'Argentine, de Buenos Aires, c'est une ville moderne, il y a pas toutes les choses... Bon, on avait un appartement à peu près comme ça, enfin, neuf, lumineux, alors j'ai dû vivre dans un deux pièces *(rires)*, un peu minable… Mais bon c'est tout ce qu'on avait trouvé.

(…) ***C'est parce que votre mari voulait étudier en fait que vous êtes venus en fait.***

Oui ! Et puis bon aller une année dans un pays que tu connais pas, et puis aller à Paris, c'était le rêve. Ah non non j'étais très contente de venir à Paris. On l'avait décidé ensemble, oui oui… Sauf que bon, après la réalité… Tu sais en Argentine à l'époque être étranger c'était une merveille, parce que nous les étrangers c'était quelqu'un qui venait d'ailleurs et allait nous raconter des choses nouvelles, surtout en Patagonie, dès qu'il y avait un Anglais ou un Français, aaah ! On allait tous le voir, on l'invitait… Donc pour moi être étranger c'était ça, c'était être accueilli. L'Argentine c'est un pays ou y a que des étrangers parce que c'est un pays d'immigration. Et quand je suis arrivée je croyais comme j'étais étrangère j'allais avoir un accueil différent *(rires)*. Après j'ai compris, oh… Eh oui, combien de fois on m'a dit « si t'es pas contente tu rentres dans ton pays ». Des choses comme ça… Mais ça… Il faut de tout hein… Et c'était à la Cité universitaire. Y avait un… Concierge, mais c'était pas à la Maison de l'Argentine, je crois que c'était un type qui ouvrait les portails… Oui je sais plus… Je crois qu'il ouvrait les portails pour faire entrer les voitures ou un truc comme ça… « Ah si vous êtes pas contents rentrez chez vous ». Bon, ça y en a et y en aura toujours.

Ah en plus si il travaillait dans la Cité internationale…

Oui bien sûr ! Merci, merci les étrangers ils te donnent du boulot, tais-toi ! *(rires)* Mais bon, ça c'est le racisme primaire qui existe partout, même en Argentine, tu grattes un peu, les gens se rendent pas compte mais ils disent des choses, bon… Mais ça y est on est vaccinés *(rires)*. Mais en tous cas je suis très contente de vivre ici.

Et vous vouliez pas rentrer après la fin de la dictature ?

Écoute, non, non, parce que on avait les enfants et puis… On a commencé…

Ah oui parce que les enfants ils ont été à l'école ici et tout…

Tout ! Maintenant j'ai mes enfants, mes petits-enfants, alors… Je bouge plus !

Vous rentrez en Argentine souvent ?

On va, oui… de temps en temps. On y était au mois d'avril l'année dernière, voir ma famille, oui on va… Il faut pas quitter son pays, parce qu'une fois que tu le quittes c'est fini. Après c'est, c'est difficile parce que tu es nulle part. Je me sens étrangère en Argentine, donc… C'est toujours compliqué… Bon, mais revenons à la Cité universitaire alors, je sais pas si tu veux me…

Oui… Juste, les cuisines, y en avait une en bas, et y en avait une à chaque étage...

Y en avait une en bas à côté de ce grand salon, et puis dans chaque étage y avait une petite cuisine. Est-ce qu'on avait un frigo ? Non on n'avait pas de frigo. On mettait tout dans des sacs plastiques sur les fenêtres… Chacun avait son stock de beurre, de je-sais-pas-quoi. Et on allait à la Cité universitaire manger au restau et on sortait du restau avec les poches pleines de pain parce que le pain était coupé en tranches et tu pouvais prendre comme tu voulais. Alors ça ça nous faisait le petit-déjeuner du lendemain. Ah oui on avait… *(rires)*

Vous alliez tous les soirs manger au restaurant universitaire ?

Ah oui, oui. Parce que c'était moins cher que si tu faisais les pâtes chez toi. Oui, c'était deux francs je crois, deux francs cinquante, et si tu étais voyageur tu payais quatre francs. Donc c'était plus cher. Et puis bon on ramassait tout ce qui restait tu sais, y avait des petites portions de je sais pas quoi, de fromage, qui a pas été touché dans… Hop ! *(…)* Mais tout le monde faisait ça, y avait pas que nous !

Et donc à la Maison vous mangiez quand ? Le week-end et le midi ?

Non, le week-end aussi y avait… Normalement y avait trois restaurants, le central, l'est, l'ouest… Il y avait trois restaurants. Mais le dimanche y avait un seul restau ouvert alors tu avais une queue impressionnante et sinon tu devais marcher à l'autre bout, alors nous là on faisait à manger entre nous.

Ah mais du coup vous mangiez quasiment jamais à la Maison.

Ah non, non. Le déjeuner oui, le petit-déjeuner. Mais le repas non parce que tu avais un complet pour deux euros alors si tu te mettais à cuire il fallait avoir de l'huile, du sel, enfin tu vois tout ça pour… pfff… C'était… Et avoir des casseroles et avoir le matériel, bon…

Ça y avait pas dans la Maison ? Y avait même pas de casseroles ?

Non, y avait juste la cuisine…

(…)

Et à midi vous alliez aussi au restaurant universitaire ?

Midi et soir oui. Deux fois par jour. Oui… On avait le repas qui était pas terrible, c'est long les restaus et c'est long les jours où j'allais… Bon j'allais à midi pas à la Cité universitaire parce que si j'étais à Censier je mangeais dans le restau de Censier, donc… On avait la carte et on pouvait manger au CROUS, on allait au CROUS aussi manger.

Ça c'est quand vous étiez en psychologie déjà ?

Euh… Oui. Et puis… Oui, alors, j'ai repris psychologie plus tard, mais j'avais déjà Magali et un bébé de neuf mois alors c'était… Et Ruben il a décidé de reprendre ses études aussi. Alors j'ai dit bon qu'est-ce que je fais avec les gamins, à la DASS ? Qu'est-ce que je fais je les mets à l'Assistance publique ? *(rires)* Faut bien que quelqu'un s'en occupe si tous les deux on travaille ! Alors bon j'ai dû ralentir donc j'ai fait ma carrière plus doucement et puis…

Quand vous êtes partis de la Maison en 74 le… Ça a été facile de trouver un autre appartement ?

Bon, Ruben il avait déjà un petit boulot comme prof de gym et a connu un autre prof de gym qui avait un appartement à Paris qu'il quittait. Mais il voulait garder un pied-à-terre. Donc il nous a loué une partie de l'appartement et lui il a gardé une chambre et une douche, c'était un grand appartement. Donc c'était bien de vivre là parce qu'on avait une chambre pour Magali, une chambre pour nous, un séjour, cuisine… Royal. Alésia et général Leclerc. Donc on a dit oui tout de suite parce que c'était abordable, enfin… Donc je travaillais déjà comme prof de langue et Ruben il avait aussi un boulot donc… On arrivait à payer le loyer et… On a vécu comme ça un bon moment oui.

Et dans la Maison y avait des douches, c'était aux étages aussi ?

Y avait une douche. Attends que je me souvienne… Premier étage… Y avait deux douches par étage. Oui. Donc il fallait attendre son tour. Et… Tu attendais la douche (rires). (…) On essayait de s'organiser, certains prenaient la douche le soir, d'autres le matin…

Et il y avait pas moins de monde à votre étage ?

Oui, on était moins.

Vous m'avez dit il y avait quatre chambres.

Oui, au quatrième étage on était huit personnes.

Après aux autres il y en avait plus non ?

Attends que je me souvienne, oui il y avait beaucoup plus de chambres…

Parce qu'en tout il y en avait soixante-dix soixante-douze.

Oui, c'est possible parce qu'il y avait quatre étages… Devant hein, je te dis. Parce qu'après y a le couloir et de l'autre côté je crois que c'est trois étages.

(…)

Ils devaient être une dizaine par étage...

Oui c'est possible, je crois qu'il y avait deux douches par étage. Ça c'est comme maintenant je pense, je crois pas qu'ils aient refait des douches, ça m'étonnerait. Je crois que maintenant c'est comme ça mais il faudrait, je sais pas… *(…)* Bon sinon, en-dessous il y avait aussi, ça existe encore, il y a une petite salle avec un piano pour les étudiants de musique, au sous-sol il y avait des salles pour répéter, travailler la musique.

Et il y avait autant de filles que de garçons ?

Ah je pourrais, pas te dire… Oui je pense, je pense… Peut-être plus de garçons…

Vous m'avez dit, les filles elles étaient dans le bâtiment de derrière, et les garçons…

Non, les filles devant, et les garçons derrière, quand on est arrivés. Mais après ça a changé un peu parce que… C'était ridicule.

Du coup en 73 ça a changé ?

Oui, oui parce que ma sœur est arrivée en 73 et elle a eu une chambre chez les garçons donc… Enfin, ce qu'on appelait la partie garçons donc, voilà… C'est pour ça que les garçons venaient dans sa chambre pour lui donner des pulls ! Il y avait plus de garçons dans ce couloir que de filles mais bon… Oui peut-être qu'il y avait plus de garçons, oui.

Ça c'est quand le nouveau directeur est arrivé là, Philippeaux ?

Non non non, c'était pendant notre séjour je crois… Qu'on a changé des choses, parce qu'il y avait une équipe de gens qui… Je crois que c'était un moment, juste avant la dictature… Enfin, la dictature a commencé en 71, la dictature, enfin, la répression, ça commençait un petit peu. Et en 76 ça a été terrible, terrible. Mais nous on était plus là.

(…)

(Ruben rentre)

N : Nous quand on était là y a eu des histoires de la Maison de Cambodge, c'était des affaires…
R : Une affaire politique.
N : Y a eu des morts…
R : Oui oui.
N : Y avait un étage qui était… de qui ? Y avait deux tendances politiques
R : Oui oui, ils se sont bagarrés
N : Ils se sont bagarrés et y a eu un étudiant qui est mort.
R : La police est intervenue…
N : Nous on habitait la Maison de l'Argentine. Et à la suite de cela elle a été fermée pendant plusieurs années.

(...)

Entretien avec Mario Gurfein dans son atelier, à Paris, le 16 février 2018.

La première question, je voulais savoir qui étaient ceux qui ont décidé d'occuper la Maison.

Ah la décision je sais pas à quel moment… C'était le leader, je me souviens le leader de l'occupation. Tu sais à ce moment, je sais pas si Seguí t'a… Un peu raconté comment ça s'est passé ici en 68… Et… Y avait aucun transport. Y avait… Moi si tu veux j'étais à l'époque, tu devais faire une queue d'une demie-heure pour arriver à demander si il restait un paquet de cigarettes, étant donné qu'y avait pas de rapprovisionnement *(sic)*, les buralistes n'avaient plus de tabac, les… dans les épiceries… Y avait beaucoup d'épiceries, de petites épiceries à l'époque… A l'époque y avait rien, chez les boulangers y avait rien, dans le quartier il restait quelque chose comme ça. Et puis il fallait se déplacer à pied.

Seguí il m'a dit qu'il avait une…

Lui il avait un Solex. Lui il avait un Solex, mais moi j'avais pas de Solex et j'habitais dans le VIIIè rue Lavoisier, alors chaque fois qu'on me prévenait qu'y avait un truc, qu'on allait faire un truc, je me déplaçais à pied. Donc je marchais à peu près quatre heures par jour. Mais ça m'a fait du bien, parce que j'avais… On avait des contacts avec des gens avec lesquels tu aurais jamais pensé que tu allais échanger trois mots, et tout d'un coup on marchait tous dans la même direction et c'était très intéressant.

Mais du coup, vous étiez pas avec ceux qui ont décidé la première fois d'aller…

La décision… J'étais un gamin ! Tu sais en 68, en Mai 68 j'avais vingt-deux ans. Je sais pas quel âge tu as maintenant…

Pareil.

Tu as vingt-deux ? Bon, voilà… Mais, les jeunes de cette époque-là étaient beaucoup plus jeunes, je veux dire intellectuellement, mentalement, ils étaient beaucoup moins mûrs que les gens de ton âge aujourd'hui. Beaucoup moins… D'ailleurs y avait beaucoup moins d'informations… Y avait beaucoup… On était au courant de beaucoup moins de choses déjà au départ et puis… On était moins mûrs… Vous vous êtes beaucoup plus mûrs ! Oui, c'est vrai. Alors, le leader était Cortázar, Matta, le peintre chilien qui était avec nous je sais pas pourquoi il était avec nous… Il était formidable, c'était un type formidable Matta. En dehors d'avoir été un grand peintre il était un personnage… Il était extrêmement intéressant, et il avait un sens de l'humour formidable. Alors, qu'est-ce qu'il s'est passé ? D'abord on a pris, entre guillemets hein, parce que c'était d'une simplicité… On allait là et on restait sur place… On allait quelque part on restait sur place et ça c'était l'occupation ! C'était pas un truc violent du tout. D'abord c'était l'école des Beaux Arts où on a fait des affiches qui étaient collées plus ou moins dans les alentours parce que on pouvait pas se déplacer beaucoup, les flics... quand même ils étaient assez actifs, l'Odéon, et ensuite a surgi ce projet *(rires)* de prendre la *Casa Argentina*. Alors, là, le leader était Cortázar, c'était lui qui je crois qui a eu l'idée. Au début je pense que c'était lui, et… A l'époque il était imberbe, il était complètement imberbe. Il a eu un peu un truc… Il avait un problème glandulaire et il a guéri de ça et après il avait eu la barbe qu'on… L'image qu'on a de Cortázar, c'était ce… Il avait une peau jaunâtre... et pas un poil. Bon, c'était lui le leader, et Matta aussi. Matta était rigolo il nous faisait rire. Et le directeur de la *Casa Argentina* était un connard. En bon français pour parler les… C'était un connard, il avait très peur et il a fui, on lui a expliqué que c'était une prise pacifique, on allait

rien faire, sauf rester sur place de façon... C'était un acte symbolique, parce qu'en Argentine y avait une dictature, c'était Onganía qui était le premier gros dictateur en Argentine depuis soixante-six.

Mais du coup vous étiez là le premier jour où vous êtes rentrés.

Oui bien sûr ! Mais lui il a pris l'escalier, tu as vu qu'y a un escalier tout de suite ? Bon, et personne l'a vu, je sais pas, si Antonio, si Seguí a su… Où est-ce qu'il est… Parce que personne l'a vu.

Parce que du coup les gens quand vous êtes tous arrivés la première fois vous vous êtes retrouvés où ? Vous vous êtes retrouvés devant la Maison directement ?

Non, on se retrouvait dans les alentours je crois… Et… Lui voulait pas ouvrir et finalement il nous a ouvert parce qu'il avait peur qu'on casse la porte peut-être, mon souvenir… Mon souvenir le plus clair c'est déjà de quand on était à l'intérieur.

Et vous étiez nombreux ?

(…)

Des souvenirs clairs de ce qui est aujourd'hui la salle où on fait les expos, parce qu'on était plutôt là tous. On a dormi par terre…

Et vous étiez nombreux ?

On était… Je sais pas… Non, on était pas très nombreux, on était une quinzaine peut-être, on était un tout petit peu distribués. Y a eu en plus un tout petit peu de… De bisbille entre les occupants comme d'habitude tu vois, y a toujours un leader ou deux leaders et puis y en a d'autres qui sont un tout petit peu… Je me souviens que y avait un gars qui travaillait pour Julio Le Parc qui était… Parce que Le Parc à l'époque il était un peintre très important, il avait gagné le grand prix de la Biennale de Venise et… A cette époque ce prix était un prix important alors il produisait beaucoup et…t il avait des employés, des gens qui travaillaient pour lui, dans son atelier et... Un de ces gars c'était Demarco, il s'appelait. C'était un gros costaud, comme ça. Et… il était très fâché avec tout le monde. Oui, parce qu'on l'avait mis un tout petit peu de côté. Les... Les, les artistes très connus qui sont devenus en plus beaucoup plus connus par la suite c'était Seguí, Le Parc et puis Cortázar. Et Matta, pardon, Matta ! Matta qui était avec nous, et Seguí... Il est arrivé en costume cravate [Matta], habillé comme un ambassadeur ! Et… il était un type très sympa.

Et du coup c'était surtout des artistes ?

C'était surtout des artistes. Y avait des gens qui traînaient là, que je connaissais pas et que j'ai jamais connus, enfin j'ai jamais développé de rapports amicaux avec eux mais c'est… J'étais très jeune alors j'étais plutôt près des gens que je connaissais tu vois. Y avait un autre artiste qui est mort, *(incompréhensible)* un autre artiste argentin qui s'appelait Vanarsky. Et… c'était aussi un gars très très sympa, très gentil. Et j'étais plutôt près d'eux, les autres… On s'en foutait un peu. De temps en temps y en avait un qui sortait et on lui demandait d'acheter un peu de jambon, du pain, on avait rien ! Il fallait se nourrir, tu vois.

Et y en avait aucun qui était résident dans la Maison ?

Ça je me souviens pas. Si il devait y avoir des résidents ! Mais… Oui il devait y avoir des résidents dans la Maison, mais je me souviens pas d'eux. Je me souviens de gens que je fréquentais auparavant.

Ces gens vous les aviez rencontrés où avant ? Aux Beaux Arts ?

Non, aux Beaux Arts non, j'allais pas aux Beaux Arts, j'étais quand on a fait la prise des Beaux Arts, mais j'allais pas aux Beaux Arts. J'ai connu des gens, bon j'avais commencé à exposer déjà, dans une expo de, de… On était cinq, dans une galerie, très belle galerie qui n'existe plus qui s'appelait la Galerie du Dragon, rue du Dragon dans le sixième et là j'avais connu Matta et j'avais connu Vanarsky, et Seguí je le connaissais d'Argentine, parce que le premier prix que j'ai gagné dans ma vie d'artiste j'avais 18 ans, j'ai gagné un prix qui était un prix relativement important et je m'attendais pas, j'ai été surpris et j'ai gagné ce prix et une des personnes qui étaient dans le jury, qui avait voté pour moi parce que j'avais trois votes en ma faveur et deux contre… C'était Seguí, qui était un jeune peintre à l'époque. Seguí il a douze ans de plus que moi, il a 84 ans, moi j'en ai 72. Et alors j'ai voulu le connaître parce que il était le représentant des jeunes peintres dans ce jury qui m'avait attribué un prix donc j'ai voulu le connaître, et c'est comme ça que je l'ai connu, ça s'est passé en 63. Et après il est venu vivre ici. Mais on est devenus amis assez vite, et… Donc… Oui c'est une amitié qui date d'un tout petit peu plus d'un demi-siècle. Et alors je connaissais… C'est lui un peu qui m'introduit dans le milieu artistique tu vois. J'ai exposé dans la Galerie du Dragon grâce à lui parce que j'étais un… 18 ans, là… 20 ans ans… Personne me connaissait. Mais lui il m'a fait, bon… C'était des gens très sympas, très bien les gens qui avaient la galerie, qui étaient complètement pour les étudiants et 68, enfin c'était… Là, rétrospectivement, j'ai un bon souvenir de cette époque, et de la prise entre guillemets de la *Casa Argentina*… Y a pas eu de prise, on est arrivés on est restés sur place ! Mais ce qui lui a donné la connotation de prise c'était ce con de directeur. Tu sais je crois aujourd'hui encore les gens qui dirigent la *Casa Argentina* ce sont des nominations politiques.

Oui oui, c'est le Président qui…

C'est le Président, ou son Ministre de la culture qui décide qui va être le directeur de la *Casa Argentina*. C'est un peu… Comme avoir une bourse. C'est le travail… Ne doit pas être très fatiguant, comme directeur ils ont une vie agréable avec des… Ils dépensent pas un centime et ils touchent un salaire qui est l'équivalent d'un salaire d'un diplomate tu sais ! Je sais pas si tu es au courant de ça.

Oui oui.

Bon. Je sais pas si le salaire d'un ambassadeur, en tous cas le salaire d'un consul c'est sûr. Et ils sont là… Le directeur actuel je le connais pas.

Non moi non plus je l'ai jamais vu. Seguí m'a parlé d'un truc, ça s'appelait le GRAV, le Groupe Recherche Arts Visuels, vous connaissez ?

Mais oui, le Groupe de Recherche Arts Visuels… C'était Le Parc, c'était Le Parc, c'était Demarco, le costaud là dont je te parle qui était pas content…

Et du coup les gens, les gens qui ont occupé c'était…

Oui. C'était, oui… Le leader de ce groupe c'était Le Parc.

Et par contre Le Parc lui il était pas là **[il semble en réalité plutôt que si, voir au chapitre 4].**

Tu sais que je crois qu'il était là. Seguí pense qu'il était pas là ?

En fait moi j'ai lu qu'il avait été expulsé de France en 68.

Ah ! A cause de…

Je sais pas…

D'un truc politique ouais… Ah bon ? C'est possible ça…

J'ai lu que lui et Sobrino aussi avaient été expulsés… Mais Sobrino il était pas là non plus ?

Ah bon lui… Parce que j'étais convaincu que Julio était là…. J'étais avec lui avant-hier. Il est assez âgé mais il a toute sa tête. Il a 87 ans. Tu le connais pas ?

Non. J'ai lu qu'il avait été expulsé avant et du coup je me suis dit que c'était pour ça qu'il était pas là. Mais j'ai lu ça sur internet, c'est pas sûr…

Je me demande pourquoi… Parce que c'est lui qui était politiquement… Le plus actif politiquement.

***Parce que en fait en argentine au même moment y avait un mouvement aussi d'artistes… Depuis longtemps et qui avait occupé les Beaux Arts… D'ailleurs Le Parc il y était, après en novembre 68 j'ai vu qu'y avait eu* Tucumán Arde…**

Oui *Tucumán Arde* c'était un moment… Appelons ça révolutionnaire. Y a eu une répression très dure, très très dure.

Du coup vous quand vous avez occupé la Maison en 68…

Non j'avais déjà… Je suis venu vivre ici… Je suis venu vivre en soixante-sept. Je crois que c'était, ça doit être mars soixante-sept par là. J'étais là. Et… J'avais vingt-deux ans. Ton âge. Arriver d'Argentine en France à cette époque-là c'était… C'était assez rude comme changement parce que en Argentine y avait une dictature qui avait démarré en soixante-six, on avait fermé une institution qui était très importante culturellement c'était l'équivalent de Beaubourg, à Buenos Aires, s'appelait l'*Instituto Di Tella*. Et Onganía a décidé que c'était… Qu'on était tous des révolutionnaires, des communistes, des marxistes, des trotskystes… Mais ils ont fermé ça tu vois ! C'était une répression sévère ! On avait l'interdiction de vendre *Le Petit Prince* dans les librairies. On pouvait le vendre mais il fallait pas qu'il soit exhibé, c'est-à-dire que les gens qui le demandaient avaient le droit de l'acheter. Tu te rends compte *Le Petit Prince* ? Bon, alors… Ah, maintenant que tu me dis que Le Parc avait été expulsé… Mais pourquoi il a été expulsé ? Je sais pas… Je me souviens pas de ça. J'étais presque sûr qu'il faisait partie du groupe des pionniers. Non mais c'était Cortázar je crois celui qui… le leader de la chose.

Et du coup ces occupations en Argentine et ce qui y avait eu avec* Di Tella *et tout, vous y pensiez ou pas ?

Tu sais on a su plutôt après, parce qu'il y avait plus de presse, y avait rien ! Oui la radio, y avait la radio mais la radio parlait pas d'Argentine. Et maintenant très peu aussi. Mais c'était… Y avait plus de presse y avait rien !

Vous étiez pas au courant de ce qui se passait en Argentine.

Non je crois que j'ai appris ce qui s'est passé en Argentine parce que, pas que en Argentine, en Allemagne, en France… Y a eu des… Un écho assez important de Mai 68. *(Silence)* Non. J'ai su ça après je crois, ou pendant… Ou peut être le truc de *Tucumán* oui, on l'a su parce que de bouche à oreille, la... Les nouvelles sont arrivées, je sais pas comment. On avait pas un rond en plus parce que les banques étaient fermées. C'était une situation assez… particulière.

Et vous, vous aviez jamais milité avant ? Vous aviez jamais fait de la politique ou quoi ?

Non, non, j'ai pas milité et je militerai jamais. J'aime pas ça. J'ai mes idées… J'ai mes idées qui sont… partagées par certains mais c'est… Ce sont mes idées à moi j'aime pas… Je milite pas. Je vais pas aux manifestations, même quand je suis d'accord ! Mais j'aime pas les masses… Et j'aime pas adhérer intellectuellement à un mouvement de masse. J'ai pas confiance dans les masses.

Et du coup pour vous l'occupation de la Maison c'était pas un…

Non, pour moi l'occupation de la maison c'était une réaction à la dictature. Ça oui. Parce que une dictature… Toi tu sais pas heureusement ce que c'est une dictature. Une dictature, vivre sous une dictature, j'ai vécu ces années-là, le début de cette première grosse dictature sévère en Argentine, et puis j'ai vécu sept ans de dictature à partir de… Je suis rentré en 69 en Argentine et j'ai vécu sept ans de dictature sévère ! Et alors, là, c'est différent… Et je crois que c'était plutôt une réaction à la… A la dictature qui… Je te parle de l'interdiction de montrer *Le Petit Prince* dans une vitrine, quand même, c'est fort ! C'est inconcevable ici !

Et les autres artistes qui occupaient, il avaient pas été militants non plus avant ?

Je sais pas… Non je sais pas. Après avec Seguí on a été… Oui on a participé d'un mouvement assez fort à Córdoba dans sa ville natale.

Là vous y étiez ? Au Cordobazo ? Ah mais vous êtes rentrés en 69 ? Ah oui oui, vous venez de le dire. Ah, ok. Tous les deux avec Seguí ?

Et c'était assez costaud ! La police en Argentine c'était pas la police française… C'était costaud et… Je sais pas pourquoi, *el Cordobazo* pour moi c'était… Ça a eu plus d'écho, je sais oui probablement parce que je suis né en Argentine, je suis pas français, mais… Mon père habitait à Córdoba et il venait de mourir alors y a eu une charge symbolique forte.

Vous aviez fait quoi là-bas ?

Bah *(rires)*, j'ai participé d'une manif, j'ai fait des petites barricades comme on faisait avec n'importe quoi et je me suis fait courir après par la police. Mais… Et puis j'ai trouvé une fiancée qui était… Ça je sais si Antonio… Peut-être c'est indiscret ce que je vais te raconter, mais on a rencontré deux sœurs qui étaient très sympathiques très intelligentes et belles ! Et alors chacun de nous a démarré une relation, oui, amoureuse avec ces deux sœurs. Et ça c'était *el Cordobazo* pour moi. Donc j'ai gardé un bon souvenir peut-être à cause de ça…

Et du coup vous avez fait l'occupation de la Maison et vous êtes partis genre début 69 en Argentine.

Je suis parti en juin 69… Mai plutôt, mai. Pourquoi je dis juin, parce que je crois que juin c'était l'arrivée de l'homme sur la Lune j'ai vu ça a la télé en Argentine c'était juin 69 et puis mon fils est né en août 69, en Argentine. Et… Alors, oui je crois que c'était au mois de mai que je suis rentré.

Mais alors…

Le *Cordobazo* c'était quoi, juin ?

Je me souviens plus.

C'était par là. En tous cas j'étais déjà sur place.

Mais au* Cordobazo *vous y étiez pas en tant qu'artiste, vous militiez pas en tant qu'artiste...

J'étais en tant que badaud, qui était là par hasard en réalité ! Et Seguí avait sa famille parce qu'il est de Córdoba, il a une grande famille là, une famille nombreuse, son père, sa mère, à l'époque son père il était vivant encore et sa mère qui était un personnage… Une sœur, un frère ! Enfin… Mais moi j'étais là, non mon père était déjà mort… Mais j'étais là parce que y avait des affaires d'héritage à régler. C'était le pur hasard. J'ai jamais été un militant ni un révolutionnaire.

(...)

Et ça vous avez l'impression que… Par exemple dans votre peinture vous pensez que vous faites des… Votre peinture vous pensez qu'elle est politique ?

Non… Non, ma peinture est une peinture assez secrète. Je sais pas tu as vu, tu as regardé un peu ?

Oui, un petit peu… J'ai regardé une exposition que vous aviez faite à la Maison de l'Amérique latine…

Ah, oui, une ville. Maintenant c'est des bateaux, tu vous je fais des bateaux *(rires)*. Mais y a peut-être une… Un contenu philosophique mais dans le sens le plus primaire de ce qui est la philosophie, pas… Je prétends pas… Dans mon travail je me sers de ce que les gens jettent. Je préfère que ces choses qui sont destinées à être détruites deviennent des objets bon… Apparemment des objets artistiques, mais c'est des objets que j'ai fait de mes mains. Alors je préfère ne pas jeter et faire quelque chose de beau… théoriquement. Beau je sais pas, ou intéressant. Alors l'idéologie de mon travail c'est celle-là.

Ah ok.

Le peu, mais… Que ça puisse émouvoir un tout petit peu, que ça puisse toucher plus ce qui est sentiments ou émotions que ce qui est… Je crois pas en plus avec le… Aux artistes engagés je n'y crois pas du tout.

Et le… Pour revenir sur l'occupation, vous vous souvenez de ce que vous avez fait après ? Parce que ça a duré un mois quand même…

Non, je suis pas resté un mois, mais je suis resté sans interruption je me souviens d'avoir dormi au moins sept huit jours là. Et on dormait par terre, mais on rigolait !

Et vous faisiez des trucs un peu, vous faisiez quoi ?

On sortait pour essayer de faire des affiches, ou on nous disait « dis donc y a telle manif à tel endroit » et il fallait se préparer parce qu'il fallait marcher *(rires)* pour atteindre la manif il fallait marcher trois quarts d'heure ou une heure je sais pas… C'était comme ça !

Et vous étiez que vous ? Parce qu'il y avait d'autres maisons dans la Cité qui étaient occupées, celle du Portugal…

Oui, mais je crois, on a pas eu… On a eu des rapports je crois avec la maison du Mexique. Je crois, je suis pas sûr… Mais ce qui était étonnant c'était la participation de Matta parce que y a une maison du chili là. Et Matta était avec nous. Et en plus il était déjà un artiste très très connu dans le mode entier, c'était pas…

Ils avaient fait une fresque avec Seguí sur le coté là…

Oui, oui.

Et j'ai vu y avait…

Bon j'ai participé un tout petit peu à ça… Étant donné que je savais déjà un peu me servir de mes mains. Mais toujours comme un…

Oui, d'ailleurs vous savez ce que ça veut dire cette fresque ? Parce que moi j'ai pas très bien compris… Vous savez c'est un cheval et un général qui est sur un cheval, je crois que c'est San Martín le général et le cheval il le pousse en l'air un peu… Et San Martín il tombe du coup…

Oui mais ça c'est un truc pour faire une blague, une « rigolotterie » je dirais.

Ah ouais… Et y avait des conférences aussi non ?

Oui y avait des conférences.

Vous vous souvenez de ce que c'était a peu près ?

Non je me souviens pas très bien ça. Et je vivais avec une fille, et… *(sonnerie de téléphone)*. Je vivais avec une fille alors parfois elle est restée à la maison et… Elle avait un peu peur… Je suis resté ces jours-là et on avait… Bon tu sais on avait du mal à trouver de quoi manger. Il fallait trouver un peu de pain, un peu de jambon, de saucisson des trucs comme ça mais… Y avait plus d'approvisionnement et alors le… Dans les épiceries il y avait presque rien, on mangeait ce qu'on trouvait, comme ça.

Mais du coup… Vous vous souvenez pas du tout des conférences… Et j'ai vu…

Non.

Et j'ai vu à un moment y avait une liste avec Sartre, Simone de Beauvoir, Carlos Fuentes qui…

(sonnerie de téléphone)

Qui disait…

Non je me souviens pas… Tu sais de quoi je me souviens ?

(sonnerie de téléphone)

Je me souviens de Sartre assis dans un café qui est tout près de Saint-Germain-des-Prés, qui est pas ni Les Deux Magots ni le Flore, qui est un café qui je crois qu'il existe toujours. Eh… Tu vois la rue Bonaparte ?

Non.

La rue Bonaparte c'est une rue qui… Je sais pas si elle finit là… Ou elle commence, c'est la rue qui amène à l'école des Beaux Arts.

Ah oui.

A l'entrée principale de l'école des Beaux Arts. Et y avait un café, y avait un café là où j'ai vu Sartre assis où j'ai vu Sartre… Il habitait au dessus je crois.

Et vous vous souvenez pas de lui ou d'autres qui étaient venus vous voir à la Maison ?

Non… Non je me souviens pas de lui à la maison, non du tout.

Vous aviez pas de liens avec des étudiants, des gens qui étaient ailleurs, à l'Odéon, ou au quartier latin ?

Non… Non, là j'avais des liens. Mes liens étaient plutôt franco argentins tu vois. J'avais… Il y avait un médecin français qui avait épousé la cousine germaine de la fille qui habitait avec moi, qui vivait avec moi, et alors lui il était dans toutes les manifs etc. Il s'est fait casser la gueule, il était un personnage assez incroyable, il était médecin et alors on se voyait un peu on essayait de partager un peu les denrées et… Mais… Eux ils avaient une voiture qui avait encore un peu de l'essence. Il a eu de l'essence pendant très peu de temps. Mais sinon des étudiants non. A l'école des Beaux Arts c'était un bordel terrible… J'ai fait des affiches, on a fait des affiches, quelques affiches et c'est lui qui a fait une affiche qui est devenue célèbre dans le monde entier… Son image est devenue… Je vais te montrer ce que c'est son image tu vas reconnaître tout de suite. C'était un peintre argentin qui s'appelle Macció qui est mort l'année dernière. Lui il était là aussi et il a fait un truc, tu as dû le voir. C'est un poing qui descend comme ça et qui fait la cheminée d'une sorte d'usine, tu as dû voir ça ?

Ah ouais.

Bon, c'est lui qui a fait ça en Mai 68… Et lui il était pas là à la Maison. Je crois… Bon peut-être il est venu et il est parti tout de suite…

Et pourquoi il est pas venu ?

Je sais pas… Bon il était un type assez particulier… Il est mort à 85 ans là, l'année dernière. Et à un moment donné il travaillait dans le même atelier que Seguí. Seguí lui avait fait un petit truc, et il est parti après en Argentine.

Et les… Vous vous souvenez pas des gens qui écrivaient des communiqués ?

Non… Là je vais te décevoir… Je me souviens pas du tout de ça. Il y avait par contre… Tu sais ce qu'y avait à l'école des Beaux Arts ? Il y avait la drague *(il rit et tousse)*. Moi malgré le fait que je vivais avec une fille j'essayais de draguer un peu parce qu'il y avait des filles super là. Et y avait

une sorte de drague générale comme ça, « et donc tu vas où là » , comme ça, « je sais pas... », « tu habites là ? »… Et donc il y avait ça, enfin, moi je me souviens de ça… Y avait des… Je sais pas, Cohn-Bendit, et tout ce machin, qui était très fort, mais, je participais pas de ça. J'étais dans une ou deux manifs, et je courrais assez vite à l'époque, parce que tu sais ça tabassait, sérieusement hein… la police tabassait très fort.

Et là, dans tous ces trucs, vous étiez avec des Argentins aussi ?

J'étais avec des Argentins, parfois j'étais avec des gens que je connaissais comme ça, que j'ai connus occasionnellement mais qui étaient pas ni des amis ni des copains mais c'était des connaissances fortuites comme ça. Juste un petit truc, je sais pas, c'était occasionnel… J'ai pas eu une participation très active dans tout ça. *(...)*

Et quelle… Quelle image, quelle vision vous aviez de la France à cette époque ?

Ben la France c'était… Tu sais je suis venu ici pour la première fois en 1964, parce que j'ai travaillé dans un cargo,je ramenais d'Argentine en Italie des veaux. C'était un cargo qui emmenait du bétail vivant. Alors quand j'ai débarqué je suis… J'ai acheté une petite Fiat 500, parce que j'avais un peu de sous… C'était assez bien payé quand même. C'était atroce comme boulot mais on gagnait bien sa vie. Et alors j'ai acheté un Fiat 500 et je suis venu à Paris et celui qui m'a hébergé c'était Seguí, parce qu'il était là depuis un an déjà. Et… Et alors je me baladais là… « Un jour je vivrai ici, il faut que je vive ici », je trouvais ça magique ! Et… Un jour on est allés à la coupole avec Seguí.

Pourquoi ?

Parce que, ben je vais te raconter tout de suite, je vais à la coupole et dans la terrasse de la coupole y avait Giacometti qui était là en train de prendre un café. Parce que Giacometti après qui c'est… J'ai croisé quelqu'un d'autre comme ça… Des artistes que j'admirais de loin ! J'ai vu leur travail dans des reproductions et là... C'était comme un rêve ! Un rêve que je voulais réaliser. Et… C'était ça, pour moi la France c'était ça. Et... Puis la culture française était très importante en Argentine. On nous avait appris pas mal de choses, encore aujourd'hui je crois connaître mieux que pas mal de Français la littérature française, et l'art français… Parce que j'ai appris ça sur place… J'étais dans un lycée qui était très spécial on faisait six années au lieu de cinq, ce qui était le truc habituel. C'était l'équivalent de Louis-Legrand, mais en Argentine à cette époque-là…

Comment il s'appelait ?

Nacional Buenos Aires. Tu as entendu parler de ça ?

Oui, oui.

Alors, là, on apprenait vraiment des choses. Et j'ai eu des profs formidables. Alors…

Vous appreniez le français ?

J'ai appris le français un peu, pas le français que je parle aujourd'hui, mais par exemple on disait… On m'a pas appris « chaussures », on disait « souliers »… Enfin c'était le français d'une autre époque ! Mais, j'ai appris le français, j'ai eu… J'ai fait six années de latin, et en six années de latin tu en apprends beaucoup de choses, beaucoup d'Histoire entre autres.

Dans votre famille ils parlaient français ?

Non, pas du tout.

Ils connaissaient aussi la littérature française ?

Mon père oui, mon père était un homme assez cultivé, oui. Mais il lisait des choses que je lirais pas. Il lisait Bernanos, tu vois des trucs… Non mais y avait Sartre ! Y avait machin ! Tout ça j'ai eu accès à ces choses-là chez moi. Mais en espagnol pas en français. Et… La formation que m'a donnée ce lycée a été très importante, ça reste important pour moi. J'ai appris beaucoup de choses. J'ai un frère, j'avais un frère qui est mort l'année dernière, qui avait dix ans de plus que moi, et ma sœur est née à sept ans de plus que moi, alors j'ai beaucoup appris avec eux. Eux ils m'ont… Bon, poussé à… A devenir peintre entre autres.

Et quand vous êtes arrivé en France ça correspondait à l'image que vous en aviez avant, de ce que vous aviez appris ?

C'était encore mieux que l'image que j'avais. C'était un truc… J'étais émerveillé ! Émerveillé, j'étais émerveillé ! Croiser Giacometti, là, à la coupole, et… J'ai vu Sartre, ça c'était plus tard, mais j'ai vu Sartre, là, dans ce café qui fait l'angle de la rue Bonaparte et une p'tite rue qui aboutit à la rue Saint-Benoît, je me souviens plus comment elle s'a… C'est un petit truc qui est en face de l'église Saint-Germain-des-Prés. J'étais aussi jeune que toi maintenant mais moins informé certainement et alors tout ça était magique !

Et Mai 68 alors vous l'avez vécu comment ?

Et Mai 68 pour moi c'était un événement extraordinaire. Et… par moments c'est devenu chiant hein, parce que la vie de tous les jours était devenue difficile. C'était pas facile. Y avait des structures qui portaient les gens, mais moi je fais pas partie de ces structures-là. Je me débrouillais c'est tout. Et la Maison d'Argentine, bon, c'était... ça faisait partie des… De ces trucs, c'était des petites aventures pour moi. C'était une aventure, je vivais une aventure intéressante. Et j'ai souvenir de la Maison d'Argentine comme d'un lieu qui était, que j'aime beaucoup toujours… Ça, c'était marquant quand même. Moi je crois que ça m'a marqué d'avoir vécu ce Mai 68 et d'avoir participé à cette prise entre guillemets de la Maison de l'Argentine. On était juste restés sur place c'était ça la prise. Et le personnel a accepté qu'on soit là et le directeur qui a disparu, je sais si… Je sais pas si Seguí... Qu'est-ce qu'il est devenu ce mec.

Mais du coup il est parti mais y avait encore des employés ?

Il est parti on l'a pas vu, il a peur, il avait peur, il était terrorisé ! Et Cortázar lui a expliqué que c'était une prise tout à fait pacifique, qu'il devrait craindre rien, qu'on allait rester là sans rien faire. Et lui pensait qu'on allait tout détruire, tu vois, un truc dément…

Y avait du personnel encore ? Des employés ?

Y avait un peu de personnel, mais le personnel ils restaient *(incompréhensible)*…

Et les résidents ? Il étaient restés ?

Et les résidents je me souviens pas… Mais y avait beaucoup moins de résidents… Y avait moins de monde je crois. Et puis je me souviens pas de ces gens-là.

En fait vous étiez entre vous.

Oui on était entre nous, et puis j'arrivais pas a parler le français que j'arrive à parler aujourd'hui alors on parlait espagnol.

Et alors quelle vision vous avez de la situation politique en Argentine ?

Maintenant ?

Non, à l'époque.

Ah, mais c'était une dictature horrible ! Et entre autres je suis parti parce que je supportais plus de vivre dans un endroit comme ça. Oui, non, c'était une dictature, je t'ai raconté, de *Le Petit Prince* interdit d'être exhibé en vitrine, y avait une persécution importante...

Mais du coup quand vous êtes venu, vous m'avez dit déjà un peu, quand vous êtes venu à la Maison…

Là c'était la liberté ! On pouvait dire ce qu'on voulait… Bon sauf qu'après y a eu de Gaulle, qui a serré un tout petit peu les vis, la… Mais ce qui était normal, c'était le Président de la République, y avait un bordel monstre dans toute la France ! Et il fallait arrêter d'une façon ou d'une autre tout ça. Alors je me souviens d'avoir fait une affiche contre de Gaulle, une sorte de caricature de de Gaulle. Et aujourd'hui rétrospectivement c'est un personnage qui est assez intéressant, c'était pas du tout le de Gaulle qui nous réprimait, c'était pas lui, c'était un Ministre de l'intérieur qui était un con, un type assez tordu…

Et du coup pour vous la Maison c'était un peu en endroit où la dictature continuait ?

C'était un endroit où on pouvait vivre un peu de liberté argentine.

Ah oui ?

(…)

On était entre amis, on avait tous à peu près les mêmes idées politiques.

Mais avant que vous l'occupiez c'était un endroit où la dictature continuait un peu ?

Oui, le directeur était nommé par la dictature argentine, et c'est pour ça qu'il était terrorisé d'ailleurs, Cortázar, Seguí tout ça c'est la gauche qui venait envahir, la révolution…

Vous aviez entendu parler de la maison avant d'y aller, vous y étiez déjà allé ?

Non, j'avais entendu parler mais j'y étais jamais allé. C'était une surprise parce qu'en plus le bâtiment est joli, est agréable. Et bon, je peux pas dire que c'était très accueillant parce que… C'était un peu compliqué mais le temps que j'ai passé là j'étais très heureux d'être là. Et de temps en temps on sortait et cette peinture murale qu'on a faite… Je crois que c'est Matta qui a commencé ça, je crois que c'était lui. Et Seguí… Et bon je, j'ai barbouillé un peu. Mais ce qui m'étonne c'est *(incompréhensible, à propos de Le Parc)*, pourquoi il était expulsé, je me demande…

Ah ça si vous pouvez lui demander...

Oui, je l'ai vu , je peux lui demander, avant-hier on a pris un café ensemble, parce que lui il va faire un truc et moi aussi. Y a une galerie à l'ambassade d'Argentine.

(...)

Vous avez entendu parler de la Maison, quelle image, enfin, vous aviez une idée de ce qui s'y passait à la Maison ?

Mon image, je te dis, rétrospectivement c'est difficile d'être précis, ça fait un moment. 68 deux mille dix-huit, combien d'années ?

Ben, quarante. Non, cinquante, cinquante.

Cinquante. Alors en plus à mon âge on a une mémoire qui est assez sélective. Tu sais ce qu'il disait Borges de la mémoire, je trouve ça génial et très juste, il disait que la qualité principale de la mémoire c'est l'oubli. Et je crois qu'il a raison. Alors, étant donné que je repense pas très souvent à ça… Qu'est-ce que je peux te dire de plus ?

Pourquoi vous y êtes pas allé ? Pourquoi vous avez pas habité là-bas quand vous êtes arrivé en France?

Parce que j'avais un peu des sous, j'ai loué un appartement, qui était mon atelier en même temps.

C'est de votre famille ?

Non mais ça c'était des boursiers les gens, comme aujourd'hui je crois aussi.

Oui, oui. Vous avez pas demandé de bourse ?

Non, non, et puis j'aimais… J'étais assez naïf au fond *(rires)*, parce que je prétendais faire une vie parisienne que j'avais imaginée. La première fois que j'avais été ici en soixante-quatre, je trouvais ça merveilleux, l'art, et quand je suis revenu en soixante-sept, c'était réaliser ce rêve que j'avais démarré en soixante-quatre. Jean-Paul Sartre, Giacometti… Non, Sartre je l'ai vu en 68, déjà j'habitais ici. Giacometti… C'était… Comment… faire partie d'un film. J'étais assez bête, au fond *(rires)*, tu vois parce que d'un coté j'avais une formation plutôt bonne, une formation culturelle, assez bonne, par rapport à mon métier, par rapport à certains… Une certaine littérature ou philosophie même… Mais… J'étais absolument immature. Je me croyais… Je croyais… J'étais immature.

Du coup après vous êtes rentré en 69, et vous êtes revenu quand ?

Et je suis revenu en 80. Donc maintenant ça fait un moment.

Et pourquoi vous avez voulu revenir à nouveau ?

Parce que j'en pouvais plus de l'Argentine. C'était en plein dans la dictature militaire la plus dure. Je sais pas si tu as entendu parler de Videla et tout ça. On a tué des amis à… On était pas bien du tout, on était mal.

Et vous étiez redevenu peintre quand vous êtes rentré en 69 ? Vous peigniez encore ?

J'ai toujours été peintre sauf à la période où j'ai passé en Argentine quand je suis rentré en 69, j'avais pas un rond et j'avais un enfant, un fils, qui venait de naître. Et alors il fallait que je bosse et j'ai travaillé dans la publicité pendant sept ans. Et… Mais je peignais… Je peignais comme le

dentiste, le dimanche. J'avais pas le temps de peindre. Mais j'ai continué à peindre, j'ai exposé même dans des salons, des trucs comme ça. Mais j'ai repris vraiment ma profession, je dis pas mon métier parce que le métier une fois qu'on l'a on l'a c'est pour toujours, c'est comme les gens ils savent nager, ils savent… Une fois qu'on sait nager on sait nager, et la peinture c'est la même chose. C'est pas la même chose que la nage mais la peinture une fois que tu sais peindre tu sais peindre. Après tu peux aller un tout petit peu plus loin, mais c'est là aussi une profession. C'est une profession quand on vit de ça, et quand on a en tous cas la prétention de vivre de ça, et… Je suis revenu et qu'est-ce que j'ai fait ? Oui, j'ai fait, j'ai repris la peinture et puis tu sais ce que j'ai fait, c'est marrant… Tu vas rigoler, j'ai fait quelques pubs comme comédien *(rires).* J'ai travaillé dans des trucs, des films commerc… Des, des...

Ouais des pubs…

Des films commerciaux, là, qui passent à la télé, les…

Les pubs.

Les pubs ! Oui, j'ai fait des mafieux, j'ai fait des trucs comme ça et ça m'aidait un peu, et j'ai fait des dessins pour, y avait une revue littéraire qui s'appelait *Lire* à l'époque. C'était… Je grignotais un peu à gauche à droite pour avoir un peu d'argent.

Là vous aviez pas demandé encore d'habiter à la Maison de l'Argentine ?

Non, pas du tout. Non, non, je suis venu… Tu sais… Je crois que je t'ai parlé tout-à-l'heure des instit… Les institutions tout ça c'est pour moi, les trucs officiels, les machins. Quoique… Je suis assez gâté parfois par les institutions, mais je le cherche pas. Non, je, je… J'ai hérité entre guillemets d'un petit appartement près de la rue Saint-Denis, dans les quartiers chauds, et… Je suis resté là un bon moment, ensuite j'ai connu ma femme, actuelle… *(sonnerie de téléphone)* Et… Je vis avec elle depuis, ça fait trente-quatre ans *(parle au téléphone)*. Oui, donc non… J'aime pas, j'aime pas l'officialité. C'est comme ça qu'on peut dire ?

Ouais, l'officialité…

Alors, demander l'aide de l'Etat et tout ça, c'est pas pour moi je trouve ça, pourquoi pas ! Mais c'est pas pour moi ! Ça n'a rien à voir avec moi… Je préfère être un… J'ai vécu toujours une sorte de marginalité. Qui n'est pas celle des, des marginaux qui traînent dans la rue, mais j'ai vécu une sorte de marginalité... Qui m'a desservi par moments hein… Parce que c'est… Être en accord d'une façon ou d'une autre avec ce qui est officiel ça peut aider beaucoup ! Mais… C'est pas pour moi. Alors la Maison d'Argentine, c'était la Maison d'Argentine. Moi j'avais aucun lien. J'ai commencé à avoir à nouveau des liens à partir du moment ou on a commencé à faire ces expositions du *Colectivo* là. Mais sinon… J'ai eu un, j'ai eu une élève qui habitait à la Maison d'Argentine. A une époque je donnais des cours de peinture et j'avais une élève, je vais te dire en quelle année. 82, 80… par là. C'était une fille qui avait eu une bourse et elle avait un de ces appartements qui sont atelier en même temps, là, je crois que c'est le dernier étage. Bon. Et Là… Et alors j'allais à la Maison d'Argentine à cause d'elle. Et puis Mosner a commencé à faire son truc *del Colectivo* il y a quelques années. Je sais pas quand on a… Je participe de ça alors j'y vais. Et j'ai gardé… Des affections particulières mais parce que ça correspond à ce que j'ai vécu en 68. J'ai vécu un truc qui était fort pour moi, qui était important. Mais… Non, c'est… (…) Et la Maison de l'Amérique latine par exemple, (tousse), j'ai exposé deux fois là. J'ai fait deux expos personnelles. J'ai des liens plus suivis avec la maison de l'Amérique latine, avec le directeur, avec la directrice artistique, avec le président même… Ça change le directeur, le directeur change, y a eu un gars qui était très bien avant ce monsieur maintenant que je connais pas, y avait un gars très bien qui était musicien.

Ah oui.

Pianiste et chanteur. Alors là je le voyais assez souvent, on se voyait dans des dîners, à des vernissages des trucs comme ça.

C'était pas Marcelo Balsells ?

Exactement ! Oui, Marcelo Balsells. Lui il… Oui, parce qu'il a créé un quelque chose là, de particulier. Étant donné que lui-même était artiste et…

Ça y avait pas avant ? Dans les années soixante-soixante-dix… Ou 80 ?

Ben soixante-dix j'étais pas là.

Ah oui. Et quand vous êtes rentrés ?

Quand je suis rentré je sais pas qui était le…

Y avait pas d'expositions…

Non. Non y avait pas des expositions à l'époque. C'est Ricardo Mosner qui a commencé à organiser des expos là *del Colectivo*. Puis j'ai en 82 je crois, oui, 80 80-un, j'avais cette élève qui était une Argentine qui habitait là qui avait eu une bourse, alors j'allais là lui donner des cours de peinture.

Ah ok ?* (…) *Et Ricardo Mosner il est arrivé quand ?

Ah je sais pas, je sais pas exactement. Mais je crois qu'il est arrivé avant moi. Je crois qu'il était… C'est lui qui a organisé tout ça. *El Colectivo* tout ça c'est une invention de lui… Qui demande beaucoup de travail… C'est lui qui fait ça.

Et ça du coup ça existe depuis combien d'années ?

Ah, ça doit faire bien dix ans je crois. Oui, au moins ! Au début on était dix, douze, sept, huit, dix, maintenant c'est devenu autre chose. C'est plus du tout l'esprit de ce que c'était.

Mais du coup il y a beaucoup de peintres argentins qui habitent en France. Parce que c'est que des Argentins non* El Colectivo *?

Non, y a beaucoup de… Non y a des Français, des arg… Non non y a pas que des Argentins. Au début oui, on était un groupe de peintres argentins, mais après ça a changé. Mais… Y a pas tellement de peintres argentins. Y a pas mal de gens qui font des tableaux, mais qui sont pas des peintres, c'est différent.

C'est quoi la différence ?

La différence c'est que y a des gens qui sont des professionnels, qui vivent de ça, qui ont développé un schéma, qui font… Y a une cohérence qui une continuité dans le temps. Puis y a des gens qui bricolent de la peinture, oui. Mais ça arrive pas que chez les Argentins *(rires)*. Et… Dans tous les domaines y a ça. *(Silence.)* Bon ça c'est mon avis personnel. Y a de gens qui pensent pas comme moi. Heureusement, pour eux ! Heureusement… Mais… Je connais très peu de peintres, ou d'artistes, parce qu'y en a qui sont pas des peintres sont des artistes argentins, font des choses de

belle qualité. Et par exemple une époque y avait plus de jeunes, des jeunes de ton âge.

Ah ouais ?

Qui venaient, essayaient de faire quelque chose. Maintenant ça y est, disparu ça !

Pourquoi à votre avis?

Je sais pas. Ben c'est parce que c'est difficile. Paris est très difficile. Alors peut-être qu'ils préfèrent aller ailleurs, aller à New York ou… J'sais pas. Ou en Allemagne, à Berlin. Paris est devenue très difficile pour les artistes, pour les jeunes artistes. Pour les vieux aussi mais, pour quelqu'un qui doit essayer de s'intégrer et faire un truc à long-terme c'est pas évident…

Y en a peut-être plus qui restent en Argentine aussi.

Oui y a des beaux artistes en Argentine tu sais. Y a des gens, très jeunes, de ton âge ou de moins de trente ans, ils font des choses drôlement intéressantes, très bonnes. Alors ils restent sur place ou… Ou ils voyagent quand ils ont un truc à faire quelque part, mais ils s'installent pas ailleurs.

(…)

Oui, juste, le GRAV, vous vous souvenez qui l'avait créé à quel moment ?

(…)

Ah ben c'est Le Parc. Le Parc je crois qu'avec Sobrino.

(…)

En ce moment y a un autre artiste argentin qui est une figure là-bas en Argentine, qui expose dans la galerie qui est de l'ambassade, l'ambassade a une galerie qui est très bien, qui s'appelle Noé. Bon, Noé a vécu en France mais pas à cette époque-là, bon, trois ou quatre ans. Noé a 80-six ans, oui… Ils sont plus vieux [Seguí, Le Parc et ceux de cette génération]. Maintenant je sens moins la différence, mais quand j'étais gamin ou quand j'étais un jeune qui démarrait, j'avais pas tellement de rapports avec eux parce que c'était, y avait une distance qui était très importante ! *(…)* C'était un autre monde, ils avaient d'autres intérêts, ils espéraient d'autres choses de la vie, en général…

Ok.

Ca va te servir ça ?

Oui !

(…)

Merci.

(…)

Y avait pas de gens de droite là, et c'était un gouvernement, d'ultra-droite ! Pas de droite, c'était la droite militaire, la dictature, la, c'était la répression en Argentine très très très forte. Et… Cette espèce de, de trouillard, parce que j'ai jamais vu quelqu'un réagir avec autant de peur, de…

injustifiée ! Et… Parfois les gens manifestent leur peur, c'est des peurs d'autres choses, mais l'occasion leur permet de manifester une peur irrationnelle tu vois, qui est démesurée par rapport à l'événement mais qui vient… Je crois qu'il devait se sentir coupable aussi d'être là, de toucher un salaire important, d'avoir une bourse octroyée par une dictature militaire aussi. J'ai jamais vu un trouillard pareil. Et les communiqués c'était quoi ? Des communiqués officiels ? Que tu as lu.

Ben c'était des communiqués des occupants de la Maison.

Ah des occupants ! Ils signaient par qui ?

Ben c'était pas signé, c'est pour ça. Ils disaient « Le Comité d'occupation ».

Ça devait être Cortázar qui rédigeait ça. Il était très sympa Cortázar, c'était un type d'un… Qui avait une empathie forte avec les gens. C'était très agréable de parler avec lui… En plus d'apprendre des choses de lui. *(…)* Et aussi je me souviens de Matta, parce qu'il était un personnage aussi, extraordinaire. Il était déjà un artiste reconnu dans le monde entier Matta, c'était, Matta, attention, Matta. Il était comme ça, il était tout petit, et très sympa, extrêmement sympathique. Facile. C'était un type bien. Et Antonio, Seguí l'a vu assez souvent je crois, ils sont devenus amis je crois. Mais Matta était encore plus âgé que Seguí. Je crois qu'il est mort à 90 ans. Il est mort y a quelques années. Il est mort vieux. Oui.

(…)

Vous vous souvenez comment ça s'est fini ?

Non, je me souviens pas, ça s'est dilué je crois plutôt, comme ça… Mais ce que je sais pas, ça reste un mystère c'est où est-ce qu'il est parti ? Il a monté les escaliers on l'a plus jamais revu !

Non mais y a un appartement.

Oui mais il s'est pas enfermé en permanence dans son appartement. Parce que nous on est restés là… Moi, personnellement je l'ai plus jamais revu. Je sais pas si Seguí l'a vu mais moi je l'ai plus jamais revu.

Et y a pas une porte de sortie cachée ?

Peut-être… Peut-être il est sorti par… Il est allé où d'abord ? Je sais pas, où est-ce qu'il s'est réfugié ? Mais en plus c'était un connard, un type... Stupide, pas seulement il avait la trouille mais il était stupide, c'était quelqu'un qui n'avait aucun intérêt en tant que personne.

Bon ben ok, ben très bien.

Ca va ?

Oui, oui, ben merci !

Entretien avec Antonio Seguí et Clelia Taricco, sa femme, chez eux à Antony, le 6 janvier 2018 (traduction).

Les noms en espagnol et les phrases prononcées en français dans l'entretien sont indiqués en italique.

Donc à propos de l'occupation, pourriez-vous me raconter à quel moment cela a commencé, qui étaient ceux qui la dirigeaient, ce qu'ils ont fait…

Il y avait un peu les personnes qui s'occupaient de... *(à Clelia)* Comment s'appelait le groupe de Le Parc, et toutes ces personnes ?... (Ensemble) : « La recherche visuelle », on vous a parlé de ça ? *(Clelia)* : le GRAV, G-R-A-V, le « Groupe Recherche Arts Visuels ».

Le Parc je l'ai lu oui, j'ai lu son nom.

Non, Le Parc est arrivé plus tard, parce qu'il était en Argentine, mais il y avait ses associés de l'époque qui travaillaient un peu ensemble, on avait fait un.. Une grande affiche où il était écrit « Pabellón Che Guevara » *(Pavillon Che Guevara)*.

Oui, oui.

Vous l'avez cette affiche ?

L'affiche non mais j'ai lu ça…

Il y était écrit « Pavillon » en blanc, ensuite ça s'éteignait et alors s'allumait « Che Guevara », « Pavillon Che Guevara ».

Et vous aviez mis ça dans l'entrée ?

Au-dessus de l'entrée oui, le résultat est bien amusant.

Alors ceux qui ont débuté l'occupation étaient surtout des artistes.

Des artistes ou des gens de théâtre… Vous savez que de ceux qui étaient à la Cité Universitaire, il ont été peu parmi les résidents à participer vraiment à ça, parce qu'ils avaient peur, ou bien ils étaient boursiers… Ceux qui ont participé, ceux qui ont occupé la Maison étaient de l'extérieur.

Et c'était des Argentins ?

Oui, que des Argentins. Ensuite... Il y a eu beaucoup de personnes de l'extérieur, qui ont appris que le Pavillon argentin était occupé, et qui venaient par solidarité, ou il y a eu beaucoup de conférences, il y a eu beaucoup de tables rondes…

Vous vous souvenez de quoi parlaient les conférences ?

Un peu de tout… de politique, la relation entre la politique française et la politique latino-américaine… C'était un peu l'essor de Cuba à ce moment.

Oui.

Beaucoup de politiques argentins qui étaient à Paris à ce moment ou qui arrivaient *(incompréhensible)* se rendaient à la Maison de l'Argentine.

Des politiques argentins ? Mais… des gens… parce que c'était une dictature…

Des gens qui étaient de passage !

Ah d'accord.

Ici il y a beaucoup de personnes de passage qui viennent d'Argentine.

Mais ils n'étaient pas argentins…

Si ! Il y en avait un qui avait été candidat au poste de Gouverneur de la province de Buenos Aires.

Mais ils n'étaient pas au pouvoir

Non.

(…) Vous savez si l'occupation était liée à ce qui se déroulait en France avec les travailleurs, les étudiants ou bien vous parliez plus de ce qui se déroulait en Amérique latine, en Argentine ?

Non, ce qui se passait ici bien-sûr ! C'est un produit de ce qu'a été Mai 68 à Paris. Ça n'a pas été une chose spontanée des Argentins. Ça a été une espèce de foyer supplémentaire puisque c'était le seul pavillon de pays qui était occupé et qui a joué un rôle… Car il y avait de nombreuses conférences, des écrivains venaient… Tout le monde est passé par ici. Y compris le peintre chilien Matta, un jour il s'y est rendu, et nous, nous l'avons aidé à faire une fresque qui est restée pendant tout le temps où la Maison était occupée, une fresque peinte dans la partie de l'entrée de la Maison, dont après on a eu l'intention de la récupérer mais elle était faite avec de mauvais matériaux et ils avaient peint une cinquantaine de fois par-dessus, c'était impossible.

Vous avez dit qui ?

Matta, Roberto Matta. Et... Je l'ai aidé moi, et d'autres personnes qui étaient à la Maison à ce moment.

Donc vous connaissiez des personnes qui étaient à la Sorbonne par exemple, des groupes d'étudiants, parce que le reste…

Écoutez, je ne me souviens pas très bien de cela mais certainement que beaucoup de personnes qui étaient à la Sorbonne sont venues visiter le Pavillon.

Parce que le reste des événements s'est déroulé au Quartier latin surtout
Oui bien-sûr, c'est là-bas que tout s'est passé, bien sûr.

(...) De ce que j'ai lu de l'occupation, il était souvent question du directeur de la Maison, on disait qu'il était corrompu, qu'il gardait pour lui l'argent envoyé par le gouvernement pour la Maison…

Vous vous souvenez du nom de ce monsieur ?

Randle.

Jorge ?

Non, Randle, R-A-N-D-L-E. Je ne sais pas si j'ai son prénom mais son nom était celui-ci, Randle. Oui, et on disait qu'il autorisait des personnes n'ayant pas le droit de résider dans la Maison à y obtenir des chambres, des gens qui étaient trop vieux pour y résider ou qui avaient un revenu trop élevé pour avoir le droit d'y habiter aussi.

Oui, c'est vrai, c'est vrai… Mais ça n'était pas lui, cela venait déjà d'avant, et un ami à moi qui travaillait à la… qui a vécu à la Cité Universitaire, au Pavillon argentin, une fois où le directeur était parti en voyage est entré dans son bureau je ne sais pas en forçant la porte, et a sorti tous les papiers. Et c'était un poste, un poste… Une espèce de bourse que lui donnaient quelques bandits proches du pouvoir en Argentine parce qu'ils avaient un salaire énorme. Pratiquement comme celui qu'avait l'ambassadeur. Et avec le statut diplomatique, c'est-à-dire qu'il pouvait aller et venir à n'importe quel endroit, acheter des choses. Et cela a duré jusqu'au moment où cet ami a découvert cela, c'est-à-dire en 69-70.

Ah, cela a eu lieu après

Oui, après. Et tout a changé à partir de ce moment
Clelia : Mais le directeur de cette Maison a toujours le statut de diplomate.
Seguí : Oui mais le salaire n'est pas le même que celui de l'ambassadeur comme celui d'avant...

(...)

J'ai lu qu'il y avait une espèce de discrimination politique.

Comment cela ?

Une discrimination politique dans les admissions **(des résidents).**

Oui sûrement, c'est sûr.

Que quand quelqu'un demandait à y entrer, ils demandaient d'abord à la SIDE, les services d'intelligence, s'il n'avait pas une activité politique.

Oui, c'est bien possible… C'est très possible, et cela a pu continuer… Écoutez, cela a pu continuer après puisque sous Giscard d'Estaing, c'est-à-dire durant l'époque la plus agitée en Argentine, Giscard a ouvert la porte à la police et ils s'occupaient très bien de commettre des atrocités ici, et il a été complice de… Moi ils ont perquisitionné plusieurs fois ma Maison. Pour les militaires, le mot artiste est tout de suite synonyme d'un gauchiste ou de ces choses-la…

Vous parliez de cela durant l'occupation, de la gestion de la Maison ?
Non, non, cela a été ultérieur. Le coup militaire fort en Argentine a eu lieu un peu avant 76.

Oui.

Parce que Juan Domingo Perón est élu démocratiquement président, et il choisit sa femme comme vice-présidente. Perón meurt peu de temps après donc sa femme devient elle-même présidente, et elle était une marionnette d'un personnage sinistre, le secrétaire privé de Perón d'abord, ministre du bien-être social ensuite. Et elle avait une espèce de police parallèle qui était ce qu'on appelait… *(…)* (*Clelia*) La Triple A !

(...)

Exact, c'est-à-dire l'Alliance Anticommuniste Argentine… *(...)* Et la grande répression débute à ce moment. Très vite, les militaires font un coup d'État en mars 76 et il y avait ici une institution dans la rue… Comment s'appelle l'avenue qui va du Trocadéro jusqu'à… Euh… Saint…

Saint-Germain ?

Non non non, au Trocadéro, au Trocadéro…

Jusqu'où ?

A cet endroit l'Argentine avait une Maison dédiée à la culture, où se donnaient des conférences, et cet endroit a été occupé par… Il a été occupé par un groupe de l'armée, de la marine. Et ils ont fait là quantité de choses : ils ont fait disparaître des personnes, ils ont eu des relations très étranges… Et cela tout en sachant en France qui ils étaient et quel était le rôle qu'ils avaient dans la politique argentine.

Mais ce n'était pas l'ambassade.

Oui, c'était… C'était parallèle à l'ambassade.

C'était un autre bâtiment.

Clelia : Oui c'était un autre bâtiment qui était…
Seguí : Très joli.
Clelia : Qui avait été bâti d'abord en tant qu'espace culturel pour promouvoir la culture argentine, ce que l'on connaît sous le nom de *Centro piloto* à Paris.
Seguí : Exact, le *Centro piloto.*
Clelia : Le *Centro piloto*. Mais c'est ultérieur.
Seguí : Ça c'est à partir de 1976.

Mais parce qu'en 1968 c'était aussi un gouvernement militaire en Argentine.

Clelia : En 1968 Onganía était toujours là. En 1966 c'est le coup d'État de Onganía. Mais bon oui, oui c'était un coup d'État militaire, mais ce qu'il y a c'est que le coup traumatisant est celui de 1976 avec…

Videla.

Clelia : modus operandi…

(…) Alors, les conférences que vous faisiez elles ne portaient pas que sur… Les communiqués que vous écriviez n'étaient pas concentrés sur le gouvernement argentin.

Non non pas du tout, il y avait des critiques du gouvernement argentin car il y avait les militaires aussi à cette époque, c'était des choses qui se passaient à Paris en France et il y avait une sorte de réciprocité, n'est-ce pas ?

Ah oui et autre chose que j'ai lue est le fait que vous vouliez faire de la Maison une... « Un lieu de manifestation de ce que la culture américaine avait de plus vivant ».

Oui, c'est possible.

Qu'il y avait des manifestations, que… Vous organisiez des conférences…

Exactement, c'est ce que je viens de dire, qu'il y avait… il se passait beaucoup de choses, tout était très actif, il y avait un… C'était un peu un produit dérivé de l'effervescence qu'il y avait dans le Paris de Mai 68, n'est-ce pas ?, porté là, transporté à cet endroit.

Et il y avait beaucoup d'artistes latino-américains à cette époque ?

Oui, il y a toujours eu beaucoup d'artistes latino-américains ici, soudainement il y en a eu plus à cette époque que maintenant, mais…

Il y avait Cortázar.

Oui, Cortázar faisait partie de ceux qui allaient beaucoup aux conférences. Cortázar a été très présent là-bas. J'ai le souvenir de beaucoup d'écrivains et poètes qui sont passés par là.

Carlos Fuentes.

Carlos Fuentes je ne suis pas sûr, parce que Carlos Fuentes y a été avant. Il a été à Paris un long moment en 63, et après il est venu comme ambassadeur ici.

Ah, ah d'accord.

Il a été ambassadeur un long moment. Oui je l'ai très bien connu lui.

Et donc vous personnellement qu'avez-vous fait ? Vous avez participé à cette fresque…

Exactement, c'est ce pour quoi j'ai le plus œuvré, c'est la dernière chose qui s'est vue… Et après j'étais un témoin.

La fresque, qu'est-ce qu'elle représentait ?

C'était un militaire et un cheval debout et… Et j'ai eu des photos de cela et après elles se sont perdues parce qu'elles ont été prêtées puis données… et je me suis retrouvé sans rien.

Ah c'est dommage.

C'était bien amusant, bien amusant.

(…)

Et après ils l'ont recouverte.

Ils l'ont recouverte. Et quand le Pavillon Che Guevarra s'est achevé, ils l'ont recouverte tout de suite avec plusieurs couches de peinture. Parce que des années plus tard, il y a dix ans, on a voulu récupérer ça pour savoir si on l'enlevait et c'était encore là.… Et on a un peu râpé, il y a même des spécialistes qui s'y connaissent là-dessus qui sont venus, et ont un peu râpé… Ils perdent leur temps, ça va coûter une fortune, et ce n'est pas justifié pour ce que c'était. C'était quelque chose de

drôle, à mi-chemin entre la bande dessinée et quelque chose de sérieux, mais joli… C'était bien, c'était bien.

Et vous vous souvenez de comment cela s'est terminé ? C'est vous qui avez décidé de vous en aller ?

Ce moment je ne m'en souviens pas très bien, ce moment je ne m'en souviens pas très bien. Ca s'est terminé comme tout s'est terminé il me semble. *(incompréhensible)* Moi, durant cette période, j'avais un Vero Solex, et c'était un luxe d'avoir un Vero Solex parce qu'il n'y avait pas d'essence à Paris, et le Vero Solex avec trois litres d'essence il roulait quinze jours… Et bon, je sais pas, j'ai été témoin de beaucoup de choses, j'ai été beaucoup à la Sorbonne, au théâtre de l'Odéon, qui étaient les endroits les plus intéressants, des choses très belles et très amusantes se sont faites, mais bon à la Maison de l'Argentine par solidarité, pour les amis qui y étaient je m'y suis rendu de nombreuses fois.

Vous y alliez avec ceux avec qui vous étiez à la Maison de l'Argentine, aux autres endroits, à la Sorbonne ?

Non parce que je roulais seul avec mon…

Ah en solex.

Non je me souviens qu'il y avait deux amis argentins avec lesquels on se voyait beaucoup parce qu'ils ne vivaient pas ici mais avaient étudié dans une université en province, ces jours de Mai 68 à Paris, nous avons passé beaucoup de temps ensemble à voir… à voir tout ce qui se passait, fantastique, très beau.

(...)

J'ai compris que vous aviez réussi à ce qu'elle soit administrée* (la Maison) (…) *par les résidents aussi. Et quand cela a été décidé, vous avez décidé d'arrêter de l'occuper. Mais je ne sais pas ce qu'il s'est passé après, si cela s'est passé comme ça ou pas…

Bon, écoutez, vous savez qu'en Argentine a été promulguée une réforme universitaire en mai 17, et la co-gouvernance de l'université se faisait entre les doyens et les étudiants, et cela ils l'ont tout de suite appliqué ici, à l'époque. Cette réforme a été faite en 1917 en Argentine, elle a commencé *(à être appliquée)* à Córdoba qui est ma ville.

En quelle année cela s'est-il passé ?

17.

1917… d'accord… Autre chose, vous, quand… En 68 vous viviez déjà à Paris.

Oui en 68 oui, je suis arrivé ici… J'ai été ici en tant qu'étudiant, et après je suis venu pour m'installer en 63, bon, je suis venu pour une exposition et ils m'en ont proposé une autre l'année suivante, et ensuite une à Londres puis une autre en Italie, et j'ai commencé à rester et je suis ici depuis cinquante ans sans m'en rendre compte. Depuis 63 je suis ici.

Et avant quand vous étiez étudiant en quelle année c'était ?

En… Moi avant j'étais en Espagne et ensuite je suis venu ici. J'étais ici en 52 et 53.

Et vous ne viviez pas à la Maison de l'Argentine ? Où vous viviez ?
Non, j'étais à Saint-Germain parce que j'allais à l'école des Beaux-Arts.

Et vous connaissiez des gens dans la Maison ?

A cette époque non.

Et vous connaissiez des Argentins ?

Oui bien-sûr j'en ai connus quelques-uns, oui oui oui.

Et ils vivaient dans des appartements privés ?

Oui ou dans des maisons, en *(incompréhensible)*, moi la Maison de l'Argentine je l'ai connue quand je suis revenu en 1963, avant je n'y avais jamais été.

Vous ne l'aviez pas connue ?

Non, je ne l'avais pas connue.

Comment vous l'avez connue en 1963 ?

Eh bien, au début… Mon frère s'y est installé, il est resté deux ou trois ans, et ces choses-là… J'ai appris son existence comme ça.

Il est venu pour étudier ?

Oui, il est venu pour étudier. Ensuite il est entré au CNRS et il est aussi resté ici. Et il a fini, maintenant il est *à la retraite (en français)*.

Mais il est plus jeune.

Oui, il est plus jeune que moi

(…)

Parce que vous n'en aviez pas besoin ?

Non, bon, non exactement. Parce que j'avais une grand-mère qui avait pas mal de moyens. Et elle m'a hébergé, elle et m'a loué un appartement à Saint-Germain et puis bon, je vivais là et je n'avais pas besoin d'aller *m'emmerder* à la Cité Universitaire. J'étais à cent mètres de mon école des Beaux-Arts, parce que j'étais aussi venu pour ça.

Et en 1951 vous étiez… Quel âge aviez-vous en 1951 ?

Ici je suis venu à 17 ans.

Ah, jeune. Vous avez commencé vos études ici alors.

Non, je les ai commencées en Espagne.

Et pourquoi vous avez décidé de venir ?

Eh bien, je n'ai jamais terminé mes études. Je suis toujours allé voir... apprendre à écrire. Et après je me suis fait seul.

Et pourquoi avez-vous décidé d'aller en Espagne et en France par la suite ?

Écoutez, parce que moi j'appartiens à une génération au sein de laquelle celui ou celle qui a une sensibilité artistique rêve d'atterrir à Paris. Je ne sais pas si c'est pareil maintenant. Aujourd'hui il y a beaucoup de personnes qui pensent plus à New York ou Berlin. Pour ma génération, Paris est le centre du monde.

Donc beaucoup sont venus. Vous avez connu des gens qui étaient avec vous en Argentine et qui… ?

Non, non… À cette époque j'ai connu plus de latino-américains que d'Argentins. Et c'est pour cela qu'en rentrant en Argentine en 1955 et à la fin de l'année 1956 j'ai pu m'acheter une petite voiture et j'ai voyagé en Amérique latine. J'ai fait l'Argentine, le Chili, le Pérou, la Colombie, je suis passé par Panama, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras, le Salvador, le Guatemala et je suis resté au Mexique quatre ans.

Parce que vous aviez fini l'école des Beaux-Arts.

Non, je ne les ai jamais faits… J'y ai toujours été comme ça… Je n'ai pas fait de cours.

Vous avez préféré revenir.

J'ai été enseignant à l'école des Beaux-Arts ici après, sans le diplôme.

Vous êtes resté quelques années ici et après vous avez voulu retourner en Amérique latine. (...) Et vous n'avez pas appris le français en Argentine ?

Dans la rue. Je le parle comme quelqu'un qui a appris le français dans la rue.

Quand vous étiez à Paris dans ces années 52-53, j'imagine que vous alliez à l'école des Beaux-Arts, vous vous rappelez des autres activités que vous aviez ?

Ça n'a plus rien à voir avec ce que je vois aujourd'hui, rien à voir, c'était autre chose.

Et à l'extérieur de l'école ?

C'est-à-dire que, tout a changé en cinquante ans. C'est-à-dire que, l'école c'est tout autre chose. Et il y a du dessin, ce n'est pas ce que c'était à mon époque. Le dessin ici, à cette époque, quand j'étais professeur quelqu'un a eu l'idée de dire qu'il faudrait supprimer le dessin parce qu'*il nuit à la création par exemple. C'est une connerie de… une cathédrale, non ?* Mais bon, il y a des gens qui pensent ça, et ce n'est pas la minorité malheureusement.

Et à l'extérieur de l'école des Beaux-Arts, vous vous rappelez de ce que vous faisiez à Paris ?

Je travaillais beaucoup, j'ai toujours beaucoup travaillé, je suis très travailleur ! je ne sais pas, je faisais des choses, à cette époque il y avait cinq ou six personnes que l'on admirait énormément et

on suivait leurs pas, et leurs influences qui nous ont beaucoup marquées ! Ce sont des peintres que personne ne connaît aujourd'hui, qui ont disparu du panorama pictural français.

Qui étaient-ils ?

Eran Marchand, André Marchand, vous savez qui c'est ?

Non.

Guerrier…

Non plus.

Bernard Buffet…

(…)

Mais ils étaient français, ils n'étaient pas latino-américains ou argentins.

Non, non bien-sûr !

Très bien… et ensuite vous m'avez expliqué comment vous étiez revenu en 1963, et oui bon…

Non, j'avais déjà commencé à travailler au Mexique avec une galerie aux Etats-Unis. Et mon idée était de… On avait donné une bourse à ma femme en France, ma femme était chorégraphe, ma femme de cette époque, et moi ils m'avaient distingué à la Biennale des jeunes. Je lui ai dit « bon, nous faisons le voyage et nous restons quatre mois puis nous allons aux Etats-Unis ». Et ça s'est très bien passé pour moi à la Biennale et des galeries parmi les deux plus importantes de Paris à ce moment m'ont proposé de faire des expositions toutes les deux l'année suivante. Je suis donc resté pour travailler, j'ai loué mon atelier. Et j'ai fait des expositions, et pendant que je préparais ces deux expositions, on m'a proposé d'en faire une en Belgique, une autre en Suisse, une autre en Italie... Et nous étions déjà en 66-67, j'ai commencé à rester ! C'est-à-dire en fin de compte moi je ne suis pas originaire de Buenos Aires, je suis de province et… D'où je venais je ne pouvais pas rêver, je ne pouvais pas rêver de vivre de ce que je voulais faire c'est-à-dire la peinture. J'ai donc commencé à rester ici car c'était le raisonnement le plus simple que peut faire la personne la plus simple de la Terre, ce qui était mon cas. Je suis resté et bon, ici je suis mieux qu'à n'importe quel autre endroit. J'adore la ville, j'ai de bonnes relations avec les gens et… Je suis ici enfermé à travailler toute la journée. Et je me permets de faire ce que j'ai fait aujourd'hui, aller voir des expositions, il y en a tant ici… Paris continue d'être sinon le centre des arts, en soi, bon maintenant il y a tout ça avec la chose économique, non ? Mais cela reste une grande vitrine, à tel point que si l'on veut… Si l'on veut suivre tout ce qui se passe ici, il n'a pas le temps de travailler. Moi malheureusement il y a beaucoup de choses qui m'échappent, que je n'ai pas la possibilité de voir parce que je travaille beaucoup. Et il y a un moment dans la vie durant où la seule chose à laquelle on pense est travailler.

Et vous avez connu beaucoup d'artistes latino-américains ici en 1963, des peintres ?

Qui d'Amérique latine n'est pas passé à un moment par Paris ? Des poètes… Neruda, Carpentier, Miguel Ángel Asturias, tous ont été ici un temps assez long, certains ont été ambassadeurs, d'autres ont été attachés culturels c'est-à-dire qu'ils recevaient comme des bourses de leurs pays pour leurs trajectoires, pour leur prestige.

D'accord, j'avais aussi des questions sur la Maison. Mais si vous n'avez jamais vécu là-bas... C'est surtout ça mon travail, mais si vous n'y avez pas vécu…

Non, je n'y ai jamais vécu.

Quand votre frère y a habité, vous ne vous y êtes pas rendu ?

Si, je suis allé le chercher ou… Après, non, le temps est passé et à partir des années 80 il y a eu une ouverture à la Maison. Alors sont arrivés le directeur et des personnes plus aptes pour ça. Et la Maison s'est transformée en une espèce de centre névralgique pour certaines activités culturelles de musique, de peinture, et puis bon il y a des expositions et un groupe ici qui s'appelle le collectif et qui organise des expositions tous les ans, une ou deux. Mais bon, tout ça est nouveau, ça a trente ans, vingt-cinq ans pas plus. Avant, la Maison était quelque chose surtout dédié au boursiers, vous voyez.

Et cela a changé au cours des années quatre-vingt ?

Dans les années 80, il y a dû avoir oui… Et là j'ai commencé à y aller moi.

Quand s'est terminée la dictature, en 82.

Après la dictature ! Immédiatement après la dictature. C'est devenu un endroit plus actif.

Le directeur a changé ?

Non, bien sûr, tout ça a changé, et le directeur aussi. C'est un poste important, c'est-à-dire que, pour les Argentins, aller à Paris, y avoir un appartement, avoir un bon salaire, les gens sont diplomates, *c'est pas mal, non ?*

Oui, oui. Parce que cette autre Maison, le* Centro piloto*, avait déjà fermé ? Jusqu'à quand il a existé ?

Ça ça a fermé quand la dictature est tombée.

Donc à ce moment aussi, dans les années quatre-vingt.

Eh… Et bien cela doit être 82-83 si je me souviens…

Donc à partir de ce moment il y a l'ambassade et la Maison de l'Argentine, ce sont les deux centre on peut dire de la… des Argentins…

Mais les militaires avaient un centre à eux aussi.

Ah oui ?

Eh bien sûr ! Parce que l'armée avait une dépendance car on achète beaucoup d'armes ici. Et il y a un groupe de militaires qui vit ici pour acheter des pièces, pour acheter des choses qui là-bas ont été abîmées ou ont été, je sais pas… Ça ça a existé jusqu'à il y a peu, si ça existe encore je sais pas.

***Et ce n'était pas le* Centro piloto.**

Non, c'était un autre endroit.

D'accord. Et à la Maison de l'Amérique latine il y avait des activités aussi ? C'est au boulevard Saint-Germain, il y avait des activités aussi ?

Bon, cette maison est là depuis de nombreuses années. Et il a commencé à y avoir des activités après les gouvernements socialistes, parce qu'on a nommé des gens qui… La Maison de l'Amérique latine avant servait de salon pour les mariages des diplomates. Maintenant elle a une grande activité culturelle et tout le monde passe à la Maison de l'Amérique latine, aujourd'hui. Il y a un endroit pour faire des expositions, il y a des conférences, elle a une activité intense, intense.

***Et vous y avez jamais fait d'expositions, ou* El Colectivo.**

Moi j'y ai fait une exposition il y a quelque chose comme vingt ans.

Et* El Colectivo *?

Non *El Colectivo* est une chose qui a toujours été là, à la Maison de l'Argentine de la Cité universitaire, je crois qu'il y en a une en janvier, mais malheureusement je ne serai pas là.

Et qui a eu l'idée de faire ça ?

Ça se fait deux fois par an depuis longtemps déjà. Ça a commencé dans un restaurant qui est sur le boulevard Saint-Germain qui s'appelle *« Sur »* [*El Sur*]. Ça s'est fait deux ou trois fois là-bas. Et ensuite il a trouvé son petit espace à la Cité universitaire. Et bon ça se fait là. Vous connaissez les personnes de la Cité ? Les filles ?

Non, bon je connais Agustina…

(…)

Bien sûr car c'est amusant, maintenant ils vont en faire un dont le thème est le nu… J'imagine que le nu féminin, je veux penser, eh eh eh !

(…)

Et donc, dans* El Colectivo*... Vous vous appartenez à* El Colectivo*, et qui sont les autres ?

Ah tous les Argentins qui sont ici. Oui, il y en a trente ou quarante !

C'est seulement pictural, c'est pas… Ce sont tous des peintres.

Oui oui oui, tous des peintres.

(…) ***Et donc avant, disons par exemple quand votre frère était là dans les années soixante, il n'y avait rien comme expositions, maintenant il y a des conférences et tout… Il n'y en avait pas à l'époque ?***

Bon la bibliothèque était… Très petite. Maintenant déjà, c'est une bibliothèque. Et bon il y a des produits de nombreuses donations, et ça s'agrandit, et il y a des gens qui collaborent…

Oui j'ai été à la bibliothèque pour lire des livres sur la Maison, oui elle est bien. Mais, à cette époque il n'y avait pas de livres ? Il n'y avait pas autant de livres, comme aujourd'hui ?

Il y a un livre sur la Maison qui a été fait il y a dix, quinze ans.

Oui, oui je crois que je l'ai lu.

(...)

Parmi toutes les personnes de* El Colectivo*, personne n'a vécu à la Maison ?

Eh bien je pense que s'il y en a ils sont très peu à avoir vécu dans la Maison. Pour moi ceux qui sont venus à la Maison ce sont des gens qui venaient boursiers d'Argentine, et par conséquent après la bourse ils rentraient. Ou des médecins, des scientifiques qui venaient ici pour faire un cours ou faire une revalidation et une fois qu'ils avaient terminé ce pour quoi ils étaient venus ils rentraient en Argentine.

Je sais que Cortázar est venu à la Maison, je ne sais pas s'il avait une bourse, mais après il est resté. Et j'ai lu quelque part que quand il est venu à la Maison il disait qu'il était toujours fourré avec des Argentins et que du coup il ne connaissait rien de Paris et qu'il a décidé de partir de la Maison parce que sinon…

Il était toujours avec des Argentins. Cette histoire je ne la connais pas, je ne savais pas.

Je ne sais pas si c'était comme ça ou… Eh… Bien. Oui, parce que, des gens qui avaient des bourses, ensuite ils rentraient mais pourquoi ils rentraient après avoir eu la bourse et ils ne restaient pas après ?

Clelia : Eh bien parce qu'en général la condition d'une bourse c'est de rentrer au pays qui t'a donné la bourse. En général quand un pays ou une institution te donne de l'argent pour aller te former dehors c'est pour que l'on rentre et…

On travaille dans le pays.

Clelia : On travaille dans le pays et on fasse, disons, on puisse reproduire ces connaissances. C'est une sorte de condition.

Seguí : C'est (il insiste) une des conditions !
Clelia : Oui.

Donc les gens qui n'avaient pas de bourse avaient plus de liberté.

Clelia : Pour rester ou non. Des gens qui avaient des bourses sont restés aussi. Mais en général il fallait respecter… Ils restaient un moment et ensuite ils rentraient, ça arrive aussi, c'est arrivé et ça continue d'arriver. Ou bien, ils rompent cet engagement et ils restent mais… C'est une sorte d'aller-retour, d'engagement que l'on assume quand on part en étant boursier.

Vous n'avez pas vécu non plus à la Maison ?

Clelia : Non, non. Un frère de Antonio a vécu à la Maison… Et, je ne me souviens pas…
Seguí : Je ne sais pas combien de temps il y a été, il n'y a pas été très longtemps ! Parce qu'il a vécu avec moi quand j'étais rue de la Roquette, jusqu'en 65…
Clelia : il y a le directeur d'avant, Marcelo…
Seguí : Balsells.

Clelia : Vous l'avez connu ?

Non.

Clelia : Il est en train de faire comme une société d'ex-résidents de la Maison de l'Argentine. Eh… Il a fait une gestion incroyable de… Les années où il était ici, d'ouvrir la Maison…
Seguí : Lui il est parti il y a…
Clelia : Deux ans…

Comment il s'appelle ?

Clelia : Marcelo Balsells.

(…)

Clelia : Et celle qui a été là avant lui, c'est une dame qui… *(…)* Elle a fait une publication *(sonnerie de la porte)*, elle venait du domaine de… Les personnes qui sont en général *(…)* directeurs sont désignés par le Ministère de l'Éducation ou aussi… *(…)* Elle a fait tout un travail de documentation en récupérant la voix des anciens résidents de la Maison. Il doit y avoir une publication de ça…

Oui, oui je crois que j'ai lu un livre…* Escenas de la memoria *?

Clelia : Oui, c'est possible.

Elle ne s'appelle pas Diana cette dame ?

Clelia : Non, elle c'est Diana Saiegh, celle-ci est antérieure, c'est celle qui a ouvert la Maison au *Colectivo*.
Seguí : C'est ce que je vous racontais.
Clelia : Au *Colectivo*, c'est celle qui a commencé à faire des activités dans la Maison. Mais cette autre son nom va me revenir…

(...)

Mais donc, donc il y a eu plusieurs directeurs alors ? Parce qu'ils restent deux ou trois ans non ?

Seguí : Oui, quatre ans je crois, quatre ans.

Oui, et avec chaque directeur* El Colectivo *continue.

Oui, oui, ça ne s'est pas arrêté. Après que soit arrivée cette dame ça ne s'est pas arrêté.

Et vous êtes les seuls à faire des expositions… picturales ?

Oui, c'est suffisant hein, parce que nous sommes une grande *(incompréhensible)* !

Oui, vous occupez cette salle, qui est à gauche ?

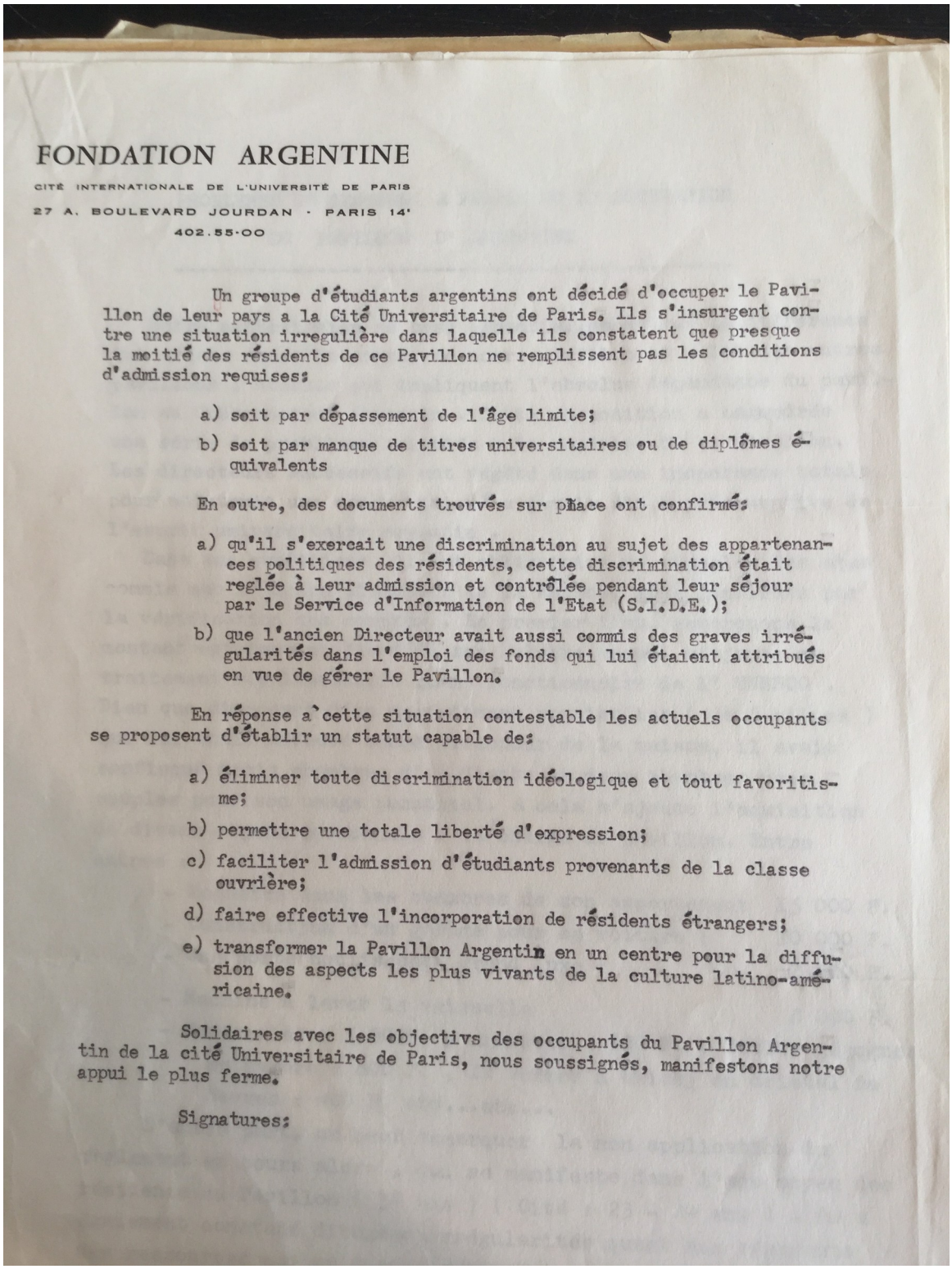
C'est la seule où c'est possible, oui.

(…)

Clelia : Il y a eu Diana et ensuite il y a eu Nora.
Seguí : Nora.
Clelia : Ensuite il y a eu quelqu'un d'autre, et ensuite vient cette personne du Ministère de l'Éducation qui s'est occupée de la Maison, pas mal.
Seguí : Oui très bien.
Clelia : De l'histoire, elle est de ceux qui voulaient remettre à jour la fresque… Et… Ils ont fait tout un travail de récupération et… Car peut-être qu'elle peut vous donner des informations aussi, et Marcelo qui est celui qui est en train de réunir des anciens résidents.

(…)

Clelia : Marcelo Balsells est un musicien. Et bon la musique dans la Maison a eu une place extraordinaire pendant qu'il y était, ils ont fait… Même la relation entre les résidents a été complètement différente… Les soirées qu'ils faisaient… Eh… Ça a été… Il a beaucoup élargi l'espace Marcelo. Bon chacun avec sa personnalité, mais chacun a apporté quelque chose de différent.



FONDATION ARGENTINE

CITÉ INTERNATIONALE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

27 A. BOULEVARD JOURDAN · PARIS 14e

402.55.00

Un groupe d'étudiants argentins ont décidé d'occuper le Pavillon de leur pays a la Cité Universitaire de Paris. Ils s'insurgent contre une situation irregulière dans laquelle ils constatent que presque la moitié des résidents de ce Pavillon ne remplissent pas les conditions d'admission requises:

a) soit par dépassement de l'âge limite;

b) soit par manque de titres universitaires ou de diplômes équivalents

En outre, des documents trouvés sur place ont confirmé:

a) qu'il s'exercait une discrimination au sujet des appartenances politiques des résidents, cette discrimination était reglée à leur admission et contrôlée pendant leur séjour par le Service d'Information de l'Etat (S.I.D.E.);

b) que l'ancien Directeur avait aussi commis des graves irrégularités dans l'emploi des fonds qui lui étaient attribués en vue de gérer le Pavillon.

En réponse a cette situation contestable les actuels occupants se proposent d'établir un statut capable de:

a) éliminer toute discrimination idéologique et tout favoritisme;

b) permettre une totale liberté d'expression;

c) faciliter l'admission d'étudiants provenants de la classe ouvrière;

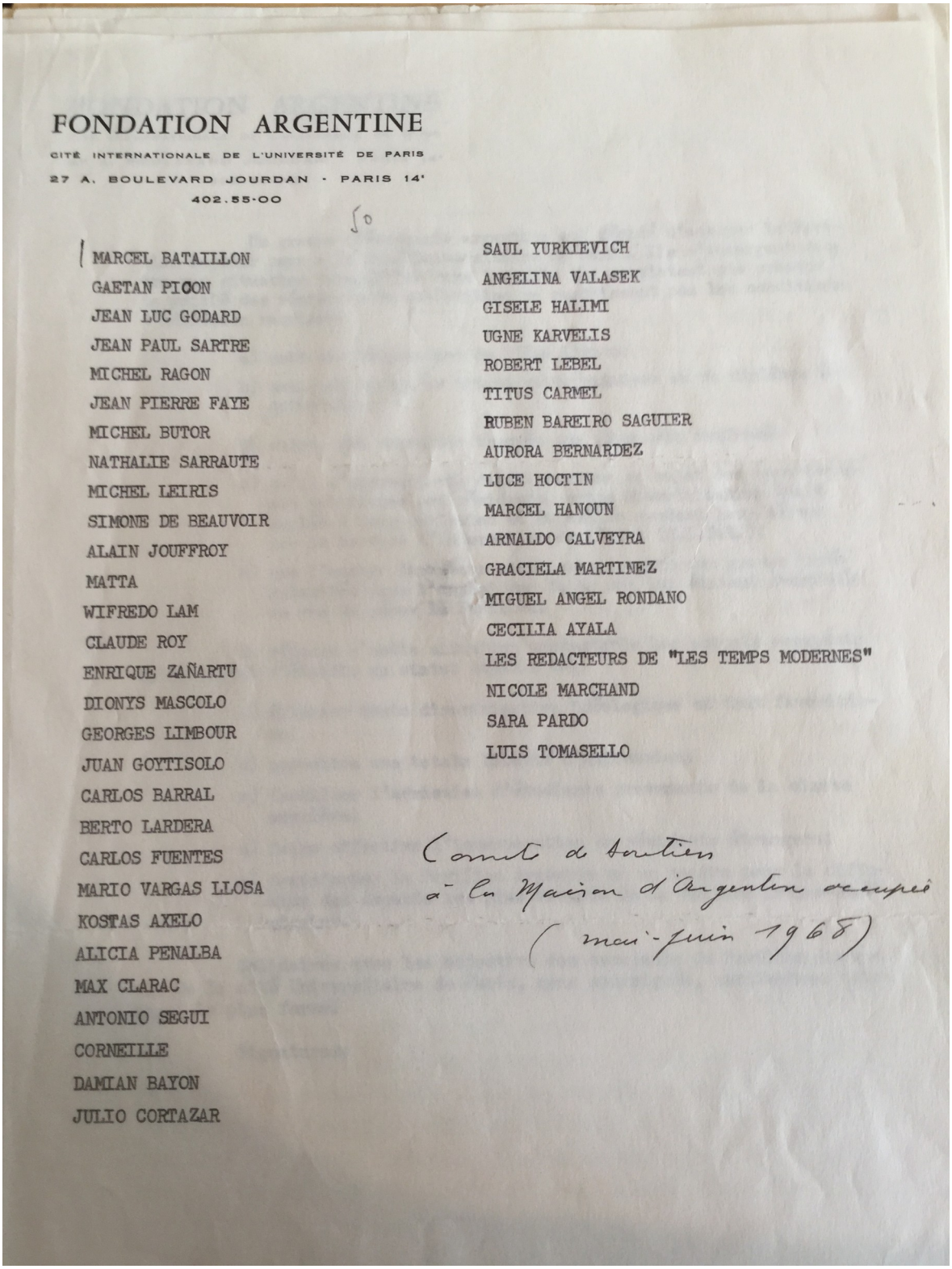
d) faire effective l'incorporation de résidents étrangers;

e) transformer la Pavillon Argentin en un centre pour la diffusion des aspects les plus vivants de la culture latino-américaine.

Solidaires avec les objectivs des occupants du Pavillon Argentin de la cité Universitaire de Paris, nous soussignés, manifestons notre appui le plus ferme.

Signatures:

Communiqué de soutien aux occupants de la Maison en Mai 68. Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107



FONDATION ARGENTINE

CITÉ INTERNATIONALE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

27 A, BOULEVARD JOURDAN - PARIS 14e

402.55-00

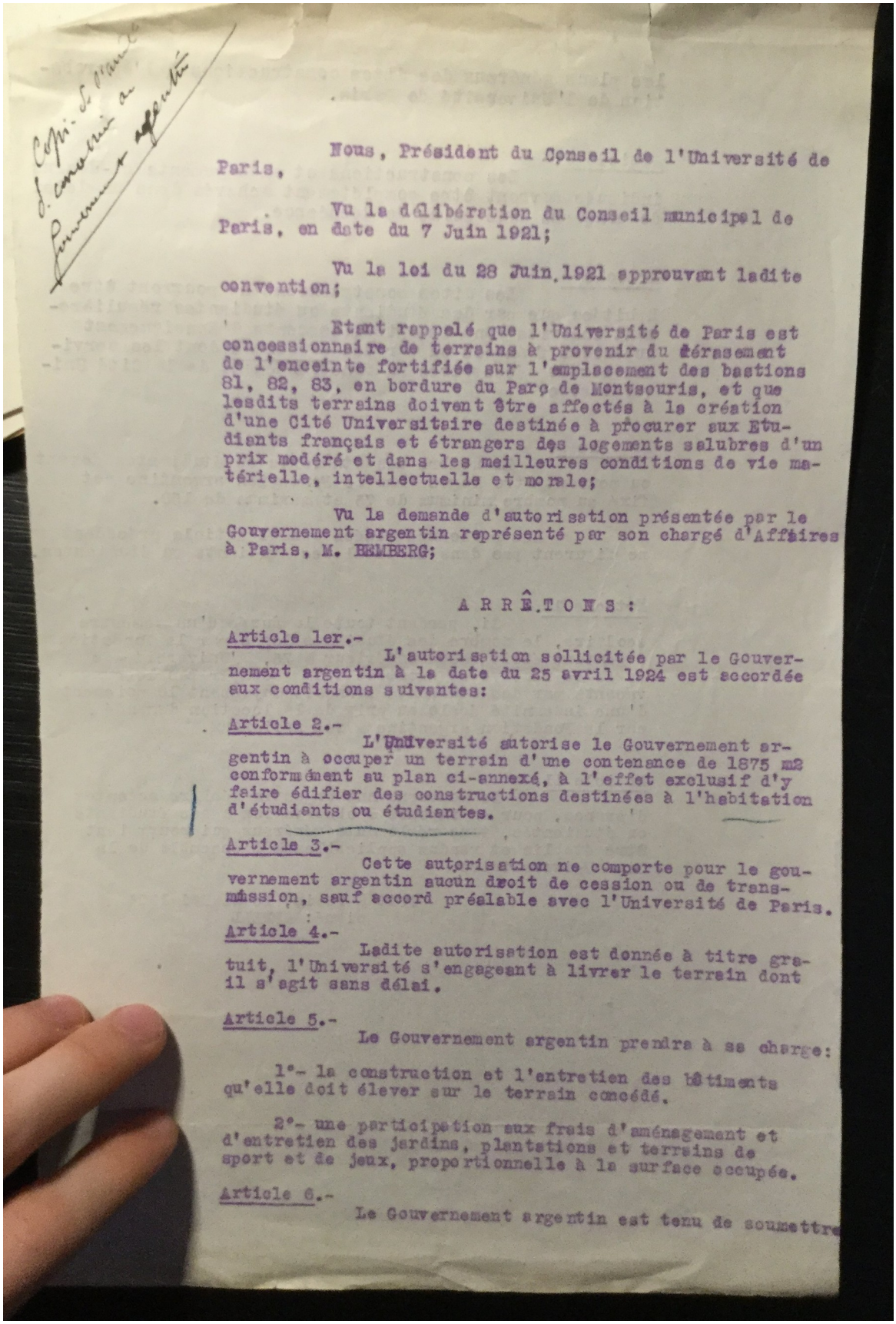
50

MARCEL BATAILLON
GAETAN PICON
JEAN LUC GODARD
JEAN PAUL SARTRE
MICHEL RAGON
JEAN PIERRE FAYE
MICHEL BUTOR
NATHALIE SARRAUTE
MICHEL LEIRIS
SIMONE DE BEAUVOIR
ALAIN JOUFFROY
MATTA
WIFREDO LAM
CLAUDE ROY
ENRIQUE ZAÑARTU
DIONYS MASCOLO
GEORGES LIMBOUR
JUAN GOYTISOLO
CARLOS BARRAL
BERTO LARDERA
CARLOS FUENTES
MARIO VARGAS LLOSA
KOSTAS AXELO
ALICIA PENALBA
MAX CLARAC
ANTONIO SEGUI
CORNEILLE
DAMIAN BAYON
JULIO CORTAZAR

SAUL YURKIEVICH
ANGELINA VALASEK
GISELE HALIMI
UGNE KARVELIS
ROBERT LEBEL
TITUS CARMEL
RUBEN BAREIRO SAGUIER
AURORA BERNARDEZ
LUCE HOCTIN
MARCEL HANOUN
ARNALDO CALVEYRA
GRACIELA MARTINEZ
MIGUEL ANGEL RONDANO
CECILIA AYALA
LES REDACTEURS DE "LES TEMPS MODERNES"
NICOLE MARCHAND
SARA PARDO
LUIS TOMASELLO

(comité de soutien
à la Maison d'Argentine occupée
(mai-juin 1968)

Liste des signataires du communiqué de soutien à l'occupation de la Maison en Mai 68. Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107



Nous, Président du Conseil de l'Université de Paris,

Vu la délibération du Conseil municipal de Paris, en date du 7 Juin 1921;

Vu la loi du 28 Juin 1921 approuvant ladite convention;

Etant rappelé que l'Université de Paris est concessionnaire de terrains à provenir du démasement de l'enceinte fortifiée sur l'emplacement des bastions 81, 82, 83, en bordure du Parc de Montsouris, et que lesdits terrains doivent être affectés à la création d'une Cité Universitaire destinée à procurer aux Etudiants français et étrangers des logements salubres d'un prix modéré et dans les meilleures conditions de vie matérielle, intellectuelle et morale;

Vu la demande d'autorisation présentée par le Gouvernement argentin représenté par son chargé d'Affaires à Paris, M. BEMBERG;

ARRÊTONS :

Article 1er.-
L'autorisation sollicitée par le Gouvernement argentin à la date du 25 avril 1924 est accordée aux conditions suivantes:

Article 2.-
L'Université autorise le Gouvernement argentin à occuper un terrain d'une contenance de 1875 m2 conformément au plan ci-annexé, à l'effet exclusif d'y faire édifier des constructions destinées à l'habitation d'étudiants ou étudiantes.

Article 3.-
Cette autorisation ne comporte pour le gouvernement argentin aucun droit de cession ou de transmission, sauf accord préalable avec l'Université de Paris.

Article 4.-
Ladite autorisation est donnée à titre gratuit, l'Université s'engageant à livrer le terrain dont il s'agit sans délai.

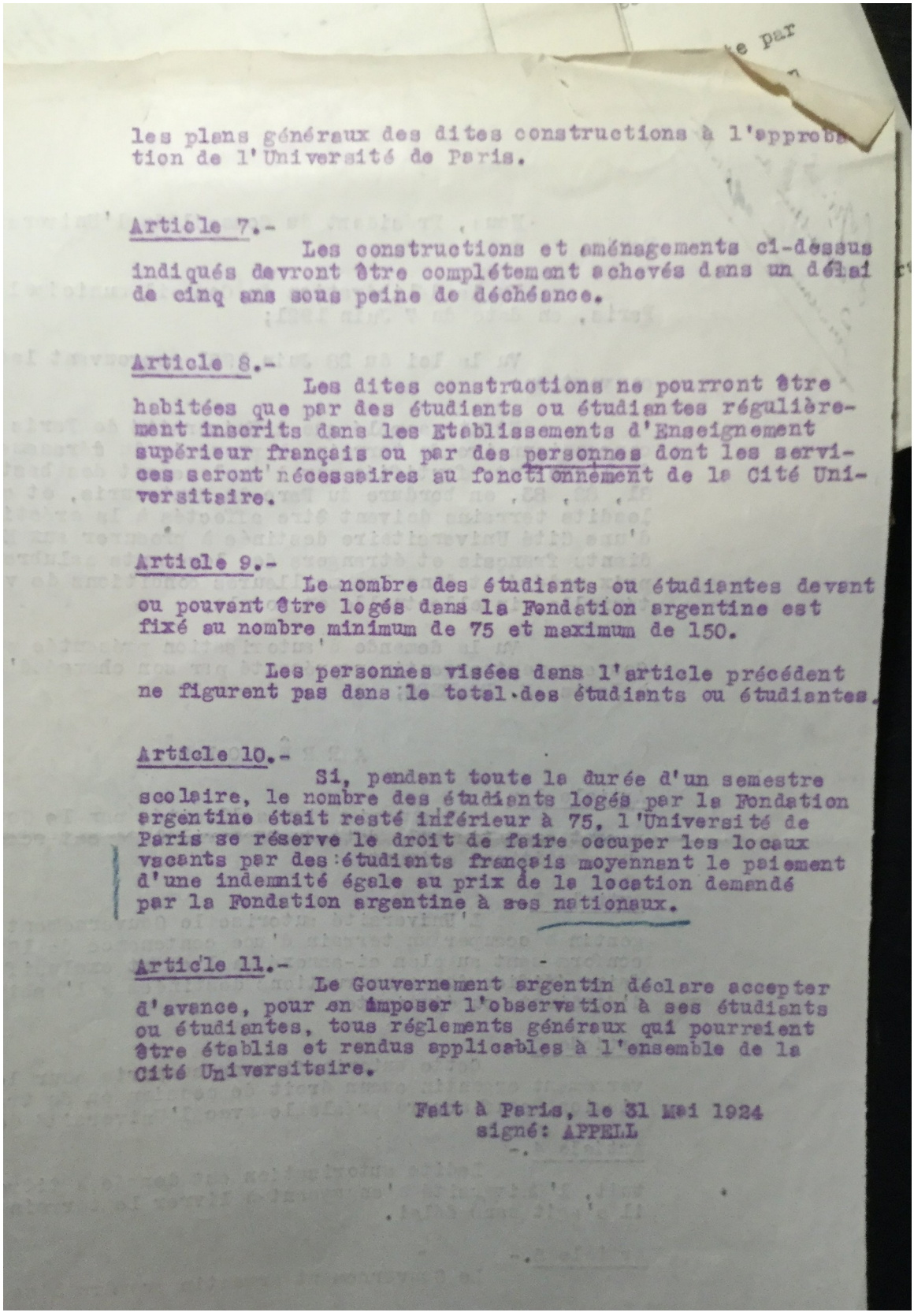
Article 5.-
Le Gouvernement argentin prendra à sa charge:

1°- la construction et l'entretien des bâtiments qu'elle doit élever sur le terrain concédé.

2°- une participation aux frais d'aménagement et d'entretien des jardins, plantations et terrains de sport et de jeux, proportionnelle à la surface occupée.

Article 6.-
Le Gouvernement argentin est tenu de soumettre

L'arrêté rectoral de 1924 qui autorise le gouvernement argentin à bâtir la Maison. Archives nationales de Pierrefitte, archives de la Fondation nationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 20090013/1107



les plans généraux des dites constructions à l'approbation de l'Université de Paris.

Article 7.-

Les constructions et aménagements ci-dessus indiqués devront être complétement achevés dans un délai de cinq ans sous peine de déchéance.

Article 8.-

Les dites constructions ne pourront être habitées que par des étudiants ou étudiantes régulièrement inscrits dans les Etablissements d'Enseignement supérieur français ou par des personnes dont les services seront nécessaires au fonctionnement de la Cité Universitaire.

Article 9.-

Le nombre des étudiants ou étudiantes devant ou pouvant être logés dans la Fondation argentine est fixé au nombre minimum de 75 et maximum de 150.

Les personnes visées dans l'article précédent ne figurent pas dans le total des étudiants ou étudiantes.

Article 10.-

Si, pendant toute la durée d'un semestre scolaire, le nombre des étudiants logés par la Fondation argentine était resté inférieur à 75, l'Université de Paris se réserve le droit de faire occuper les locaux vacants par des étudiants français moyennant le paiement d'une indemnité égale au prix de la location demandé par la Fondation argentine à ses nationaux.

Article 11.-

Le Gouvernement argentin déclare accepter d'avance, pour en imposer l'observation à ses étudiants ou étudiantes, tous réglements généraux qui pourraient être établis et rendus applicables à l'ensemble de la Cité Universitaire.

Fait à Paris, le 31 Mai 1924
signé: APPELL

Page 2.